T. XLIV — N° 3 10 Septembre 1936

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

Christianus. *Pitié pour notre sœur l'Espagne.*

Jean Morienval. *Les commencements de la presse religieuse en France.*

Comment les catholiques ont-ils collaboré, en France, à la naissance de la presse au sens technique du mot? et comment le journalisme religieux a-t-il commencé chez nous? En un temps où l'Exposition vaticane remet le sujet à l'ordre du jour, cet exposé, alerte et vivant tout bourré de faits et de récits le plus souvent ignorés, ne manquera pas d'intérêt.

Maurice Zundel. *Conversions à l'humain.*

La seule qui importe, dans toutes nos réformes économiques et sociales.

Étienne Borne. *Pour refaire une chrétienté.*

Un événement catholique : le récent ouvrage de Jacques Maritain.

Billet de Christianus

Pitié pour notre sœur l'Espagne

En face des événements d'Espagne, on n'entend que le fracas des passions partisanes. Quand s'élèvera, au milieu d'elles, dominant toutes les autres, la seule voix qui convienne, la voix d'humanité et de pitié ?

Si l'on s'en tenait à la lecture des journaux ou aux réflexions qui se font autour de soi, on pourrait croire qu'il n'y a, en présence de cette tragique situation, que deux attitudes possibles : intervenir ou s'abstenir.



Intervenir au nom d'une idéologie, qu'elle soit de droite ou de gauche, qui ne connaît pas de frontières et dont on veut assurer le triomphe. Et en réalité on intervient, autant qu'on le peut, sinon ouvertement, — le risque en serait trop grand, — du moins prend-on parti par son indignation et par ses vœux.

C'est l'esprit de croisade qui renaît. Prendre parti ne nous déplaît pas, à condition qu'on le fasse avec cohérence et non pas en contradiction avec ses propres principes.

Donner sa vie pour une idéologie et une mystique, c'est le plus noble emploi qu'on puisse en faire. Il vaut mieux, pour un pays, une atmosphère de croisade qu'une atmosphère d'indifférence, de jouissance et de démission morale.

Seulement, toute idéologie et toute atmosphère de croi-

sade sont, socialement, redoutables. Outre qu'elles risquent de n'être conformes ni à la vérité, ni à la justice, elles mettent en mouvement tout ce qu'il y a, dans l'individu et surtout dans la masse, d'irrationnel.

Aussi, plus il y a, dans un pays, de ces élans irrationnels, plus il faut leur imposer des règles juridiques strictes, et plus l'organisme, qui a responsabilité du bien commun, a le devoir de les tenir en main et de les soumettre à l'ordre extérieur.

Le Gouvernement a donc rempli un devoir de sa charge en décidant, en présence des idéologies opposées, de s'abstenir. Par là, il a travaillé pour la paix française.

La mystique, au sein des groupements, fort bien. Mais, au Gouvernement, le maintien ferme de l'ordre public.



Mais alors, n'y a-t-il qu'à regarder, avec horreur, ce spectacle sanglant ? Cette corrida *à mort, cette atroce* corrida *humaine sans règles et sans honneur, en se contentant de parier, selon ses goûts, pour l'un ou l'autre parti ?*

Il ne faudrait avoir aucune fibre humaine. S'il y a solidarité de groupe et de parti, n'y a-t-il pas, davantage, solidarité de sang humain ?

Voici que les notions et les vertus, qui sont le patrimoine de notre civilisation et même, à un certain degré, de l'humanité tout entière, qui, lentement, avaient amélioré et ennobli la pauvre vie terrestre, sont saccagées. Des actes sont commis que tous les codes condamnent comme des crimes. Des haines sont à l'œuvre, et des sectarismes, répudiés par tous les partis, et des raffinements de cruauté, et du sadisme qu'aucune idéologie n'oserait défendre. Des méthodes de guerre sont employées, que ne justifie aucune mesure de prudence, et qui sont un retour à la barbarie.

Et, sous prétexte de non-intervention, on laisserait cette barbarie se déployer, détruire et déshonorer une nation ? et aller, par-delà les frontières, réveiller, par contagion, ce qui dort de mauvais au fond de tous les peuples ?

Il faut, au plus vite, que les nations qui n'ont pas encore perdu la tête s'entendent pour arrêter ce fléau, du moins le limiter et sauver ce qui peut encore l'être.

Il ne s'agit pas de distribuer les torts, pas même de les mesurer. Ce n'est pas l'heure de la justice.

Seule, d'ailleurs, une Société des Nations véritable aurait qualité pour la rendre. Mais c'est l'heure de la pitié. Il faut aider l'Espagne à se ressaisir et à reprendre ses passions en main.

C'est à l'État à trouver les voies et moyens... Mais c'est à l'opinion publique à l'aider. L'opinion de tout un peuple, qui fait une pression fraternelle sur un autre peuple, ne peut manquer de l'impressionner, de même que la condamnation unanime d'un crime n'est pas chose vaine. Mais il faut qu'elle soit unanime, que partout on appelle crime ce qui est crime, où qu'il se commette et sous n'importe quel prétexte. Choisir parmi les crimes. En passer sous silence, ne dénoncer que ceux des adversaires, c'est une manière oblique de les encourager.

Ne peut-on faire taire tout esprit de parti et tout souci utilitaire et laisser émouvoir son cœur par ce péché contre l'humanité et par ce sang qui crie pitié ? C'est une sorte de Croix-Rouge morale qu'il faut organiser, une Croix-Rouge pour le pansement des âmes et l'apaisement des cœurs. Puisqu'il souffle un vent de croisade, que ce soit une croisade de charité.

C'est par vocation que les catholiques sont tenus d'être à la tête d'une croisade de cet ordre.

Aussi bien, une campagne pour arrêter les méthodes sauvages de la guerre d'Espagne ne sera pas seulement utile à l'Espagne. Elle servira à ceux qui la feront. Elle étouffera, dans notre climat politique, les ferments de division et de haine qui se réveillent. Ce qui se passe au-delà des Pyrénées, si horrible que cela soit, est un mauvais exemple. Certaines passions y trouvent une excitation et, peut-être, un motif d'émulation. Un feu de guerre civile idéologique est en train de s'allumer dans beaucoup d'esprits et de cœurs. Il ne faut pas le laisser se développer.

Si les catholiques, et avec eux tous les hommes de bonne volonté, réussissent à allumer dans notre pays un grand feu de pitié et de charité pour l'Espagne, toutes les passions qui passeront par ce feu ne seront plus disponibles pour aucune guerre fratricide.

CHRISTIANUS.

Les commencements de la presse religieuse en France

Quels ont été les débuts de la presse religieuse en France? L'exposition de la presse catholique tenue cette année au Vatican, et dont la partie rétrospective ne semble pas la moins intéressante, nous a paru une bonne occasion de le rechercher.

Aussi bien ne connaissons-nous sur la question aucun travail particulier, et on conviendra que ce n'est pas une simple curiosité que de savoir comment, dans l'établissement du pouvoir de la presse, fut représentée la pensée catholique.

I. — Feuilles, Avis et Canards

Bien entendu, nous ne faisons l'histoire de ce qui a pu demeurer, ou au moins laisser des traces suffisantes.

Un esprit légèrement paradoxal peut faire honneur à l'Église d'avoir inventé *la Presse parlée*. Qu'est-ce que le prône du dimanche? On donne d'abord la date, puis l'évangile du jour. Le sermon vaut bien l'article de fond; et il y a les informations, avis et nouvelles, qu'une réflexion parfois met en forme d'écho.

Il est certain que l'idée de *publication* est au cœur de la constitution chrétienne. « Allez, enseignez toutes les nations »; cet enseignement doit donc être donné par toutes les voies autorisées qui le permettent. On dit et répète que saint Paul, s'il revenait, se ferait journaliste : ce n'est pas seulement parce que saint Paul comprendrait

la puissance d'action du journalisme, mais surtout parce que la mission de l'apôtre est de publier.

Prise de cette sorte, nous ne ferions plus l'histoire du journalisme religieux, mais de la diffusion de la doctrine chrétienne. Il faut savoir nous borner.

Pourtant ce rappel était nécessaire pour indiquer comment a pu naître une forme de journalisme que nous nommerons *non-périodique* et sur lequel nous n'insisterons pas non plus.

Quand nous parlons aujourd'hui de la Presse, cela s'entend des journaux et revues : signification récente, et il convient d'y prendre garde pour éviter des malentendus. Charles Nodier, en publiant, il y a un siècle, son étude : *De la liberté de la Presse avant Louis XIV,* parlait, comme tout le monde alors, de la liberté de l'imprimerie. Jusque vers le milieu du XIX[e] siècle et même un peu plus tard, *la Presse* signifie toute la *chose imprimée.*

A travers tout l'imprimé, certaines publications correspondent davantage à l'idée que nous nous faisons aujourd'hui du journalisme. Si ce ne sont pas encore des publications périodiques, cette périodicité qui deviendra l'essentiel caractère du journal est suppléée par d'autres caractères : il s'agit d'écrits brefs, provoqués par un événement, et qui veulent donner rapidement une information à tout le monde. On les intitule *Feuilles*, *Avis*, *Relations*, et quelquefois même *Journal.* En l'étendant à des publications plus généralement populaires, leur nom véritable serait plus techniquement *Canards.* Notre époque préfère dire des *Tracts.*

Un inventaire de toutes ces publications demanderait de longues recherches, et il dépasserait notre objet. Contentons-nous de rappeler les plus significatives : par exemple, et puisque saint François de Sales est le patron des journalistes, ces *Feuillets*, ou *Placards* souvent cités dont il appuya en 1594 sa prédication aux protestants du Chablais.

Les discussions entre catholiques et protestants don-

nèrent naissance à bien des publications du même genre, comme en ont été marquées toutes les querelles qui nous ont agités : en relèveraient les *Lettres à un Provincial*, de Blaise Pascal, comme les pamphlets anticatholiques que Voltaire signait de pseudonymes plus ou moins biscornus. Beaucoup de ces textes sont de ceux qui entreraient aujourd'hui dans un journal. Cependant cette presse non-périodique garde sa raison d'être parce qu'elle est moins esclave de la date. L'un et l'autre mode de publication gagnent à s'associer : par exemple, Mgr Dupanloup avait publié dans *Le Français* ses lettres sur Voltaire en 1878, et les donnait ensuite en brochures.

Les revues missionnaires, qui devaient se multiplier, commencent par des *Relations* : on a ainsi une lettre de saint François Xavier à saint Ignace de Loyola ; les Capucins envoyèrent des *Relations* de leurs missions au Canada ; les Jésuites devaient faire de leurs *Relations* une véritable publication périodique : la première, du P. Biard, en 1616, n'est qu'avant-courrière et demeure isolée ; mais, de 1632 à 1672, les *Relations* furent publiées régulièrement chaque année. On peut considérer qu'elles appartiennent au journalisme plus qu'à l'histoire, en ce qu'elles annoncent surtout le bien ; mais leur valeur documentaire, un instant combattue, est certaine, et précieuse au premier chef (1).

A côté de ces publications qui s'adressaient à un public instruit, une foule d'autres s'adressèrent aux masses populaires. Ne parlons pas naturellement de celles qui contenaient l'enseignement religieux, comme les catéchismes. A propros des canonisations, de grandes cérémonies religieuses, de pèlerinages, les colporteurs composaient quelquefois eux-mêmes et vendaient une feuille de compte rendu édifiant. Sur la manière dont ces petites publications populaires ont contribué à maintenir la foi dans les

(1) Georges Goyau, *Les origines religieuses du Canada*, 1924.

masses, il y aurait d'intéressantes recherches à mener (1). Ces publications se sont longtemps maintenues, jusque dans le XIXe siècle. Battus sur le terrain de la presse périodique, les catholiques ont, peut-être inconsciemment et malgré eux, gardé un temps sur cet autre terrain leurs anciennes positions. Il n'est pas impossible d'y voir l'une des raisons qui ont maintenu la croyance catholique plus longtemps dans le peuple que dans la bourgeoisie.

II. — Les publications périodiques

On nous excusera de passer vite. Nous devions indiquer l'importance d'une forme particulière de publication dans la formation courante de l'opinion. Il va de soi que notre objet est la presse périodique, celle qui a tous les caractères du journalisme, si ce n'est la plénitude seulement atteinte par le quotidien. Le chemin serait long à faire pour en arriver là.

Nous nous contenterons de journaux d'une périodicité moindre. Et même, pour commencer, d'une simple tentative, car, on l'a vu à propos de la relation du P. Biard, il faut quelquefois prendre son élan.

L'abbé de la Rocque, ou le novateur incompris

L'auteur de cette première tentative d'un journal religieux est l'abbé de la Rocque, un homme ingénieux sur lequel des jugements péjoratifs se sont régulièrement transmis sans apparente vérification. L'abbé de la Rocque était le directeur du *Journal des Savants*.

On sait que notre XVIIe siècle eut pour principaux

(1) On aurait à reprendre dans cette direction, à compléter et enrichir quelques chapitres de Charles Nisard, *Histoire des livres populaires*, outre quelques autres études, dont la bibliographie des *Livres populaires imprimés à Troyes* (1600-1800), par Alexis Socard.

organes la *Gazette*, ensuite *Gazette de France*, le *Journal des Savants* et le *Mercure Galant* (au XVIIIe siècle *Le Mercure de France*). Pour nos pères, la *gazette* s'entendait de la feuille de nouvelles, le *journal* était ce que nous appelons une revue, et le *mercure* un messager. Bien vite, quoique contrarié par la législation, l'autorité, la jalousie des privilèges acquis, le journalisme foisonna, comme c'est quelque peu sa nature : il y eut les journaux de la Fronde, les gazettes en vers plus ou moins burlesques, sans compter les nouvelles à la main, et les gazettes manuscrites.

La *Gazette* date de 1631, le *Journal des Savants* fut fondé par M. de Sallo en 1665 (le *Mercure* ne parut qu'en 1672). Le *Journal des Savants* ne s'intéressait pas surtout aux sciences, comme son titre l'indiquerait aujourd'hui. Il faisait savoir, comme le dit son *Avertissement*, tout ce qui se passe de nouveau dans la république des lettres, et on y traitait de littérature, de philosophie et de religion autant que de physique et d'astronomie. Hebdomadaire comme *La Gazette*, et même illustré, il suscita à son apparition de vives rancunes qui amenèrent sa suspension. Colbert permit à un collaborateur de M. de Sallo, l'abbé Gallois, de le reprendre, et celui-ci le mena neuf années, avec une période à la fin fléchissante. En 1675, l'abbé de la Rocque prend la suite de l'abbé Gallois.

L'abbé Jean-Paul de la Rocque n'a laissé de traces dans l'histoire que par cette direction. Il est né à Albi, à une date que personne ne semble avoir précisément sue, de même qu'on n'a point gardé mémoire de celle de sa mort. Dans sa jeunesse, il avait passé quelque temps chez les Jésuites ; ayant quitté la Compagnie, il vint à Paris, où il prêcha dans plusieurs églises, avec distinction, dit Moreri, l'auteur du *Dictionnaire Historique* ; sans beaucoup de succès, dit Camusat, qui publia en 1734 une *Histoire critique des Journaux*. Allez savoir. Au moins s'accorde-t-on sur le fait qu'il manquait de talent, et les raisons sur lesquelles on s'appuie paraissent entacher ce

jugement de quelque parti pris et de sévérité. On lui reproche des fautes d'ignorance et d'inattention, qui n'ont rien pour nous étonner après trois siècles de journalisme ; de mal choisir ses extraits d'ouvrages, de manquer de génie dans son style et de décerner trop d'éloges ; le grief principal est qu'il aimait trop les choses de médecine ; il en remplissait son *Journal* ; le *Mercure*, en cette époque innocente, s'amusait à l'embarrasser en opposant son caractère ecclésiastique à des descriptions très matérielles de certains faits médicaux. La Rocque n'en réussit pas moins à faire paraître avec une parfaite régularité le *Journal des Savants* depuis 1675 jusqu'en 1686, à une époque où les arêtes toutes vives du journal soulevaient partout de terribles susceptibilités. Savants, écrivains et seigneurs souffraient mal ces jugements imprimés.

L'abbé de la Rocque, — nous dirions Monseigneur, car il était protonotaire apostolique, — ne dépensait peut-être pas une énorme matière cérébrale à diriger le *Journal des Savants*. Au moins il était plein d'idées et homme de recherches. Si on l'accusait de trop sacrifier à la médecine, c'est qu'il avait laissé se créer une concurrence au *Journal des Savants*, avec les *Nouvelles Découvertes*, publiées en 1679 par Nicolas de Blégny, apothicaire, chirurgien, inventeur du bandage herniaire et journaliste par-dessus le marché. La Rocque lui opposa à partir de 1683 un *Journal de Médecine*, ou *Observations des plus fameux médecins, chirurgiens et anatomistes de l'Europe* ; sans grand succès, il faut le dire.

Où La Rocque nous intéresse surtout, et où il fait preuve d'initiative louable, c'est quand il conçut le projet de publier un « *Journal ecclésiastique* » spécialement consacré aux choses de la religion. Ce projet n'eut pas l'heur d'agréer aux autorités, nous dit-on, non point par hostilité contre la foi, mais par crainte d'affaiblir de matières utiles le *Journal des Savants*. La Rocque dut y renoncer, mais il n'abandonna point l'idée. En 1680, nous le voyons exposer dans le *Journal des Savants* tout un

programme. Ce n'est pourtant qu'en 1690 qu'il l'appliquera, en publiant un ouvrage d'ailleurs apparenté plutôt aux publications d'annales qu'aux périodiques.

Il faut en donner le titre complet, car cela marque une date : *Mémoires de l'Église, contenant ce qui s'y passe tous les jours de plus considérable dans toutes les parties du monde*, par M. l'abbé de La Rocque, protonotaire de S.S. Apostolique, au Palais, chez Jean Guignard, à l'entrée de la grande salle à l'image Saint Jean; 1690. La dédicace était adressée à Mgr François de Harlez, archevêque de Paris, et un magnifique frontispice commentait symboliquement ce programme :

Si on avait toujours pris soin, dans l'Église, d'écrire ce qui se passe, disait l'avertissement, les annales ecclésiastiques en seraient souvent plus authentiques et la malice des païens, hérétiques, libertins, déjouée. Plusieurs saints et savants personnages ont jugé important que l'Église eût en tous temps ses historiens propres. Les apôtres écrivaient. A Rome il y eut les notaires publics établis par le Souverain Pontife pour écrire les particularités de la mort des martyrs.

Ces sentiments, ces autorités et ces exemples ayant fait naître un semblable dessein, et la dernière Assemblée générale du Clergé de France l'ayant approuvé avec éloge et ordonné qu'on travaillât sérieusement, on a commencé non pas une histoire de l'Église, mais de préparer la matière à cette histoire en recueillant ce qui se passe tous les jours de plus considérable dans le monde chrétien, suivant les journaux des particuliers qui ont le soin d'écrire ce qui se fait de leur temps à mesure qu'ils l'apprennent.

Ces « journaux de particuliers », les mémoires, l'abbé de la Rocque estime qu'ils sont la meilleure matière de l'histoire, mais qu'il y manque tout ce que ces particuliers ne peuvent apprendre par eux-mêmes, et surtout un ordre mieux rassemblé. Des recueils de nouvelles importantes à la religion, observées dans toute l'étendue de l'Église de Dieu, lui paraissent donc laisser mieux encore une matière toute préparée à ceux qui travailleront à

l'histoire ecclésiastique ou même de suppléer au défaut d'historien.

Les *Mémoires de l'Église* se proposent de noter les conversions, missions, nouvelles églises, les miracles, les pèlerinages, les saints nouveaux, les livres religieux, les entreprises pieuses, la vie et la mort des personnages illustres, les exemples extraordinaires de vertu, les nominations, et en outre de réfuter les infidèles. La Rocque fixe à 1685 le début de ces annales, parce que cette année, date de la révocation de l'Édit de Nantes, marque « la fin du calvinisme en France » et aussi « l'extension de l'Église dans les pays de mission ». Le premier volume, qui semble le seul paru, donne en six parties les faits de l'année 1685 et de 1686. Achevé d'imprimer le 23 juin 1690, il porte un privilège accordé à La Rocque pour huit années, en autant de volumes et aussi souvent qu'il voudra.

Nous ne savons trop pourquoi cette réalisation incomplète d'une idée qui pouvait être excellente s'arrête à ce premier volume. L'abbé de la Rocque, qui avait déjà perdu la direction du *Journal des Savants*, rencontra sans doute quelque obstacle insurmontable.

Le premier journal religieux

Cet échec, puisque c'en est un, laisse donc le titre de premier journal religieux à un *Journal Chrétien,* sur divers objets de piété, ouvrage périodique publié par M. de Martignac, du 7 avril au 26 juin 1685. Son auteur, Étienne Algay, sieur de Martignac, né en 1620 ou 1628 à Brive-la-Gaillarde, mort en 1698, est resté connu pour des traductions de Térence, d'Horace et de Virgile, et par celle de l'*Imitation*. Il a écrit, avec des *Entretiens sur les anciens auteurs*, la biographie des évêques et des archevêques de Paris, ses contemporains, et il passe pour avoir rédigé les mémoires de Gaston, duc d'Orléans, d'après les matériaux que lui avait fournis un familier du prince.

Voici le titre exact de sa publication : *Journal Chrétien, sur divers sujets de piété, tirés des Saints Pères, avec les éloges des Écrivains ecclésiastiques par M. de M... A Paris, chez Lambert Roullaud, Imprimeur Libraire ordinaire de la Reyne, rue Saint-Jacques aux Armes de la Reyne.* Une dédicace invoque la protection de « Messeigneurs de l'Assemblée générale du Clergé de France », cette Assemblée paraissant avoir eu décidément une influence sur le développement du journalisme.

Le *Journal Chrétien* paraît toutes les semaines sur seize pages in-8° portant la date de la publication. Une amusante coquille le rajeunit jusqu'à nous dépasser dans son premier numéro, daté du samedy 7 avril *1985*. S'il s'agit bien d'un périodique, ainsi que l'atteste encore un passage de l'avertissement disant : « Nous ferons distribuer notre ouvrage par cahier toutes les semaines selon l'usage établi par les journaux de littérature », il n'y faut point chercher les nouvelles du temps, ni rien de ce que voulait insérer dans son *Journal Ecclésiastique* M. de la Rocque. Le *Journal Chrétien* se borne à reproduire des extraits choisis des Pères de l'Église, et la bibliothèque de Martignac doit être peu fournie, car il ne reproduit guère que saint Grégoire, pape, saint Basile, Cassien. Ces extraits pouvaient correspondre à des intentions que nous ne connaissons plus. A partir du 5 mai, on ajoute les éloges « des plus fameux auteurs qui ont travaillé pour l'Église » en commençant par le début, saint Pierre, saint Matthieu, saint Jude, etc.

Les premiers numéros ne portent que la date. Celui du 12 mai et les suivants portent en outre un numéro d'ordre en chiffres romains. Mais les affaires du journal doivent être difficiles, car il ne paraît plus qu'une fois par quinzaine après le 19 mai, et le numéro du 16 juin 1685 paraît avoir été le dernier. Ralentissement et chute qui mettent bien, si j'ose dire, le *Journal Chrétien* dans la tradition de ses futurs successeurs.

Le « Journal de Trévoux »

Le commencement du XVIII[e] siècle semble avoir frappé les esprits préoccupés de publications périodiques. C'est de 1701 que date le « Journal de Trévoux ». Mais avant d'y venir, on nous permettra de silhouetter un religieux augustin, le P. Jacques Hommey, qui fit en même temps quelques tentatives.

Le P. Hommey écrivait surtout en latin ; on sait que l'on discutait encore à cette époque si le français n'était pas un langage éminemment périssable, et s'il ne fallait pas le latin pour obtenir la durée. D'honorables lettrés traduisaient pour cela en latin quelques œuvres françaises, croyant qu'il n'y manquait que cela pour les rendre immortelles. Le P. Hommey voulut donc, pour garder l'histoire de son temps, publier un journal en latin.

Selon Camusat, il l'intitula, sans souci de la brièveté qu'aujourd'hui nous aimons : *Fasti Annui*, *in quibus Res politicoe insigniores*, *eclesiasticœ*, *litterariœque per universum orbem primo sœculi decimi octavi anno 1701 breviter... narrantur.* Il ne prétendait pas faire œuvre originale, mais donner le meilleur de ce qui paraissait dans les autres publications périodiques. Le journal parut peu de temps, et il se présenta sous une autre forme : *Diarum Europœum Historico-Litterarium*, qui n'était également qu'une compilation. Les contemporains furent peu favorables à ce choix, à cet « Esprit des Journaux », selon l'expression qui s'employa quelque temps après, et le P. Hommey vit sa réputation de lettré compromise par son essai de journalisme... Cela se produit encore. Bien que le « Journal de Trévoux » annonce sa mort en 1708, certaines biographies ne le font mourir qu'en 1713. La trace qu'il a laissée n'est pas si importante qu'on s'en soit beaucoup préoccupé.

Avec le « Journal de Trévoux », nous avons affaire enfin à une publication sérieuse, solide, dont la durée

sera longue autant que l'influence sera grande. A lui seul, le « Journal de Trévoux » exigerait une longue étude. Dans notre cadre, on nous permettra de passer plus vite, puisque aussi bien il est suffisamment connu, qu'il existe une notice historique publiée en 1864 par le P. Sommervogel en tête d'une table méthodique des matières qui va de 1701 à 1764, et qu'au surplus nous aurons quelque jour la grande histoire de cette revue, assurément indispensable. Car l'importance du « Journal de Trévoux » ne saurait être diminuée.

Cette publication illustre, on le sait, n'était pas connue sous son titre véritable : phénomène assez fréquent au XVIIIe siècle, et dont il y a des exemples plus récents (la *Revue politique et littéraire* fut ainsi pour le public « la revue bleue »). On disait, et nous disons, « Journal de Trévoux », du lieu où la revue s'imprimait. Le titre exact, tel qu'il se lit au premier volume (car il y eut des variations), s'imprimait ainsi : *Mémoires pour l'histoire des sciences et des arts, recueillis par l'ordre de S. A. S. Mgr le Prince Souverain de Dombes. Janvier-Mars 1701. A Trévoux, de l'imprimerie de S. A. S. Et se vendent à Paris chez Étienne Gareau, libraire, rue Saint-Jacques, vis-à-vis la Fontaine Saint Séverin, aux armes de Dombes.*

Ce prince souverain de Dombes était le duc du Maine, fils de Louis XIV et de Mme de Montespan. En 1696, il avait transféré son parlement de Dombes, sa capitale, à Trévoux ; en même temps il avait créé dans cette dernière ville une imprimerie considérable pour l'époque. Que faire de cette imprimerie ? Les PP. Michel Le Tellier et Philippe Lalleman, jésuites, lui conseillèrent de faire composer un journal littéraire où l'on eût principalement en vue la défense de la religion. Le projet prit corps, et le renouveau du siècle parut le meilleur instant de le réaliser.

Les *Mémoires* paraissaient d'abord tous les deux mois ; à partir de janvier 1702, ils deviennent mensuels ; leur format, comme celui des journaux et Gazettes du temps,

équivaut à l'ordinaire in-12, comme *La Vie Intellectuelle*, où paraissent ces lignes. L'imprimerie était à Trévoux, mais le journal se faisait à Paris, avec un comité de rédaction qui se réunissait au collège Louis-le-Grand : d'où de considérables retards et de fréquentes plaintes.

Les auteurs du « Journal de Trévoux » expliquent dans leur épître dédicatoire qu'ils entendent donner au public un état fidèle de tout ce qui paraît de curieux chaque jour dans le monde, en quelque genre que ce soit. On donnera des extraits de tous les livres de sciences imprimés dans tous les divers pays d'Europe. On insérera des pièces manuscrites de critique, de littérature et de sciences, comme toutes les nouvelles des lettres. Tous les auteurs étaient invités à travailler à cette œuvre : une boîte attendait les manuscrits à la porte de l'imprimerie. On indiquait seulement qu'on ne serait point garants du contenu des pièces insérées, et qu'on n'en prendrait point la défense contre ceux qui les réfuteraient.

Les *Mémoires* annoncent dès leur premier numéro qu'ils resteront neutres dans toutes les contestations scientifiques et littéraires, et dans toute question, « excepté quand il s'agira de la religion, des bonnes mœurs ou de l'État, en quoi il n'est jamais permis d'être neutre ».

Pour assurer leur impartialité, ils invitent les auteurs de livres à envoyer eux-mêmes le compte rendu de leurs ouvrages, qui sera inséré ; cette pratique, qui n'alla pas sans les abus que l'on pense, cessa à partir de 1712. En janvier de cette année, les *Mémoires* déclarent qu'il est indispensable de mêler les critiques aux extraits d'ouvrages, et prendre son parti des risques : « Malgré tous nos ménagements, la délicatesse des auteurs l'emporta sur notre modération ; ceux qu'on ne loue pas sans mesure se plaignent, s'irritent, quelques-uns éclatent. Que faire ? Il faut contenter le public, rendre notre ouvrage instructif et laisser crier les auteurs mécontents. »

Parmi ces auteurs mécontents, on sait qu'il y eut Boi-

leau. Dès 1703, un article du « Journal de Trévoux », faisant un parallèle entre deux éditions récentes de ses œuvres, le froissa vivement. « Vous n'avez pas moins bien deviné, écrit-il à Brossette, quand vous avez cru que je ne digérerais pas fort aisément l'insulte ironique que m'ont faite de gaieté de cœur et sans que je leur en aie donné aucun sujet, MM. les journalistes de Trévoux... » Il y alla d'une épigramme, ou plutôt d'une « espèce de petite épître en seize vers », comme il le dit lui-même, « Mes Révérends Pères en Dieu... », plus une autre épigramme pour venger son frère également attaqué. Il y eut réponse en vers de Trévoux, réplique de Boileau, réconciliation ; mais se croyant de nouveau victime, Boileau lança une nouvelle attaque, fort violente, à la fin de sa satire sur l'Équivoque.

Jean-Baptiste Rousseau répliqua également à une critique d'une épigramme à de « Petits auteurs d'un fort mauvais journal ». Les poëtes du temps avaient l'épiderme sensible. Il faut dire que le journal avait alors grande importance. Il est curieux de rappeler qu'on prit la peine de réimprimer les *Mémoires* de Trévoux en contrefaçon hollandaise, pour faire suivre de réfutations les critiques qu'ils contenaient. Cette réimpression en 9 volumes va jusqu'à juin 1705.

Il n'y avait pas que la littérature. Des questions plus graves s'agitaient (sous le couvert de la littérature, il est vrai, quelquefois) qui exigeaient le combat : « Dans ce dessein où nous sommes, disent les *Mémoires*, en janvier 1708, d'attaquer sans ménagements les ennemis cachés, nous devons nous attendre à tous les effets de leur ressentiment... » Il leur vint par là la haine de Voltaire, une des plus violentes qu'il ait nourries, et qu'il exprima notamment dans *La Pucelle* quand il prétend, fort peu spirituellement, que la sottise a pour favori l'auteur du « Journal de Trévoux ». Si Trévoux avait été sot, Voltaire en aurait éprouvé moins de crainte.

Les *Mémoires* de Trévoux n'ont pas réussi à éviter les

colères, malgré le souci fréquemment affirmé de ne pas attaquer les personnes. C'est que l'art du journal est difficile à toute époque et l'était davantage en ces temps où l'on supportait mal l'avènement d'une puissance encore nouvelle. Les hommages n'ont pas manqué qui ont reconnu au « Journal de Trévoux » toute sa valeur. Eugène Hatin, bon juge, dit qu'on ne trouve dans aucun journal du temps des nouvelles plus abondantes et plus généralement sûres. « Quand ils se trompaient, ce qui arrive aux plus prudents, les rédacteurs de cette feuille célèbre n'hésitaient pas à réparer leur erreur dès qu'elle leur était signalée », et non seulement les erreurs de fait, mais même les erreurs d'appréciation. Sainte-Beuve leur a rendu un hommage d'autant plus significatif qu'il le fait en opposition aux *Nouvelles Ecclésiastiques*, l'organe de son cher Port-Royal : « Si les *Nouvelles ecclésiastiques* ne donnent que la triste histoire d'une opinion, ou plutôt, à cette époque, d'une maladie opiniâtre, étroite, fanatique, et comme d'un nerf convulsif de l'esprit humain, les *Mémoires* de Trévoux, dans les portions qui confinent le plus au XVIIe siècle, offrent un fonds mélangé d'instruction et de goût, le vrai monument de la littérature des Jésuites en français et qui, ainsi qu'il sied à ce corps obéissant et dévoué à son seul esprit, n'a porté à la renommée le nom singulier d'aucun membre. »

En effet, il n'est parlé des journalistes de Trévoux que d'une manière collective. « Je suis tenté vainement, ajoute en note Sainte-Beuve, de citer le nom de Tournemine comme se rattachant le plus en tête à la rédaction des *Mémoires* de Trévoux : Tournemine a-t-il obtenu ou gardé quelque chose qui ressemble à de la gloire ? » En effet, et c'est sans doute injuste. Le nom du P. de Tournemine a bien plus de titres à figurer dans l'histoire littéraire que bien des petits auteurs de son temps. Tournemine était d'une érudition universelle, animée par une rare vivacité d'esprit. Sainte-Beuve le désigne à juste titre, à condition toutefois qu'on n'omette pas tels autres

rédacteurs de Trévoux. Aussi bien, quoi qu'il en dise, on y rencontre les PP. Brumoy, du Cerceau, Charlevoix, Buffier, qui sont restés connus. Le P. Catrou, l'un des premiers rédacteurs, mériterait de l'être ; et le P. Castel, l'inventeur du *Clavecin oculaire*, dont les théories, fort originales pour son temps, trouveraient aujourd'hui le meilleur accueil, attend un biographe qui le mette en valeur. Les PP. Hardouin, Rouillé, Bougeaut, sont aussi, surtout le premier, des figures bien curieuses. Enfin, il y eut le P. Berthier, qui prit la direction du « Journal de Trévoux », en 1745, et lui donna son maximum d'intérêt et d'utilité. Le P. Berthier devait se voir enlever le célèbre recueil, à la dissolution de la Compagnie, en 1762.

Depuis 1734, le prince de Dombes s'en étant fatigué, le journal s'était complètement installé à Paris. Il gênait fort les philosophes. La suppression des Jésuites en 1762 le fit changer de mains et perdre considérablement de son caractère et de son intérêt. Bachaumont, quoique peu sympathique aux Jésuites, constate que, depuis leur départ, le journal dégénère. Pendant deux ans, la publication flotta ; puis on la remit aux Genovéfains, et l'abbé de Saint-Léger lui rendit pour quelques années un peu de vie. Il cède la place, en 1768, à l'abbé Aubert, qui arbore le nouveau titre de *Journal des Sciences et des Beaux-Arts*. Après une direction assez faible des frères Castillion, un ancien collaborateur de Fréron, l'abbé Grosier, reprend la publication pour en faire le *Journal de Littérature, des Sciences et des Beaux-Arts*, et la mener ainsi jusqu'en 1782. Mais ce n'est qu'une pénible survivance. L'intérêt et l'influence du journal se sont éclipsés avec ceux qui l'avaient fondé.

Les Nouvelles Ecclésiastiques et le « Supplément »

Une des multiples raisons qui ont discrédité la presse dans les esprits posés et sérieux, c'est qu'elle s'est fréquemment faite le véhicule des opinions particulières. Il

suffit à l'autorité d'annoncer ses décisions, et l'enseignement méthodique est moins matière de journal que la polémique. Tous ceux qui se dressent contre l'autorité, et font appel à la foule, ont dans le journal une arme de prédilection.

Les jansénistes ont été ainsi de grands publicateurs. Augustin Gazier note leur part dans le développement de la presse sous toutes ses formes : « Les défenseurs de Port-Royal s'étaient adressés à l'opinion publique, et le prodigieux succès des *Provinciales* les y avait fortement encouragés. Il en fut de même au siècle suivant, et c'est par milliers que l'on comptait les feuilles volantes, les piqûres, les plaquettes, les brochures, les livres petits ou gros auxquels la Bulle *Unigenitus* a donné naissance. »

L'effort essentiel parmi ces publications revient à un hebdomadaire secret : *Les Nouvelles Ecclésiastiques*, ou *Mémoires pour servir à l'histoire de la Constitution Unigenitus*. Trente ans après la « paix clémentine », qui avait terminé les premiers débats jansénistes, la querelle avait repris. La bulle *Unigenitus* condamna de nouvelles propositions. Le roi ordonna l'exécution ; il y eut des appelants, et les disputes devinrent violentes et confuses. C'est, en beaucoup plus complexe et plus grave, une affaire Dreyfus et une affaire d'Action Française.

Pour soutenir la lutte qu'ils menaient sur de multiples points, les jansénistes eurent d'abord des *Nouvelles* manuscrites, qui circulaient sous le manteau. A partir de 1728, les *Nouvelles Ecclésiastiques* furent imprimées, toujours dans le plus grand secret. Elles eurent d'abord quatre pages par semaine, et bientôt huit. Le premier rédacteur en chef fut le diacre Boucher, qui eut pour principal collaborateur l'abbé de Troya. Ce dernier fut arrêté, et Boucher le remplaça par un prêtre tourangeau, Fontaine de la Roche, qui fut pendant trente ans le véritable auteur des *Nouvelles Ecclésiastiques*.

On ferait tout un roman à raconter comment cette

gazette clandestine s'écrivait, se composait, s'imprimait et circulait. Une savante et parfaite organisation permettait de dérouter la police, toujours à la recherche des imprimeurs et des rédacteurs du journal, jusqu'à la jouer et la bafouer. La surveillance exercée autour des imprimeries suspectes n'empêchait point le journal de paraître régulièrement chaque semaine, et le lieutenant de police était le premier servi. Un très habile agencement de correspondants et de sous-correspondants, une immédiate destruction des traces dangereuses, empêchait qu'on put se saisir d'un coup de filet des principaux participants de l'œuvre. Une arrestation isolée n'avait pas de conséquences graves, les participants, à quelque degré que ce soit, s'ignorant les uns les autres.

Nous pourrions nous étonner malgré tout que cette publication clandestine ait duré si longtemps, près de trois quarts de siècle, en plein Paris. Si habiles que soient les jansénistes, il faut bien penser qu'ils rencontrèrent quelques complicités. L'histoire de ces sortes d'aventures reste toujours à faire. Qui faisait les frais de ce journal clandestin, qui n'avait pas d'adresse pour recevoir les abonnements à ciel ouvert, et qui ne manquait pas d'argent, puisque certains numéros des *Nouvelles Ecclésiastiques* paraissent avec un frontispice gravé, souvent curieux ? M. Augustin Gazier déclare qu'on ne pénétrera sans doute jamais ce mystère, et voit là une nouvelle preuve que les jansénistes étaient légion. Quand on songe au mal causé à la foi, — malgré l'intention des auteurs, — par la publication janséniste, on aperçoit quelques hypothèses plausibles.

Rédigées avec intelligence, pleines de faits qu'elles sont seules à révéler, ardentes dans la discussion, les *Nouvelles Ecclésiastiques* n'en relèvent pas moins du pamphlet plus que du journal. « Il faut les lire avec précaution, dit encore M. Gazier, car elles sont plus passionnées que les Provinciales, sans comparaison possible. » Et Sainte-Beuve a noté qu'on n'y rencontre jamais une lueur d'im-

partialité. Mais, fort habiles dans leur passion, elles n'en savaient pas moins convaincre.

Ce fut l'avis du P. Patouillet, qui s'avisa, à partir de 1734, de réfuter les *Nouvelles Ecclésiastiques* en faisant paraître chaque semaine un *Supplément* au numéro récent. M. Gazier ne le cite même pas, ou tout à fait incidemment, ce qui est bon signe. Le *Supplément* se publiait dans le même format que les *Nouvelles* sans autre titre que l'indication de « Supplément » au haut de la page, et tout à fait comme un supplément véritable. « C'est ici une espèce d'asile que l'on ouvre à la vérité, à la probité, à l'honneur, si constamment outragés dans les *Nouvelles Ecclésiastiques*, déclara un avertissement ; c'est un canal par lequel ceux qui ont été lésés dans ce libelle, ou qui le seront dans la suite, pourront porter leur plainte au tribunal du public, et en obtenir la justice qui leur sera due... »

Ce fut un beau combat entre les deux publications ; on en tirerait tout un cours de polémique. Le « Supplément » donna son premier numéro le 25 janvier 1734. Il n'alla pas plus loin que 1748. Faut-il dire qu'il est plus difficile de défendre que d'attaquer, ou bien que le janséniste était plus fervent dans son opinion particulière que l'anti-janséniste opposé à toutes les erreurs et point spécialement à celle-là ? Ou bien voulut-on, en n'entretenant pas la polémique directe, laisser les passions s'apaiser ?

Toujours est-il que les *Nouvelles* continuèrent seules. Leur rédacteur principal, Fontaine de la Roche, qui vivait caché, secret, supportait allègrement sa réputation de « scélérat obscur », selon l'expression de d'Alembert, ou d' « infernal gazetier », comme disaient les Jésuites.

Il mourut le 26 mai 1761, ayant pu enregistrer avec la complaisance qu'on devine les premières mesures prises contre la Compagnie de Jésus, en attendant sa dissolution. Son successeur, Marc Guenin, qui se faisait appeler Guenin de Saint-Marc ou l'abbé de Saint-Marc (1730-1807), ne fit pas moins une carrière surprenante par sa

longueur dans un journal prétendu secret. Il conduisit les *Nouvelles Ecclésiastiques* jusqu'à la Révolution, et il eut la joie de profiter du nouvel ordre de choses qui permit, le 1[er] janvier 1790, aux *Nouvelles Ecclésiastiques* de cesser d'être une publication clandestine pour devenir un journal hebdomadaire, auquel on pouvait s'abonner chez un grand libraire de Paris (Le Clère, rue Saint-Martin).

Les *Nouvelles Ecclésiastiques* n'étaient pas hostiles, on peut le penser, à la Révolution, « qui pouvait être aussi salutaire à l'Église qu'elle était nécessaire à l'État ». Elles prirent parti pour la Constitution civile du clergé, ce qui déplut à une fraction des jansénistes. Ces derniers publièrent, à partir du 15 septembre 1791, des *Contre nouvelles*, qui, comme le *Supplément* du P. Patouillet, étaient imprimées dans le même format, avaient la même périodicité, et presque aussi le même titre : *Nouvelles Ecclésiastiques*, ou *Mémoires pour servir à l'histoire de la constitution prétendue civile du clergé.* Ces *Nouvelles* étaient rédigées par l'abbé Jabineau, qui menait une guerre violente ; à quoi on lui opposait qu'il se faisait l'auxiliaire des Jésuites Barruel et Feller pour soutenir les aristocrates et les émigrés. Jabineau mourut en juillet 1792, et le dernier numéro de sa gazette parut le 4 août suivant.

Les vieilles *Nouvelles* jansénistes étaient donc de nouveau victorieuses, avec Guénin de Saint-Marc. Mais celui-ci ne put longtemps s'associer aux excès révolutionnaires. Il protesta contre la profanation des églises et le culte de la Raison, et son dernier numéro, celui du 25 décembre 1793, est d'une belle et juste violence. Après quoi Guénin de Saint-Marc émigra, et les *Nouvelles Ecclésiastiques* cessèrent de paraître. Qu'était donc devenue l'organisation si savante qui avait permis au journal de se moquer pendant soixante-dix ans des policiers du roi ? Ceux de la Terreur étaient-ils plus habiles, ou l'organisation s'était-elle en trois ans complètement dissoute ?

Disparues en France, les *Nouvelles Ecclésiastiques*

reprirent après quelque intervalle leur publication à Utrecht, en 1794. Leur rédacteur en chef fut un abbé Mouton, qui les fit paraître jusqu'à sa mort, en fin mai 1803. Le jansénisme devait avoir d'autres journaux au XIXe siècle.

Les Anti-Encyclopédistes

Ne nous attardons pas trop, puisque aussi bien ce n'est qu'à demi notre sujet, aux journaux littéraires qui eurent à combattre l'Encyclopédie : l'abbé Desfontaines, auquel on a pu attribuer la création de la critique polémique, et qui se montra un adversaire habile de Voltaire dans ses *Observations sur les écrits modernes*, et dans ses *Jugements sur quelques ouvrages nouveaux* ; il faudrait surtout citer Fréron et son *Année Littéraire*, Fréron que l'histoire moderne a lavé des odieuses calomnies de Voltaire, et qui doit être retenu pour un critique sagace, intelligent, modéré.

L'Année Littéraire parut depuis 1754 jusqu'après la mort de Fréron en 1790 ; elle se publiait en cahiers de soixante-douze pages tous les dix jours, et coûtait douze sous le cahier. On sait quelles luttes violentes Fréron eut à soutenir, non seulement contre ceux qu'il osait attaquer, mais contre l'Administration royale. Chose pénible, la Censure protégeait les démolisseurs de la société et jouait les pires tours à ceux qui prenaient sa défense. « Entre 1750 et 1770, dit l'historien de Fréron, M. le Chanoine Cornou, il n'était pas impossible à la monarchie d'arrêter l'essor des doctrines antireligieuses et antisociales qui la sapaient dans ses assises. Il n'y fallait que l'application impartiale des lois existantes touchant l'imprimerie et le commerce des livres. Or, à partir de 1750, à l'arrivée de Malesherbes à la direction de la librairie, l'on a ce spectacle étrange d'un haut fonctionnaire de la monarchie favorisant de tout son pouvoir l'Encyclopédie et les philosophes, les protégeant contre les règlements qu'il avait pour mission d'appliquer et se faisant le docile

ministre de leurs rancunes contre le seul défenseur du régime qui comptât par le courage, par la clairvoyance et par le talent. La puissance des philosophes n'a pas d'autre origine... »

Il se produisit donc à cette époque une véritable trahison des idées. Fréron, qui en fut, après l'ordre social et la religion, la grande victime, a su au moins donner le grand exemple d'un journaliste de combat capable de défendre ses idées contre les ennemis les plus puissants et les mieux armés.

Le « Journaliste de la Reine »

On sentait bien dans quelques milieux, cependant, la nécessité de combattre les doctrines antireligieuses qui se répandaient si activement. La reine Marie Leczinska, fort pieuse, favorisait les entreprises de ce genre. Elle encouragea l'abbé Claude Joannet (1716-1789) à publier, à partir de 1755, ses *Lettres sur les ouvrages et œuvres de piété*, plus tard *Le Journal Chrétien.* L'abbé Joannet semble avoir été un prêtre instruit, d'un talent littéraire suffisant sans être remarquable. Il a publié, par ailleurs, des *Éléments de poésie française*, un ouvrage sur *Les bêtes mieux connues,* où il suit l'opinion de Descartes, etc. Le plan publié de sa feuille lui valut le titre flatteur de « journaliste de la Reine », qui était aussi une utile protection.

Il existe trois années des *Lettres sur les ouvrages et œuvres de piété ;* en 1757, le sous-titre de « Journal Chrétien » a été ajouté ; en janvier 1758, c'est le titre qui devient « *Journal Chrétien*, dédié à la Reine, par l'abbé Joannet, de la Société Royale des Sciences et Belles Lettres de Nancy, journaliste de S. M. » ; avec cette épigraphe : « Que sert de se rendre habile dans les sciences humaines, si l'on ignore la science des saints. »

Un plan de journal explique longuement qu'il existe des publications intéressant les savants, les écrivains, les curieux, les citoyens ; « pourquoi un journal chrétien

n'intéresserait-il pas ceux qui font profession de christianisme »?

Dès le premier numéro, on rencontre les matières qui garniront habituellement le journal : des articles sur l'accord entre la foi et la raison, des réfutations d'écrits contre la religion, des réflexions sur la vérité religieuse, des sermons, des gloses sur les prières, des poésies chrétiennes, ces dernières, il faut l'avouer, assez plates. Tout n'est pas mauvais cependant dans ce *Journal Chrétien.* On y remarquera en particulier les articles de l'abbé Trublet, qui y collabora assidûment. C'est même à propos des attaques lancées par Trublet dans le *Journal Chrétien* que Voltaire lui décocha cette épigramme par laquelle son nom survit. La postérité sait que Trublet « compilait, compilait, compilait »; elle ignore, avec les éloges que Voltaire lui avait précédemment adressés, que c'était un érudit d'esprit aimable et fin, outre un homme de grande vertu; on lui reconnaissait un rare esprit d'analyse, la sagacité et la précision, et même l'art des réflexions neuves. Mais qu'y a-t-il de plus injuste que la postérité, si ce n'est les contemporains?

Le *Journal Chrétien* dura jusqu'en 1764.

Le Journal de la Charité et la Religion vengée

Un curé du diocèse de Sens, écrivain fécond et désordonné, l'abbé Chayer, annonça, en 1760, un *Journal de la Charité* qui semble avoir eu peu d'avenir. Le journal portait cette épigraphe : « La charité de Jésus-Christ nous presse ». Chayer déclarait qu'il ne voulait rien avoir de commun avec le *Journal Chrétien*, et que s'il entendait poursuivre le même objet que les abbés Trublet et Joannet, c'était par de tout autres voies.

Ce défenseur de la religion ne devait guère ressembler à Trublet, en effet; il répandait infatigablement des ouvrages de tous genres, aux titres parfois inattendus, comme *L'amour décent et délicat* ou *Le beau de la galante-*

rie (n'y voyez rien de mal !), le *Chansonnier agréable*, le *Commentateur amusant*, « ou anecdotes très curieuses commentées par l'écrivain le plus célèbre de notre siècle », *Les vues et entreprises d'un citoyen charitable*, etc. Au fait, un original, qui distribuait à qui voulait des proses et des sermons manuscrits.

Un ouvrage plus sérieux fut *La Religion vengée* ou *Réfutation des auteurs impies*, dédié au Dauphin, publié de 1757 à 1761. Ses principaux rédacteurs étaient un religieux récollet, le P. Hayer (1708-1780), auteur de divers ouvrages apologétiques, et un avocat nommé Soret. *La Religion vengée* était dirigée spécialement contre les encyclopédistes, mais la science du P. Hayer se plaisait aussi à pourfendre les anciennes hérésies. Des grincheux le lui reprochèrent, et ils trouvaient aussi mauvais que son collaborateur Soret fut en même temps le collaborateur d'un journal qui s'appelait *La feuille nécessaire*, où l'on traitait de lettres, d'art, d'industrie et, sous ce dernier chapitre, de gastronomie. *Le Censeur Hebdomadaire*, qui parut en 1760-61 (journal unissant la critique littéraire à des leçons de rhétorique, également adversaire des encyclopédistes), s'offensait de ce qu'un des auteurs de ces affiches de la gourmandise fut aussi celui de la *Religion vengée*; « il est fort singulier, disait-il, qu'un littérateur chrétien se serve de la plume consacrée à critiquer un Bayle, un livre de *L'Esprit*, et à présent le Dictionnaire de l'Encyclopédie, pour annoncer les dindons et les poulardes de M. Porcabœuf, traiteur ». Livrons ce *Censeur Hebdomadaire* aux foudres de Maurice Brillant.

Le Journal Ecclésiastique

Au *Journal Chrétien*, l'abbé Trublet, de constitution délicate, ayant cessé sa collaboration, « le journaliste de la reine » lui donna pour successeur un homme habile qui s'appelait l'abbé Dinouart (1716-1786). Si habile qu'il ne voulut pas longtemps rester en second. En 1760, il

fonda le *Journal Ecclésiastique*, ou *Bibliothèque des sciences ecclésiastiques,* qui devait avoir un long avenir. En 1765, il recueillit la succession du *Journal Chrétien*, selon un avis ainsi conçu : « Le sieur Panckoucke est convenu de ne plus imprimer à l'avenir, à commencer de ce mois de janvier 1765, le *Journal Chrétien*, le public s'étant décidé en faveur du *Journal Ecclésiastique*, composé par M. l'abbé Dinouart. »

Le *Journal Ecclésiastique* — fut-il le premier? on le suppose — arbora cette devise : *In necessariis unitas*, *in dubiis libertas*, *in omnibus charitas*, traduit ainsi en langage du temps : « En ce qui concerne les choses nécessaires au Salut, il faut s'en tenir à l'unité de la foi ; dans les choses problématiques ou douteuses, on peut user de la liberté ; mais dans les unes et dans les autres il faut garder la charité. » Son programme était d'une plus haute tenue intellectuelle que le *Journal Chrétien ;* c'est déjà une revue savante où l'on publie des travaux sur l'Écriture Sainte, les antiquités judaïques et ecclésiastiques, sur les conciles, etc.

Lorsque l'abbé Dinouart mourut, le 23 avril 1786, le *Journal Ecclésiastique* fut continué par l'abbé de Montmignon (1737-1824), vicaire général de Soissons, puis par l'abbé Barruel.

Celui-ci, une sorte de grand homme malgré tout, devait être le fameux auteur de ces *Mémoires pour servir à l'Histoire du Jacobinisme*, où l'on soutient que la Révolution doit ses origines à une conspiration d'incrédules, de républicains, de francs-maçons et d'illuminés. Barruel avait été Jésuite avant la suppression de la Compagnie de Jésus, et il était piquant qu'il succédât à Dinouart. Aussi, en reprenant le *Journal Ecclésiastique*, en 1788, lança-t-il un nouveau prospectus pour se dégager quelque peu du passé.

Barruel arrivait au moment dangereux, où tant d'erreurs accumulées allaient provoquer la catastrophe. Il serait fort intéressant de suivre dans son journal les prodromes, puis les phases de la Révolution. Devant les évé-

nements, il ne manque ni de clairvoyance ni de courage; ses articles sont vigoureux et pleins de talent. Avec un peu d'excès sans doute, mais souvent avec pénétration, il dénonce le péril révolutionnaire et ce qui va s'ensuivre. Il combat pied à pied, et l'ardeur s'accroît à mesure que la révolution avance. Les derniers numéros, parus en 1792, sentent la poudre, et ils demeurent encore frémissants d'héroïsme. On y trouve par exemple, en janvier 1792, un document romain : *Au milieu des révolutions*, sur les pouvoirs accordés aux archevêques de Lyon, Paris, Vienne, et aux plus anciens évêques; des consignes sur la conduite du clergé dans les circonstances de l'heure, où il est expliqué que, placé entre la loi de l'homme et celle de Dieu, il convient d'être apôtre et d'achever sa conversion ; des nouvelles sur la conduite héroïque de prêtres et de laïcs en province ; en février, on aura plusieurs articles contre la constitution civile du clergé; en mars, des rétractations de prêtres et de religieux un instant égarés ; etc.

Après le numéro de juin, le journal cesse de paraître. L'Assemblée législative vient de prendre son décret de déportation contre les prêtres insermentés, les Tuileries d'être envahies, les Jacobins sont en plein triomphe sanglant. Comme on a pu le dire, la presse est libre mais les journalistes ne le sont pas. Barruel a soulevé contre lui beaucoup de haines. C'est bonheur qu'il n'ait pas encore été arrêté. Il se dérobe à l'échafaud ou au massacre en prenant la fuite. Il se réfugie en Angleterre, où il écrit ses ouvrages sur l'histoire de la Révolution.

Rentré en France, il collaborera aux *Annales Littéraires et Morales*, puis à l'*Ami de la Religion* ; mais c'est une autre histoire. Ne nous sommes-nous pas trop étendus jusqu'ici ? Avec la Révolution a commencé pour la Presse, comme pour l'Église de France, un autre régime, qui ne pourrait faire l'objet que d'un autre chapitre.

JEAN MORIENVAL.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Conversion à l'humain

Les besoins physiques commandent. Nous ne sommes libres ni devant les exigences de la faim ni devant celles du sommeil.

Une certaine suffisance de biens, une aisance mesurée devrait empêcher les heures de veille de se consumer tout entières dans la recherche inquiète de ce qui suffit à peine pour satisfaire aux besoins d'aujourd'hui.

La propriété, dans la pensée chrétienne, ne vise qu'à cet affranchissement, à cette émergence de l'esprit au-dessus des servitudes matérielles.

Il s'agit d'ouvrir à l'âme ces espaces libres où elle découvre l'ampleur infinie de son destin.

C'est dire que la propriété doit être concrètement accessible à *tous* comme l'expression et la garantie tout ensemble de son autonomie spirituelle. C'est affirmer du même coup que la propriété est tout ordonnée à l'*esprit de pauvreté.*

On ne comprendrait pas, autrement, que l'Église du Christ, l'Église du grand Pauvre, se fût attachée à défendre le *droit* de propriété.

Je dis le droit, et non le fait, sur lequel je reviendrai tout à l'heure.

On ne saurait trop insister sur l'aspect tout spirituel de cette défense qui tend à introduire *la liberté* dans l'accomplissement même du nécessaire, en rendant pos-

sible le *don* au sein même du besoin : « *Soit que vous mangiez, soit que vous buviez, faites tout pour la gloire de Dieu.* »

Je sais que, en fait, le droit de propriété, pour s'être *matérialisé*, a été souvent invoqué pour couvrir l'égoïsme jouisseur et l'accaparement fratricide. C'est là un abus monstrueux que nous n'avons pas suffisamment dénoncé.

Qu'un homme résolu au travail — n'y en eût-il qu'un seul — ne soit point *assuré* de pouvoir vivre humainement : la société tout entière est mortellement coupable envers lui si elle ne porte *immédiatement* remède à cette situation.

Et quand des millions d'êtres sont dans une condition inhumaine, nous ne sentirions pas l'atrocité de l'injustice commise envers eux ?

Nous ne cesserons, d'ailleurs, d'être solidaires de cette injustice qu'en voulant la réparer *aujourd'hui*.

C'est pourquoi nous ne craignons pas que l'on procède à une plus juste répartition des richesses terrestres. Nous l'attendons, nous le demandons, et, au besoin, nous l'exigerons.

Ce que nous craignons, c'est qu'on oublie dans cette réforme nécessaire la *fin spirituelle* qui consacre la dignité humaine, la *liberté intérieure* à laquelle l'aisance doit être ordonnée.

Quand on est du peuple et qu'on est pauvre, on ne lit pas sans crainte ces appels à la vengeance qui clouent au pilori un petit nombre d'individus qui seraient coupables de toutes les fautes et cause de tous les maux.

Cette canonisation en masse du peuple, ce transfert qu'on lui fait des attributs divins, ce langage religieux qu'on affecte en parlant de lui, cette confiscation de la patrie par un parti : voilà ce qui nous alarme.

Nous savons bien que ces erreurs sont commises ailleurs sous d'autres signes, et nous ne les constatons pas avec moins d'inquiétude.

Nous comprenons certes qu'on ne doit toucher à cer-

taines blessures qu'avec un infini respect. Mais l'amour y réussirait sans la haine.

Aussi bien, ne s'agit-il de satisfaire aux besoins que pour rendre possible le *don*, la création de valeurs spirituelles où l'homme peut atteindre toute sa stature.

C'est là, justement, ce qui rend la réforme économique et sociale si urgente à nos yeux : ce devoir de mettre l'homme en pleine possession de sa liberté pour qu'il puisse vraiment *se donner*, comme il y est si naturellement porté quand on fait appel à la noblesse divine de l'âme.

L'*humanité*, que nous voulons sauver, c'est précisément cette vie intérieure, cette *qualité* d'âme qui donne à la personne humaine une valeur absolue, qui fait de chaque être la source indispensable d'un apport *unique*.

L'ensemble des hommes qui peuplent l'univers a le devoir, qu'il faut considérer comme un privilège, de réaliser *en chacun* — en fournissant *à chacun* les conditions les plus favorables à sa liberté intérieure — cette humanité-là qui est au plus intime de nous-même l'œuvre de l'esprit informé par l'amour.

Cette humanité n'est pas encore. Elle doit être. Nous en sommes tous les serviteurs.

Les partis cesseront de se jeter à la tête ces accusations homicides qui pervertissent le sens de la justice, lorsque leurs membres auront opéré cette *conversion à l'humain* que nous préconisons ici en empruntant le beau titre du livre de Jean Guéhenno : lorsque chacun recueillera dans le silence les aspirations les plus hautes de son âme, découvrant soudain que l'homme passe l'homme infiniment et que sa puissance d'agir est sa capacité d'amour.

MAURICE ZUNDEL.

Pour refaire une chrétienté

Si j'avais à désigner les deux grands livres catholiques de cette année, j'aimerais à placer à côté de ce bouleversant *Journal d'un Curé de Campagne*, de Georges Bernanos, *Humanisme intégral*, de Jacques Maritain. L'un et l'autre témoignent de la vigueur de la sève chrétienne dans la France d'aujourd'hui. Les deux registres sont bien différents; là un roman, ici une œuvre philosophique; mais ici comme là l'intelligence de l'homme est poussée aussi loin que l'intelligence de la grâce.

Jacques Maritain se propose de définir une attitude chrétienne en face des fiertés et des misères de la civilisation moderne. Il ne s'agit pas, comme on l'a reproché injustement autrefois à *Primauté du Spirituel*, de dessiner un itinéraire de fuite devant les envahissements de Léviathan et de ne laisser d'autre issue au chrétien décidé à vivre sa foi que l'alternative du désert ou du martyre. Il ne s'agit pas non plus, sous prétexte de collaborations nécessaires au mouvement de l'histoire, de baptiser de force des erreurs rebelles par essence au christianisme comme le fascisme ou le communisme.

La situation du chrétien a une apparence tragique : D'une part il ne doit pas être absent du monde et il ne saurait renoncer à faire de la civilisation une Chrétienté. D'autre part, ceux qui font l'histoire ont cessé depuis bien longtemps d'être chrétiens. Les énergies dont ils sont les maîtres ou les esclaves sont des énergies impures. Comment, dans ces conditions, le chrétien pourrait-il, sans complaisance ni indifférence coupables, reprendre la direction de l'histoire?

S'il le peut, il ne le peut qu'à deux conditions, et ce sont les deux grands thèmes du livre de Jacques Maritain. D'abord refaire une culture, en découvrant une idée de l'homme, traditionnelle et neuve à la fois, qui intègre tous les progrès

(1) Chez Fernand Aubier. Éditions Montaigne. 334 p. — 20 fr.

de l'âge moderne en les délivrant des erreurs qui les parasitent. Une idée de l'homme à la fois humaniste et chrétienne. Ensuite proposer aux croyants un idéal concret dessinant d'avance les structures de la Nouvelle Chrétienté.

Certes, l'homme ne saurait changer d'essence. et il y a une cruelle illusion dans l'ambition soviétique de créer « un homme nouveau », comme si l'homme pouvait, par ses propres forces, ajouter seulement une coudée à sa taille spirituelle. Mais si en un sens la nature de l'homme est immuable, il y aura toujours en lui des puissances mal connues ou méconnues à délivrer ou à satisfaire. Dieu seul sait tout ce qu'il y a dans l'homme, et aucun âge de l'histoire ne peut se flatter d'avoir épuisé une connaissance qui est proprement infinie. Le Moyen Age chrétien, définissant l'homme par la raison et la personnalité a touché des vérités qui ne passeront pas. Mais cet âge a été plus théologien que psychologue ; il a vu l'homme dans son rapport avec Dieu plutôt qu'en lui-même. Il n'a pas dégagé la profondeur de notre misère ni l'extrême de notre grandeur. Ses héros de la sainteté et de l'art étaient trop perdus dans l'objet pour apercevoir le prix de leur propre expérience ; nous dirions qu'ils ignoraient la valeur du fait de conscience. Age naïf et non réflexe, où les bâtisseurs de cathédrales gardaient l'anonymat et où les plus grands mystiques n'avaient pas l'idée de décrire les étapes de leur ascension. Le malheur de l'histoire a voulu que les progrès de la conscience de soi se soient faits d'abord à côté du christianisme, à l'âge classique, et ensuite contre le christianisme, de l'Encyclopédie à Marx. Toute l'histoire de la pensée moderne est celle de la réhabilitation de l'homme par la prétendue découverte d'un ordre naturel autonome dont il serait le centre, et où Dieu, réduit d'abord au rôle de garant extérieur est oublié ensuite, nié enfin. Humanisme anthropocentrisme qui se meurt sous nos yeux, incapable de défendre l'idée altière qu'il se fait de l'homme contre les analyses destructives darwiniennes et freudiennes, et qui finit fort logiquement par l'abdication de l'individu devant l'homme collectif. Incapable de se soutenir lui-même dans la plénitude de la vie, l'homme moderne implore une grâce plus puissante que lui et il s'adresse à des idoles qui ne dispensent que des grâces menteuses ou meurtrières, la Classe ou la Race. Un humanisme intégral serait celui qui saurait

intégrer les découvertes de l'âge moderne, réhabiliterait la créature en Dieu et non plus contre lui, montrerait à l'homme que la grâce divine est la source authentique de la conscience de soi et de la puissance créatrice, ces biens dont les modernes ont la nostalgie, qu'ils cherchent et manquent, ne trouvant à leur place que l'analyse et la technique.

La deuxième partie de la tâche est de définir l'idéal de la Nouvelle Chrétienté en accord avec cette idée de la créature magnifiée en Dieu. Maritain ne cède pas ici à ce millénarisme, que la mauvaise foi lui reproche parfois, et qui confondrait la terre nouvelle promise par l'Évangile avec un ordre temporel, si juste soit-il. Le Royaume de Dieu, s'il est le terme de l'histoire, ne peut se réaliser dans le temps. Aucun désespoir, non plus, de la cité charnelle. Le message du Christ nous oblige à faire de l'amitié fraternelle une réalité politique. Nous avons le devoir de refaire une Chrétienté.

L'histoire a déjà connu une Chrétienté dans laquelle la force temporelle était mise au service de Dieu. Au Moyen Age, l'État est le bras séculier de l'Église. La croisade est un événement type de la Chrétienté médiévale, politique dans ses moyens, et religieux dans sa fin. L'unité doctrinale faisait le fondement de la cité. L'hérétique était un anarchiste et puni comme tel. L'ordre était hiérarchique; il y avait des chefs nés. Ces temps ont eu leur grandeur, mais l'histoire ne revient pas sur ses pas. Le devoir de refaire une Chrétienté ne se confond pas avec la tâche facile à l'imagination, impossible à la volonté, de copier servilement le Moyen-Age. Chercher les principes d'une Chrétienté authentiquement nouvelle, ce n'est pas trahir les principes éternels, car éternel signifie aussi infiniment fécond : s'il n'y a qu'un Évangile, s'il n'y a qu'une Église, il y a plusieurs Chrétientés possibles. D'ailleurs les souffrances et les expériences de l'âge moderne ne peuvent être sans signification providentielle. Dieu ne serait pas le maître souverainement bon de l'histoire s'il ne proposait constamment aux chrétiens, et parfois en énigme, des chances de Chrétienté.

Il convient donc de débarrasser l'imagination créatrice des souvenirs médiévaux, qui ne sont pas plus nécessaires à notre doctrine sociale que la physique d'Aristote ne l'est à notre métaphysique. La nouvelle Chrétienté, telle que la pressent Jacques Maritain, sera bâtie sur l'idée de liberté,

non pas la liberté revendicatrice et anarchique du libéralisme, mais la liberté glorieuse des enfants de Dieu. L'État chrétien sera respectueux des consciences, non pas parce qu'il serait neutre entre la vérité et l'erreur, mais pour mieux reconnaître les droits souverains et premiers du Dieu qui sait se faire entendre des âmes par l'intérieur. Son activité temporelle jouira d'une autonomie légitime tout en restant soumise à l'influence morale de l'Église, qui renoncera à se saisir du temporel comme d'un outil pour mieux le vivifier de l'intérieur. Dans une telle Chrétienté, les masses laborieuses accéderaient à la propriété et à la liberté. L'ordre temporel serait un démocratie personnaliste qui sauverait les exigences morales contenues dans les aspirations démocratiques sans tomber dans les erreurs rousseauistes

Humanisme intégral et idéal d'une nouvelle Chrétienté s'opposent à l'humanisme athée et à la civilisation purement technique du communisme. Contre le communisme, c'est la liberté que nous défendons ; Jacques Maritain, avec une force inégalée, parce qu'il est sensible à la fois aux réclamations de la vérité comme aux exigences de la charité, définit l'attitude chrétienne en face du communisme. Il montre toute l'inhumanité logiquement contenue dans l'athéisme marxiste, qui finit par faire de l'homme une simple énergie de la vie commune et qui voudrait socialiser même l'amour. Mais il n'oublie pas que le socialisme a éveillé le monde ouvrier au sens de sa dignité, qu'il y a en lui des sentiments chrétiens, aspirations à la justice et à la communion, mais portées dans un climat de violence qui les défigure et risque de les rendre meurtrières. Pour faire rentrer ces vérités prodigues dans le sein du Père, il serait dérisoirement vain de juxtaposer à l'économie communiste une spiritualité chrétienne. Il faut faire œuvre neuve et originalement chrétienne, rebâtir toute une civilisation, de la métaphysique à l'économie.

Tous les chrétiens impatients d'une action vraiment profonde voudront méditer ce livre. Il y trouveront comme réponse aux questions qui les angoissent, une doctrine de générosité et d'intelligence, située dans la ligne stricte des directions de l'Église et capable de vaincre en initiative créatrice les humanismes qui prétendent exalter l'homme en opprimant la liberté, c'est-à-dire en usurpant sur Dieu.

Étienne Borne.

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS. *Le monde détraqué.*

★ ★ ★ *La participation ouvrière à l'organisation du travail.*

Cet article est le résultat d'une longue étude menée en commun, au cours de ces derniers mois, par de jeunes industriels, ingénieurs et ouvriers catholiques. Elle envisage dans un esprit chrétien, qui n'ignore aucune des exigences techniques de la production, les moyens de faire participer davantage les ouvriers à l'organisation du travail.

LOUIS DEVILLE. *A propos des « Conflits de Civilisation ».*

La XXVIII[e] session des Semaines sociales de France. Versailles. 20-26 juillet 1936.

A.-D. TOLÉDANO. *Chronique de politique étrangère.*

La triste partie de campagne.

Billet de Civis

Le monde détraqué

Il sera bientôt méritoire de se rappeler que l'homme est un être raisonnable.

L'ypérite va devenir la reine de l'univers. Les peuples seront prochainement évalués en tonnes de gaz vésicants et en effectifs d'avions-arroseurs. En outre, puisque la guerre, loin d'être un fléau, comme l'enseigne l'Église, est, selon les dictateurs, le climat privilégié des nations, le gaz mortel sera proclamé le fondement du bien et la source de toutes les vertus.

La capacité en ypérite donnera désormais la mesure de la civilisation.

Celui-là sera le maître qui en est le mieux pourvu. Peut-être même, un jour non éloigné, pourra-t-il obtenir l'avantage sans sortir de chez lui. Au-dessus des frontières transformées en murailles de béton et garnies de pals en acier contre les tanks, les nations procéderont à l'asphyxie mutuelle jusqu'à la disparition de la plus faible.

La victoire à domicile! le dernier cri du progrès.



Autre tableau.

Il y a peu de jours, avec un sens aigu de l'opportunité, un éducateur de la jeunesse, parlant, nous l'espérons, en son nom propre, a fait, au congrès des instituteurs du Syndicat national, une apologie de la servitude! On a tort de dire qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, car il s'agit là d'une nouveauté de premier ordre. Depuis qu'il y a des hommes et qui pensent, l'être humain a professé que le plus grand des maux est la perte de la liberté, et qu'une nation

qui perd son indépendance subit un dommage plus grave que la mort. La sagesse des nations a toujours proclamé qu'il valait mieux perdre la vie que de perdre les raisons de vivre. Aujourd'hui, nous entendons affirmer que la servitude est préférable à la lutte contre un injuste agresseur.

Ce qui nous paraît le plus affligeant dans ce propos, ce n'est pas, à vrai dire, sa lâcheté. Nous sommes persuadés que le malheureux que la passion partisane égarait à ce point, s'il n'a pas obéi à une impulsion irréfléchie de réunion publique, se flattait de garantir, par la soumission passive au mal, plus de valeurs spirituelles que la résistance n'en sauverait. C'est la thèse de Gandhi, mais elle n'a jamais été soutenue en l'honneur de la servitude! Gandhi, au contraire, a voulu glorifier la liberté suprême du héros qui refuse de se mesurer avec la force, par force d'âme, avec l'espoir de la vaincre en l'épuisant. Mais Gandhi parlait aux hommes d'une nation déjà réduite en servitude. Il ne conseillait pas à son peuple de tendre le cou à l'envahisseur.

Non, ce qui nous semble le plus attristant dans ce propos, c'est la misère intellectuelle qu'il suppose. L'homme qui le tenait est, en d'autres circonstances, un défenseur ardent de la liberté, et même des libertés les plus contestables. Il n'y voit pas de contradiction. Il ne voit pas davantage que le premier soin du vainqueur sans combat sera d'enrégimenter les vaincus et de les dresser à coups de bottes pour la guerre. Mais à quoi bon raisonner sur une attitude illustrée par Gribouille qui se réfugie dans l'eau contre la pluie?



Folie « monstrueuse » de la guerre d'agression. Folie stupide de la passivité devant l'agresseur.

Il est bien vrai que nous respirons une atmosphère de cabanon. Il faut cependant garder notre sang-froid devant cette fureur d'extermination, et l'horreur d'un holocauste préparé qui jetterait, par centaines de milliers, des femmes et des enfants dans la gueule d'un Moloch embrasé.

Nous subirons donc la logique insensée de la paix armée. Notre effort sera proportionné à nos ressources, inférieures malheureusement à celles du plus redoutable de nos adversaires. L'honneur et la dignité de notre pays ne laissent pas le choix des solutions. Hier, c'était une faute de pousser les

armements. Aujourd'hui, ce serait un crime de les ajourner.

Mais nous connaissons une autre démence dont il n'y a pas moins à se garder.

Nous avons raison de fixer notre attention sur le péril extérieur des diplomaties ennemies et sur le péril intérieur du communisme. Nous avons tort de ne pas le fixer aussi sur nous-mêmes, où gronde le premier danger, et celui où nos responsabilités personnelles sont le plus engagées.

C'est pour tendre le ressort des volontés vers le travail et vers le sacrifice, que nos voisins font miroiter l'éclair des baïonnettes. Nous avons le même besoin de tremper les énergies de la nation et d'exciter sa générosité. Quel idéal allons-nous lui proposer? Sans idéal commun, elle se décomposera dans l'anarchie et dans la dissolution. Si nous récusons les moyens faciles et grossiers, qui trompent la faim des peuples en les grisant de vaine gloire, nous ne saurions oublier les obligations d'une vie noblement vécue, dans une grandeur qui sert l'esprit au lieu de l'offenser.

Or nous donnons l'impression d'un peuple qui s'abandonne au moindre effort dans tous les domaines, engourdi par la tiédeur des jouissances matérielles. La santé morale est au prix de l'effort constant. Si nous voulons éviter qu'une main de fer nous l'impose, apprenons à nous y contraindre nous-mêmes.

Le plus sûr moyen, pour nos hommes politiques, de prouver leur amour de la paix et leur volonté d'écarter la guerre, est d'abord en cet endroit. La France a un besoin impérieux de pouvoir se contempler de nouveau avec fierté, de goûter l'euphorie d'un peuple en bonne forme. Nous en avons assez, de notre air malingre.

Pays de berceaux vides, de champions battus, de conscrits réformés, de journaux vendus, de revues faisandées, de bistrots à tous les coins, de semi-nudisme aux casinos et sur les plages! Il faut bien voir qu'il y a d'abord une crise de vie. C'est la vie même qui s'écoule dans le relâchement de la mode et la facilité des plaisirs. Le souci de sauver la famille française et la sève française, si on s'obstine à le négliger, rendra vain tout autre souci.

Il y a la folie de la guerre et la folie de la servitude. Il y a aussi la folie du suicide.

Civis.

La Participation Ouvrière à l'organisation du Travail

Avant-Propos

Juin-Juillet 1936.

L'ami qui venait me voir ce soir-là est mon ennemi familier. Nous nous cherchons toutes les fois que nous voulons, l'un ou l'autre, éprouver une idée par la contradiction ; et ces matches ont scellé entre nous une amitié fidèle.

Il entra comme je tournais la dernière page de l'étude qu'on lira plus loin.

« Vous arrivez à point, lui dis-je, je viens de relire une étude à laquelle j'ai collaboré, et je me disais, à l'instant, que je devrais vous la montrer. Je constate une fois de plus que nos esprits ont des antennes.

— Eh ! me dit-il, n'est-il pas naturel qu'en ces jours critiques on cherche à revoir ses amis ? Les événements nous ont fait subir de telles commotions, le monde se transforme à un rythme tel que l'on se tourne vers eux pour retrouver son équilibre... Nos disputes nous aidèrent parfois à voir clair en nous-mêmes. Je suis venu, sans autre désir que d'agiter avec vous les questions que tout le monde se pose et devant lesquelles chacun se trouve si

perplexe... Qu'est-ce que cette étude que vous désiriez me faire voir?

— C'est une sorte de compte rendu. Quelques amis ont repris et poursuivi depuis l'hiver les conversations que nous avions amorcées l'an dernier avec de jeunes ouvriers catholiques. Vous vous souvenez peut-être de la note que je vous ai montrée à l'automne, sur les baisses de salaire. Cette année nous sommes partis de ce livre de Dubreuil... »

Mon ami s'était carré dans un fauteuil. Il m'interrompit :

« Je vous admire, me dit-il, de vous abstraire ainsi de ce qui se passe. Les occupations d'usine se succèdent depuis des semaines. La C. G. T. impose sa loi aux patrons et au gouvernement même... La Révolution a réussi son coup d'essai. Elle se prépare à donner le coup de grâce. Et cependant, tout placidement, vous continuez à discuter sur un livre... D'après ce que j'ai lu l'an dernier, j'imagine que vous avez poli des phrases à l'usage des patrons au cœur tendre, et balancé, dans un savant équilibre, des revendications raisonnables avec des réserves éclairées. Il devait y avoir en 1789 des hommes qui cherchaient comment réglementer, au mieux de leurs sentiments, l'usage des fours banaux ou le recouvrement des impôts par les quatre Grandes Fermes. L'année écoulée, il n'y avait plus de fours banaux, ni de Fermes Générales. Vous savez ce qu'on fit des réformateurs...

« Vous retardez, mon ami. Quand l'avalanche s'ébranle il n'est plus temps de penser aux arbres qu'on aurait dû planter pour l'empêcher de se former. Au surplus, je vous demanderais tout net : pensez-vous que les exhortations mesurées, dont

vous êtes friand, puissent jamais, en aucun temps, servir à quelque chose? La société repose sur un équilibre de forces, la force seule peut modifier cet équilibre; et seule la passion peut promouvoir la force. Vos mises au point, vos éclaircissements, vos sages admonestations n'y font rien. Quand on veut agir, il faut prendre parti, et miser sur une force... Choisissez entre l'avarice des possédants et l'envie de ceux qui ne possèdent pas, entre le fanatisme de la Race et celui de la Révolution. Mais ne prétendez pas assujettir les tremblements de terre au rythme de vos petites mécaniques...

— Nous en discuterons tout à l'heure, mais lisez d'abord ce « papier ». Je sais bien qu'il ne révolutionne rien. Mais ce que nous avons fait, nous l'avons fait dans un entêté désir de voir clair. Cela a son prix et je ne regrette pas les quelques heures que j'y ai passées... Je ne sais, ajoutai-je, si elles auraient été mieux employées à m'échauffer sur les événements...

— Vous contre-attaquez, c'est de bonne guerre. J'avoue que je n'ai pas plus d'influence que vous sur la marche du monde; et je ne vous reproche pas, avant que la maison ne brûle, de vous distraire comme il vous plaît. Ce qui m'inquiète, c'est que vous ayez l'air de prendre vos amusements au sérieux. A quoi croyez-vous donc que votre compte rendu puisse servir...

— Vous me le direz quand vous l'aurez lu. Quant à moi, je serais satisfait si, comme l'an dernier, quelques-uns viennent me dire que nos discrètes mises au point les ont aidés à résoudre des cas difficiles, ou qu'elles ont attiré leur attention sur eux. Chacun fait ce qu'il peut. Quand l'esprit prophéti-

que me visitera, je monterai sur le tabouret des Sibylles. Jusque-là...

— Allons, me dit-il, montrez-moi ce fasciculet. »



DOCUMENT

Les observateurs les plus objectifs font à l'industrie moderne le reproche d'avoir « déshumanisé » le travail. Ils ne nient pas qu'à bien des égards la vie de l'ouvrier soit moins dure que naguère, le travail, en bien des métiers, moins pénible, les locaux généralement plus salubres ; mais si les corps se redressent, l'esprit se plaint... Sans doute, le nombre est relativement faible des hommes mis « à la chaîne » et astreints à répéter indéfiniment les mêmes gestes. L'adresse manuelle, la justesse, le coup d'œil, toutes ces qualités qui rapprochent l'artisan de l'artiste, trouvent dans l'industrie moderne un large champ d'application : au plus fort du chômage on notait encore (on note aujourd'hui même) une *demande* pour certaines catégories d'ouvriers spécialisés. Mais, par suite de la division du travail, chaque ouvrier n'a qu'une vue fragmentaire de l'ouvrage; par suite des progrès de l'organisation, il n'a plus à imaginer, ni prévoir : l'ouvrier n'est plus qu'un *exécutant* et se plaint d'être considéré plutôt comme un outil que comme un homme.

Est-ce une fatalité? Il n'y a pas de fatalité dans cet ordre de choses. L'organisation du travail est le fait des hommes, et l'on peut toujours la changer. Le tout est de savoir si cela en vaut la peine. Les théoriciens des diverses écoles oublient trop que des millions

d'hommes vivent d'un travail d'usine, et qu'une activité qui fait vivre des millions d'hommes est sacrée. Il ne faut y porter la main qu'à bon escient, lorsqu'on est sûr que la réforme répond à un besoin réel, et que le travail même en bénéficiera.

Si la tare du système actuel est de faire trop souvent de l'homme une machine dont tous les mouvements sont commandés de l'extérieur, le seul remède est d'intéresser ou d'associer les exécutants à l'organisation même du travail. Encore faut-il savoir si, psychologiquement, ils le désirent et s'ils peuvent effectivement y participer dans l'usine telle qu'elle est aujourd'hui. Si oui, l'on aura chance d'humaniser le travail sans bouleverser les données techniques de la production. Si non, il faudrait remettre en cause la conception même de l'industrie moderne. Ces deux questions préjudicielles dominent ainsi tout le débat. Or ce sont des questions auxquelles l'expérience seule peut répondre.

C'est dans cette pensée que des ouvriers, des contremaîtres, des ingénieurs et des chefs d'entreprise ont bien voulu se prêter à une enquête amicale et indiquer, avec leur sentiment sur ces questions, ce qu'ils avaient tenté, ou vu tenter, pour associer les ouvriers à l'organisation du travail.

Cette enquête s'est ouverte, en 1935, au moment où venait de paraître *A chacun sa chance* (1), le livre où H. Dubreuil s'efforçait de montrer comment, « *sans rien changer à la structure technique de l'industrie, il serait possible de faire progresser la vie du travail dans la liberté et la joie* ». Posant en principe que l'organisation du travail ne sera parfaite que lorsqu'elle aura

(1) H. Dubreuil, *A chacun sa chance* (Grasset éditeur).

réussi à mettre en œuvre chez l'ouvrier non seulement la force de travail, mais encore la totalité de ses forces intellectuelles et morales, Dubreuil recherchait la libération du travailleur dans une organisation du travail en groupe, où chaque groupe constituerait au sein de l'usine une cellule distincte, recevant les matières premières, utilisant les machines et vendant les produits ouvrés au patron selon des conditions débattues d'avance. Le prix, bien entendu, tiendrait compte des matières premières et de l'énergie fournies, de l'usure des machines, du loyer, etc...; il comporterait une rémunération globale pour le travail accompli. Les intéressés se la répartiraient entre eux, librement, comme ils auraient librement organisé leur travail.

Le système préconisé par Dubreuil, et que l'on appelle couramment le système du « TRAVAIL EN COMMANDITE », fonctionne dans un certain nombre d'ateliers. Il constitue en fait le seul système qui donne aux travailleurs la responsabilité pleine et entière de *leur* travail. Dès lors qu'ils produisent ce qu'ils ont promis de produire, dans les conditions où ils l'ont promis, ils sont libres de se distribuer les tâches à leur convenance et d'aménager le travail comme ils l'entendent. Aussi est-ce sur les exemples de travail en commandite que l'on peut le mieux voir les conditions, la portée et le rendement de la participation ouvrière à l'organisation du travail.

Ces exemples ont été souvent invoqués au cours de l'enquête, en même temps que d'autres initiatives procédant de vues différentes et sur lesquelles on reviendra plus loin. Les uns et les autres ont permis, grâce aux témoignages reçus, de répondre aux deux questions préjudicielles — et de voir ce que l'on pouvait faire dans le sens de cette participation.

I

A) *Les ouvriers aspirent-ils à participer à l'organisation du travail?*

I. Organiser est un métier. Réfléchir sur l'organisation d'un coin de bureau ou d'atelier est un travail. On n'aspire pas au travail de la même manière qu'au repos ou à l'argent. Les tendances ouvrières sur ce point n'auront pas le même caractère, la même évidence que celles qui concernent les salaires, ou la durée du travail. Il n'en est que plus significatif de voir que les groupements ouvriers qui connaissent la mentalité ouvrière, et dont les cadres eurent l'occasion d'apprendre ce qu'est l'organisation, n'ont cessé de revendiquer, sous des formes diverses, l'accession des ouvriers à toutes les responsabilités de la production.

Ces revendications des organisations ouvrières correspondent-elles à une tendance réelle chez les travailleurs du bureau ou de l'usine? Les témoignages recueillis au cours de l'enquête, du côté des cadres, ingénieurs ou patrons, sont presque unanimes à dire que, dès que l'on a cherché à le faire, on a pu recueillir des travailleurs des suggestions qui montrent l'existence d'un travail latent de réflexion sur les conditions de leur tâche ou la possibilité de le provoquer. Ils disent aussi que le seul fait d'avoir vu ses idées mises à l'essai, ou mises en œuvre, donnait à l'intéressé (alors même qu'il n'en retirait qu'un très faible profit), et souvent à ses camarades, plus de cœur à l'ouvrage et plus de joie au travail. N'est-ce pas la marque même des tendances profondes, celles qui font la voca-

tion de l'homme et le poussent à mettre son empreinte sur les choses que d'appeler l'effort et l'effort donné, l'épanouir en joie?

Ces conclusions n'ont rien qui doive surprendre. Ce sont celles de de Man (1) qui, d'une étude approfondie d'un grand nombre de cas, concluait que la joie du travail, et même le goût au travail dépendent du degré d'initiative que le travail comporte — c'est-à-dire de la participation que l'ouvrier prend à l'organisation de son propre travail ou à celle d'un travail de groupe. La seule question est de savoir si, sous le régime de la grande industrie, ce désir ne s'atrophie pas. Disons-le hautement : il ne peut s'atrophier que dans la mesure où l'homme y perdrait sa figure d'homme... Le pouvoir maléfique de la machine ne va pas si loin. Dans une grande entreprise où l'on a systématiquement cherché à provoquer des suggestions, on est arrivé à ce que 53 o/o du personnel en fît : cela ne veut pas dire sans doute qu'ils en ressentissent le désir; cela signifie en tous cas qu'il était possible de les susciter.

II. Mais, diront ceux qui connaissent l'usine, si cette tendance existe, comment se fait-il qu'elle ne s'exprime pas plus souvent dans la vie courante, et qu'il faille toujours une invitation plus ou moins pressante de leurs chefs, et parfois une véritable campagne de persuasion, pour que les travailleurs fassent des suggestions sur l'organisation du travail?

Une première raison saute aux yeux. Toutes les fois que cette suggestion a pour but de rendre le travail moins pénible aux exécutants ou d'améliorer leur sort,

(1) H. de Man, *La joie au Travail* (Alcan éditeur).

l'ouvrier peut craindre qu'elle ne le fasse mal voir et prendre pour « une forte tête ». Il faut beaucoup de courage pour essayer de convaincre un contremaître, naturellement jaloux de son autorité, et trop souvent attaché aux méthodes de sa jeunesse, qu'on peut faire assis tel travail que l'on fait debout ; qu'il serait commode de décaler d'un quart d'heure le repas ; ou qu'on gagnerait à modifier la composition des équipes. Il faut une espèce d'héroïsme pour saisir l'ingénieur au cours d'une tournée et lui dire ce que le contremaître risque de prendre pour une critique à son égard et dont il ne trouvera que trop d'occasion de « se souvenir ».

Mais cette crainte bien naturelle n'est pas le seul sentiment qui s'oppose aux suggestions spontanées. Il en est d'autres qui la renforcent ou, le cas échéant, y suppléent :

la modestie d'abord, le manque de confiance dans l'idée qu'on sent naître — et, subsidiairement, la crainte de dire quelque chose qui paraîtra absurde, dont on rira, qui vous donnera la figure d'un gars qui cherche à se pousser en se mêlant de ce qui le dépasse ;

la solidarité ouvrière, qui joue contre tout ce qui comporte ou paraît comporter une critique à l'égard du voisin ou même du chef d'équipe ; tout système de collaboration, de suggestion, etc... qui évoque la figure honnie du « mouchard » est à priori voué à l'échec ;

enfin le sentiment qu'après tout, c'est au patron de faire marcher la maison, et que ce n'est pas à l'ouvrier de se casser la tête pour chercher des améliorations dont le patron recueillera presque seul le bénéfice : et ce sentiment l'emporte presque toujours sur tous autres dès lors que l'amélioration en question risque-

rait de diminuer la main-d'œuvre nécessaire à la production ou même d'activer le rythme du travail.

Aussi pour juger de la capacité des ouvriers à organiser leur travail, ou de leur esprit d'invention, ne faut-il voir que les cas où ces réflexes de défense ne jouent pas. Il faut prendre les cas où ils savent que leurs idées ne seront pas rebutées, qu'elles ne risquent pas de tourner au détriment des camarades, ni à leur propre détriment. Ces conditions, on le voit assez, ne sont pas aisément réalisables; elles demandent au chef un effort constant et une conception de son rôle qui ne va pas sans hardiesse. Mais lorsque cet effort est fait, il semble à peu près sans exemple que les ouvriers ne montrent pas un intérêt réel pour tout ce qui les met au courant de l'organisation du travail et leur permet d'y dire, le cas échéant, leur mot.

III. Que devient dans les autres cas cette tendance? Elle reste comprimée, elle avorte en fantômes d'idées que l'on ne précise pas, que l'on ne peut confronter aux faits et qui ne paraissent au jour que défigurées en critiques.

Les critiques que l'on relève dans les témoignages ouvriers ne sont souvent que des suggestions refoulées. Lorsqu'un jeune ouvrier se plaint que des anciens ou des chefs d'équipe avancent ou retardent la pendule pour leur commodité personnelle, au détriment des autres, cela veut dire (et il le dit) qu'il serait de bonne organisation d'avoir des pendules électriques régularisées par T.S.F. Que la distribution du travail donne l'impression de se faire « à la tête du client », que le salaire ne soit pas en rapport avec la valeur de chacun, c'est l'indication qu'on gagnerait à faire la répartition des tâches suivant certaines règles, à revoir

le mode de rémunération. Toutes les constatations de cette sorte qui fermentent dans les cœurs avant d'exploser dans les conflits du travail pourraient se transmuer en suggestions de réforme, en idées fécondes. Ce sont les germes devenus stériles d'une activité rebutée.

B) *Quelle participation les ouvriers sont-ils capables de prendre à l'organisation du travail ?*

Ceux qui ont eu à mettre en marche ou à mettre au point l'organisation d'un atelier, d'un bureau, d'une affaire, savent combien il est difficile, fût-ce à un organisateur patenté, d'amener d'un seul coup et sans tâtonnements l'entreprise à son point de rendement maximum. Des mesures excellentes sur le papier se révèlent désastreuses ou inopérantes. Le mieux qu'on puisse faire est de fixer solidement un schéma général d'organisation qui dessine la charpente de l'entreprise et pose pour chaque cellule de l'organisme industriel certaines conditions de fonctionnement... Le reste s'ensuit par approximations successives selon les hommes, les locaux, les circonstances ; et, lors même que le détail n'en est pas laissé au hasard, il faut presque toujours, pour tirer le meilleur parti de ce que l'on a en mains, ou le compléter au mieux, des échanges de vues, des conférences, — le dialogue du patron et de l'ingénieur ou la conversation des chefs de service. Chercher quelle participation l'ouvrier peut prendre à l'organisation du travail, c'est en fait rechercher comment il peut utilement intervenir dans de tels dialogues. Il est dans la nature des choses que cela dépende de ses interlocuteurs.

On a vu plus haut quels réflexes s'opposent à ce

que, dans une entreprise organisée selon le mode classique, les travailleurs coopèrent effectivement à l'organisation du travail. Supposons cette barrière tombée; il faudra encore que leurs idées se mettent au point, et bien souvent, les meilleures idées ne se mettent au point que par l'expérience. Ajoutons que plus la culture générale est sommaire, plus les idées sont lentes à prendre leur forme définitive. Il serait peu sage d'attendre que la suggestion d'un ouvrier se présentât toujours sous la forme qui mettra le mieux en lumière *l'âme de vérité* qu'elle contient. Aussi ne faut-il pas s'étonner que ce soit le plus souvent en demandant des avis, en lançant les esprits sur une piste, puis en les aidant à préciser leurs idées, et plus souvent encore en leur donnant licence, dès que la chose est possible, de les expérimenter, — bref par une collaboration constante de l'ouvrier et de l'ingénieur que l'on obtienne une participation effective de l'exécutant à la solution d'un problème, — qu'il s'agisse d'un problème technique ou d'un problème d'organisation. La presque totalité des témoignages recueillis donne une indication très nette en ce sens.

II. Quel sera le terrain de cette collaboration? Il existe un premier domaine où son rôle est tout indiqué, mais sur lequel nous n'insisterons pas : celui de l'hygiène, de la sécurité, de la lutte contre le danger et de la lutte contre la fatigue. Ce n'est pas le moins important. Sans doute, tout ingénieur, tout chef digne de ce nom, devrait-il songer à protéger ses ouvriers contre la réverbération du soleil ou des fours, contre les différences brusques de température, les fumées, les poussières nocives; sans doute, aussi, les jeunes chefs frais émoulus des écoles savent-

ils l'importance qu'il faut attacher à la propreté des vestiaires ou des lavabos, aux corbeilles à papier, à l'aspect du local dans lequel les ouvriers prennent leurs repas... Mais tous n'en sont pas là. Mais la meilleure volonté et les principes sociaux les plus généreux ne dispensent pas de se rendre compte, dans chaque cas particulier, de ce dont le personnel manque, ou de ce qu'il réclame. Le réfectoire organisé par le meilleur spécialiste sera toujours moins apprécié des usagers que celui qui reflétera leurs vues propres. Il est bien évident que, sur tous ces points, l'ouvrier peut apporter à ses chefs des éléments de premier ordre.

Mais ce domaine est encore aux frontières de la « revendication ». Il concerne les à-côtés du travail, les conditions du travail, plus que le travail même. Les initiatives qu'on y peut prendre visent l'homme seul, et font abstraction de la production. Or, c'est la production qui est la raison d'être de l'usine; c'est dans l'organisation du travail productif qu'il faut voir si l'ouvrier peut, ou non, apporter quelque chose de son cru.

L'expérience montre que oui. On le voit là où l'on cherche à provoquer systématiquement des suggestions. Dans la grande entreprise déjà citée, 55 o/o des suggestions faites ont été reconnues bonnes : suppression d'un travail inutile, réduction des paperasses, amélioration de la circulation des matières ou des hommes, utilisation des matières perdues, rationalisation d'un circuit d'usinage, etc... Au surplus, le témoignage des ingénieurs ou patrons qui ont effectivement fait quelque chose en ce sens *est unanime* : oui, il y a intérêt à faire un effort pour que le personnel puisse au moins présenter des suggestions d'orga-

nisation; oui, les idées que l'on recueille ainsi de contremaîtres ou de simples ouvriers sur l'organisation du travail sont au moins bonnes à mettre à l'essai; et l'avantage qu'on a à les recueillir, à les expérimenter n'est pas seulement d'ordre psychologique. Le patron d'une petite entreprise nous paraît résumer l'opinion commune en disant : « *que le chef qui ne chercherait pas à recueillir les avis, les idées de son personnel, manquerait à son devoir pour une double raison :*

« 1° *il creuserait entre lui et ses collaborateurs un fossé profond,*

« 2° *il priverait son affaire et, par suite, la collectivité, d'un apport certain.* »

Le cas limite est celui où l'on laisse les ouvriers organiser eux-mêmes leur travail. Dubreuil expose dans son ouvrage un certain nombre d'expériences de groupes de travail : dans le travail des métaux, parmi les porteurs de gare. Il y constate une grande économie de matière et de temps. Les témoignages recueillis au cours de notre enquête relatent quelques expériences et concernent exclusivement des groupes de livraison ou des groupes d'expéditionnaires; et les résultats ont été excellents. Nous y reviendrons plus loin. Dès à présent, cependant, il faut ajouter, comme un fait constant, relevé par Dubreuil, que *cette self-organisation n'aboutit que s'il y a un homme pour la faire aboutir, c'est-à-dire si dans le groupe de travail s'éveille un animateur.*

II

Les modalités de la participation ouvrière à l'organisation du travail

1. — La collaboration et le contact

Dans de petites entreprises, patrons ou ingénieurs ont volontiers le sentiment que cette participation du personnel à l'organisation du travail se réalise spontanément dès lors que le chef a le souci de « tenir le contact » avec ses ouvriers, de les interroger dans l'atelier ou de leur donner libre accès près de lui.

Il est bien certain que la coopération exige le contact; il faut que le patron, s'il veut (à propos d'une innovation par exemple) s'éclairer sur les réactions des exécutants, bénéficier de leurs remarques de détail ou de fond, se donne la peine d'expliquer au personnel intéressé le mécanisme et s'applique, comme l'on dit, à le « mettre en confiance ». D'autre part, c'est chez l'ouvrier un désir réel que de connaître « le patron ». Ne nous citait-on pas, — comme preuve de ce désir et, malheureusement aussi, comme exemple des distances qui existent dans les grandes entreprises entre ceux qui œuvrent et ceux dont tout dépend, — le cas d'un employé de grand magasin qui, prenant sa retraite après 30 ou 40 ans de service, demanda comme une faveur d'être reçu par le patron *qu'il n'avait jamais vu*? Beaucoup d'ouvriers pensent que les questions irritantes se règlent plus aisément quand l'on a directement accès auprès *du chef réel*, et que, peut-être, la situation des travailleurs serait

meilleure si ce chef n'était pas trop souvent pour eux une abstraction, une personne sans visage, dont on ne connaît l'existence que par les verdicts qu'elle prononce, sans appel, derrière des portes fermées.

Mais il ne faut pas s'illusionner sur la portée de cette « méthode de contact », ni sur les conditions qu'elle requiert. Si tous les esprits réfléchis condamnent l'absentéisme, l'excès de mystère, l'exagération des distances, l'expérience montre — et l'enquête a bien souligné — que ce « contact » pose de graves problèmes et qu'il ne suffit pas à tout.

1° Le premier problème est *celui des cadres intermédiaires*. C'est normalement aux chefs d'équipe, aux contremaîtres, de servir d'intermédiaires entre le chef et les hommes; c'est à eux d'examiner et de « filtrer » les idées émises à côté d'eux, pour ne laisser passer que celles qui méritent l'attention; c'est à eux de transmettre, d'appliquer, et d'expliquer au personnel sous leurs ordres les instructions des cadres supérieurs. Si l'ingénieur ou le patron donnent l'impression de passer systématiquement par-dessus leur tête, il perd leur confiance et les déconsidère. Il faut donc que la volonté de contact, d'éveil et d'accueil des chefs se manifeste *d'abord* aux cadres intermédiaires; l'idéal serait qu'elle les conquît au point que les contremaîtres en vinssent à employer les mêmes méthodes avec leurs hommes. Ce n'est pas impossible, et c'est l'une des tâches les plus dignes d'être un idéal pour les jeunes ingénieurs que cette éducation du personnel de maîtrise. Mais c'est une tâche infiniment délicate, qui se heurte souvent à un sens exaspéré de l'autorité et presque toujours à un attachement superstitieux aux méthodes anciennes. Il est

moins facile et moins flatteur de s'appliquer tenacement à ouvrir l'esprit du personnel de maîtrise que d'étaler à l'égard des ouvriers une familiarité plus ou moins impérative, plus ou moins démagogique, et de plus ou moins bon aloi. C'est cependant la condition *sine qua non* de la confiance dans l'usine.

2° D'autre part, si l'on peut effectivement, par l'action personnelle du chef et des cadres intermédiaires, rendre le travail plus conscient, donner aux hommes plus de goût à leur tâche, établir avec eux des plans d'exécution ou les associer psychologiquement à la mise en œuvre de méthodes nouvelles, cette action suffit-elle à triompher des obstacles qui s'opposent à l'éclosion des suggestions spontanées? Suffira-t-elle à donner à chaque ouvrier la conviction que son rôle est d'assumer, d'une certaine manière, les préoccupations du patron, s'il n'a pas le sentiment qu'il en bénéficiera directement et s'il craint de se trouver en butte aux soupçons ou aux sourires de ses camarades?

Cela se conçoit assez bien dans une petite affaire aux rouages simples où le patron peut se faire assez proche de ses cadres et de ses hommes; dans une grande entreprise, cette méthode suppose que tous les cadres soient animés du même esprit éducatif et que l'éducation économique de tout le personnel soit assez poussée pour qu'il se rende compte que la productivité du travail influe directement sur leur sort. Elle suppose, en tout état de cause, chez les dirigeants, *la volonté bien nette et prouvée par des actes d'améliorer le sort de leur personnel en proportion des résultats de l'entreprise*

Ces conditions satisfaites, il y a, certes, une belle tâche pour les chefs d'industrie qui feraient de tous

leurs collaborateurs de direction les agents de l'éducation ouvrière. Des conférences sur la marche générale de l'affaire ou de la branche d'industrie dont elle dépend, intelligemment commentées à l'atelier par les chefs directs, — des journaux ou placards d'usine qui donneraient l'avancement des travaux importants, l'état des commandes, les perspectives de la prospection commerciale ou les innovations de la technique pourraient, petit à petit, ouvrir à chacun des perspectives plus étendues sur l'organisme économique dont il vit. Le travail mieux compris serait mieux fait; le personnel de bureau se rendrait compte des nécessités de l'usine dont il prépare ou enregistre le travail, le personnel d'usine accepterait plus facilement les exigences des services commerciaux. Et lorsqu'on examinerait dans tel ou tel groupe comptable, dans telle ou telle section d'atelier, une modification à l'organisation du travail, les exécutants seraient mieux placés pour en comprendre l'intention et participer, chacun en ce qui les concerne, à sa mise au point.

La « méthode de contact » ne peut être en fait qu'une méthode d'éducation à tous les degrés de la hiérarchie. Mais l'éducation dans cet ordre de choses ne vaut que si elle est une initiation continue : ouvrir les yeux sur un certain domaine, c'est donner la tentation d'y regarder plus avant. Les efforts que l'on fait dans ce but n'ont de sens et d'efficacité que si l'on est à priori décidé à aller sur cette grand'route de la collaboration effective aussi loin que le permettront la capacité du personnel et la structure de l'entreprise.

2. — Les institutions

Le temps est passé en effet où l'on pouvait résoudre tous les problèmes du travail par des rapports personnels entre le patron et chacun de ses ouvriers. Qu'il soit encore possible de créer dans des ateliers de type artisanal un « esprit de maison », qui soit un « esprit de famille », ce n'est pas douteux ; mais il n'est pas douteux non plus que ces réussites deviendront de plus en plus difficiles et fragiles. L'esprit de notre époque est aux *institutions*. Ce qu'on tient de la bienveillance, de la faveur ou même de la justice personnelle du chef semble précaire aussi longtemps qu'on ne l'a pas vu cristallisé en règlements, ou matérialisé en fondations. Chacun veut savoir son droit, et si, pas plus aujourd'hui qu'hier, la lettre ne vaut sans l'esprit, l'esprit aujourd'hui paraît insuffisant sans la lettre.

Il devient, au surplus, indispensable, dès que l'entreprise atteint certaines dimensions, que des règlements fixes établissent entre toutes ses sections une certaine égalité de traitement ; et l'éducation de chacun y fût-elle aussi poussée qu'on peut le souhaiter, il n'en faudrait pas moins, pour éviter des différences qui prendraient figure d'injustice, que l'on fixât, de façon précise, par exemple la procédure d'expérimentation des suggestions faites ou la manière dont elles seront rémunérées.

Les « institutions » qui tendent à réaliser une participation des travailleurs à l'organisation du travail, commencent ainsi aux règlements concernant les suggestions du personnel : ce sont ces initiatives que nous

examinerons d'abord, avant de passer aux tentatives plus radicales : celles qui relèvent du « conseil d'usine » ou de la « self organisation ».

A) *Les Boîtes à Idées*

1) Le nom de « boîtes aux idées » reste accolé à tout système où l'on recueille d'une manière systématique les suggestions du personnel. L'ouvrier qui « a une idée » l'écrit et la fait parvenir à la direction qui l'examine. La plupart du temps l'on prévoit un type de fiche déterminé pour inscrire ces suggestions et des boîtes spéciales pour les recueillir. D'où le nom de boîtes aux idées.

Le problème est alors de créer le « climat » propre à l'éclosion des suggestions. L'effort en ce sens va plus ou moins loin : tantôt on se borne à faciliter la transmission des suggestions spontanées; tantôt, au contraire, l'on cherche, par des moyens appropriés, à diriger l'esprit d'observation et la réflexion de chacun sur les conditions de travail, afin de faire éclore des suggestions où l'on ne songe pas à en formuler.

Ce que l'on a vu plus haut suffirait à prouver ce que l'expérience confirme : pour obtenir des suggestions intéressantes, il ne suffit pas d'établir un système commode de transmission : en s'arrêtant là on ne recueillerait guère que des fiches de réclamations. Il faut, ici encore, se placer sur le plan de l'éducation. Le moins qu'on puisse faire c'est d'éveiller l'esprit d'initiative et de lui indiquer un but.

Cela s'est fait sur le thème de la « lutte contre le gaspillage ». D'un certain point de vue, toute amélioration dans l'organisation revient à éliminer un gaspillage; gaspillage de temps, de peine, ou de matière,

et l'idée de gaspillage est l'une de celles contre laquelle le tempérament ouvrier, naturellement conscient de la valeur des choses, souvent économe et soigneux, « donnera » le plus volontiers, pourvu qu'il ne craigne pas de voir les résultats de son effort se retourner contre lui.

2) Cette méthode a eu de nombreuses applications en Amérique. Elle en a eu quelques-unes en France. Les deux exemples qui ont été examinés au cours de l'enquête montrent comment on a répondu aux difficultés qu'elle soulève, et quels résultats on peut en obtenir.

Dans le premier cas, l'on s'est borné à créer une « boîte aux idées » et à instituer une procédure pour l'examen des suggestions. Faits à noter : on a cru devoir stipuler que les suggestions seraient présentées sous forme anonyme afin que la crainte du qu'en-dira-t-on ne joue pas ; et pour associer l'ensemble du personnel à cet effort on les fait examiner par une commission paritaire d'ingénieurs et d'ouvriers (la désignation des membres ouvriers est faite par la direction, mais elle doit recueillir l'accord des « plus anciens de l'usine »). Il ne semble pas, malgré ces précautions, que l'expérience ait donné des résultats.

Dans le second, devant la médiocrité des résultats obtenus d'abord, on a créé un service spécial chargé de provoquer les suggestions, on a déclenché par lui une véritable campagne de suggestions dans les différents ateliers. Les « ingénieurs suggestions » sont là pour les provoquer, les orienter, les recueillir et les juger. Ils s'efforcent de créer une émulation perpétuelle d'homme à homme, d'atelier à atelier. Et c'est ainsi que l'on a obtenu les résultats numériques

impressionnants dont il a été fait état aux chapitres précédents (1).

3) En tout état de cause, chaque suggestion reconnue bonne est primée. C'est là un point capital. Mais c'est aussi un point délicat. Ces primes sont laissées à l'appréciation de la direction, et il semble à priori difficile qu'il en soit autrement. Mais comment donner à chacun son dû? Primera-t-on le *mérite,* la peine qu'a coûtée la mise au point de l'idée — ou l'*avantage* que l'entreprise en retire? Primera-t-on la suggestion d'un exécutant lorsqu'elle concerne son propre service et qu'il aurait pu la mettre en vigueur de lui-même? La réponse dépendra, quoi qu'on en ait, de la conception qu'on se fait du contrat de travail : la logique du salariat voudrait qu'on ne primât que le travail fourni, et seulement dans la mesure où il ne rentre pas dans la tâche normale du salarié. Mais il faut bien dire que la logique du salariat ne comporte pas d'autres prestations de la part de l'ouvrier que l'exercice d'un métier déterminé pendant un certain nombre d'heures par semaine. Tout ce qui va au-delà comporte quelque chose qui relève de l'esprit d'association ou de marchandage; et l'on pénètre ainsi dans une zone indécise où il faut retrouver à chaque instant les conditions mouvantes d'un équilibre qu'on n'atteint pas par des formules simplistes, mais à force de tact, de loyauté, et surtout à force de justice et d'esprit social. C'est dire que, psychologiquement, des

(1) Les chiffres donnés se rapportent à la cinquième année de fonctionnement du système. Les chiffres des années suivantes seraient moins brillants : mais il est dans la nature des choses que le nombre des suggestions diminue à mesure que l'on a redressé un plus grand nombre de défauts de détail dans l'organisation.

réalisations de ce type n'éclairciront jamais l'atmosphère de l'usine que dans la mesure où les chefs, qui jugeront et récompenseront les suggestions, ce patron auquel elles profitent, ne seront suspects ni de partialité, ni d'avidité. Si les rapports de chaque jour n'ont pas créé un minimum de confiance, les mesures prises pour faire éclore les suggestions n'apparaîtront que comme une nouvelle forme d'exploitation. C'est ce que semblent bien avoir pressenti ceux qui ont créé, pour juger des suggestions, une Commission paritaire qui représente en fait un premier pas vers la formule du Conseil ouvrier.

B) *Conseils d'usines*

L'idée est venue depuis longtemps aux esprits désireux d'amélioration sociale, de créer, autour du chef d'entreprise, un Conseil ou un Comité ouvrier dont il recueillerait l'avis sur un certain nombre de questions. Depuis les initiatives classiques de Godin et Léon Harmel, des conseils ouvriers ont été créés, en France, dans quelques entreprises; après la guerre, plusieurs nations européennes les ont intégrés dans leur législation sociale : mais les conseils subis plutôt qu'acceptés par les entrepreneurs et conçus comme organe de contrôle plus que de participation, ne connurent qu'une faveur brève.

Leur constitution pose en effet un certain nombre de problèmes délicats à résoudre, mais dont la solution conditionne toute l'activité et l'utilité même du Conseil.

1° La désignation des membres : dans certaines entreprises on les a conçus comme une sorte de « Conseil des anciens » dont font seuls partie les plus

vieux ouvriers; mais cette désignation laisse en fait une trop grande place à l'arbitraire pour être communément acceptée; et d'ailleurs un véritable conflit de générations se manifeste en bien des usines : un conseil des Anciens n'apparaîtrait pas comme une représentation valable du personnel. Quoi que l'on en pense, l'ensemble des ouvriers d'une entreprise ne reconnaîtra aujourd'hui comme tel qu'un Conseil élu.

2° La durée du mandat : s'il est trop court, les membres du Comité n'ont pas le temps de se familiariser avec les problèmes de l'usine; s'il est trop long, ils perdent le contact avec leurs camarades et sont dès lors suspects d'être aux mains du patron.

3° Les attributions du Conseil :

Dans certains cas le Conseil se borne à gérer les à-côtés de l'usine : il prend la responsabilité de l'apprentissage, ou des services sociaux. C'est une conception intéressante, et qui, si elle ne réalise pas la coopération sur le plan du travail, donne du moins un emploi aux facultés d'initiative et d'organisation des travailleurs. Ceux qui cherchent à améliorer le régime du travail ont souvent souligné le dilemme qui se pose ici : ou bien l'on admettra que tout dans les heures d'usine cède à la préoccupation du rendement pour diminuer la journée de travail et permettre, hors de l'usine, l'épanouissement d'une vie libre; ou bien l'on essaiera d'abord de rendre aux heures d'usine leur atmosphère humaine, quitte à y consacrer des efforts dont on pourrait penser qu'appliqués ailleurs ils accroîtraient le rendement. En pure logique, les deux thèses peuvent également se soutenir; en fait, on n'est plus libre de choisir entre elles : tant que l'usine absorbera la plus grande partie de la vie consciente de l'individu, tant que le travail d'usine sera pour lui le

trame même de son existence et non une brève corvée, c'est à l'intérieur même de l'usine qu'il voudra voir ses aspirations satisfaites.

Nous ne nous occuperons ici que des cas où le Conseil d'usine assure une certaine participation des ouvriers à l'organisation du travail. Mais il s'agit alors de savoir ce qu'on lui demandera, et d'abord ce que l'on communiquera à ses membres. Avec le culte superstitieux qui entoure en France le secret des affaires, ce ne sera jamais qu'avec une extrême appréhension qu'un patron ouvrira ses dossiers ou ses livres à son personnel; et plus d'un chef d'entreprise qui accueillerait volontiers la perspective de discuter les réclamations du personnel avec ses représentants reculera devant celle d'exposer à un conseil d'usine la situation financière de sa maison.

Les conseils d'usine convenablement compris ne constitueraient-ils pas cependant un moyen de choix pour initier les travailleurs aux conditions générales de la production, et pour les convaincre de mettre au service de l'industrie tout ce qu'ils ont d'esprit et de cœur? La question vaut d'être posée, et l'enjeu mérite qu'on ne se laisse pas arrêter par les difficultés que le premier examen relève.

Le conseil d'usine est, du point de vue qui nous occupe, stérilisé s'il est conçu comme un instrument de contrôle. Mais c'est l'entreprise même qui deviendra improductive s'il a pour effet de substituer la délibération à l'action et la confusion à la hiérarchie du travail. On s'abuse lorsqu'on l'imagine, consciemment ou non, sur le modèle d'une assemblée politique ou même d'une assemblée d'actionnaires. Il n'est de soi assimilable qu'aux *conférences de service* : c'est-à-dire aux réunions qu'un chef tient avec ses collaborateurs pour

les mettre au courant des problèmes qui se posent, recueillir leurs avis, et préciser avec eux ses instructions. Réalisé sur ce type, il ne donnerait prise à aucune des critiques que souleva l'idée du « contrôle ouvrier » ; il constituerait pour les ouvriers une éducation économique de premier ordre et permettrait de juger si l'on peut arriver, dans l'usine, à cette collaboration de cœur et d'esprit dont les entrepreneurs déplorent l'absence, sans toujours en admettre les plus nécessaires conditions.

C'est dans un état d'esprit analogue qu'a été conçue l'organisation très frappante qui a été retenue comme la plus significative de cette tendance :

des *délégués élus* pour une durée très brève (trois mois) non rééligibles et exerçant leur action au sein de *deux organismes* :

des *commissions corporatives* : réunions d'ateliers sous la présidence du chef d'atelier, où sont suggérés, discutés et préparés tous les projets techniques d'amélioration de la qualité du travail, de suppression des temps morts, d'économies, etc...

un Comité comprenant la Direction, les ingénieurs, les contremaîtres et les délégués, où sont rapportés pour décision les résultats pratiques du travail des commissions et où le chef fait une revue rapide de la marche du travail, puis de la situation générale de l'entreprise.

Une telle organisation ne peut être réalisée de plain-pied que dans un milieu ouvrier très évolué, mais il apparaît bien que là où elle est possible, elle crée, — à condition que le directeur s'y montre d'une véracité absolue, — une véritable association morale susceptible de transformer l'atmosphère du travail. Ne nous disait-on pas que, dans l'entreprise où elle a été

expérimentée, le « patron » ayant besoin d'un complément de trésorerie pour passer une pointe, ses ouvriers vinrent spontanément lui prêter leurs économies ?

C) *Travail en Commandite*

On a vu plus haut dans quel esprit Dubreuil préconise le système du travail en commandite. Ce système laisse aux ouvriers, dans un cadre qu'ils connaissent bien, toute la responsabilité de l'organisation du travail et les met, à l'égard de la direction, en posture de *fournisseurs* plutôt que de *salariés*. L'ouvrier devient entrepreneur : la prévision, l'initiative, le sens de l'ordre et du rendement retrouvent du coup, dans son travail, toute la place qu'ils ont dans la psychologie de ses chefs.

Un tel système peut-il fonctionner ? Il faut répondre : oui, puisqu'il fonctionne. A quelles conditions ? Dubreuil souligne que, pour que l'expérience réussisse, il faut que dans le groupe de travail un homme se dégage qui l'anime ; y maintienne l'ordre et la cohésion. *Le groupe de travail ne fonction ne pas sans un chef.*

Par ailleurs, s'il est désirable de donner une certaine autonomie de fonctionnement aux groupes de travail, il est à coup sûr indispensable que le travail fourni soit ce qu'il doit être : c'est-à-dire que le produit ouvré ou le service rendu correspondent à ce que la clientèle ou le travail ultérieur réclament. Il faudra donc qu'on exerce sur les produits fournis un *contrôle technique* d'autant plus pénétrant qu'on laissera plus de latitude au groupe de travail : ne citait-on pas dans le bâtiment, où le travail par équipes (1) est assez

(1) Selon des modalités qui d'ailleurs relèvent plus du tâcheronat que de la conception de Dubreuil.

répandu, des cas où, faute d'un contrôle technique en cours de travail, on avait été obligé de refaire entièrement un bâtiment?

Il faut aussi noter que le système préconisé par Dubreuil courra toujours, si l'on n'y prend garde, le risque de dégénérer en tâcheronnat. Le chef qui se manifeste dans l'équipe sera tenté de se considérer moins comme le délégué de ses camarades à l'organisation du travail, que comme un véritable entrepreneur de main-d'œuvre... La répartition du gain de l'équipe entre ses membres soulèvera des difficultés si elle laisse tant soit peu place à l'arbitraire; elle se soulèvera d'une autre sorte tôt ou tard, si elle ne fait pas correspondre aux différentes spécialités des salaires différents et proportionnés, à la « valeur » de chacune d'elle. Bref, à côté du contrôle technique nécessité par la nature des choses, la direction de l'usine qui essaierait de généraliser ce système se trouvera souvent contrainte par la nature des hommes à exercer un certain *contrôle d'organisation* (1). Il apparaîtra en tout cas essentiel que chaque groupe ait un *statut intérieur* qui fixe d'avance les bases de la répartition du salaire et pose les responsabilités de chacun.

Ceci dit, nul homme de bonne foi ne peut lire sans y trouver matière à longue réflexion les pages où Dubreuil relate les expériences de travail en groupe dont il a été l'initiateur ou le témoin. Ils montrent que, moyennant certaines précautions, il n'est pas chimérique de faire appel aux ouvriers pour réaliser par une discipline librement consentie, sous un chef — un ordonnateur — librement désigné des cellules élémen-

(1) Nous n'avons parlé que de la répartition des salaires; mais ce contrôle s'imposera peut-être en ce qui concerne la salubrité et le rythme du travail.

taires de production d'un rendement comparable à celui des ateliers classiques.

Conclusions

De ces différentes tentatives, de ces expériences, de ces témoignages, la leçon qui se dégage est à la fois claire et sévère. Oui, dit-elle, il est possible de donner carrière, chez l'ouvrier, même aux facultés, aux tendances, aux vertus que comprime un travail mécanique ou servile. On le peut : mais il faut savoir ce que cette humanisation du travail suppose et ce qu'elle entraîne.

Ce qu'elle suppose : un homme ne se réalise, un homme ne joue bien un rôle utile, dans quelque domaine que ce soit, qu'*au prix d'une certaine éducation*. Si l'on veut que les travailleurs fassent leur éducation de co-entrepreneurs, il faut accepter les délais et les risques d'une éducation de cette sorte. On passera du temps à les mettre au courant. On laissera faire parfois des expériences dont on prévoit qu'elles ne donneront rien, afin que ce soient les faits qui le démontrent. On reculera au besoin la mise en vigueur, ou la généralisation de mesures nouvelles, pour avoir le temps d'y préparer les esprits. Bref, l'on se privera souvent des facilités que donne l'exercice pur et simple du bon plaisir. — Il reste que ces facilités sont souvent illusoires, que souvent l'incompréhension, la mauvaise volonté ou l'aigreur des exécutants, stérilisent les améliorations qu'elles semblent permettre ; et que, si l'on en juge par les faits que cite Dubreuil, ou les témoignages recueillis, le rendement même de l'usine peut gagner plus qu'on ne le croit communément,

à la coopération des travailleurs, dans l'organisation du travail.

Ce qu'elle entraîne — ce n'est rien moins qu'une nouvelle conception des rapports entre les cadres et les exécutants. Comme on l'a vu plus haut, tout pas fait en ce sens éloigne de la pure ligne logique du Salariat, et chacun à sa mesure tire les rapports entre l'employeur et ses ouvriers, vers l'association ou le marchandage. Faut-il s'en étonner? Un peu de réflexion suffirait à montrer qu'on ne recrée pas cet esprit de collaboration dont les entrepreneurs déplorent l'éclipse, en maintenant tel qu'il est le mode de commandement dans l'usine. On ne collabore pas sans savoir à quoi l'on collabore; ni sans pouvoir dire son mot sur l'objet de cette collaboration. L'esprit de collaboration ne peut exister entre des hommes qu'autant qu'ils ont entre eux des relations d'homme, et qu'aucun ne peut penser que son partenaire le considère exclusivement comme un moyen, un rouage de la production, une force brute dont seules importent la « maniabilité » et le rendement.



Reprise

« Eh bien!... lui dis-je, comme il se taisait... A quoi pensez-vous?

— Je me demandais, mon cher, si vous étiez inconscient ou pire. L'un des traits les plus inquiétants des dernières grèves fut cette tendance des ouvriers à considérer les usines comme leur chose et parfois à en reprendre l'exploitation eux-

mêmes. Fort heureusement, ils ne se sentirent pas prêts... Sur quoi vous proposez aux patrons de bonne volonté de leur apprendre à être moins embarrassés la fois prochaine. Soyez sûr que lorsque les ouvriers croiront qu'ils pourraient se débrouiller seuls, ils n'attendront pas longtemps pour en faire l'expérience. Et vous devez savoir aussi bien que moi...

— Vous voilà bien irrité, mon ami : laissez-moi le temps de noter au passage ce que je conteste... Vous venez de dire qu'en initiant les ouvriers aux problèmes généraux de l'entreprise, en les faisant coopérer à l'organisation du travail, on leur donnera la tentation de mener à eux seuls l'usine. Ce n'est pas mon avis. — Et d'un.

— Oui, vous comptez toujours sur le bon sens des hommes; si je vous pressais un peu, vous me diriez que pour les rendre meilleurs il suffit de les éclairer. J'ai déjà lu cela quelque part : « *Chaque école qu'on ouvre est un bagne qu'on ferme...* » Mais j'oubliais que vous admirez Victor Hugo et que vous ne trouverez dans ces vers impayables qu'un motif à vous obstiner. Je dis, moi, qu'après une secousse comme celle que nous venons de subir, tout croulera si nous ne rétablissons d'abord le sens de l'autorité. Il faut que les uns reprennent l'habitude d'obéir, et les autres de commander. Pour le reste, on verra plus tard. Il sera déjà assez difficile de restaurer l'autorité avec ces lois qui permettent à un ouvrier — dès qu'il est revêtu d'un mandat — de parler d'égal à égal à son employeur, et de l'obliger, sous menace de grève, à accepter ses conditions.

— Si je comprends bien, vous considérez que ce

que nous recommandons compromettrait le rétablissement de l'autorité dans l'industrie?

— Cela crève les yeux! Oh! je ne parle pas de ce que vous dites des « contacts individuels », ni des « boîtes à idées »... Si l'on en restait là, cela ne ferait de mal à personne. Mais on n'en restera pas là. Ce que je vous reproche, c'est votre tendance à trouver tout naturel que les ouvriers se préoccupent de ce qui est le travail et le rôle du patron. Notez qu'ils ne le demandent pas : on a fait beaucoup de folies, ces derniers temps, on nous a épargné les conseils d'usine. Les délégués d'ouvriers prévus aux *contrats collectifs* n'ont pas à s'immiscer dans la marche de l'entreprise; ils ne sont que les collecteurs des réclamations individuelles.

Que chacun reste à sa place, voyez-vous.

Nous venons de subir une commotion dont nous n'avons pas encore senti toutes les conséquences. De grâce! qu'on ne remette pas en question trop de choses à la fois. Je reconnais que tous les patrons n'avaient pas fait ce qu'ils devaient faire; j'ai rougi pour eux et pour nous en voyant ce qu'étaient dans certaines régions les salaires avant la grève. Mais ces anomalies ont vécu. Une autorité prévoyante aurait fait ces aménagements dans la paix; nous avons risqué de verser dans l'anarchie. Il faut rétablir le sens de l'ordre. On reparlera du reste dans dix ans. Ou bien c'est la catastrophe...

— Arrêtez-vous, mon cher. Votre philippique vous égare. Je n'ai jamais dit qu'on pouvait se passer d'autorité; je crois même avoir souligné, après Dubreuil, que les expériences de gestion ouvrière, dans le cadre du plus petit groupe, ne réussissent que s'il est un homme pour conduire l'équipe.

Pour le reste, mon cher ami, je ne chercherai pas à vous convaincre que c'est un devoir de rendre plus humaine la vie de tous les hommes. Vous pensez comme nous, je le sais : un homme qui travaille parmi cent autres, sans voir comment son travail s'incorpore à l'ensemble, un homme réduit à subir toutes les conditions qu'on lui fait est un homme tronqué. — Je ne mettrai pas non plus en avant les gains de temps ou de matière qu'on peut retirer des suggestions de ceux qui sont « sur le tas ». Ils ne sont pas négligeables pourtant. Mais nous irions à des discussions sans fin s'il fallait en chiffrer le bénéfice, ou chercher dans quelle mesure la justice *exige* que l'on appelle les ouvriers à coopérer à l'organisation du travail. Vous auriez beau jeu, en tout cas, à me dire que, dans la situation où nous sommes, il ne peut y avoir de justice sans prudence, ni de rendement sans autorité.

Non, je me placerai sur votre propre terrain. C'est vous et non pas moi, mon cher, qui prétendez que les ouvriers apprendront ainsi à « faire marcher » la production tout seuls. Je vous vois faire un geste de dénégation... Vous disiez du moins qu'ils croiraient l'apprendre. Je ne le pense pas. Je crois, au contraire, que s'ils voyaient mieux les problèmes qui s'imposent au chef d'entreprise, ils sentiraient davantage l'utilité du patron, et s'expliqueraient mieux ses actes. Ils sentiraient que c'est une technique, et parmi les plus difficiles, que de diriger une maison, dégager son champ d'action, la maintenir ferme sur ses bases, et la faire redoutable à ses concurrents...

— Ils en concluront que c'est là de l'énergie perdue et que tout irait mieux si, au-dessus des ate-

liers de production où il ne faut que de la main-d'œuvre et des techniciens, il n'y avait qu'un Office national de la Production, chargé de répartir le travail et de distribuer les produits.

— Quand cela serait, vaudrait-il mieux leur laisser croire que les décisions patronales ne relèvent que du bon plaisir et que le patron n'est pas seulement un parasite, mais un tyran ? Mais vous vous êtes condamné vous-même en avouant que les ouvriers admettent qu'il faudra toujours des techniciens. Je pense que vous entendez par là les ingénieurs de fabrication ou de bureau d'études. Pourquoi n'admettraient-ils pas aussi bien la nécessité d'un « ingénieur de la vente » pour suivre ou plutôt prévenir et orienter les goûts des consommateurs ? Pourquoi, s'ils connaissaient mieux son travail, ne reconnaîtraient-ils pas la nécessité d'un technicien de direction pour maintenir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, ou si vous préférez entre les consommations de matière ou de travail et les biens produits ? Croyez-vous que, même si toute la production était dirigée par un Office qui répartirait le travail entre les usines, vos ouvriers ne souhaiteraient pas que quelqu'un défendît auprès de cet organisme, avec tous les arguments techniques, économiques et autres et toutes les ressources d'un esprit avisé, leur part de travail, et avec elle leur pain, leur bien-être ? Les cartels industriels n'ont pas diminué le rôle du patron, parce qu'on y discute au lieu de se battre... Je ne suis pas sûr qu'ils ne lui donnent pas plus de relief. En tout cas, si vous prenez une à une les activités qui ressortissent à la fonction patronale vous verrez que leur nécessité n'est contestée que par ceux qui ne les connaissent pas.

Quant au commandement, je maintiens que nul ne peut compter davantage sur ses collaborateurs, nul n'a, en fin de compte, plus d'autorité sur eux que le chef qui leur montre dans quel but ils travaillent et leur fait toucher du doigt qu'ils sont, lui et eux, embarqués dans le même bateau.

Vous hochez la tête. Vous allez me dire qu'un vrai Chef n'a pas besoin de cela pour galvaniser ses hommes...

— Non, je vous dirai simplement que l'on ne galvanise pas les hommes en les appelant à vous critiquer.

— Eh! ne voyez-vous pas que c'est vous qui les condamnez aux critiques?... La seule marque d'intelligence que vous leur permettiez, en dehors de ce que réclame l'exécution stricte du travail, c'est de critiquer, silencieusement ou brutalement, ce qu'ils voient et ce qu'ils ne voient pas. Invitez-les à vous dire leur avis, discutez ces suggestions avec eux, montrez-leur les éléments dont vous devez tenir compte et qu'ils n'auraient pas aperçus. Incitez-les, aidez-les à préciser ce qui vous paraît digne de remarque. Mettez à l'essai ce qui mérite une expérience, appelez ceux qui en auront eu l'idée à participer à ces expériences et à ces réformes. (Je n'ajouterai pas : « Faites-les-en bénéficier d'une manière ou de l'autre » : c'est une simple question de probité.) Ils ne s'échaufferont plus en critiques stériles quand ils s'appliqueront à des problèmes précis. Ils comprendront alors que le chef dont ces problèmes sont le lot ne fait pas que jongler avec des phrases ou des chiffres, qu'il a comme eux à surmonter des difficultés, à trouver sa voie parmi des obstacles qui, pour être moins évidents que la résistance de la matière,

ne sont pas moins réels... Dans cet ordre de choses l'on ne comprend vraiment que ce qu'on partage; et quand l'esprit de critique s'éveille, il n'épargne rien de ce qu'il ne comprend pas.

— Le mieux que puisse faire un patron pour mériter la confiance de son personnel, c'est de lui donner du travail et du pain.

— Disons que c'en est la première condition. Mais l'ouvrier qui ne connaît pas la situation de l'entreprise, ou qui constate des défectuosités de détail, ne trouvera-t-il pas qu'on lui donne trop de travail pour trop peu de pain? N'oubliez pas que toute la vie de l'usine est placée désormais sous le signe de la discussion. Vous aurez des délégués d'ateliers qui viendront vous entretenir de toutes les réclamations individuelles; vous aurez des délégations syndicales qui vous saisiront de toutes les revendications collectives... Comment sauront-ils que telle réclamation ne pourrait être aujourd'hui satisfaite sans compromettre leur pain? — Vous le leur direz : d'accord. Croyez-vous qu'ils se satisferont toujours d'une affirmation? Et si vous tentez de leur expliquer, croyez-vous qu'ils saisiront d'emblée tous les éléments du problème? Avec toute notre formation, mon cher ami, il nous faut des semaines ou des mois avant d'assimiler ce que j'appellerai la philosophie d'une affaire.

Comment voulez-vous donc que vos ouvriers puissent se rendre à des raisons qui leur paraîtront des défaites s'ils ne connaissent pas les conditions d'existence d'une affaire — de votre affaire? A moins qu'on ne s'en remette toujours et partout à la force, au moment décisif il faudra que la raison ou la confiance jouent. Vous ne croyez pas en la raison.

Mais, dites-moi, à capacités égales, quel sera le chef auquel on fera le plus volontiers confiance, de celui qui ne fait que donner des ordres, ou de celui qui vous a associé à ses préoccupations?...

— Vous parlez d'or, mon cher, mais vous ne m'éblouissez pas. J'admettrais fort bien que l'on fît l'éducation économique de l'ouvrier. Je ne vois que des avantages à ce qu'un chef qui tient en mains son personnel l'entretienne de la marche de la maison. En ce qui concerne les « boîtes à idées », je vous ai déjà fait comprendre que ces chères vieilles choses ne m'inspirent qu'un doux scepticisme. Or vous vous dérobez derrière ces à-côtés pour éviter de répondre au fond. Vous me traiteriez de sophiste si j'en agissais ainsi avec vous.

Votre compte rendu, certes, garde toutes les formes. Mais il vous sera difficile de nier qu'il tende à instaurer entre la direction et le personnel un régime de discussion permanente sur toutes les conditions du travail, voire à confier aux ouvriers même l'organisation (et le commandement) des ateliers élémentaires. Je vous dis que cela entraînera la ruine de toute autorité. Je ne conçois même pas...

— Il n'y a que deux choses qui ruinent l'autorité d'un chef lorsqu'il ne s'abandonne pas : ce sont ses injustices ou ses erreurs.

— Vous oubliez l'esprit de révolte, chez les subordonnés...

— Il naît des injustices ou des erreurs...

— Ou de la propagande d'éléments étrangers.

— Qui montent en épingles erreur ou injustices. Or je prétends que des échanges de vues laissant toute liberté à chacun de dire ce qu'il juge utile au bien commun, éviterait au chef des erreurs et des

injustices. Sans doute, il faudra que ces échanges de vues ne dévient pas, qu'ils restent objectifs et « centrés » sur le travail : ce sera au chef d'en prendre soin, car je n'ai jamais dit qu'il doive abdiquer. Bien plus, je dirais volontiers qu'il doit être d'autant plus ferme dans l'exécution qu'il aura été plus accueillant dans la discussion. Mais je ne crois pas que son autorité soit ébranlée du fait qu'on le verra accueillir des propositions d'amélioration, mettre à l'essai des suggestions de son personnel, ou recueillir systématiquement les avis de ses ouvriers sur les questions qui touchent leur travail. Il sera d'autant plus fort qu'il montrera plus clairement que c'est le bien commun qui est son seul but.

Je ne puis croire que le chef ou ses ingénieurs n'aient jamais profit à connaître les aspirations plus ou moins confuses de leurs ouvriers en matière d'organisation de travail. Du point de vue de la production, la meilleure organisation est celle qui obtient les meilleurs résultats, et même si vous ne croyez pas à l'intérêt technique des idées ouvrières vous ne pouvez méconnaître l'importance du facteur psychologique. Quant à moi, j'estimerais aussi peu le chef qui refuserait systématiquement d'entendre les remarques ou de mettre à l'essai les suggestions de ses hommes, que celui qui remanierait indéfiniment le schéma de l'usine pour faire plaisir à tout le monde. Dans l'organisation d'une affaire, il faut perpétuellement opter entre des inconvénients, et c'est sans doute ce que les exécutants ont le plus de peine à concevoir. Pour s'en rendre compte, il faut avoir été soi-même dans le cas de choisir... C'est pourquoi, je l'avoue, le système du travail en commandite tel que le préconise

Dubreuil me paraît incomparablement plus fécond, là où il est possible, qu'une initiation théorique ou intellectuelle aux problèmes de gestion. Il fait toucher du doigt aux intéressés sur un terrain qu'ils connaissent bien, quelles sont les lois qui dominent le travail humain. La première de ces lois est qu'il y faut une tête. La seconde que personne n'est du premier coup apte à tous les rôles. La troisième qu'il faut toujours compter avec les hommes comme avec les faits...

— C'est un saut périlleux. Tout ce que je vous concède, c'est qu'un bon athlète pourra retomber sur ses pieds...

— Vous oubliez que *le saut est fait.* Le régime du travail a changé du moment que l'on a admis la libre discussion des contrats collectifs. Il fut d'autres temps... Mais la verge d'airain est brisée et l'inflation des paroles cordiales a démonétisé le cœur. Pour sauver la cohésion de ce groupe humain qu'est l'usine, il n'y a plus que l'attachement au travail et le sentiment d'une responsabilité collective au regard de ce travail même. Le premier devoir des chefs sera de le faire naître. J'oserai dire qu'il leur faut ou se dépasser ou périr.

— Mais combien d'hommes seront capables de tenir leur personnel dans ces conditions?

— Je crois que tous les chefs compétents et justes peuvent y parvenir. Je ne dis pas d'ailleurs que ce soit une nécessité d'adopter partout les mêmes institutions. Je souhaite qu'on tienne compte des circonstances et des hommes. Je maintiens seulement que c'est un devoir pour tous ceux qui ont la responsabilité d'une usine ou d'un service de faire ce qu'il faut pour donner à leur personnel le sentiment

d'une action et d'une responsabilité communes. Or ils ne le peuvent qu'en acceptant de partager effectivement avec eux certaines préoccupations et certaines responsabilités.

Je ne désespérerai pas plus des chefs que de leurs hommes. Toute responsabilité nouvelle fait naître dans tout homme de cœur un homme nouveau. Certes, cet enfantement ne va pas sans peine, mais il est au nombre des choses qui rendent la vie digne d'être vécue. Une responsabilité nouvelle incombe aux chefs qui devront maintenir l'ordre et le rendement dans un monde où le charme de la soumission aveugle est rompu. Ils auront en face d'eux des hommes sachant leur force, tenant à leurs droits. Ils ne pourront garder l'autorité nécessaire qu'en faisant constamment par leurs actes la preuve qu'ils ne l'exercent que dans l'intérêt du travail commun. Ils vivaient jusqu'ici sur un capital séculaire de confiance et de prestige. Ce capital n'est plus. C'est à chacun de constituer sa dot propre, et de montrer que l'intelligence, le sens de la justice, les services qu'il rend le font digne d'être à la place où il est. Est-ce trop demander à ceux que l'on appelle l'élite de hausser leur cœur au niveau de cette situation? Il y a en eux plus de grandeur qu'on ne pense. Je craindrais plus pour eux ce qui rouille que ce qui trempe.

— Je n'aurai pas besoin de métaphore pour vous dire qu'ils auront de toute manière l'existence difficile et qu'il vaut mieux qu'ils évitent des risques...

— Ce qui classe un chef est de savoir prendre ses risques; au surplus, il ne fut jamais facile d'être un chef.



NOTES ET RÉFLEXIONS

A propos des « Conflits de Civilisations »

I

Gaudium de Veritate...

La Semaine Sociale de Versailles nous a mis, huit jours durant, au régime de la munificence. Je l'entends, cela va de soi, au sens spirituel : jamais peut-être une Semaine Sociale n'a répandu ses richesses intellectuelles avec une telle libéralité.

Le sujet, du reste, l'exigeait. Le problème des conflits de civilisations n'aurait pas supporté d'être traité médiocrement. Il fait appel aux vues historiques les plus synthétiques, il met en question les idées les plus générales ; par là, il prêterait aisément aux lieux communs et à la banalité si la tension de l'esprit vers la vérité se relâchait un seul instant. Mais c'est un danger que ne craignait aucun de ceux qui connaissent les Semaines Sociales et la densité habituelle de leur enseignement. Comme les années précédentes, les professeurs nous ont apporté le fruit d'un long travail, condensé en des cours mûris, chauds encore de la passion intellectuelle avec laquelle chacun s'était épris de son sujet. C'est une chose vraiment grande, que la sincérité, la loyauté, et, comment dire? — le ravissement de perpétuels néophytes du vrai, où leur respect de la vérité et leur foi en sa valeur mettent ces hommes d'étude, dont quelques-uns portent les

chevrons d'un long enseignement dans nos Universités d'État, nos Instituts Catholiques ou nos laboratoires sociaux. Familier des Semaines Sociales depuis plus de trente ans, on me pardonnera sans doute de dire que c'est là une des sources merveilleuses de la sympathie, de l'élan spirituel et de la joie qui animent les Semaines et qui les empêchent de vieillir, quoiqu'elles deviennent augustes par l'âge et la consécration des plus hautes autorités.

Celles-ci ont multiplié à la Semaine de Versailles leurs encouragements et les témoignages de leur approbation. Après ceux qu'avait apportés la lettre de S. Ém. le cardinal Pacelli, la présence effective des Cardinaux de Paris, de Reims, de Lille et de S. Exc. le cardinal Baudrillart, celle d'un nombre considérable d'évêques et de prélats ont attesté la confiance dont on entoure les Semaines Sociales et l'importance qu'on attache à leurs travaux. S. Ém. le cardinal Maglione, lorsqu'il était nonce à Paris, donnait chaque année aux Semaines Sociales une marque de sa bienveillance par la visite qu'il leur rendait. Les Semainiers ont été particulièrement heureux et fiers de voir son successeur à Paris, S. Ém. Mgr Valerio Valeri, continuer cette tradition de bienveillance et venir parmi eux le jour même où il avait présenté ses lettres de créance au Président de la République.

Le souvenir de la Semaine « historique » qui s'était tenue à Versailles en 1913 a été souvent rappelé. De 1913 à 1936, le chemin est long ; il a promené les Semaines Sociales à travers toute la France, parmi bien des vicissitudes nationales et sociales. Mais elles ont persévéré dans leur œuvre au service de la vérité, et les autorités ecclésiastiques éminentes qui, en 1913, à Versailles, les avaient cautionnées à une heure décisive, pourraient se féliciter aujourd'hui d'avoir fait confiance à des hommes qui, loyaux à l'égard de toute vérité, s'assurent eux-mêmes contre les causes morales d'erreur en pratiquant la plus fidèle soumission à l'Église, qui a les arrhes de la

vérité éternelle. La confiance est parfois la vraie forme de la prudence.

Que dire de l'atmosphère de la Semaine Sociale? Je ne saurais mieux vous la dépeindre qu'en vous priant d'imaginer un « *gaudium de veritate* » collectif...

Cette atmosphère, qui ne manque jamais, avait de quoi se rendre plus sensible encore cette fois. Collectivité plus nombreuse : je crois bien n'être pas démenti par le Secrétariat en évaluant à plus de trois mille le nombre des auditeurs successifs. — Joies de la vérité, *gaudium de veritate*, plus accessibles pour beaucoup d'entre nous : le sujet, plus proche des grands thèmes de culture générale, n'exigeait pas de préparation technique, économique ou juridique. — Présence enfin des professeurs qui, comme M. Massignon et M. Maritain, ou comme MM. Lacroix, Byé, Bonsirven et Guitton, bien connus, certes, par leurs travaux ou leur enseignement, apportaient néanmoins à la Semaine Sociale l'élargissement et la nouveauté de leur propre discipline spirituelle. Tout concourait à assurer à la Semaine l'atmosphère à la fois savante et cordiale qui est un de ses bienfaits pour les auditeurs.

Ceux-ci, j'en puis témoigner, en ont éprouvé cette année un réconfort spécial. L'évolution sociale brusquée qui s'est opérée en France depuis le mois de mai, l'ère d'incertitude économique et sociale où nous sommes entrés, les menaces d'étatisme qui nous inquiètent pour nos libertés, et même la réalisation, dans un contexte matérialiste et socialiste, de réformes qu'une âme de justice nous faisait désirer depuis longtemps, tout avait contribué à jeter sur ces mois d'été une ombre de tristesse et de découragement. Il a été réconfortant pour beaucoup d'entre nous de retrouver l'équilibre moral que donne le travail désintéressé, de se retremper dans une atmosphère spirituelle si saine, parmi des « valeurs » en hommes et en idées, qui nous redonnaient conscience de la force réelle de nos positions catholiques.

II

En marge de l'enseignement de la Semaine Sociale.

Si le résumé des cours, mis à notre disposition par la librairie de la Semaine Sociale, et qui n'offre que le schéma des leçons, forme déjà un petit volume de 112 pages, que pourrons-nous dire en quelques lignes? Il y a, à l'Académie Française, un quarante et unième fauteuil, où chacun de nous est libre de s'asseoir en pensée, ou d'élire l'auteur non conformiste qui a ses préférences secrètes. Il y a de même, à la Semaine Sociale, un quarante et unième cours; c'est celui que chaque auditeur se refait à lui-même, en se laissant aller à la douce excitation spirituelle où l'ont mis les Leçons. Puisque nous ne pouvons résumer l'enseignement authentique de la Semaine, n'ayons pas honte de donner du moins un écho de notre quarante et unième cours.

Nous étions conviés à étudier les « conflits de civilisations ». Notre premier besoin était donc de nous entendre préciser le sens donné au mot civilisation, car il est un des moins définis qui soient. Désigne-t-il les valeurs, intellectuelles et morales, qui font d'un homme barbare et sauvage un être civil et policé? Une civilisation, est-ce, au contraire, la manière de vivre d'un peuple ou d'un groupe ethnique, quelle qu'elle soit? Dirai-je de mon voisin qu'il est civilisé, seulement s'il sait autant de choses qu'un membre de l'Institut et s'il s'habille avec le raffinement d'un courtisan de la Cour de Versailles? Ou y a-t-il une civilisation étrusque, babylonienne et fuégienne, aussi bien que française? Est-ce une notion normative, exprimant un idéal humain, obligatoire, ou un simple fait relevant de l'ethnologie? Il semble que les philosophes et les moralistes pencheront pour le premier emploi du mot, les sociologues pour le second, et comme la Semaine Sociale comprend des uns et des autres, un conflit

interne suscité au sein même de la Semaine Sociale semble devoir être le premier des conflits provoqués par la civilisation...

Mais, quand vous irez aux Semaines Sociales, ne manquez jamais d'assister au cours d'ouverture du Président, M. Duthoit. Ou, si vous ne pouvez l'entendre, que du moins votre premier soin soit de vous en procurer le texte à la librairie. Dès que vous aurez lu ce Cours, toujours puissant et magistral, votre Semaine sera « faite », comme est « fait » votre prochain volume, à partir de ce matin où, avant que vous n'ayez rien écrit, ses divers chapitres se sont ouverts en éventail devant vous comme des avenues planes et lumineuses où votre esprit s'engageait sans effort. — Les faits, nous dit cette fois M. Duthoit, nous mettent en face de la diversité des civilisations, de leurs échanges et de leurs conflits. Constater ces diversités, chercher le moyen d'acheminer les diverses civilisations vers un régime d'échanges pacifiques, et, pour cela, élaborer une doctrine de la civilisation, voilà l'objet de la Semaine Sociale. Ainsi se trouve précisé le point de vue auquel elle se placera. Les civilisations sont pour elle, non pas sans doute des sociétés, mais du moins des modes d'organisation de la vie sociale, des formes de groupement humain. L'Islam, le bouddhisme thibétain, l'Occident, voilà des civilisations, c'est-à-dire des complexes d'individus et de collectivités, caractérisés par leurs mœurs, leurs techniques, leur idéal de vie, bref, par des valeurs qui, elles, se laissent juger du point de vue de l'idéal humain.

Cette définition sociologique a le mérite de nous aider à fixer la place des civilisations dans la communauté internationale. C'est là un problème posé par le titre même donné aux travaux de la Semaine Sociale. En quoi consistent les conflits de civilisations qu'elle veut étudier? S'agit-il de conflits essentiellement moraux, et psychologiques, qui pourraient à la rigueur se dérouler dans l'âme

même d'un individu aux prises avec l'idéal de deux civilisations différentes? S'agit-il, au contraire, de conflits sociaux entre peuples que la diversité de leurs civilisations pousse à s'entre-tuer? L'histoire fourmille de ces « guerres idéologiques », dont le « Crois ou meurs » de l'Islam, la Croisade d'un Simon de Montfort et de ses barons du Nord, ou les « guerres de libération » des peuples, nous offrent l'exemple. Est-ce un conflit de civilisations qui met aujourd'hui aux prises, sur le sol de l'Espagne, des frères ennemis et qui penche sur ce champ de bataille d'un côté les représentants des régimes totalitaires antimarxistes, de l'autre les amis étrangers du *Frente Popular*?

Quelqu'un a noté jadis, — c'est, je pense, Don Sturzo, — que trois sortes de rapports sociaux interviennent pour former la vie internationale : les rapports des individus sur le plan de la vie privée, familiale, économique, etc., — les rapports des collectivités individualisées : tribus, nations, États, — les rapports plus larges, enfin, plus spirituels souvent, qui atteignent les hommes dans le cadre de leurs groupes familiaux ou politiques, influent sur la forme de ces groupes et constituent ce que l'ethnologie appelle « une civilisation » ou un « cycle de civilisation ».

La vie internationale comprend l'ensemble de ces rapports. Elle résulte, non de l'addition, mais de l'amalgame et de l'interaction de ces trois formes d'activité. Si vous passez l'une ou l'autre sous silence, vous perdez un des fils conducteurs qui vous permettraient de comprendre la vie internationale et de voir de quoi est faite la vie commune des peuples. Rechercher à quel titre les civilisations font partie intégrante de la Communauté internationale et pourquoi elles lui échappent partiellement, montrer comment elles débordent les États, les enveloppent, rapprochent leurs citoyens malgré leurs divergences politiques, les opposent en dépit d'intérêts communs, — quel beau sujet pour un quarante et unième cours!

Il devrait chercher aussi pourquoi les civilisations, qui, au sens ethnologique, sont des modes de groupement humain, n'ont pourtant jamais pris figure de sociétés. Si l'Islam, ou l'Occident, sont des civilisations, c'est seulement par les voies de l'organisation politique qu'ils ont donné naissance à des sociétés proprement dites. La raison, on la trouverait sans doute dans ce fait que la vie politique naît du triple besoin d'ordre, de justice et d'autorité, et qu'elle tend par conséquent vers le régime d'État et l'organisation positive, tandis que la civilisation procède d'une idée très différente : non plus de l'idée de droit et d'autorité, mais de l'idée de *Culture.*

Les rapports de la Civilisation et de la Culture ! Autre thème magnifique pour un quarante et unième cours. Seule, la première leçon, celle de M. Duthoit, et l'avant-dernière, celle du R. P. Delos, en ont fait explicitement mention. La culture, pour eux, est synonyme de civilisation, en ce sens que toute civilisation est la réalisation d'une culture sur le plan social. La civilisation, peut-on dire, c'est une culture d'un certain niveau traduite dans l'aménagement de la vie collective. Réciproquement, la civilisation est le véhicule et le canal d'une culture, pour les individus nés dans un certain cadre civilisé. En ce sens, on pourrait dire que la différence entre civilisation et culture est analogue à celle qui sépare l'individuel du social. Du moins, parler de civilisation reporte-t-il plus directement nos regards vers un état social donné ; la culture, elle, les tourne vers l'homme.

Dans ses autres cours, la Semaine Sociale s'est abstenue de traiter le problème des rapports de la civilisation avec la culture et l'humanisme. Elle n'avait pas à le faire, car ce problème sort manifestement de son programme. En applaudissant à cette rigueur de méthode, l'auditeur peut cependant, pour son compte personnel, chercher à éclairer l'idée de civilisation en la rapprochant de celle de culture ou d'humanisme. Il n'aura pour cela qu'à glaner

dans les cours qu'il a entendus. M. Lacroix, par exemple, qui avait à analyser la notion de civilisation (et il l'a fait avec une largeur, une puissance, un feu intérieur magnifiques), a traité son sujet en sociologue : il a montré quels éléments « terrestres et charnels », quels « facteurs spirituels », composent ce complexe social qu'est une civilisation. Mais les divers éléments qu'il énumère, — sol, sang, race, sciences, art, technique, religion, droit, — ne sont-ils pas ceux dont l'ensemble donne une culture ? A un certain moment, M. Lacroix a fortement insisté sur le rôle du droit, comme élément caractéristique d'une civilisation, « si bien que le juriste, a-t-il dit, apparaît comme le type du civilisateur ». Mais en conclura-t-il que civiliser, c'est légiférer ou soumettre à la loi ? Non, mais élargissant sa pensée, il montre, en terminant sa leçon, que « *civiliser*, c'est *humaniser* ». Ainsi la notion de civilisation ne peut-elle être mise en pleine lumière que par une référence à l'idée de *culture*, qui, de quelque façon qu'on la conçoive, est toujours un procédé d'*humanisation*. De même encore, lorsque M. Lacroix montre que la civilisation résulte d'un équilibre dynamique réalisé entre les éléments matériels et biologiques de la vie humaine et ses facteurs spirituels, n'est-ce pas la culture qu'il définit en même temps que la civilisation ? Réalisez cet équilibre dans l'individu, et vous avez un vivant exemplaire de l'*humanisme intégral* ; réalisez-le dans l'aménagement de la vie collective, et vous avez une civilisation. Ainsi l'idée de culture est-elle partout sous-jacente à celle de civilisation, et elle achève de l'éclairer.

La partie doctrinale de la Semaine Sociale prête à des réflexions analogues. Elle s'est surtout efforcée de montrer dans quel rapport se trouvent le catholicisme et les civilisations. Avec son talent si personnel, Mgr B. de Solages a montré que le catholicisme, nécessaire à toutes les civilisations, n'est lié à aucune. Pourquoi ? Parce qu'il apporte essentiellement une doctrine de notre destinée surnaturelle, une doctrine qui vise premièrement la per-

sonne humaine, car c'est elle, et non les civilisations, qui est « sauvée ». Le catholicisme n'atteint la société que par l'intermédiaire de l'homme, de ses besoins, de ses devoirs. Aussi est-ce à la psychologie de l'homme, à son développement, à sa culture morale et intellectuelle qu'il s'intéresse au premier chef. Qu'on parle donc en sociologue, ou en philosophe et en théologien, jamais, certes, les deux problèmes de la civilisation et de la culture ne se confondront, mais toujours aussi le premier bénéficiera d'une lumière nouvelle si on met ses données en rapport avec celles du problème de la culture et de l'humanisme.

Pourquoi ne pas rêver d'un cours hors programme, qu'on aurait intitulé : Catholicisme, Humanisme intégral, Culture et Civilisations? On l'aurait confié simultanément à Mgr de Solages et à M. Maritain. Quelle élévation de pensée! Quelles brillantes envolées, quels spirituels coups d'estoc, et, dans l'auditoire, quel enthousiasme sacré!

Laissons là cette fantaisie, et revenons à notre sujet. La remarque sur les rapports de la civilisation et de la culture que nous voudrions ajouter aux précédentes, nous reporte à la première partie du programme de la Semaine de Versailles. Dans cette partie consacrée à l'étude des faits, la Semaine Sociale a passé en revue les diverses civilisations susceptibles d'entrer en conflit : l'occidentale a été étudiée par M. Guitton, l'islamique par M. Massignon, les Civilisations d'Extrême-Orient ont été groupées pour le cours du R. P. Charles, et le R. P. Bonsirven a exposé le problème d'Israël. Mais il restait ensuite « trois formes récemment surgies dans l'histoire et qui aspirent à constituer des civilisations nouvelles : soviétique, fasciste, nationale-socialiste », pour reprendre les termes de M. Maritain. Leur étude a été faite par le R. P. Villain : *le Communisme, son influence sur les rapports de civilisation*, et par M. Cuche : *les Idoles du monde contemporain et les heurts de civilisation qu'elles suscitent.* Mais à la différence des précédentes, ces civilisations n'ont pas encore eu le

temps de se constituer et d'arriver à l'existence historique. Elles ne relèvent pas encore de l'ethnologie. Elles n'existent encore que dans l'idée, dans la théorie qui les contient en germe. C'est pourquoi M. Cuche a dû étudier, sous le nom d'Idoles, la technique, la Race, l'État Totalitaire, c'est-à-dire des idées générales devenues des idées forces et enrobées dans une mystique. De même le communisme a-t-il été étudié surtout dans son origine, sa philosophie, ses méthodes de propagation. Ceux qui ont déjà entendu M. Cuche, doyen de la Faculté de droit de Grenoble, peuvent penser quel agrément et quelle détente sa parole aisée, élégante, spirituelle a pu ménager à des Semainiers surmenés à l'ordinaire. Quand au R. P. Villain, il suffit, pour comprendre l'intérêt qui s'attachait à son cours, de se rappeler qu'il avait à sa disposition les richesses documentaires de l'Action populaire, dont il est le directeur-adjoint, et qui a fourni aux Semaines Sociales tant de professeurs de valeur.

Mais il semble que cette étude des idées ou des doctrines doive recevoir désormais un complément. S'il n'y a pas encore de « civilisation » soviétique, nationale-socialiste ou fasciste, au sens où l'ethnologie et l'histoire prennent ce mot, il y a dès aujourd'hui plus que des doctrines politiques et économiques, plus qu'une philosophie, plus que la vue anticipée d'un ordre social dont les principes contredisent ceux de notre civilisation d'origine médiévale. Le communisme, le national-socialisme ne se sont-ils pas laissé glisser très délibérément du plan de l'économie ou de la réforme de l'État sur celui de la culture? Sans cesser de vouloir obtenir un nouvel « aménagement de la vie collective », ils ont porté leur regard vers l'homme, — et avec quel dangereux succès ! Il y a aujourd'hui un *humanisme socialiste* ; — voyez de Man et lisez son *Idée socialiste* ; voyez en France le « Rassemblement » de tant d'intellectuels, d'écrivains et d'universitaires ; voyez les nouvelles directives communistes ; suivez de près l'inspiration de tant d'œuvres d'organisation des loi-

sirs. De même le national-socialisme n'est-il pas seulement la mise en œuvre d'une doctrine politique de l'État totalitaire, ni un mouvement national raciste. Totalitaire, oui ; mais parce qu'il est le protagoniste d'un humanisme intégral. C'est un mouvement dont on peut dire aujourd'hui sans crainte de se tromper qu'il est culturel en même temps que politique, plus même peut-être. Il y a dès aujourd'hui une culture de l'homme national-socialiste. Existe-t-il aussi une culture fasciste? Nous en sommes moins sûr, et nous aimerions être renseignés sur ce point ; car le fascisme nous semble avant tout une doctrine politique. Son italianité lui fournit trop d'éléments latins, il est né en pays trop imprégné de christianisme, pour que sa culture ne soit pas jusqu'à présent en grande partie occidentale. Mais en tout cas, dès maintenant, des doctrines et des mouvements qui prétendent contenir en germe une société future ont beaucoup précisé leurs aspirations dans l'ordre de la culture, et leurs partisans dépensent pour les réaliser le meilleur de leurs efforts. Sur le terrain des faits comme sur celui des idées, ces mouvements et ces doctrines devront désormais être étudiés du point de vue de la culture qu'ils préconisent.

Mais pour étudier le nouvel humanisme socialiste ou la culture de l'homme allemand nouveau, il faudrait plus qu'un quarante et unième cours ; une session entière de la Semaine Sociale ne serait pas superflue. Ainsi la pensée rebondit-elle d'un thème vers un autre. Dans son cours sur les fondements de la coopération intellectuelle, le R. P. Delos a montré que, dans les sciences, un problème résolu sollicite l'esprit et l'invite à de nouvelles recherches plutôt qu'il ne le met au repos. Cette fécondité propre à la science n'a pas manqué à la Semaine Sociale de Versailles ; elle est une des formes de la munificence, de la richesse spirituelle qui ont été, comme nous le disions en commençant, l'une des caractéristiques de cette XXVIII[e] session.

L. DEVILLE.

La triste partie de campagne

On se rappelle le succès, vif et mérité, d'un essai sur les mœurs japonaises intitulé *L'honorable partie de campagne*. En cette saison d'évasions champêtres et de congés payés, de « parties de campagne », ou de mer ou de montagnes, nous eussions voulu savourer un peu de répit, et sinon un chômage de la politique internationale, tout au moins une de ces accalmies comme le passé immédiat savait nous en ménager, une conférence internationale, par exemple, où diplomates et experts rivalisaient d'aménités et rédigeaient gravement — peut-être avec un certain sourire sceptique — des résolutions excellentes... et platoniques.

Non, le destin a voulu que la « partie de campagne » fût attristée et même complètement compromise par les lamentables nouvelles d'Espagne. J'ajoute que, pour les lecteurs de cette revue, le récit des atrocités dont ont été victimes en particulier les religieux dans la péninsule fut comme une véritable torture intérieure. L'éditorial de *Sept* du 28 août rappelait le funèbre bilan atteint jusqu'alors : « Cinq évêques massacrés, dont un brûlé vif, des centaines, peut-être des milliers de prêtres, religieux et religieuses assassinés, mutilés, outragés par des foules affolées de luxure et de sadisme. » Dans leur crise d'aberration collective, les marxistes d'outre-Pyrénées sont allés jusqu'à détruire à la dynamite l'église du Sacré-Cœur qui marquait le point géométrique central de l'Espagne, et à faire tirer par un peloton d'exécution sur une statue du Christ-Roi ! Ces procédés portent leur marque de fabrique : Moscou, toujours Moscou, qui, d'un côté, fait prodiguer dans

notre pays des avances aux catholiques, et qui, de l'autre, s'acharne avec une bestiale sauvagerie contre tout ce qui touche à la religion.

*
* *

La guerre civile est toujours atroce, mais elle revêt chez nos voisins un caractère qui dépasse tout ce que l'on pouvait imaginer. Nous savions les Espagnols gens portés facilement à la violence et point effrayés par la vue du sang répandu. Mais la mystique, nationale d'un côté, populaire de l'autre, qui pousse les uns contre les autres les citoyens d'un même pays, a surexcité les passions à tel point que les violences commises font honte à la race humaine. Devant le spectacle des atrocités marxistes, et surtout anarchistes, les troupes de Franco et de Mola se sont livrées à des représailles impitoyables. Les soldat marocains et ceux de la légion étrangère n'ont guère l'habitude de faire la guerre en dentelles.

On dirait que, par une sorte de fatalité, l'Espagne, la seule des grandes puissances européennes qui avait pu rester complètement à l'écart de la terrible tourmente de 1914, et même s'enrichir considérablement par le fait de sa profitable position de neutre, était réservée à une tourmente plus terrible encore. Non point qu'il faille exagérer les pertes subies de côté et d'autre ; il semble bien, d'après les communiqués — d'ailleurs sujets à caution — publiés par chacun des deux camps, que les combats ne soient pas très sanguinaires. Mais n'oublions pas le fossé moral qui se creuse entre concitoyens, quelquefois sans doute entre membres de la même famille, entre pères et fils, entre frères peut-être. Il faudra des années pour que le pays se relève de ses ruines ; il faudra des générations pour qu'il arrive à guérir les blessures spirituelles qui saignent actuellement.

Les deux Espagnes ; n'en avons-nous pas la preuve dans cette résurrection des carlistes aux côtés des na-

tionaux ? Nous pensions que le carlisme était chose du passé, et nous sommes tout étonnés de retrouver ce passé vivant, bien vivant, se dressant de nouveau contre Madrid incarnant non plus le pouvoir centralisateur, opposé aux privilèges locaux, mais, pour ces populations pieuses, l'Antéchrist même. Selon une formule célèbre d'un grand romancier espagnol, républicain de la royauté, dont le fils renie du reste les « loyalistes », comme son père sans doute les aurait reniés, Vicente Blasco Ibanez, *los muertos mandan,* les morts commandent.

Comme son père, sans doute, les aurait reniés. Ne voyons-nous pas un des fondateurs intellectuels de la république, Miguel de Unamuno, dénoncer la menace à la civilisation que représente le gouvernement de Madrid, débordé par les extrémistes ? Ne savons-nous pas que le vieux militant républicain Lerroux est traité en suspect ? L'hydre révolutionnaire se dévore elle-même ; elle pourchasse les « impurs ». Le grand écrivain Jacinto Benavente, une des gloires littéraires de son pays, prix Nobel de littérature, a été exécuté. Les frères Quintero, ces délicieux auteurs de comédies courtes et si spirituelles qu'on nomme en castillan *zarzuelas*, ont subi le même sort. Et cela n'est pas fini. Qui commande désormais dans la capitale, le pouvoir légal, ou les marxistes et anarchistes armés en hâte par ce même pouvoir ?



Guerre étrange, où les troupes loyalistes assiègent Grenade, Oviédo, Saragosse, où les insurgés bloquent San Sébastien, Malaga, et même Madrid. Chacun des deux adversaires parle dans ses communiqués de « front », mais ce front épouse des formes bizarres. Les positions s'enchevêtrent. Madrid a l'avantage de la situation centrale, mais Saragosse, occupée par les rebelles, coupe la capitale de Barcelone, ce centre de l'anarchisme mondial resté aux mains des révolutionnai-

res après une lutte horrible. Si les insurgés possèdent deux quartiers généraux, à Burgos au nord et à Séville au sud, ils ont pu opérer leur liaison, et accentuer ainsi la physionomie d'assiégée — à longue et à courte distance — que garde Madrid, malgré les communiqués triomphaux du cabinet Giral.

L'aviation resta largement fidèle au gouvernement ; mais il semble que, depuis quelque temps, grâce sans doute à l'aide d'aviateurs et d'avions étrangers, les nationaux soient parvenus à constituer une force aérienne sérieuse. Les bombardements des aérodromes madrilènes, opérés par leurs appareils, le prouvent. La menace autour de la capitale paraît s'accentuer, puisque le corps diplomatique a envisagé sérieusement son départ. Mais, même si Madrid tombait entre les mains des troupes de Mola, la lutte continuerait sans doute encore longtemps. L'Espagne apprend la guerre moderne, la guerre de tranchées, où une avance d'un kilomètre sur un front de dix est saluée comme un succès. Quand on songe que le terrain est propice à la *guerrilla* (la petite guerre : le mot n'est-il pas du reste espagnol ?), on peut se demander quand et comment le cauchemar finira.

*
* *

C'est qu'il ne s'agit pas seulement de l'Espagne, mais de l'Europe entière, que dis-je ? du monde entier. Le président Roosevelt l'a bien compris, qui a lancé l'idée d'une conférence-réunion des chefs d'État pour le maintien de la paix. *Tant que la lutte civile durera en Espagne, le danger subsistera d'un incendie général.* Inutile de se leurrer; l'esprit de « croisade », que nous déplorons, existe. Il existe chez nous, il existe chez les Soviets, à Berlin et à Rome. Il existe chez les travaillistes anglais, et même chez nombre de radicaux de ce pays. Il a fallu un certain courage au gouvernement Blum pour proposer un accord de neutralité collective, alors que les éléments marchants de son cabinet, et la

majorité des troupes du front populaire, veulent avant tout sauver l'Espagne du « fascisme ». Seul le panachage de la majorité qui compose ce front populaire encore respectueux des principes démocratiques, et aussi sans doute la crainte de réactions en Italie et en Allemagne, ont empêché notre gouvernement de prendre officiellement position; mais le voyage spectaculaire de M. Jouhaux en Espagne — M. Jouhaux, l'éminence grise dudit front — indique bien que la neutralité officielle est assez relative.

On peut en dire autant de la neutralité allemande ou italienne. Mais une sorte d'heureuse hypocrisie fait que chacun des gouvernements intéressés tient à n'agir qu'avec la plus grande prudence ; la guerre reste un spectre qu'on n'exorcisera pas facilement, mais qui inspire une crainte salutaire.

D'autant plus que cette guerre pourrait naître en Afrique, à l'instar de la dernière en date : la guerre éthiopienne. Si l'horrible lutte continuait dans la péninsule, celle-ci pourrait devenir une nouvelle Pologne, ses possessions d'outre-mer tout au moins. Or la tentation serait grande pour l'Allemagne de satisfaire ses ambitions coloniales, et peut-être, pour d'autres pays, de les laisser satisfaire sans bourse délier, en lui permettant de se payer sur le dos d'un tiers. Le danger serait alors grand pour notre Maroc; il l'est déjà, si, comme on l'a dit, Abd-el-Krim a été remis en liberté pour pouvoir causer des embarras au général Franco resté au Maroc espagnol.

Nous ne voulons pas assombrir à plaisir, par des perspectives d'avenir peu rassurantes, un présent déjà bien noir. Patientons et prions. Souhaitons avant tout que l'atroce tragédie s'arrête aux Pyrénées, et qu'elle cesse au plus tôt.

31 août 1936.

André-D. Tolédano.

QUESTIONS COLONIALES ET MISSIONNAIRES

FRATER. *La pression des réalités.*

ROBERT HENNART. *La répartition des matières premières.*

Le problème de la redistribution des territoires coloniaux semble être entré dans une nouvelle phase, où le sort de la *marchandise* ne suit plus celui du *pavillon*. Après les refus catégoriques que les nations « nanties » ont opposés à tout projet de redistribution territoriale, il était naturel que fût proposée par elles une solution compensatrice.

Tel est le sens du projet de redistribution des matières premières qui fut préconisé par les grands coloniaux anglais — et dont on trouvera ici une analyse critique très pénétrante.

JACQUES MARITAIN. *The New Review.*

Une nouvelle revue des Jésuites dans l'Inde.

PAUL CATRICE. *Quelques livres.*

La pression des réalités

Quelques pages plus loin dans ce numéro, l'on trouvera une étude fortement documentée sur la répartition des matières premières entre les différentes nations, les difficultés qu'elle soulève et les solutions qu'on a proposées.

Problème dont l'actualité se fait plus âpre et plus insistante à mesure que, par l'effet de la crise, le volume des échanges mondiaux se réduit, que les monnaies affolées se dévaluent et se stabilisent et que les peuples éprouvent ainsi plus de peine à se procurer les matières premières indispensables à la vie de leur industrie, voire à la vie tout court. Et l'univers assiste à la réaction violente des peuples « prolétaires » contre les peuples « nantis », riches en matières premières de grande importance. A cette réaction répondent, du côté des peuples « nantis », à la fois une mauvaise humeur et un sentiment de mauvaise conscience, un peu comme chez des riches qu'un mendiant affamé dérange au milieu d'un banquet : on voudrait faire quelque chose, mais on ne sait pas trop quoi et, de manière ou d'autre, on souhaiterait que cela ne coûtât pas trop cher.

Ces actions et réactions, nous les avons vues jouer dans le conflit italo-éthiopien : l'Italie se retournait en accusatrice vers l'Europe. En France et en Angleterre, trois nuances se partageaient l'opinion : ceux qui niaient absolument les besoins et les droits de l'Italie; ceux qui approuvaient inconditionnellement les faits et gestes du Duce ; ceux qui, désapprouvant l'entreprise italienne, admettaient néanmoins qu'il fallait « faire quelque chose » pour une nation surpeuplée et mal dotée par la nature.

Faire « quelque chose »... Facile à dire. Difficile à transposer dans le réel, à moins de se contenter de ces gestes sym-

boliques dont les hommes ne vivent pas plus que de beau langage. L'article de l'Agence Univers énumère patiemment tous les « quelque chose » qui ont fait l'objet des propositions officielles ou privées, il les souligne, les critique et, fort justement, conclut en montrant que toutes ces solutions — magnifiques sur le papier et dans les discours — ne résolvent, en fait, rien du tout ou bien ne sont que des palliatifs.

L'Italie a tenté l'aventure coloniale. Elle montre par là que l'idéologie qui l'anime appartient au passé plus qu'à notre époque. Car s'il fut un temps où les colonies « rapportaient » aux États comme aux particuliers, — et il faudrait être assez naïf pour croire que, s'ils n'en eussent pas tiré profit, les uns et les autres se fussent lancés dans la grande expansion impérialiste du siècle dernier, — ce temps, au dire des meilleurs juges, économistes et moralistes, paraît bien révolu. A la phase des jouissances impérialistes a succédé celle des embarras impérialistes. En effet, si la colonie a la même production que la métropole, elle la concurrence; on .peut même dire qu'elle la sous-concurrence dangereusement, les salaires coloniaux étant, en général, inférieurs aux salaires métropolitains. Si la colonie, de climat tropical ou équatorial, produit ces denrées que l'on a coutume d'appeler exotiques, elle ne les peut exporter qu'au cours des prix mondiaux, lesquels sont, à l'heure actuelle, les plus bas possible. De telle sorte que, sans profiter en rien à la métropole, elle contribue à l'aggravation de la crise mondiale. En définitive, dans les conditions actuelles, une conquête coloniale apparaît plutôt comme une recherche de prestige que comme une opération lucrative.

Et encore, nous avons admis implicitement que la mise en valeur s'opère sans obstacles externes. Mais s'il faut payer l'instruction d'une armée d'occupation, l'affaire paraît, financièrement, un désastre.

Ajoutons d'ailleurs que, comme le fait remarquer l'article que nous citions, la plupart des matières premières essentielles ne sont pas d'origine coloniale et que, pour se les procurer par la conquête, il faudrait s'en prendre non pas à des peuples primitifs ou retardés, mais à des nations solidement constituées et militairement puissantes.

Pour toutes ces raisons, la redistribution des colonies, pro-

posée par quelques esprits généreux, semble bien n'être qu'une vue de l'esprit, — hormis, encore une fois, les actes purement symboliques. D'autant que, dans le monde où nous vivons, il paraît assez imprudent de faire confiance à la générosité native ou acquise des États coloniaux. L'histoire prouve, hélas! que les remaniements du planisphère sont l'œuvre de la force.

Constatant cet imbroglio, des hommes d'État réalistes, — un Samuel Hoare, par exemple, — ont suggéré une redistribution à l'amiable des matières premières, indépendante de tout bouleversement géographique. Avouons-le : cette solution n'a suscité l'enthousiasme ni chez les peuples « nantis », ni même chez les bénéficiaires éventuels des opérations. Et l'on reste dans l'expectative.

Qu'on tourne et qu'on retourne le problème autant que l'on voudra : on n'y trouvera pas de solution. Ou, plutôt, l'on n'y découvrira qu'une solution, lointaine, mais efficace : la pacification des esprits, l'assainissement des monnaies et des économies nationales, une certaine dévalorisation des frontières économiques, ce qui permettrait la reprise des échanges internationaux, la constitution de courants économiques stables et continus. Nous regrettons de décevoir les amateurs de romantisme politique et d'aventures spectaculaires, mais nous n'apercevons point d'autre issue.

Il en est du droit à la vie des nations un peu comme du droit au travail pour les personnes. Le droit au travail ne confère pas à n'importe quel ouvrier le droit de se faire embaucher obligatoirement par n'importe quel employeur. Il lui crée un recours vers l'État qui, promoteur du bien commun, doit aménager des conditions économiques telles que les citoyens puissent trouver facilement le moyen de gagner leur vie. De même, l'aménagement du monde doit permettre aux nations de se procurer les matières dont elles ont besoin.

Un tel aménagement ne se conçoit que dans la paix et l'harmonie. Il y a un dictamen naturae, *et ce n'est point par l'égoïsme naturel que l'on parvient au bien commun de l'humanité.*

FRATER.

Un difficile et inquiétant problème actuel

La répartition des matières premières

I

Le Problème

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on a constaté l'inégale répartition des richesses naturelles à travers le monde. Tel État est couvert, grâce à la fertilité de son sol, de riches moissons; tel autre État peut livrer à l'industrieuse exploitation de ses fils un sous-sol renfermant des minerais utiles et précieux; tel autre encore est obligé de faire venir de bien loin le fer, le cuivre, le nickel dont il a besoin.

Sans faire sienne la théorie matérialiste de l'histoire, il faut reconnaître que cet état de choses a été, à côté d'autres facteurs politiques ou sociaux, cause de bien des conflits sanglants entre les peuples. Qu'on se rappelle, dans l'antiquité, Rome s'assujettissant Carthage pour s'assurer son approvisionnement en céréales, et, plus près de nous, Bolivie et Paraguay se déchirant pour la possession des champs de pétrole du Chaco.

Presque toutes les conquêtes coloniales, notamment, ont été menées, avant tout, pour des raisons économiques. Quels étaient, en effet, les arguments avancés par les colonialistes du dernier quart du siècle dernier, qu'ils fussent Français, Allemands ou Britanniques? En dehors des motifs de civilisation qui ne sont, d'ordinaire, si l'on va vraiment au fond des choses, que des prétextes honorables, tous répètent à l'envi : nous avons besoin de colonies, car leur possession : 1° fournira un exutoire à notre population; 2° ouvrira de nouveaux débouchés à notre production nationale, et enfin 3° nous procurera les matières premières nécessaires à notre industrie.

*
* *

Le besoin de matières premières, voilà le grand mot lâché! Formule qui est apparue dans tant et tant de discours et qui a été acceptée, souvent parce que c'était là une explication facile, par le grand public. Formule qui excite la critique du R. P. Pierre Charles, S. J. :

Il suffit de jeter un coup d'œil sur notre monde, pour comprendre combien elle est fausse. Il n'y a aucune difficulté pour personne aujourd'hui à se procurer en surabondance ces fameuses matières premières; la difficulté, pour ceux qui détiennent les stocks, c'est de les vendre (1).

Ainsi le P. Charles prétend-il enlever toute portée à l'argument de ceux qui, aujourd'hui comme hier, se plaignent de ne pas posséder à l'ombre de leur drapeau les quelques produits de première nécessité dont leur économie nationale, de plus en plus complexe, de plus en plus autarchique, a besoin.

Cette vue optimiste n'est pas partagée par tous. Qu'il nous suffise de citer l'avis d'un économiste, le R. P. Arnou, S. J. :

Le problème des matières premières n'est pas un faux problème. Il existe.

*
* *

La distribution des matières premières dans le monde

Puisque problème il y a, considérons-en les données.

Et d'abord, qu'entend-on exactement par matières premières?

C'est le D[r] Goebbels, Ministre de la Propagande du Reich, qui nous répondra :

Les matières de base de l'industrialisme moderne, a-t-il déclaré à la Foire de Leipzig, le 2 mars 1936, sont la houille, l'acier, les huiles, le coton, le caoutchouc et le cuivre (2).

Le choix est peut-être arbitraire : il permet de distinguer

(1) *Revue de l'Aucam*, mars 1936, p. 101.
(2) *Vœlkischer Beobachter*, 2 novembre 1936.

quatre sortes principales de matières premières à usage industriel :

1° Les métaux, parmi lesquels le fer, de loin le plus important, le cuivre, l'aluminium et le nickel.

2° Les minéraux non-métalliques, c'est-à-dire à peu près uniquement la houille et le pétrole, les deux plus importantes sources d'énergie, en particulier pour l'électricité.

3° Le caoutchouc et les fibres textiles, coton, laine, sisal, etc.

4° Les huiles végétales, tirées des palmiers, des cocotiers, du soya ou du sésame, et qui entrent aussi bien dans la fabrication de la margarine que dans celle des lubrifiants.

Ces produits essentiels, chaque pays en a besoin, dans des proportions variables d'ailleurs; quelques pays seulement les produisent et les offrent.

Une statistique nous montrera la part de ces quelques pays privilégiés dans la production mondiale des plus importantes matières premières.

Minerai de fer	%
France	27
États-Unis	21
U.R.S.S	18
Grande-Bretagne	9

Cuivre
(Métal contenu dans le minerai extrait)

	%
Chili	20
États-Unis	16
Canada	13
Rhodésie septentrionale	12
Congo belge	8,6

Houille	%
États-Unis	34
Grande-Bretagne	20
Allemagne	12

Pétrole	%
États-Unis	59
U.R.S.S.	12
Vénézuela	10

Caoutchouc	%
Malaisie Britannique	46
Indes Orientales Néerlandaises.	37
Ceylan	8

Coton	%
États-Unis	49
Indes Britanniques	16
Chine	10

Huile de palme	%
Nigeria Britannique	43
Indes Orientales Néerlandaises.	22
Congo Belge	14

Il apparaît que quelques pays sont de véritables réservoirs de matières premières. Une statistique plus complète portant sur une cinquantaine de produits nous révèle la prépondérance acquise par certains groupements politiques.

La première place appartient incontestablement aux États-Unis d'Amérique du Nord, qui sont les plus gros producteurs de houille, pétrole, coton, plomb, zinc, phosphates, souffre et molybdène, tiennent la deuxième place dans la production du minerai de fer, du cuivre, de l'argent, de la bauxite et de la laine, et, enfin, possèdent d'importantes réserves d'or, de tungstène, de mercure et de magnésium.

Aux États-Unis, seul peut être comparé l'Empire Britannique, si on le considère dans son entier, en ne tenant pas compte de l'indépendance de fait des Dominions. La Grande-Bretagne, ses colonies, les autres nations britanniques, (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Union sud-africaine) et l'Inde fournissent, en effet, 71 o/o de la production mondiale d'or, 86 o/o du nickel, 59 o/o du platine, 43 o/o du plomb, 32 o/o du zinc, 42 o/o de l'étain, 71 o/o de l'abeste, 58 o/o du caoutchouc, 99 o/o du jute, 84 o/o du colza, 48 o/o de l'huile de palme, 78 o/o du sésame, 30 o/o du coprah...

Puis viennent l'Union Soviétique, la France, les Pays-Bas...

LES MATIÈRES PREMIÈRES DANS LES TERRITOIRES COLONIAUX

Une remarque importante doit être faite : *les territoires coloniaux n'entrent que pour une faible part dans la production des matières premières* dont nous venons de constater l'inégale répartition.

Exception faite pour le caoutchouc, qui est virtuellement un monopole colonial, et, dans une certaine mesure, pour le cuivre, les six « matières de base » invoquées par le Dr Goebbels sont produites sur le territoire métropolitain d'États souverains.

Quelques chiffres. — Tous les territoires spécifiquement coloniaux ou sous mandat ne produisent que :

3,4 o/o de la production mondiale de minerai de fer;
21,3 o/o — — — — de cuivre;
0,3 o/o — — — — de houille;
3,7 o/o — — — — de pétrole;
2,5 o/o — — — — de coton.

Ils ne prennent une part vraiment importante que dans la production de l'huile de palme — avec 98, 8 o/o — et du caoutchouc — avec 96 o/o. Produits de deux régions coloniales particulièrement riches : la Malaisie Britannique et les Indes Orientales Néerlandaises. A part cela, les territoires de colonie ou de mandat ne produisent en grande quantité aucune matière première importante.

Puisque les peuples dits « prolétaires » se tournent actuellement vers l'**Afrique**, voyons ce que les colonies et les mandats de ce continent pourraient leur offrir. Bien peu de choses, à dire vrai.

De l'huile de palme en Nigeria Britannique et au Congo Belge : 76 o/o de la production mondiale ; — des phosphates en Tunisie, Algérie et Maroc : 41 o/o de la production mondiale; — des arachides en A. O. F. et un peu partout : 22 o/o de la production mondiale; — du cuivre en Rhodésie Septentrionale et au Congo Belge : 21 o/o de la production

mondiale. C'est tout ce qui mérite d'être pris en considération (1)...

On a estimé que le continent africain, dans son ensemble, fournit à peine 3,5 o/o du total des matières premières dont l'industrie moderne a besoin.

Cela mérite-t-il tout le « chambardement » que les nations qui réclament des colonies prétendent effectuer de gré ou de force? (2)

LES REVENDICATIONS DES NATIONS PROLÉTAIRES

Car c'est, semble-t-il, ce que veulent certaines nations qui se qualifient elles-mêmes de « prolétaires » ou d' « asphyxiées ». Très peuplées, peu riches, l'Allemagne, l'Italie, le Japon demandent de nouvelles terres.

En février 1933, peu de jours après son arrivée au pouvoir, M. Hitler déclarait :

> Nous avons besoin de colonies de même que toute autre puissance.

Et en janvier 1936, M. Goebbels affirmait :

> Le jour où nous devrons demander également des colonies viendra à son tour. Nous ne pouvons vivre comme nous le faisons aujourd'hui. Nous demandons ceci, non seulement dans notre intérêt, mais aussi dans l'intérêt du monde entier... Sinon, un jour, la chaudière éclatera !

Quant à l'Italie et au Japon, ils ne se sont pas contentés

(1) Ces chiffres n'indiquent évidemment que les matières premières actuellement exploitées. Il convient d'ajouter que la production de l'Afrique — comme celle de l'Asie — pourrait être plus considérable si toutes ses richesses matérielles étaient exploitées : l'insuffisance ou l'impréparation de la main-d'œuvre, le manque de transports, la surproduction mondiale, s'y sont opposées. D'autre part, de grands progrès peuvent encore être faits dans la recherche des matières premières, en particulier pour le pétrole.

(2) La plupart de ces chiffres sont tirés d'une publication du *Royal Institute of International Affairs* de Londres : **Raw materials and colonies** (avril 1936, in-16 de 68 pp., avec 13 tableaux statistiques), étude documentaire très importante.

de se plaindre ; ils ont agi. Et l'on peut maintenant constater, sur la carte d'Afrique, sur celle d'Asie, les résultats qu'ils ont obtenus.

Évidemment, parmi les arguments avancés par les gouvernements des peuples « prolétaires », on retrouve celui qui invoque la nécessité de se rendre maître des contrées où se trouvent les matières premières indispensables.

Quelles sont donc les raisons qui poussent ces pays à revendiquer une meilleure distribution des matières premières, par une nouvelle répartition des territoires coloniaux?

Avant toute autre, intervient la crainte du monopole que pourraient exercer les puissances qui détiennent ces richesses. Crainte un peu chimérique aux yeux du P. Charles :

Tout le monde, écrit-il, peut aujourd'hui acheter les matières premières au prix du marché mondial, c'est-à-dire aux mêmes conditions que les pays producteurs eux-mêmes. Et, quand on ne parvient pas à se les procurer, ce n'est pas qu'elles ne sont offertes nulle part, mais uniquement qu'on n'a pas de quoi les payer... Il y a plus qu'un paradoxe, il y a réelle absurdité à soutenir qu'au moment où les matières premières ne trouvent nulle part d'acheteurs en nombre suffisant et sont offertes à des cours dépréciés, des peuples soient dans la nécessité de coloniser pour se les procurer. L'idée naïve, enfantine, qui est à la base de ces erreurs, c'est l'illusion que, dans ses colonies, un pays trouve les matières premières pour rien, et qu'il n'y a qu'à se baisser pour les prendre (1).

M. J. Bonn, dans la revue l'*Esprit International*, aboutit à une conclusion identique :

Il est peu vraisemblable qu'un pays qui peut payer ses importations manque jamais d'aucun produit brut ou des produits alimentaires dont il peut avoir besoin.

Mais il est obligé de remarquer sur-le-champ que :

Le fait qu'un pays peut ou ne peut pas payer ses importations dépend de ses industries d'exportation et des services qu'il peut être à même de rendre à des nations étrangères. Or, à ce point de vue, la situation est beaucoup moins favorable aujourd'hui.

Il y a une surélévation considérable des droits à l'importation et

(1) *Revue de l'Aucam,* mars 1936, p. 101.

des restrictions de toutes sortes au commerce, dans le monde entier...

Dans les dépendances, et elles sont assez nombreuses, où le régime de la porte ouverte sous ses différentes formes n'est pas appliqué, les discriminations ont été très fréquentes, surtout à une époque où les rivalités commerciales ne sont plus conduites à coups de tarifs, mais par des dévaluations de la monnaie, des restrictions de change, des contingentements et des embargos.

Cela n'aurait pas une grande importance si la discrimination était limitée aux possessions coloniales. Les pays qui n'ont pas de colonies pourraient facilement payer leurs importations en vendant des marchandises à la métropole et en réglant leurs comptes avec les colonies par les moyens financiers. La généralisation du protectionnisme a rendu cette manière de faire assez difficile. Si les puissances qui ont des dépendances les ferment aux importations étrangères et empêchent en même temps leurs propres marchés intérieurs de régler les comptes en acceptant ces importations, les règlements « triangulaires » ne fonctionneront pas.

La situation est grandement empirée quand un pays qui n'a pas de colonies doit réserver le produit d'une partie de ses exportations pour payer ses dettes et devient incapable de payer ainsi ses importations nécessaires. Il est obligé d'augmenter énormément ses exportations et, quand il ne peut y arriver, il souffre durement de la pénurie de matières premières d'importation (1).

Les Allemands, qui ont des difficultés à se procurer des devises étrangères, savent bien, comme le disait récemment la *Kœlnische Zeitung*,

quelle différence il y a entre la possibilité pour un peuple d'acheter des matières premières dans sa propre monnaie, et l'obligation d'en acheter en les payant en devises étrangères (2).

Sans doute, mais, comme le dit très justement M. J. Bonn,

la diminution importante de la « capacité de paiement » qui a affecté les pays non possesseurs de colonies n'est pas tant le résultat des restrictions du commerce colonial que du commerce en général... C'est pourquoi les problèmes économiques du monde ne peuvent être résolus par un remaniement de quelques frontières aux colonies, mais par l'abaissement des barrières qui arrêtent le commerce sur toutes les frontières (3).

(1) *L'Esprit International*, avril 1936, p. 225.
(2) *Koelnische Zeitung*, 24 avril 1936.
(3) *L'Esprit International*, avril 1936, p. 227.

Les revendications des nations dites prolétaires seraient-elles déterminées par d'autres facteurs? Par exemple par le souci des nécessités militaires en période de guerre, par l'espoir de se jouer des menaces d'embargo et de sanctions économiques? Peut-être... Encore ne faut-il pas se faire trop d'illusion. C'est un fait que la libre arrivée des matières premières et des produits d'alimentation venant d'outre-mer n'a pas toujours été bien aisée pendant la Grande Guerre.

« Posséder des puits de pétrole à 10.000 kilomètres de son territoire, constate plaisamment le R. P. Charles, S. J., et prétendre que, de ce fait, en cas de guerre, on est assuré de n'en point manquer, est un raisonnement par trop ingénu. Le facteur capital, ici, c'est le transport et la garde des voies de communication. »

***

Et, d'ailleurs, considérations économiques, considérations stratégiques, tout cela n'est-il pas, pour une bonne part, que prétextes? Ce que veulent l'Allemagne et l'Italie en demandant des colonies, n'est-ce pas acquérir, en Afrique et en Asie, des bases solides qui leur permettraient de faire partout acte de présence et de mener une politique de prestige aux dimensions du monde?

Pour l'Allemagne, écrit la *Deutsche Allgemeine Zeitung,* c'est avant tout une question d'honneur de rentrer en possession de ses colonies. C'est une question d'honneur que la tradition de l'activité laborieuse des Allemands en Afrique ne se perde pas, qu'au contraire elle se poursuive, et cela de nouveau sur l'ancien sol allemand des anciennes colonies (1).

Cela n'empêche pas qu'il y ait des nations qui demandent leur part du gâteau et qui semblent prêtes à faire la guerre si on ne les satisfait pas...

Comment donc les contenter?

(1) *Deutsche Allgemeine Zeitung,* 9 février 1936.

II

À LA RECHERCHE DE SOLUTIONS

La redistribution des territoires coloniaux

Il y a une façon bien simple, semble-t-il : procéder à une redistribution des territoires coloniaux. N'est-ce pas là le procédé traditionnel, celui qui a été appliqué en 1815, en 1919?

Aujourd'hui, la redistribution des territoires coloniaux peut se présenter sous trois formes :

1° Le transfert pur et simple à la souveraineté de la nation revendicatrice de territoires coloniaux actuellement occupés par une ou plusieurs autres puissances.

2° L'acceptation, par la nation revendicatrice, de mandats, établis selon les principes du Pacte de la Société des Nations, sur certains territoires actuellement soumis au mandat d'une ou plusieurs autres puissances.

3° L'instauration d'un nouveau genre de mandat, qui serait confié non pas à une nation particulière, mais à la Société des Nations.



Première solution : l'abandon de quelques-unes de leurs possessions coloniales par les puissances nanties. Elle a peu de chance d'être adoptée, d'abord parce que, demain pas plus qu'aujourd'hui, les gouvernements ne pousseront l'altruisme à ce point.

Déjà de vives protestations se sont élevées :

— De la Légation du Portugal à Paris.

... Les colonies portugaises, parties intégrantes du territoire national, ne peuvent faire l'objet d'aucune négociation diplomatique ou transaction financière... Aucune raison ne saurait être invoquée pour mettre en cause les droits de souveraineté du Portugal sur ses possessions d'outre-mer, droits qu'il tient à la fois d'une occupation séculaire et d'une administration coloniale qui ne craint la comparaison avec aucune autre... Il serait illusoire de croire à la possibilité d'une spoliation pacifique d'une parcelle quelconque du

territoire portugais au profit de qui que ce soit, car le gouvernement et le peuple portugais se dresseraient pour la défense de leurs droits, de toutes leurs forces, de tous les moyens, et jusqu'au bout.

— De Belgique, où, au Parlement, M. Van Zeeland, Premier Ministre, fit la déclaration suivante :

Une redistribution des colonies dans laquelle serait englobé le Congo Belge est jugée inadmissible par notre gouvernement. Jamais nous ne l'admettrons. L'intégrité de la colonie est un principe de la politique belge, exactement comme l'intégrité du territoire métropolitain. Nous avons trop confiance en les pays intéressés pour croire que cette question pourrait être envisagée. En tout cas, nous déclarons que nous défendrons le Congo par tous les moyens et, en parlant ainsi, nous sommes persuadés que la nation tout entière est d'accord avec le gouvernement.

— De Grande-Bretagne, de la part de M. Neville Chamberlain :

Autant que je sache, personne n'a encore demandé ou suggéré que l'Empire Britannique abandonnât quelqu'une de ses colonies. J'ai à peine besoin de dire que, si la demande était faite, elle ne serait pas prise en considération un seul instant.

Et de la part de M. Thomas, parlant au nom du gouvernement :

Le gouvernement de Sa Majesté n'a jamais envisagé et n'envisage pas l'abandon de colonies britanniques ou de territoires sous mandat.

Les autorités de l'Union Sud-Africaine et de l'Australie ont fait écho à ces déclarations, qui semblent laisser peu d'espoir aux partisans de la rétrocession de ses anciennes colonies à l'Allemagne.

Il faut ajouter que l'apparition du système des mandats, qui marque une heureuse évolution dans les rapports entre peuples européens et peuples de couleur, paraît interdire aujourd'hui à une puissance d'acquérir une souveraineté illimitée sur un territoire de colonisation. Le régime colonial pur et simple doit faire place au régime du mandat, qui concilie mieux les intérêts du peuple indigène, de la puissance tutrice et de la communauté internationale.

Aucune puissance, si grande et si peu satisfaite qu'elle puisse être, n'a droit à un Empire particulier qu'elle est libre d'exploiter

à ses propres fins et d'organiser sans se soucier en rien de la collectivité mondiale. Le fait que, dans l'anarchie actuelle, il existe encore des Empires de ce genre, n'est pas une raison pour en créer un nouveau, que ce soit au profit de l'Allemagne ou de tout autre pays... Le problème actuel est de supprimer les Empires anciens — y compris, bien entendu, l'Empire britannique —, et d'empêcher qu'il en surgisse de nouveaux. Ce n'est certainement pas de découvrir le moyen permettant à l'Allemagne ou à un autre pays de participer au petit jeu impérialiste (1)...

affirme M. Léonard Barnes, ancien fonctionnaire de l'administration coloniale britannique.

Seconde solution : l'établissement de mandats confiés à une puissance particulière, sur un territoire actuellement sous la domination ou la tutelle d'une autre puissance. Mais elle n'est pas davantage admise par M. Léonard Barnes :

L'expérience montre, écrit-il, — étant donné que la Société des Nations ne dispose d'aucun pouvoir efficace pour mettre à la raison un mandataire récalcitrant (2) — qu'il existe actuellement peu d'obstacles capables d'empêcher un mandataire qui ne croit pas aux principes du Pacte, d'en agir à peu près à sa guise.

Croit-on, d'ailleurs, que la rétrocession à l'Allemagne par les puissances ex-alliées des mandats qu'elles détiennent actuellement sur ses anciennes colonies puisse être d'un grand secours à l'économie du Reich? Ce serait une méconnaissance complète des réalités.

Les territoires sous mandats sont extrêmement pauvres en matières premières. Il n'en sort pas une once de minerai de fer, de cuivre, de bauxite, de houille, de pétrole, de caoutchouc. Les territoires sous mandats africains, — les seuls que l'Allemagne peut espérer récupérer un jour, — produisent en tout et pour tout (en ne tenant pas compte des produits alimentaires) : de l'huile de palme (5 o/o de la production mondiale), du sésame (1 o/o), du coprah (0,5 o/o), du coton (0,1 o/o...) et de la laine (0,1 o/o...).

(1) *Headway*, septembre 1935.
(2) Allusion au cas du Japon.

Dans ces conditions, on peut s'étonner de lire dans un ouvrage sérieux que :

C'est, pour une grande part, à cause de la perte de ses colonies que l'Allemagne est si affectée par les conditions actuelles du commerce international et du marché des matières premières. Leur retour à la mère patrie contribuerait efficacement à la restauration de la prospérité économique (1).

Troisième solution, formulée ainsi par M. J. Hammond (2) : l'organisation d'un nouveau type de mandat dans lequel les pouvoirs et les devoirs de mandataire seraient aux mains, non d'une puissance particulière, mais de la Société des Nations, institution internationale.

Celle-ci, explique M. Gérard Barget, administrant elle-même — comme elle l'a d'ailleurs déjà fait pour la Sarre — ces territoires, en faisant appel à toutes les compétences et en laissant libre cours, sous réserve, bien entendu, du respect primordial des intérêts des populations indigènes, aux courants d'expansion économique ou démographique (3).

Un premier pas dans cette voie serait, d'après le professeur Arnold Toynbee (4) :

le transfert de certains services administratifs des mains de la souveraineté locale à celles de la Société des Nations, étant spécifié que quelques postes de ces services seraient, dans une proportion à fixer, réservés de droit à des ressortissants de nations autres que la puissance souveraine.

Lord Lugard, le grand colonial anglais, admet ce dernier point de vue; par contre, il considère, la « grande idée » de M. J.-L. Hammond comme peu praticable.

Le gouvernement en commun est le moins satisfaisant, rappelle-

(1) *Chambre de Commerce de Hambourg. Rapport annuel pour 1935* p. 35.
(2) *Manchester Guardian*, 7 et 8 octobre 1935.
(3) *Esprit*, décembre 1935, p. 416.
(4) *International Affairs*, janvier 1936, p. 48.

t-il, ainsi que l'ont prouvé les expériences de condominium en Égypte et aux Nouvelles-Hébrides... De plus, il est peu probable qu'une telle réforme, à supposer qu'elle soit réalisable, satisfasse l'amour-propre des nations qui réclament des colonies (1).

La redistribution des matières premières

Les divers modes de redistribution des territoires coloniaux que nous venons d'envisager mettent directement en question la souveraineté des puissances « nanties » sur quelques parties de leur empire. Il leur est demandé de faire un sacrifice, sacrifice d'ordre politique qui risque de porter atteinte à leur prestige, à leur sécurité... C'est dire que les propositions généreuses de ceux qui font ainsi appel à la bonne volonté des gouvernements risquent fort de rester sans réponses.

Aussi bien, le problème de la meilleure distribution des matières premières est, avant tout, de nature économique. Pourquoi ne pas se contenter de proposer, pour satisfaire lès nations « prolétaires », toutes les mesures économiques, les facilités douanières, les agencements financiers qui leur permettraient à toutes de participer plus étroitement à l'exploitation des richesses détenues par quelques-unes? Cela, en vendant leurs produits aux colonies, aussi bien qu'en achetant les produits des colonies.

Car en écoulant leurs produits sur le marché africain, les puissances prolétaires, dont les changes sont bien malades, seraient assurées de pouvoir acheter, avec la contrepartie en devises, les matières premières indispensables, sans compromettre pour cela leur avoir de devises.

Laissons la parole à tous ceux, économistes et hommes politiques, qui ont étudié la question et proposé une réponse.

Une opinion, très répandue sous la plume des publicistes anglo-saxons, est celle qui préconise, en vue de placer sur

(1) *The Times,* 20 septembre 1935.

un pied d'égalité économique puissances colonisatrices et puissances non-colonisatrices, la généralisation de certaines clauses du système des mandats à tous les territoires coloniaux.

En vertu de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, la puissance mandataire s'engage « à assurer aux autres membres de la Société des conditions d'égalité pour les échanges et le commerce ». C'est dire que les territoires sous mandat sont soumis au régime de la porte ouverte : y achète et y vend qui le veut, sans avoir à craindre aucune discrimination d'ordre douanier.

Cette prescription du Pacte, qui ne s'applique d'ailleurs qu'aux mandats A et B, n'a souffert jusqu'aujourd'hui aucune violation. Le régime de la porte ouverte est appliqué dans tous les territoires sous mandat où il doit l'être : et comme ses avantages ont été, en fait, étendus aux pays qui ne sont plus membres de la Société des Nations, tels l'Allemagne et le Japon, les puissances revendicatrices n'ont pas de raison de s'en plaindre.

Dans ces conditions, M. Léonard Barnes, suivi en cette voie par Sir Arthur Salter et M. Norman Bentwich, propose que les puissances impériales offrent de mettre leurs colonies, non encore mûres pour l'autonomie, sous le régime du mandat. Cela veut dire qu'elles continueraient à les administrer elles-mêmes,

non plus dans l'exercice de leur impérialisme arbitraire, mais en tant que commis de la Société des Nations et en accord avec les précautions prévues par le Pacte. Ces garanties comprendraient en particulier, les quatre « garanties-clefs » du mandat B actuel, à savoir : 1° qu'assurer le bien-être et le développement des populations indigènes constitue la première mission de la puissance mandataire ; 2° que le régime de la porte ouverte doit être établi et respecté ; 3° qu'il ne peut y avoir lieu à aucune militarisation de la population et du territoire ; 4° que la puissance mandataire soumette son administration au contrôle annuel de la Commission des mandats (1).

En revanche, M. Léonard Barnes demande aux puissances revendicatrices — qu'il appelle les puissances dynamiques —

(1) *The Future of Colonies*, p. 37.

quelques compensations, en vue d'assurer une paix durable. Telles, le retour du Japon et de l'Allemagne à la Société des Nations, leur entrée dans un système de sécurité collective et la signature d'une convention de désarmement...

L'idée de faire disparaître ainsi la notion de colonie, pour la remplacer par celle du mandat, a été en général bien accueillie en Grande-Bretagne.

Elle a cependant soulevé une remarque astucieuse de la part du grand colonial britannique, Lord Lugard. Si, déclare celui-ci, le seul but à atteindre est d'assurer l'égalité des chances économiques, point n'est besoin de convertir les colonies d'aujourd'hui en mandats administrés par leurs suzerains actuels : le même résultat peut être obtenu en établissant dans tous les territoires coloniaux le régime de la porte ouverte (1)...

Le régime de la porte ouverte, qui assure aux produits de toutes les nations le même traitement qu'à ceux de la nation colonisatrice, est déjà, en effet, celui d'une bonne partie des colonies africaines. Cela, de par l'Acte de Berlin, l'Acte d'Algésiras et la Convention de Saint-Germain.

La convention de Saint-Germain, signée le 10 septembre 1919 par la Belgique, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et le Portugal, en revision des Actes de Berlin et de Bruxelles, établit complète égalité de traitement dans toute l'étendue du bassin du Congo, et aussi un peu aux alentours. La limite de la zone d'application de la convention, englobant complètement le Congo Belge, l'Uganda, le Kenya, le Tankanyika, le Nyassa et Zanzibar, suit en A.E.F. la ligne de partage des eaux jusqu'à la frontière du Soudan anglo-égyptien, qu'elle traverse, ainsi que l'Éthiopie et la Somalie italienne, parallèlement à l'Équateur, pour aboutir à l'Océan Indien. Au sud, elle part de l'embouchure du Zambèze, coupe la Rhodésie septentrionale, suit la frontière katangaise du Congo et englobe une grande partie de l'Angola portugais avant de rejoindre l'Océan Atlantique. Cela fait quelque chose comme le quart de l'Afrique...

(1) *International Affairs*, janvier-février 1936, pp. 13-15.

Le régime de la porte ouverte a été établi au Maroc par la convention d'Algésiras, conclue en 1906 entre l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Ajoutons qu'entre certaines colonies britanniques et françaises, Nigeria et Côte-d'Or d'une part, Dahomey et Côte-d'Ivoire de l'autre, les relations commerciales sont réglées par une convention franco-anglaise de 1898 par laquelle ces deux pays s'engagent dans ces colonies à ne prendre aucune mesure de discrimination douanière l'une envers l'autre. Cette immunité a été étendue, par suite du jeu de la clause de la nation la plus favorisée, à plusieurs pays, dont l'Allemagne et l'Italie.

En dépit de ces avantages, il ne semble pas que les puissances insatisfaites aient accru leurs échanges avec ces territoires, exception faite pour le Japon. Partout, en fait, la nation colonisatrice jouit d'avantages spéciaux, ce qui explique les chiffres suivants :

Au Maroc français, France et Algérie fournissent 43,7 o/o des importations.

En Nigeria britannique, la Grande-Bretagne fournit 55,2 o/o des importations.

Au Congo belge, la Belgique fournit 43,4 o/o des importations.

Cette préférence accordée à la nation colonisatrice n'est pas toujours le résultat d'une politique adéquate. Elle résulte des discriminations indirectes qui s'effectuent naturellement, par suite de la similitude de langue, de change, de méthodes commerciales entre les habitants de la colonie et ceux de la métropole. En beaucoup de colonies, l'application du régime de la porte ouverte n'empêche pas l'administration de réserver ses commandes aux adjudicataires nationaux.

L'idée, énoncée par Lord Lugard, que les puissances coloniales abandonneraient dans leurs possessions tout système préférentiel en faveur des produits de la métropole, n'a pas contenté grand monde. Les impérialistes britanniques, fort épris du système protectionniste instauré à la conférence d'Ottawa, la repoussent avec horreur. Quant aux puissances insatisfaites, elles la considèrent comme une concession dérisoire et inutile.

A ce projet, écrit M. Kurt von Stutterheim dans le *Berliner Tageblatt,* on peut objecter que l'Allemagne possède déjà l'égalité des

droits économiques dans les territoires africains sous mandat... Elle possédait autrefois cette égalité de droits en tant que membre de la S. D. N., elle l'a aujourd'hui en vertu du traité de commerce anglo-allemand. D'ailleurs cette égalité ne nous a été d'aucune utilité, puisque l'Allemagne a un besoin de matières premières infiniment plus gros que les territoires sous mandat n'ont besoin de produits fabriqués allemands, sans compter que le pouvoir d'achat de ces territoires est peu élevé... Il est plus que douteux que le fait d'étendre le système d'égalité des droits à l'ensemble des possessions coloniales africaines des puissances (si tant est qu'une internationalisation de ce genre soit possible) puisse être très profitable à l'Allemagne (1).

En fait, ce système ne pourrait profiter qu'au Japon...



Il est enfin une dernière opinion, toujours d'origine anglo-saxonne. C'est celle qui propose, selon les termes de M. Edgar Stern-Rubarth,

la création d'une ou de plusieurs compagnies internationales d'exploitation autorisées à travailler dans le domaine colonial dans l'intérêt des actuelles puissances prolétaires. Cela, avec un total mépris pour l'ancien principe que la marchandise suit le pavillon (2).

Ce projet implique l'attribution à de telles compagnies de territoires encore inexploités :

ces territoires seraient assez grands pour avoir le caractère de provinces plus ou moins autonomes, présentant de grandes possibilités pour l'activité économique, investies du droit de juridiction inférieure, pouvant frapper sa propre monnaie pour la circulation intérieure, contrôlant sa propre police et menant sa propre politique (2).

Projet qui paraît souple, mais qui comporte malheureusement une brèche. C'est que, aussi longtemps que dure l'instabilité des cours, il n'offre précisément aucune solution au problème du change étranger, exception faite pour le pays

(1) *Berliner Tageblatt*, 19 février 1936.
(2) *Spectator*, 14 février 1936.

au change duquel est rattachée la monnaie à usage interne de la compagnie, pays qui jouit de ce fait d'une faveur par rapport à tous les autres.

Tous ces projets que nous venons d'exposer et de discuter restent dans l'ordre de la spéculation intellectuelle. Aucun n'a encore donné lieu au moindre essai de réalisation, à la moindre initiative de la part d'un gouvernement ou de la Société des Nations.

Les gouvernements et la S.D.N. se sont contentés, au cours de la dernière quinzaine d'années, de dire quelques belles paroles.

Ainsi, dès 1921, le Comité Financier et Économique de la S.D.N. posait les principes suivants :

> Il n'est aucunement question de dénier aux États le droit incontestable de disposer librement de leurs ressources naturelles... Il est légitime que, dans des circonstances exceptionnelles, ils puissent être soucieux de se les réserver à eux-mêmes et qu'ils aient le pouvoir de les soumettre à un régime en conformité avec leur économie naturelle.
>
> Mais il n'est pas moins incontestable que les matières premières produites par un pays étant souvent indispensables à la vie économique des autres États ne sauraient être, sauf en des cas exceptionnels, l'objet de restrictions ou de discrimination de nature à porter atteinte à la production de ces États et de les placer systématiquement sur un pied d'infériorité.
>
> Il serait à éviter, en particulier, que les mesures de restrictions prises par les puissances « nanties », pour faire face à des situations exceptionnelles, puissent être prolongées ou aménagées de façon à changer complètement de nature, mesures de précaution ou de défense dégénérant en actes d'agression économiques.

La question des matières premières fut également soulevée au cours de la Conférence économique Internationale de 1927. Une convention pour l'abolition des restrictions et prohibitions à l'importation et à l'exportation y fut rédigée et adoptée. Malheureusement, elle ne reçut jamais le nombre d'adhésions nécessaires pour pouvoir entrer en application. En 1929, à l'Assemblée de la S.D.N., un discours de M. Scialoja, délégué de l'Italie, demandant un accès plus facile aux

matières premières, ne donna lieu à aucune suite. Quant aux discussions sur ce sujet, menées au cours de la Conférence économique mondiale de 1933, elles ne furent pas plus fructueuses.

Le fait nouveau est le discours, prononcé par Sir Samuel Hoare, alors Secrétaire d'État aux Affaires Etrangères de Grande-Bretagne, à l'Assemblée de la Société des Nations, le 11 septembre 1935.

Il fallait que le représentant de la plus grande des puissances « nanties » réponde aux récriminations des nations « prolétaires ». Voici en quels termes il le fit :

... L'abondance des matières premières semble donner au pays qui les possède des avantages particuliers. On exagère facilement l'importance excessive d'un tel avantage, car il existe des pays qui, n'ayant que peu ou pas de matières premières naturelles, ont réussi cependant à assurer, à bâtir leur prospérité et leur force sur l'industrie et le commerce. Cependant, il reste vrai que certains pays, soit sur leur propre territoire, soit dans leurs colonies, possèdent des avantages naturels, et que d'autres, moins favorisés, considèrent cette situation avec inquiétude.

En ce qui concerne particulièrement les matières premières coloniales, il est assez naturel qu'un tel état de choses fasse craindre que l'on établisse des monopoles exclusifs aux dépens des pays qui ne possèdent pas d'empire colonial. Il est évident que, pour beaucoup d'esprits, il y a là un véritable problème : il serait insensé de vouloir l'ignorer. Il se peut qu'on en exagère l'importance. Il se peut également qu'on l'exploite pour d'autres fins. Néanmoins, étant donné que la question provoque des inquiétudes et du mécontentement, il serait simple de l'étudier, de voir quelles sont les propositions que l'on formule pour la régler, d'examiner quelle est l'étendue réelle du malaise et, si ce malaise est sérieux, d'essayer de le faire disparaître.

De l'avis du gouvernement de sa Majesté, le problème revêt un caractère économique, plutôt que politique et territorial. Ce que l'on redoute, c'est de voir se créer des monopoles et d'être privé des matières coloniales essentielles. C'est le désir de voir garantir que la distribution des matières premières ne fera pas l'objet de discriminations inéquitables.

En ce qui concerne le gouvernement de Sa Majesté, je suis certain qu'il sera disposé à participer à une étude de ces questions. J'ai l'impression qu'il ne s'agit nullement, dans les circonstances

actuelles, d'une colonie quelconque fermant le marché de ses matières premières à un acheteur éventuel. Tout au contraire, la difficulté réside dans le fait que les matières premières ne peuvent être vendues à des prix rémunérateurs... Cet aspect de la question a été étudié avec des résultats positifs par une commission de la Conférence monétaire et économique qui s'est tenue à Londres en 1933.

L'effort de cette commission s'est essentiellement orienté vers le relèvement des prix de gros à un niveau raisonnable par la coordination de la production et de la vente.

Mais l'une des conditions préalables d'une telle initiative était qu'elle devait être équitable pour tous les intéressés, aussi bien les producteurs que les consommateurs, qu'elle ne devrait pas viser une discrimination au détriment d'un pays particulier et qu'elle devrait, autant que possible, être mise en œuvre avec la coopération active des consommateurs dans les pays importateurs.

Ce précédent peut donner une directive heureuse pour une enquête qui devrait alors être limitée aux matières premières provenant des colonies, y compris les protectorats et les territoires sous mandats.

Le gouvernement que je représente serait prêt, je le sais, à participer à tout effort collectif pour résoudre équitablement et efficacement un problème qui, certainement, constitue pour beaucoup une difficulté à l'heure actuelle et en constituera peut-être une plus grande encore dans l'avenir.

Il est évident toutefois qu'une telle étude exige le calme et l'absence de passion. Or, le calme et l'absence de passion sont impossibles dans une atmosphère de guerre ou de menace de guerre. Si seulement ces menaces de guerre pouvaient être dissipées, avec quelle efficacité infiniment plus grande pourrions-nous nous attacher à ces questions économiques qui présentent souvent tellement plus d'importance dans le monde moderne que les problèmes politiques! (1)

A ces propositions, faites voici un an, aucune suite pratique n'a encore été donnée. Il est vrai que les menaces de guerre ne se sont guère dissipées depuis...

Le gouvernement britannique ferait-il machine en arrière? M. Eden, le successeur de Sir Samuel Hoare, a tenu à nous en détromper.

Je dois bien spécifier, a-t-il déclaré à la Chambre des Communes le 26 février 1936, que le Gouvernement de Sa Majesté ne s'est,

(1) *Le Temps*, 12 septembre 1935.

d'aucune manière, écarté de la proposition faite par mon très honorable ami, Sir Samuel Hoare. Le gouvernement est tout disposé à examiner la question de l'accès aux matières premières des colonies à n'importe quel moment, et il estime que ledit examen pourrait être utilement fait à Genève. Toutefois, le choix du moment opportun dépend bien évidemment de nombreux facteurs, parmi lesquels il faut compter l'attitude des puissances devant cette proposition.

Tout utile que nous estimons un examen de ce genre, je crois que la Chambre se tromperait en imaginant que nous devons y découvrir un remède magique à nos maux. Il est certain qu'il ne saurait en être ainsi. La situation internationale est bien plus complexe. Cependant, le problème en question représente un élément de nos difficultés. C'est pourquoi je répète que le gouvernement de Sa Majesté est disposé, quand on voudra, à examiner comment ce problème pourrait se résoudre.

Réponse qui témoigne de bien peu d'enthousiasme. Faut-il l'expliquer par le fait que la proposition de Sir Samuel Hoare, si elle avait été favorablement commentée en Grande-Bretagne même, avait soulevé bien des critiques et des objections à l'étranger, tant chez les puissances « prolétaires » que chez les « puissances nanties ».

En France, la presse s'est montrée très réservée. En voici quelques extraits significatifs :

C'est une conception simpliste et tout à fait évangélique (?) de proposer que ceux qui ont trop compensent les insuffisances des déshérités... (*Le Journal*, 7-2-36).

La répartition des matières premières rendrait inévitable la répartition territoriale (*L'Ordre*, 8-2-36).

L'examen de la dangereuse idée de redistribution des matières premières, bien loin d'éviter les guerres, les précipitera (*L'Homme libre*, 12-2-36).

En Italie, en Allemagne, l'accueil n'est pas plus ardent.

Le *Giornale d'Italia* (8-2-36) parle de

la futilité académique des formules sur la répartition des matières premières, par lesquelles certain empire rassasié voudrait combler les mains vides des nations pauvres.

et il ajoute :

Les besoins de l'expansion italienne ne peuvent être satisfaits que par une extension de possessions de type colonial.

La presse allemande n'est pas moins radicale : voici ce que dit le *Deutsche Volkswert* :

L'idée par laquelle on cherche, en Angleterre, à éviter une revision politique en matière coloniale, l'idée qui consiste à éviter une nouvelle répartition des colonies et mandats par « des facilités pour le ravitaillement en matières premières » ressemble fort à une ordonnance d'un médecin qui prescrirait à un malade, luttant contre la mort par asphyxie, de réduire la ration d'air de ses poumons pour faire disparaître le mal.

Il serait utile de bien faire comprendre à ces Messieurs repus des Communes que, par exemple, une solution du problème allemand des matières premières restera nécessairement toujours incomplète, et, par conséquent, illusoire, tant que le Reich ne pourra pas disposer de ressources propres de matières premières et restera dès lors exposé aux fluctuations du marché des devises, sans parler de la question des débouchés d'outre-mer qui restent, de toute façon, constamment fonction de la politique commerciale des autres pays.

Nous sommes loin, on le voit, de la solution pacifique du conflit qui met aux prises peuples « nantis » et peuples « prolétaires ». Si tant est qu'une solution pacifique est possible, alors que, partout, l'égoïsme, la cupidité, la jalousie, dressent les hommes les uns contre les autres.

Agence Univers.

(Étude rédigée par M. ROBERT HENNART.)

La revue *Univers* (11, rue des Frères-Vaillant, Lille), publie en septembre un ensemble documentaire sur les problèmes actuels de la redistribution des colonies et des matières premières et du peuplement blanc aux colonies (le n° : 3 fr. 50).

NOTES

The New Review

A mesure que l'Inde se fait mieux connaître, elle atteint plus profondément les milieux intellectuels occidentaux. Déjà bien des travaux importants ont présenté aux esprits européens les grandeurs de la vie philosophique et spirituelle des Hindous; on comprend de mieux en mieux que l'Inde n'est pas seulement le fabuleux pays des Radjahs aux palais somptueux et aux chasses éblouissantes, mais encore et surtout le centre d'une culture vivante et profonde qui se développe sans interruption depuis plus de deux mille ans.

A cette œuvre de pénétration et de compréhension de l'Inde, les Pères Jésuites ont travaillé avec une intelligence et un dévouement admirables. Successeurs de saint François Xavier et du P. de Nobili, ils ont entrepris là-bas une œuvre intellectuelle à laquelle M. de la Vallée-Poussin se plaît à rendre hommage et qui importe beaucoup au patrimoine commun de la culture. L'élite hindoue reconnaît la valeur de leurs travaux. On sait que le petit ouvrage du R. P. Dandoy sur *L'Ontologie du Vedânta* (1) a reçu l'approbation de plusieurs philosophes hindous, comme une des plus remarquables expositions de la philosophie de Sankhara. Les travaux du P. Ledrus et du P. J. font également autorité.

Mais une autre tâche s'imposait : donner aux Hindous le moyen de connaître et de pénétrer les valeurs spirituelles qui sont charriées par la culture occidentale, et en même temps, et comme par voie de conséquence, montrer combien l'Église dépasse cette culture, qui n'est pour elle qu'un véhicule contingent. Dans ce but ils ont créé, au début de l'an dernier, une revue mensuelle, la *New Review* (2), organe de culture générale et d'information analogue à ce que peut représenter en France la *Revue des Deux Mondes* ou la *Revue de Paris*, plus philosophique cependant. Destinée au public non catholique aussi bien et peut-être plus encore qu'aux catholiques, elle ne

(1) Paris, Desclée de Brouwer (*Questions disputées*).

(2) Editors : Michael Ledrus, S. J., and Paul Dent, S. J., S[t] Xavier's College, Park Street, Calcutta.

craint pas de se présenter comme catholique, mais elle veut l'être complètement, être à ce point universelle que rien de ce qui intéresse l'Inde ne lui soit étranger; de telle sorte que, réciproquement, tous ceux, quels qu'ils soient, qui se préoccupent de la vie de ce pays incomparable, ne puissent s'en passer. La *New Review* a déjà reçu sur ce point des approbations éclatantes, le *Times* reconnaît que la revue est très supérieure à tout ce qui avait paru dans ce genre aux Indes. Elle peut jouer un rôle fort important auprès des milieux cultivés hindous, et témoigner auprès d'eux, d'une façon vivante et efficace, de la sympathie catholique pour tous les intérêts de l'Inde.

Rédigée en anglais, elle fait cependant appel à des collaborateurs de tous les pays. J'ai voulu, dans cette brève notice, la signaler au public catholique français, en espérant qu'il s'intéressera activement à une œuvre d'une si haute portée, et qu'en particulier ceux de nos amis qui pourraient collaborer à la *New Review* en écrivant pour elle des études d'intérêt général sur les choses de France et d'Europe ne manqueront pas de le faire.

JACQUES MARITAIN.



Henry de Montherlant et les problèmes algériens

Dans son dernier ouvrage, *Service inutile*, M. Henry de Montherlant parle à plusieurs reprises d'un important volume gardé inédit : *La Rose de Sable*, livre de 800 pages, « qui était celui de mes livres auquel je tenais le plus ». Montherlant a « renoncé à le faire paraître parce que ce roman pouvait desservir la France ». « Devait-on publier un ouvrage qui était la critique du principe colonial, et de l'application qu'on en avait vu faire par les siens, dans un temps où le pays allait avoir besoin de tout ce qui lui restait de forces pour se défendre à la fois contre l'ennemi du dehors et contre son gouvernement? Je balançai pendant quelques mois, supprimai de mon ouvrage les passages d'une vérité trop poignante, crus pouvoir en donner une version édulcorée, c'est-à-dire mensongère. Et enfin, redevenant moi-même, je renonçai à le publier du tout, comme une nation qui échoue un de ses vaisseaux de guerre, pour que l'ennemi ne puisse l'utiliser » (p. 41). Ce scrupule est honorable, mais nous ne partageons pas cet avis, car ce n'est pas desservir son pays, mais lui rendre service, que de dire franchement, brutalement même, la vérité en dénonçant les abus et en demandant des réfor-

mes : *S. O. S. Indochine*, de Mme Viollis, nous paraît, par exemple, un acte de clairvoyant patriotisme, soucieux d'abord de justice et de bonté.

On regrettera d'autant plus la détermination, provisoire espérons-le, d'Henry de Montherlant qu'un séjour de dix ans en Algérie lui a fait comprendre et aimer les indigènes, en réaction contre cette violence « exercée par le fort, l'Européen, contre le faible, l'indigène : je crois que cela m'a dégoûté de la violence pour la vie. Et je commençai d'aimer les vaincus ». (P. 19; cf. aussi le chapitre : Un vainqueur élève-t-il une statue au vaincu?) C'est pour chacun de nous, en ce temps de conflit de nationalismes et de races, un devoir de « marquer avec qui l'on est » (p. 119).

L'exotisme indochinois dans la littérature française

Les colonies ont marqué d'une réelle influence certains domaines de la littérature française contemporaine et elles ont trouvé souvent de vrais représentants chez quelques romanciers ou poètes, soucieux de produire autre chose que des œuvres d'un orientalisme baroque ou d'une « littérature d'escale ». La colonisation française en Indochine a suscité une vaste littérature, à laquelle M. Louis Malleret vient de consacrer un gros volume : négligeant les reportages ou les récits de voyage, cet ouvrage essaie de présenter un panorama de la littérature française d'Indochine depuis 1860.

Dans les débuts, cette littérature fut pleine de préjugés, souvenirs des années terribles de la conquête : les quelques écrivains n'éprouvaient alors qu'horreur et incompréhension pour les Annamites. Peu à peu le contact se fit : on essaya de mieux pénétrer l'âme indigène. Si parfois ces efforts furent peu efficaces, si trop souvent la vie indigène se réduisit pour les romanciers aux plaisirs faciles de l'opium et des « congaï », il faut noter pourtant, et en nombre plus considérable qu'on ne l'eût pensé, des œuvres sincères, vivantes, approximations nullement méprisables sur la vie indigène, le contact des races et la colonisation française.

L'auteur, qui semble parfois trop facilement porté à un vague syncrétisme et à un commode scepticisme, regrette justement que ce contact des races ait été souvent entravé par l'ignorance ou la brutalité de trop nombreux Français d'Indochine. L'évolution de la vie coloniale permettra sans doute une meilleure sélection, si souhaitable.

PAUL CATRICE.

LES LETTRES ET LES ARTS

DANIEL-ROPS. *L'univers désespéré de Franz Kafka.*

Après Arthur Rimbaud, voici un cas non moins tragique que Daniel-Rops évoque aujourd'hui. « Par l'angoisse même qui l'habitait, angoisse au sens plein du terme *métaphysique*, Franz Kafka a été un des témoins les plus dramatiques et les plus vrais de l'homme moderne et de son corps à corps avec le néant. »

La seule réponse eût été un acte d'espérance dans le Christ. Pourquoi ne fut-elle pas formulée?...

J. MADAULE. *Centenaire cornélien.*

Il y a trois cents ans, le *Cid*...

MARCEL POBÉ. *Reinhard Johannès Sorge.*

Anniversaire... Le 20 juillet 1916, le grand poète catholique allemand Johannès Sorge tombait devant Ablaincourt, à l'âge de vingt-quatre ans.

L'univers désespéré de Franz Kafka

Dans un de ses romans (1), l'écrivain pragois Max Brod met en scène une figure singulière d'homme de lettres. Au milieu de l'aventure de haine et d'amour où se débat le protagoniste du livre, ce personnage semble symboliser la conscience pure, exigeante pour soi, juste pour autrui, et dont la seule présence suffit à donner au moindre geste toute une signification imprévue. « Parler de lui avec les mots du langage courant n'est pas possible. C'était un saint de notre temps, un véritable saint. » Il a cependant vécu comme tout le monde, il a cherché « un travail créateur de valeurs réelles, fût-ce un métier manuel sérieux, bien que son éducation bourgeoise ne l'y ait pas préparé. » Pendant des années « il mène, indépendamment de ses ferveurs spirituelles, une existence tranquille et pure : pas d'alcool, pas de viandes, aucun excès, chaque soir, cependant, assis à son bureau, il lit ou écrit (il gribouille, comme il dit d'un ton de mépris) jusqu'aux premières lueurs de l'aube. Mais il a beau observer des règles d'hygiène strictes, il lui arrive un

(1) *Le Royaume enchanté de l'amour*, par Max Brod; traduit de l'allemand par M. Metzger; préface de D. de Rougemont ; éd. « Je sers ».

jour d'avoir une hémoptysie ; à partir de ce moment, il est malade de la poitrine ». Après quelques années de sanatorium, il meurt, la quarantaine à peine dépassée. Et, sur son lit de mort, « son visage reflète un sérieux presque intolérable, une sérénité sans rémission ». Une fois mort, il demeure inoubliable. « Le bonheur de l'avoir connu est un bien précieux. On ne peut continuer à vivre comme auparavant, si on l'a connu. Plus on s'éloigne du jour de sa mort, plus on s'en aperçoit. » Cet homme fascinant était dévoré par une angoisse incoercible, et dont ses livres portaient tous le témoignage. Il lui était advenu de souffrir par une femme, au cours de sa vie, mais, à vrai dire, la cause de sa douleur avait dépassé l'épisode minime qui en avait été l'occasion. Comme pour Kierkegaard, dont il était un lecteur passionné, son mal personnel avait revêtu une signification universelle, métaphysique. « On porte le poids de la faute, disait-il, même lorsqu'on n'a pas succombé à la tentation, et peut-être même à cause de cela. » Une douleur muette semblait l'emprisonner en soi. Il se sentait « au-dessus de l'abîme de 70.000 brasses » et « sa peine était incommunicable, de l'ordre de grandeur de celle dont eut à souffrir le *Frater taciturnus* [Kierkegaard] ». Ainsi sa littérature n'est-elle qu'une mystérieuse incantation, ou un effort magique et désespéré pour créer l'œuvre avec ce qui détruit l'homme. De la terrible exigence qu'il s'imposait à lui-même, ses livres portent la marque. Comme il n'avait pas atteint à l'accomplissement qu'il rêvait, « ses écrits, pauvres échelons qui devaient l'aider à monter vers les âmes, demeuraient pour lui sans valeur. Sans doute avait-il le droit de les mésestimer, mais il était le seul à l'avoir ! Même à l'état de simples essais, ses écrits apportent aux hommes errant dans la nuit le pressentiment du bien supérieur et irremplaçable vers lequel ils tendent... »

Tel est ce personnage, le seul sans doute qui, dans ce roman, nous touche, mais qui, il faut l'avouer, communique à toute l'histoire une simple résonance, un pathétique retenu, infiniment émouvant. Plus émouvant encore quand on sait qu'il ne s'agit point, en fait, d'un héros de roman, mais d'un être qui a vécu, qui a joué dans la vie de Max Brod un rôle décisif et dont le souvenir hante sa mémoire comme ses livres hantent la nôtre, dès l'instant que nous les avons rencontrés. Il s'agit, en effet, de Franz Kafka.

Kafka était né à Prague en 1883. Il appartenait à tout un groupe d'écrivains bohémiens de langue allemande dont la tradition est restée singulièrement vivante dans l'actuelle Tchécoslovaquie. Tous sont plus ou moins marqués par une sorte d'*aura* mystérieuse, qui, brillante jusqu'au clinquant chez un Meyrink, se sublimise jusqu'aux plus purs reflets du divin dans l'œuvre d'un Rilke. Franz Kafka, pragois, resté fidèle à sa cité quasi toute sa vie, après avoir fait des études de droit et avoir été employé d'assurances, eut le désir de trouver une tâche plus « créatrice », plus réelle ; il se fit menuisier, puis jardinier. Mais la passion de la création littéraire se fit chez lui de jour en jour plus exigeante. Il décida de s'installer à Berlin pour accomplir son œuvre. La terrible tuberculose de la gorge qui l'avait déjà atteint ne le lui permit pas. Il mourut au sanatorium de Kierling, près de Vienne, le 3 juin 1924.

De son vivant, il n'avait laissé paraître que quelques courtes pièces de prose : *Le Verdict*, *La Métamorphose*, *La Colonie pénitentiaire, Un médecin de campagne*, *Un Champion de jeûne, Le Chauffeur* (premier chapitre de son roman inachevé *Amerika*). Mais il laissait beaucoup d'autres choses. Ou plutôt il devait laisser. Il avait souvent lu à des amis ou raconté des œuvres auxquelles il travaillait

Après sa mort, on constata qu'une grande partie de ses écrits avaient été brûlés par lui-même, d'énormes cahiers dont il ne restait plus que la couverture. Et un testament littéraire, adressé à Max Brod, donnait à son ami l'ordre de brûler ce qui restait.

Max Brod n'accepta pas d'obéir à ce vœu suprême. Il s'est expliqué sur cette désobéissance : qui donc hésiterait à lui pardonner ? Ces manuscrits qu'il possédait lui-même ou qu'il retrouva après la mort de Kafka, il ne put se résoudre à les faire disparaître. Ainsi furent donnés à notre connaissance *Le Procès*, *Le château, Amerika*, les nouvelles de *Muraille de Chine*, et il reste encore à publier des nouvelles, des fragments divers, des aphorismes et des pensées, des journaux intimes (qui seront assurément du plus grand intérêt) et une abondante correspondance. En France, nous connaissons de Kafka *Le Procès*, publié en volume par M. Vialatte, une longue nouvelle, *La Métamorphose,* et divers fragments courts qui ont paru, en 1928 et 1929, dans *La Nouvelle Revue Française.* Plusieurs ouvrages sont annoncés depuis quelques années, mais n'ont pas encore été édités.

Il est difficile, en français, de juger de la valeur littéraire de Franz Kafka : tous ceux qui l'ont lu en allemand seront d'accord pour dire que, en dépit de l'effort très loyal tenté par les traducteurs, il est quasi impossible de rendre, dans notre langue, la pureté de diamant d'un style totalement dépouillé, qui exprime la plus atroce angoisse sans jamais laisser échapper le moindre mot romantique, qui cerne les rêves les plus singuliers d'un trait ténu, impérieux, d'un trait qui ne tremble jamais. On pense, devant cette forme d'art si pure et si glacée, à ces savants travaux chinois où le cristal de roche, la plus magnifique des matières et la plus résistante à l'outil, finit par exprimer la grimace douloureuse d'on ne

sait quel gnôme, ou le rêve inhumain de quelque Boddhisâtva.

Ce caractère de son art ne doit cependant pas laisser croire que la technique ait pu, pour lui, être une fin en soi. On a comparé Franz Kafka à certains grands aquafortistes dont la perfection du trait arrive à être la véritable raison d'être; à ces petits maîtres allemands du quinzième siècle dont nous voyons les dessins au musée de Bâle ; on l'a rapproché, du point de vue de la composition de la nouvelle, des grands nouvellistes fantastiques, Hoffmann et Edgar Poë ; tout cela demeure assez extérieur. Il y a chez lui quelque chose qui dépasse le cadre même de l'art. On se rendra compte, même à travers une traduction, de l'extraordinaire densité de sa prose et des échos qu'elle éveille dans les zones les plus profondes de notre conscience. Mais cette densité ne serait point telle, et ces échos n'existeraient pas s'il ne s'agissait que de jeux de style. Si l'on s'en tient sur le terrain esthétique, Franz Kafka est l'exemple le plus étonnant, avec Marcel Proust (et d'une autre façon James Joyce), d'un artiste qui arrive à constituer son œuvre de ce qui, essentiellement, détruit l'artiste et l'œuvre. A ce titre, son expérience est une des plus significatives de notre époque, où il ne serait pas exagéré de dire qu'un nombre immense d'œuvres d'art ne sont que les procès-verbaux de ces destructions; sa lucidité redoutable lui a permis d'en prendre totalement conscience, et son art était assez grand pour reconstituer une image, une apparence de cet être irrémédiablement déchiré. Pourtant, une telle expérience n'eût pas été possible si l'artiste n'avait pas eu de racines profondes dans ce qui fait le drame de l'homme. En ce sens, un Kafka va infiniment plus loin qu'un Marcel Proust, dont la signification demeure presque exclusivement psychologique, qu'un James Joyce, qui croit tout élucider en

ramenant tout à des mythes et à une magie verbale. Par l'angoisse même qui l'habitait, angoisse au sens plein du terme *métaphysique*, Franz Kafka a été un des témoins les plus dramatiques et les plus vrais de l'homme moderne, et de son corps à corps avec le néant.

***

Une partie de l'œuvre de Kafka, la première en date, s'inscrit sous des apparences qui peuvent faire commettre à son propos de graves erreurs. Il s'agit, en effet, de récits fantastiques. Certains en ont profité pour le rattacher au grand courant du fantastique allemand, d'Hoffmann et de ses récits ingénieusement construits, de toutes les légendes plus ou moins romantiques dont l'imagination germanique a été prodigue. Il y a là, je crois, une erreur. Il n'y a rien de plus éloigné de l'art de Franz Kafka qu'un récit comme le *Golem* de Gustav Meyrink, par exemple. Chez la plupart des conteurs « fantastiques », le mystère s'introduit dans le cadre de la vie courante ; il y intervient, pour y susciter des inquiétudes et des événements, mais nous demeurons sur un plan qui nous est familier, si déconcertants que soient les êtres et les choses que nous découvrons sur ce plan. Chez Kafka, c'est entièrement différent (et, en ce sens, beaucoup plus proche de certaines œuvres de Rainer Maria Rilke, par exemple des *Cahiers de Malte Laurids Brigge*). Ce ne sont pas les événements, les personnages, la trame du récit qui déterminent le fantastique : c'est quelque chose d'infiniment plus profond. Les thèmes sont, très souvent, d'une simplicité qui interdit tout intérêt d'intrigue, et d'une fantaisie si déconcertante que l'esprit se refuse à y adhérer. Mais il se produit une mystérieuse transmutation des points de vue fonda-

mentaux qui nous oblige à suivre l'écrivain, à voir comme voient ses personnages. Par exemple, le sujet de la *Métamorphose* est un des plus invraisemblables qui soient.

« Un matin, au sortir d'un rêve agité, Grégoire Samsa s'éveilla transformé dans son lit en une formidable vermine. Il était couché sur le dos, un dos dur comme une cuirasse, et, en levant un peu la tête, il s'aperçut qu'il avait un ventre brun en forme de voûte divisé par des nervures arquées. La couverture, à peine retenue par le sommet de cet édifice, était près de tomber complètement, et les pattes de Grégoire, pitoyablement minces pour son gros corps, papillotaient devant ses yeux. »

Il n'est sans doute pas possible d'imaginer hypothèse plus radicalement dédaigneuse de ce qu'on appelle, depuis P. Bourget, la « crédibilité ». Et cependant une telle donnée, au bout de quelques instants de lecture, nous l'acceptons. De même que, dans la nouvelle intitulée *Bucéphale*, nous acceptons que le nouvel avocat qui gravit l'escalier du Palais de Justice soit un cheval, le propre cheval d'Alexandre. Et de même encore que l'existence de la monstrueuse taupe de la *Construction* ne nous semble pas un instant devoir être mise en doute.

C'est qu'en réalité il s'agit bien moins de *fantastique* que d'une autre attitude d'esprit, que les mystiques et les poètes connaissent bien, et qui fait apparaître, à travers la réalité visible, l'*analogie* secrète. Nous retrouvons ici quelque chose de tout à fait voisin de l'attitude de Rimbaud écrivant : « A chaque être, plusieurs *autres vies* me semblaient dues. Ce monsieur ne sait ce qu'il fait, il est un ange. Cette famille est une nichée de chiens. Devant plusieurs hommes, je causai tout haut un moment d'une de leurs autres vies. » Et encore : « Je voyais très franchement une mosquée à la place d'une

usine, une école de tambours faite par des anges, des calèches sur les routes du ciel, un salon au fond d'un lac; les monstres, les mystères. » De même Edgar Allan Poë, si, très souvent, il s'en tient au fantastique extérieur, narratif (par exemple dans le *Scarabée d'or*), dans certains autres de ses contes saisit de près cette autre réalité, par exemple dans cet étonnant *Metzengerstein*, où il nous dit que « un cheval, un chien, un homme même, ne sont que la ressemblance illusoire de ces êtres ».

Ainsi, pour certains visionnaires, par le moyen de l'*analogie* qui seule peut rendre sensible un rapport d'identité inexprimable en termes rationnels, la réalité profonde d'un être se livre en une image. Quand le héros de la *Métamorphose* nous apparaît sous la forme d'un monstrueux cancrelat, n'entendons-nous pas ce que signifie ce symbole quand il s'agit d'un homme qui, toute sa vie, se voue à une tâche automatique, strictement limitée au plan matériel, désespérément vide de tout sens spirituel? L'homme qui devient insecte et qui cependant demeure lucide dans la répugnante carapace de la bête, c'est l'être qui garde sa clairvoyance au sein de ce processus de mécanisation qu'est l'habitude quotidienne, la fatalité implacable de la vie.

Mais, dans la seconde partie de son œuvre, Franz Kafka a franchi un nouveau stade et a renoncé à cette apparence encore hoffmannesque du fantastique. La donnée va se simplifier davantage, au point de devenir un simple schéma. Par exemple, *Le Procès*, qui est sans doute son œuvre la plus significative, peut être résumée ainsi : un homme est arrêté, sous le poids d'une accusation qu'on ne lui précise pas et que d'ailleurs il n'a même pas envie de faire préciser. Malgré cette menace suspendue au-dessus de sa tête, il vit, comme tout le monde. Et puis, un jour, il est condamné, il est exécuté; et c'est tout. Il est à peine

besoin de souligner qu'ici nous sommes en face du plus simple et à la fois du plus grandiose des symboles. De même, dans *Amerika*, le sujet (résumé par Max Brod) est celui-ci : « Un jeune écolier, Karl, doit, à la suite d'une mésaventure, quitter la maison paternelle et l'Europe. Sans ressources, ne pouvant compter sur personne, hormis soi-même, il apprend à connaître le New-York des gens riches et celui des prolétaires, mène une existence de vagabond, devient garçon d'ascenseur dans un grand hôtel, valet chez des maîtres douteux, et arrive néamoins à faire son chemin dans la vie, grâce à son honnêteté à toute épreuve. »

De tels résumés trahissent entièrement l'effort de l'écrivain. Car s'ils restituent le plus simpliste des schèmes, ils laissent tout à fait inexpliquée la méthode par laquelle, sur une trame aussi banale, Kafka arrive à tisser l'étoffe de la vie même, avec toute son angoisse, son irrécusable valeur et son néant. Pourquoi *Le Procès* est-il ce que nous venons de dire et en même temps le témoignage de la destinée humaine? Pourquoi *Amerika* nous fait-elle comprendre jusqu'au plus profond de nous le drame de notre solitude irrémissible? C'est là qu'est l'art de Franz Kafka, qui, des événements les plus menus, des détails les plus humbles de l'existence quotidienne, fait surgir on ne sait quoi d'incantatoire, de menaçant et de grandiose. Mais, d'un tel art, comme de tous les arts authentiquement créateurs, la critique ne saisit, en fin de compte, que l'extérieur, et laisse inexpliqué le processus démiurgique. Une citation rendra mieux compréhensible cet art.

Voici un très court récit, dont le sens n'est pas sans analogie avec *Le Procès*.

Devant la loi

Devant la loi se dresse le gardien de la porte. Un homme de la campagne se présente et demande à entrer dans la loi. Mais le gardien dit que pour l'instant il ne peut pas lui accorder l'entrée. L'homme réfléchit, puis demande s'il lui sera permis d'entrer plus tard. « C'est possible, dit le gardien, mais pas maintenant. » Le gardien s'efface devant la porte, ouverte comme toujours, et l'homme se baisse pour regarder à l'intérieur. Le gardien s'en aperçoit, et rit. « Si cela t'attire tellement, dit-il, essaie donc d'entrer malgré ma défense. Mais retiens ceci : je suis puissant. Et je ne suis que le dernier des gardiens. Devant chaque salle il y a des gardiens de plus en plus puissants, je ne puis même pas supporter l'aspect du troisième après moi. » L'homme de la campagne ne s'attendait pas à de telles difficultés; la loi ne doit-elle pas être accessible à tous et toujours, mais comme il regarde maintenant de plus près le gardien dans son manteau de fourrure, avec son nez pointu, sa barbe de Tartare longue et maigre et noire, il en arrive à préférer d'attendre, jusqu'à ce qu'on lui accorde la permission d'entrer. Le gardien lui donne un tabouret et le fait asseoir auprès de la porte, un peu à l'écart. Là, il reste assis des jours, des années. Il fait de nombreuses tentatives pour être admis à l'intérieur, et fatigue le gardien par ses prières. Parfois le gardien fait subir à l'homme de petits interrogatoires, il le questionne sur sa patrie et sur beaucoup d'autres choses, mais ce sont là questions posées avec indifférence, à la manière des grands seigneurs. Et il finit par lui répéter qu'il ne peut pas encore le faire entrer. L'homme, qui pour le voyage s'était bien équipé, emploie tous les moyens, si coûteux soient-ils, pour corrompre le gardien. Celui-ci accepte tout, c'est vrai, mais il ajoute : « J'accepte seulement afin que tu sois persuadé que tu n'as rien omis. » Des années et des années durant, l'homme observe le gardien presque sans interruption. Il oublie les autres gardiens. Le premier lui semble être le seul obstacle. Les premières années, il maudit sa malchance sans égard et à haute voix. Plus tard, se faisant vieux, il se borne à grommeler entre les dents. Il devient enfantin et, comme, à force d'examiner le gardien pendant des années, il a fini par connaître même les puces de sa fourrure, il prie les puces de lui venir en aide et de changer l'humeur du gardien; enfin sa vue faiblit et il ne sait vraiment pas s'il fait plus sombre autour de lui ou si ses yeux le trompent. Mais il reconnaît

bien maintenant dans l'obscurité une glorieuse lueur qui jaillit éternellement de la porte de la loi. A présent il n'a plus longtemps à vivre. Avant sa mort, toutes les expériences de tant d'années, accumulées dans sa tête, vont aboutir à une question que jusqu'alors il n'a pas encore posée au gardien. Il lui fait signe, parce qu'il ne peut plus redresser son corps roidi. Le gardien de la porte doit se pencher bien bas, car la différence de taille s'est modifiée à l'entier désavantage de l'homme de la campagne. « Que veux-tu donc savoir encore? demande le gardien. Tu es insatiable. — Si chacun aspire à la loi, dit l'homme, comment se fait-il que, durant toutes ces années, personne autre que moi n'ait demandé à entrer? » Le gardien de la porte, sentant venir la fin de l'homme, lui rugit à l'oreille, pour mieux atteindre son tympan presque inerte : « Ici nul autre que toi ne pouvait pénétrer, car cette entrée n'était faite que pour toi. Maintenant je m'en vais et je ferme la porte. »

Ce fragment donne assez exactement le ton, inimitable, de Kafka. Ce sont là les mots de tous les jours. Il n'y a même pas ce qu'on appelle des effets de style. Une pure, une poignante simplicité domine tout le morceau, comme elle domine toute l'œuvre de l'écrivain. C'est de l'accumulation des précisions humbles et journalières que naît cette hallucination qui est proprement celle de l'homme quand il se trouve placé en face de sa destinée et du tragique que contient chaque instant de la vie, — qui, dit le classique, « est un pas vers la mort ». Si jamais un art a mérité d'être qualifié de la fameuse expression barrésienne, « mystère en pleine lumière », c'est bien celui-là.

C'était d'ailleurs bien ainsi que Franz Kafka lui-même se représentait son dessein. « Notre art, a-t-il écrit, c'est l'aveuglement par la vérité. Seule la clarté sur le visage qui se crispe et qui recule est vraie, le reste est mensonge. » Nous avons parfois l'impression, — et de telles impressions sont si strictement personnelles qu'il est presque impossible de les faire comprendre à autrui s'il n'y a pas, entre lui et nous, un accord fondamental, une

sorte de mystérieuse correspondance d'âme, — que certains paysages, certains visages, certains objets, et moins encore, tel reflet sur une eau, sur une table, tel coin de ciel, sont pour nous absolument chargés de sens et correspondent à ce qu'il y a de plus secret dans notre destinée. C'est peut-être ce que nous cherchons sur les portraits de personnages morts depuis longtemps, qui n'ont pour ainsi dire plus de nom, et dont le regard cependant s'accroche encore au nôtre et demeure en nous inoubliable. Ainsi ne passé-je jamais sans une gêne terrible dans cette grande galerie qui, à Florence, rejoint les Offices aux jardins Boboli en franchissant l'Arno à l'étage supérieur du vieux pont et qui, d'un bout à l'autre, est toute emplie de centaines, peut-être de milliers de portraits.

L'art de Kafka me donne une sensation toute semblable. Dans son essai si juste et si intelligent, *Les abeilles d'Aristée* (1), M. Wladimir Weidlé a écrit : « En lisant Kafka on a constamment l'impression d'assister à un concert où le pianiste joue de l'air le plus naturel du monde sur un piano muet ou d'entendre une conversation très animée, où, à un moment donné on remarque tout à coup que les lèvres des interlocuteurs ne bougent pas et qu'à la place des yeux ils n'ont que des noirceurs béantes. Seraient-ils des spectres, ces personnages, comme ceux de Strindberg? Mais les spectres de Strindberg n'étaient encore que des humains vidés, en quelque sorte, de leur contenu ; les héros de Kafka, s'ils sont des spectres, sont doués de la lucidité la plus terrible, la plus singulière. On dirait que, sans cesse, ils crèvent l'écran de la réalité, viennent nous en montrer l'inanité définitive, puis retournent dans le monde où ils se meuvent, où nous n'avons pas accès, parce que nous sommes encore vivants.

(1) Desclée de Brouwer, éd.

Un tel art, qui tend avec une force si surhumaine à saisir l'insaisissable, se heurte à la difficulté fondamentale, la difficulté des mystiques, celle contre laquelle s'est heurté un Rimbaud : d'arriver à rendre sensible, pour des hommes de chair et de vie, ce qui, dans son essence, dépasse la vie. Car j'aurais donné de Kafka une interprétation complètement fausse en laissant croire que les symboles auxquels j'ai fait allusion en résumant ses livres soient formulés, qu'ils soient même l'essentiel. En réalité, l'écrivain nous conduit dans une approche de plus en plus anxieuse du symbole. A mesure que nous découvrons sa pensée, nous sentons plus impérieux, en nous, le désir de comprendre ce que ce symbole veut dire, parce que nous devinons qu'il répond, pour notre conscience, à quelque chose d'irremplaçable. Mais en même temps ce symbole recule, et nous ne pouvons pas le saisir entièrement. La loi, trouver la loi, et ne jamais comprendre tout à fait la loi ! Le monde de Kafka est un univers de l'absurde, à travers lequel l'intelligence humaine tâtonne et, en fin de compte, ne peut conduire qu'au désespoir. L'art, maïeutique de ce désespoir, n'est que le plus vain des truchements, puisqu'il ne peut aboutir à rien qu'à nous doter d'incertitudes nouvelles. La recherche sans fin des certitudes, à travers la vie comme à travers la mort, n'a mené Franz Kafka qu'au bord des abîmes du néant. C'est comme une conclusion toute naturelle à cette « chasse spirituelle » (comme eût dit Rimbaud) qu'il faut entendre l'ordre qu'il laissa en mourant de détruire toute son œuvre. Un tel art peut nous paraître, à nous, emprunter sa grandeur à ce qui le détruit même ; pour l'artiste, il n'est qu'un échec, au regard de ce qu'il a voulu entreprendre.

***

Ce n'est cependant pas sur le seul plan esthétique qu'il convient de nous placer pour comprendre ce qui, dans cette littérature de Kafka, nous cause, il faut bien l'avouer, une gêne si étonnante. Ce n'est pas seulement parce que, comme on l'a dit, il ouvre une fissure dans le monde réel, parce qu'il participe à une quatrième dimension, qu'il nous fascine. Nous avons le sentiment qu'il nous touche dans une partie de notre être où nous aimons garder nos secrètes connivences. Ce Juif de Prague, nourri du Talmud, hanté par la recherche et le désespoir de la loi, influencé profondément ensuite par la philosophie du grand danois Sören Kierkegaard, nous livre, dirions-nous, un des symboles les plus justes et les plus émouvants de l'homme moderne, en proie à Dieu et ignorant de Dieu tout ensemble. Voyons comment.

Son œuvre tout entière est dominée par le thème du jugement, de la condamnation, de l'acquittement. Il suffit de considérer les titres de ses livres pour s'en convaincre, et le bref passage que nous avons cité en est encore une preuve. Cela est si vrai que, voulant mettre en scène son ami Kafka, Max Brod, dans le roman auquel j'ai fait allusion, a retrouvé spontanément un thème « kafkien » : le livre débute sur un navire, au moment d'un exercice de sauvetage, c'est-à-dire à l'instant où semble peser sur tous les passagers un danger absurde, auquel il leur faut faire face, et où l'appel nominatif de chacun par un officier du bord va ressembler peu ou prou à une sorte de jugement dernier. Dans l'univers de Franz Kafka, chaque homme est soumis à un verdict, il est en puissance de châtiment, par le simple fait qu'il vit, qu'il doit mourir. Mais, ce jugement, pouvons-nous du moins le faire bienveillant pour nous? Peut-on être acquitté?

Ici répond le désespoir de Kafka.

Les juges subalternes, dit-il dans *Le Procès*, n'ont pas le droit de prononcer d'acquittement définitif; ce droit n'appartient qu'au tribunal suprême, que nous ne pouvons toucher, ni vous, ni moi, ni personne. Ce qui s'y passe, nous n'en savons rien, et, d'ailleurs, entre parenthèses, nous ne voulons pas le savoir. Les juges que nous cherchons à mettre dans notre jeu n'ont pas le grand droit de laver l'inculpé d'une accusation, ils n'ont que celui de l'en délivrer C'est-à-dire que ce mode d'acquittement vous soustrait provisoirement à l'accusation, mais sans l'empêcher de rester suspendue sur vous avec toutes les conséquences que cela peut entraîner s'il intervient un ordre supérieur. [...] Pour un acquittement réel, toutes les pièces du procès doivent se trouver anéanties, elles disparaissent totalement, on détruit tout, non seulement l'accusation mais encore les pièces du procès et jusqu'au texte de l'acquittement, rien ne subsiste. Il en va autrement dans le cas de l'acquittement apparent. L'acte qui le statue n'introduit dans le procès aucune autre modification que celle d'enrichir les dossiers du certificat d'innocence, du texte de l'acquittement et de ses considérants A tous autres égards, la procédure se poursuit. [...] A voir la situation du dehors, on peut parfois s'imaginer que tout est oublié depuis longtemps, que les papiers sont perdus et l'acquittement complet, mais les initiés savent bien que non. Il n'y a pas de papier qui se perde, et la justice n'oublie jamais.

Telle est donc la condition humaine, à laquelle nul ne peut échapper, chacun de nous est enfermé en lui-même soumis à une responsabilité qu'il peut feindre d'oublier mais que d'autres, un Autre, n'oublieront pas pour lui Ainsi sur tout l'univers de Kafka pèse une atmosphère d'horreur, bien voisine de celle que nous connaissons chez un Rimbaud, un Strindberg, un Novalis, un Hölderlin, et aussi bien chez des peintres comme un Civetta, un Bruegel le Vieux, un Van der Goes, un Jerome Bosch, comme certains Dürer. Et, au fond, la vision claire de cette captivité irrémissible de l'homme, d'autres l'ont eue. Ce qui est plus original encore, c'est la réponse que Franz Kafka a donnée à cette interrogation dramatique.

Car, à cette question, certains ont essayé de répondre par une négation. Nier la condition de l'homme, passer au-delà. C'est ce qu'ont tenté de faire, à la suite de Rimbaud et de Lautréamont (et par des méthodes infiniment plus rudimentaires) les surréalistes. Échapper à l'homme, au réel, c'est une façon de s'évader. Depuis que la pression d'un monde sans âme s'est faite plus lourde sur l'homme moderne, nous avons connu, dans nos lettres, bon nombre de ces tentatives d'évasion, dont quelques-unes bien simplistes. Chez Kafka, rien de tel. Cette âme, qu'a dominée la passion de l'absolu, était vraiment un fils spirituel de Kierkegaard, qui, jusqu'au cœur de la pire angoisse, accepte la condition humaine et tire de sa souffrance l'élément fondamental de sa grandeur (1).

De même rien n'est plus faux, comme certains interprétateurs l'ont proposé, que de voir en Franz Kafka une sorte de fou lucide, qui aurait tiré de sa folie une orchestration magnifique, une manière de symbolique cristalline. Ou alors il faut admettre que les seuls êtres raisonnables sont ceux qui vivent la vie sans se préoccuper le moins du monde de lui découvrir un sens et qui, sans le savoir, sont emprisonnés dans la carapace dégoûtante de leurs routines et de leurs complicités, à la façon du monstrueux cafard de la *Métamorphose*. Non, Kafka n'est pas un fou : mais sa recherche se situe sur un plan où les hommes n'ont guère envie de se placer d'ordinaire, sans doute par peur de s'y trouver une bonne fois.

Pour comprendre le jugement, ce qu'il faudrait, c'est

(1) Il ne faut pas oublier que Kierkegaard, dont certains ont voulu faire un apôtre du désespoir, est au contraire celui qui, dans le désespoir, a désigné « la maladie mortelle » de l'âme. Si Kafka a suivi jusqu'au bout la dialectique de son maître, cela explique peut-être le sens de sa dernière année. (Cf. plus loin.)

connaître la loi. Mais connaît-on la loi? Ici Kafka répond, dans chacun de ses livres, on pourrait presque dire dans le moindre de ses fragments. Il répond par une négation. Qu'il nous parle du *Château*, le château de Prague, devenu le symbole des réalités inaccessibles auxquelles l'homme, malgré tous ses efforts, ne saurait jamais parvenir ; qu'il analyse, dans les *Investigations d'un chien* l'inanité de toute connaissance ; la réponse sera toujours la même. L'homme ne connaît pas la loi, il ne peut pas entendre le mot. Il se heurtera contre sa propre image, contre le miroir qui la lui refléchit. Il est prisonnier : s'il est lucide, comme le malheureux héros de la *Métamorphose*, il en souffre davantage, mais, conscient ou non, il est toujours enfermé. Ou alors, s'il veut essayer de s'évader, cela ne peut être que par une destruction anticipée de ce qui fait son être véritable, comme l'épouvantable protagoniste de la *Construction*, une bête monstrueuse, une sorte de taupe, qui décide de quitter la terre des hommes, de s'enfoncer dans un terrier profond, et là d'y vivre, non plus comme un être vraiment vivant, mais à la façon d'une larve, d'une série de petites routines, de petites minuties, de tout un ensemble infect d'habitudes bestiales.

Voilà ce qui fait la grandeur particulière de Kafka. Il sait que l'homme est prisonnier, qu'il n'échappe pas à son destin. Il en a une conscience si aiguë que sa vie en est, en quelque sorte, inhibée. Ce très court passage suivant donne bien l'impression de cette fatalité :

Le plus proche village

Mon grand père avait coutume de dire : « La vie est étonnamment brève. Dans mon souvenir elle se ramasse aujourd'hui sur elle-même si serrée que je comprends à peine qu'un jeune homme

puisse se décider à partir à cheval pour le plus proche village sans craindre que — tout accident écarté — une existence ordinaire et se déroulant sans heurts ne soit de beaucoup insuffisante, même pour cette promenade. »

Mais c'est pieusement cette fatalité qu'il accepte. Puisqu'il n'y a pas moyen d'y échapper, puisque l'intelligence ne peut même pas pénétrer le sens de l'absurde équilibre des forces qui nous tiennent, il n'y a qu'à céder, plier la tête, s'en remettre.

Ne soyez pas si entêté; on n'a pas d'arme contre cette justice, on est obligé d'avouer. Avouez donc à la première occasion, ce n'est qu'ensuite que vous pourrez essayer de vous échapper, ensuite seulement; et, même alors, vous ne réussirez que si quelqu'un vous vient en aide...

S'en remettre, donc, mais à qui?

Il est impossible de n'être pas sensible à la sorte de mystérieux appel qui retentit dans de nombreuses phrases, analogues à celles que nous venons de lire. Il est hors de doute qu'il y a eu chez Franz Kafka une attente, l'attente d'un médiateur, d'une force infinie, surhumaine, qui serait capable de donner aux hommes la réponse aux terribles questions de la vie. On dirait presque une attente sacramentelle. L'homme de Kafka est *un prévenu libre,* suivant la forte expression de M. Bernard Groethuysen. C'est une intolérable condition. Il aspire à un jugement, à une loi formulée qui lui permettrait de savoir exactement où il en est. Les personnages de Kafka sont, en un sens, *par-delà le bien et le mal*, parce que, pour eux, tout se résout dans une tentative de clairvoyance qui ne permet pas de poser le problème comme il conviendrait qu'il le fût. Le jugement, c'est-à-dire l'affirmation du bien et du mal, c'est un repos, c'est le plus sensible des repos. Au-delà d'une certaine frontière, il y a le mal, il y a l'abîme,

il y a la nuit qui n'a pas de fin et l'existence qui n'a point de paix. Et, de l'autre côté, il y a l'amour, la douceur et l'abandon.

M. Bernard Groethuysen, d'un point de vue absolument opposé au mien, est arrivé à une conclusion toute semblable, dans la préface qu'il a donnée à la version française du *Procès*. « L'homme a inventé les péchés pour se délivrer de ses angoisses. Il fallait qu'il en trouvât de toutes sortes, de grands et de petits, et qu'il en dressât la liste, pour pouvoir y faire son choix. Car il ne pouvait durer dans la culpabilité. Ainsi il se fit un code. Ce fut son réveil. »

De telles phrases définissent avec exactitude le point où s'arrête l'expérience de Kafka, et en quoi sa solitude, son désespoir, s'ils sont doués d'une incontestable grandeur, nous laissent cependant au seuil de la réponse, ou plutôt ne la formulent qu'*a contrario*. Accepter la condition humaine, c'est une première étape : il faut encore l'accepter non plus en soi, comme une donnée absurde qu'on reçoit sans chercher à la comprendre, mais comme douée de signification jusque dans sa misère et par cette misère même. Si son art est en fin de compte une broderie faite avec du néant, broderie admirable, mais qui nous laisse au cœur l'angoisse d'un prodigieux cauchemar, c'est bien parce qu'il lui manque cette racination profonde dans le sentiment existentiel de l'homme, ce sentiment auquel saint Paul rattachait sa pensée, quand il identifiait le bien à la vie et le péché à la mort, les phrases fulgurantes de l'Apôtre éclairent, ici encore, d'un jour d'évidence, le drame de cette intelligence et de cette âme. Car il s'agit bien, tout au long de cette œuvre, d'une lutte pour la vie contre la mort : mais la mort n'a pas été engloutie dans la victoire, et son aiguillon est toujours fiché dans la chair douloureuse de l'homme.

Toujours? encore? qui sait? Franz Kafka, en donnant l'ordre de détruire ses œuvres, avait-il une raison autre que le souci esthétique? avait-il, dans ces longues heures de silence qui passent sur les malades allongés des grandes maisons de cure comme des ailes d'anges, avait-il trouvé enfin la réponse, cette réponse que son maître Sören Kierkegaard chercha toute sa vie à travers les landes désolées du Jutland? Max Brod nous dit que les testaments où il ordonna de brûler ses papiers avaient été écrits à une époque où ses tendances autocritiques avaient atteint leur maximum, et que, « dans la dernière année de sa vie, toute son existence avait pris une orientation imprévue, un tour heureux et positif qui démentait son ancien nihilisme et son ancienne haine de soi ».

Mais cette réponse n'a pas été formulée et ce n'est plus à nous qu'il appartient de la demander à ce visage aux yeux clos, à cette « sérénité sans rémission ».

DANIEL-ROPS.

NOTES ET CHRONIQUES

Centenaire cornélien

Il y a, cette année, juste trois cents ans que, les Espagnols étant à Corbie, Corneille fit représenter cette tragédie espagnole du *Cid*, qui marque l'éclatant début de notre théâtre classique. Ceci nous invite à relire Corneille. On ne le fait peut-être pas assez. Il a souffert non seulement l'injustice des contemporains de sa vieillesse, séduits par l'astre naissant de Racine, mais aussi la longue injustice de la postérité. Sans doute, *le Cid*, *Horace*, *Cinna*, *Polyeucte*, et, peut-être, *Nicomède*, *Rodogune*, *le Menteur*, *Don Sanche d'Aragon*, plus ou moins rabâchés dans les classes, sont dans toutes les mémoires bien faites ; sans doute, depuis Saint-Evremond et Madame de Sévigné, malgré les incompréhensions de Voltaire, Corneille a conservé des fidèles de marque, parmi lesquels il me suffira de citer des hommes aussi différents que Stendhal, Péguy et M. Jean Schlumberger. Il faut pourtant nous rendre à l'évidence : une grande partie de l'œuvre cornélienne est tombée dans un profond oubli, et le reste ne survit guère que grâce à une forte tradition scolaire.

L'heure est-elle propice à remonter le courant ? C'est ce qu'a pensé M. Jean Schlumberger, qui nous convie, dans son *Plaisir à Corneille* (1), à une « promenade anthologique » à travers cette œuvre négligée. Je ne cacherai pas que j'ai pris en effet du plaisir à le suivre, et beaucoup plus même que je n'en attendais. Ce qui frappe d'abord, chez notre vieux tragique, c'est une prodigieuse faculté d'invention et de renouvellement, qui ne s'est jamais démentie, de *Mélite* à *Suréna*. La sénilité de Corneille est une légende à laquelle il faut décidément renoncer pour expliquer les échecs de la fin. Nul ne s'est moins que lui enfermé dans une formule découverte une fois pour tou-

(1) Un vol., N. R. F., 1936.

tes. Il a bien senti qu'après les quatre sommets dont Péguy a si fortement marqué l'admirable progression dans le sublime, il fallait, à moins de se taire, découvrir autre chose. Et toutes les pièces qui sont venues ensuite, où presque personne ne se hasarde aujourd'hui, sont une héroïque tentative, sans cesse recommencée, pour découvrir cette autre chose. Ce serait, du reste, une erreur de croire que, sauf deux ou trois exceptions, elles furent fraîchement accueillies. Mais c'est un fait indéniable qu'on ne les lit plus, et qu'on les joue moins encore. Lorsqu'on y regarde de près, on en découvre les raisons. D'ailleurs Schlumberger, que l'admiration n'aveugle pas, les signale lui-même. Mais lorsqu'on prend la peine de les lire d'un bout à l'autre et de passer au-delà des fleurs que, pour notre plaisir, Schlumberger y a si aimablement cueillies, ces raisons éclatent aux yeux.

Écartons d'abord le vieux et encombrant poncif suivant lequel Corneille peindrait les hommes tels qu'ils devraient être. Je ne connais au contraire, dans aucun théâtre, de plus belle galerie de monstres que celle où cet excellent homme de Corneille prenait plaisir à nous promener. Qu'il me suffise de rappeler, parce qu'elle est peut-être moins inconnue que d'autres, l'effrayante Cléopâtre de *Rodogune*. La vérité, c'est que, de toutes leurs passions, les héros de Corneille sont toujours prêts à en sacrifier une : l'amour. Et voilà ce que, à tort ou à raison, nous ne savons plus supporter. Passe encore quand l'amour est immolé à une conception chevaleresque de l'honneur, comme dans *le Cid*, ou au service de la patrie, comme dans *Horace*, ou à la reconnaissance, comme dans *Cinna*, ou à l'amour de Dieu, comme dans *Polyeucte*. Celui-ci, d'ailleurs, est unique, et Péguy avait bien raison d'y voir l'un des sommets absolus de notre théâtre, et la seule tragédie chrétienne qu'ait connue la France jusqu'à l'apparition de Claudel. Mais que dire lorsque nous voyons ensuite l'amour perpétuellement sacrifié à de froides considérations politiques, à la raison d'État et, d'une manière plus générale,

à ce que les héros de Corneille aiment à nommer leur « gloire » ?

Cette notion de *gloire* me paraît, dans tout le théâtre de Corneille, absolument centrale. Il ne faut pas l'entendre au sens que nous lui donnons aujourd'hui. La gloire, pour Corneille, c'est essentiellement ce qu'un homme estime se devoir à lui-même. Mais elle n'est pas, pour autant, un sentiment personnel, et qui soit susceptible de se transformer arbitrairement d'un être à l'autre. Elle est fonction de la société et de la place que chacun occupe dans une société très fortement hiérarchisé, comme était celle du XVIIe siècle. La gloire d'une impératrice, d'une reine ou d'une fille de roi n'a rien de commun avec la gloire d'une suivante. Nous qui, depuis Rousseau, nous sommes peut-être un peu trop habitués à chercher toujours d'abord le naturel dans l'homme, nous ne pouvons qu'être surpris et médiocrement émus de nous heurter sans cesse, chez Corneille, au social, comme à un absolu qui, pas une seule fois, n'est mis en question. Le *fatum* de la tragédie cornélienne, c'est la société et les infranchissables distances qu'elle établit entre les êtres. Or, dans la société instable où nous vivons, nous savons bien que ces distances ne sont jamais infranchissables. Et c'est pourquoi les héros de Corneille nous apparaissent moins surhumains qu'inhumains.

On pourrait dire que toute cette œuvre est une prodigieuse tentative contre l'amour, dans la mesure où l'amour opère en l'homme la dépossession de lui-même et constitue pour la société une perpétuelle menace de dissolution. Je ne nie point qu'il n'y ait là de la grandeur et du pathétique. Au surplus, dans bien des familles bourgeoises, on peut vivre, encore aujourd'hui, des tragédies cornéliennes. Et si nous n'avions pas les dernières pièces de Corneille, il nous manquerait, sur la société française au XVIIe siècle, un irremplaçable témoignage. Comme les héros de la tragédie grecque étaient brisés par la destinée, les héros de Corneille se brisent eux-mêmes pour obéir à des lois

qu'ils ne discutent pas. Ce qui nuit à notre émotion, c'est que, malgré tout, ces lois ne sont que des lois humaines, que l'homme peut toujours défaire ce qu'il a fait et qu'il existe une certaine dimension de lui-même où il est supérieur à ses propres lois. Cette dimension est précisément la dimension de l'amour ou, si l'on préfère un langage plus à la mode, ce sont les dimensions de la personne humaine.

Nous touchons ici, je crois, à la grande faiblesse du classicisme, tel du moins qu'il est entendu en France. L'homme classique est un homme abstrait, rigoureusement séparé des puissances inférieures, que ce soient celles de sa propre nature (il ne les connaît que pour en triompher), ou celles de ce que nous appelons la Nature tout court, et qui ne frappe jamais son regard ; et non moins rigoureusement isolé des puissances supérieures, en un mot de la Grâce. Si Racine nous émeut toujours, c'est parce qu'il a, malgré lui, rompu le cercle. Beaucoup mieux que Corneille, il a senti la Grèce, et son éducation janséniste ne lui permettait pas de faire fi de la Grâce. C'est à quoi nous devons *Phèdre* qui, par-delà le classicisme français, rejoint le classicisme éternel. Si bien que, tout considéré, de Corneille et de Racine, le plus classique des deux n'est pas celui qu'on pense d'ordinaire. A condition, bien entendu, de prendre le classicisme au sens étroit et formel qui est celui de notre XVIIe siècle.

C'est vraiment Corneille qui est le père de notre théâtre classique, et le troisième centenaire du *Cid*, en dépit de la trop fameuse querelle, est bien le centenaire de la tragédie classique. Encore un coup, je n'en méconnais pas la grandeur et, si on la veut bien mesurer, il faut prendre conscience de ce qui nous manque aujourd'hui pour qu'un pareil phénomène se reproduise. La renaissance d'un grand théâtre supposerait rétablie une unanimité depuis longtemps brisée. Il y faut une communion presque parfaite entre l'auteur et son public. Elle a existé au XVIIe siècle, entre Richelieu et Louis XIV, et

c'est ce qui nous a valu Corneille. La faiblesse de ce théâtre, son peu de rayonnement relatif, si on le compare, par exemple, à celui de Shakespeare, c'est que la société dont il était l'image était une société très étroite et assez artificielle. Que ne donnerait pas un théâtre de chrétienté, lorsqu'on voit ce qu'a pu faire, même sans public, un Claudel ! Mais il faudrait d'abord refaire une Chrétienté...

Je ne me dissimule pas, d'ailleurs, que, par ces quelques formules, encore que je les croie justes, je suis bien loin d'avoir épuisé Corneille. Et si, par exemple, nous devons reconnaître à Racine une meilleure compréhension de la Grèce, nul n'a surpassé Corneille dans la peinture de Rome, et il y égale même Bossuet. Que cette Rome ne soit pas toujours, en particulier dans *Horace*, la Rome de l'histoire, il n'importe guère ici. La Rome des poëtes n'est pas forcément celle des historiens. Elle est un personnage en quelque sorte mythologique, dont l'ombre souveraine domine, depuis quelque vingt siècles, l'histoire de l'Occident. A la résurrection et à l'exaltation de ce personnage, Corneille a contribué plus que personne, et c'est par là, peut-être, que son importance historique m'apparaît la plus grande. Que l'on songe seulement à tout ce qu'il entre de défroques romaines dans le jacobinisme, dans une certaine notion de la patrie et de l'État. C'est par où Corneille échappe à son siècle et prophétise un avenir qui lui aurait sans doute fait horreur. Nul n'a su mieux que lui faire parler les monarques, et l'on a tort, sans doute, de ne pas chercher plus souvent dans Corneille l'expression littéraire de ce que voulut être, sous Louis XIV, la monarchie absolue avec même ce qu'elle comporta de pompe espagnole.

Et ce serait ici le lieu d'énumérer tout ce que Corneille doit à l'Espagne. Non seulement le sujet du *Cid*, du *Menteur*, de la *Suite du Menteur*, de *Don Sanche d'Aragon* ; mais le style de *Médée*, imité de Sénèque, et celui de *Pompée*, imité de Lucain. Et il faut voir encore de quel ton il parle de l'Espagne dans *Sertorius*. Cette Espagne

cornélienne, à coup sûr, n'est point celle à quoi nous ont habitués plus de cent ans de romantisme. Elle n'a guère de pittoresque, ni de couleur locale. Mais elle est violente et grandiose, fertile en antithèses et en oppositions. Sa sécheresse naturelle se pare d'une étrange majesté. Elle est, dans un esprit volontairement raisonnable et discursif, la part du rêve et de l'aventure. Ce n'est point par hasard qu'elle a mis Corneille tout d'un coup hors de pair, mais par une de ces rencontres heureuses auxquelles on ne saurait attacher trop de signification. Sans l'influence espagnole, Corneille eût peut-être été un grand dramaturge; mais il eût été un autre Corneille.

Néanmoins, quelque importante que soit l'Espagne, Rome est encore plus essentielle. A certains égards, on peut considérer toutes les pièces qui ont précédé *Horace*, y compris *le Cid*, comme une série de coups d'essai dont le dernier fut un coup de maître, mais aurait fort bien pu demeurer sans lendemain. Trois années de silence suivirent, occupées en apparence presque entièrement par la Querelle, mais qui durent être remplies aussi de méditations dont nous ne savons rien que l'éclatant résultat. De 1636 à 1639, Corneille découvre Rome, c'est-à-dire qu'il découvre le climat de son génie. Rome qui fait trembler les rois, et les méprise; Rome qui soumet tout l'univers à la fois par les armes et par les effets d'une savante politique; Rome dont le nom retentira si souvent à la rime avec un prestige irrésistible et comme sacré, elle représente pour Corneille le chef-d'œuvre de la raison et de la volonté humaines. Ce que tous ses héros cherchent à obtenir d'eux-mêmes, l'ambition qui les anime, la gloire qui les dévore, Rome a réalisé tout cela sans pitié, sans scrupule, avec une irrésistible modération. Voyez le Flaminius de *Nicomède*; voyez le Lélius de *Sophonisbe*; voyez le César de *Pompée*; mais voyez surtout l'Auguste de *Cinna*. Si cette tragédie forme, avec *Polyeucte*, l'un des deux sommets de Corneille, c'est parce que nulle part l'aspiration à la toute-puissance humaine, qui est pour

Corneille, dans l'ordre profane, l'aspiration suprême, n'a été aussi pleinement réalisée. Et cela fut l'œuvre de Rome.

Je n'ai pas besoin de souligner ce qui manque à une telle perfection pour être chrétienne. Sur les sentiments intimes de Corneille, même si nous n'avions pas l'extraordinaire réussite de *Polyeucte*, sa traduction de l'*Imitation* et du *Petit Office de la Sainte Vierge* pourraient nous suffire. Mais jamais autant qu'au XVIIe siècle, jamais autant que dans le cas de Corneille la distance ne fut plus grande, et plus jalousement gardée, entre l'homme et l'écrivain. Il faut nous résigner à ne presque rien savoir de Corneille ; demeurer étonnés devant les rêves ambitieux et les méditations politiques de ce petit bourgeois rouennais, étroitement soumis à l'ordre établi, et qui passe même son temps à l'exalter. Néanmoins, nous admettons malaisément que rien n'ait transpiré de lui-même à travers tant de milliers d'alexandrins. Le savant et minutieux ouvrage que M. Louis Rivaille vient de consacrer aux *Débuts de P. Corneille* (1) comble, pour les six premières comédies, cette lacune, dans la mesure où elle peut l'être. Certes, sur la jeunesse du poëte, il a eu la loyauté de reconnaître qu'il ne pouvait rien apporter de nouveau, et même il a rejeté dans la légende les quelques faits qui n'en auraient jamais dû sortir. Pourtant, il reste acquis que *Mélite* est sortie d'une crise amoureuse. On voit alors le cœur du jeune Corneille partagé entre l'amour du monde et le goût de l'expression réaliste, et la sévère méthode que ses maîtres jésuites lui ont inculquée au collège, méthode ascétique, raisonnable et volontariste, qui aboutit au triomphe de la raison et du devoir (bien ou mal entendu, c'est une autre affaire) sur le tumulte des sens. De *Mélite* à *la Place Royale,* la comédie ne cesse ainsi de s'élever du comique de situation au comique de caractère, évoluant irrésistiblement vers la

(1) Un vol., Boivin, 1936.

tragédie qui doit un jour en sortir. C'est miracle de voir avec quelle patience et quelle ténacité, au cours de ces années d'apprentissage, Corneille forge le dur et subtil instrument dont il bâtira ses chefs-d'œuvre. Il est déjà tout entier dans ces premières pièces trop longtemps négligées, comme il est encore tout entier dans les dernières. L'homme d'un système, étroit, mais solide et bien charpenté, à l'intérieur duquel l'imagination créatrice pourra jouer avec d'autant plus de force qu'elle est tenue en bride par plus de contraintes.

Après avoir lu le livre de M. Rivaille, nous n'avons plus lieu de nous plaindre avec justice que Corneille n'apparaisse pas suffisamment dans son œuvre. Certes, les amateurs de pittoresque et de petites histoires seront déçus. Mais aux autres cette œuvre immense se montrera comme une perpétuelle victoire de la volonté, et cela peut leur suffire.

Celui que nous célébrons cette année n'est certes pas le vieux poëte à demi vaincu et désabusé. C'est le jeune triomphateur qui, d'un seul coup, éclipse pour trente ans tous ses rivaux. J'ai cru pourtant que se borner au *Cid* ne serait pas lui rendre un digne et suffisant hommage. Il a droit à notre admiration ; mais il a droit aussi à notre justice. Et celle-ci ne serait pas satisfaite si nous ne disions que sa vraie grandeur ne consiste pas seulement dans quelques éclatantes réussites, si connues qu'on ose à peine en reparler, mais encore dans la continuité d'un long effort, parfois aride ou malheureux, aboutissant enfin à des fleurs d'automne que les siècles n'ont pas fanées pour s'être trop longtemps refusés à les reconnaître. Nous admirions et nous vénérions Corneille ; il nous faut aujourd'hui apprendre à l'aimer, ce grand cœur ombrageux et secret, auquel nous ne devons pas seulement quelques chefs-d'œuvre de notre littérature, mais une somme de pensées et de sentiments qui fait de nous ses héritiers, parfois bien oublieux et bien ingrats.

JACQUES MADAULE.

Reinhard Johannes Sorge
† le 20 juillet 1916

Veni, sequere me.
(Matth. XIX, 21. Messe du 20 juillet.)

Il y a vingt ans, près d'Ablaincourt, un poète est tombé sur le champ de bataille : Reinhard Johannes Sorge, dont l'œuvre, prodigieusement riche déjà quoique à peine commencée, laissait prévoir une suite qui aurait pris, dans les lettres allemandes, une place restée vide : celle qu'occupe un Claudel en France.

Né à Berlin, le 29 janvier 1892, de famille protestante, Sorge, très tôt sans doute, perd les derniers vestiges de la foi ; et bien qu'insatisfait des doctrines matérialistes dont la grande ville — ce Berlin d'avant-guerre — lui montre toute l'horreur dans sa frénésie du progrès, il manifeste, même extérieurement, son athéisme. Lorsqu'il a dix-sept ans, sa famille s'installe à Iéna. C'est là que Sorge, fréquentant un groupe de poètes néo-romantiques, entre dans le monde des lettres. Bientôt, l'impressionniste Richard Dehmel, le poète de l'amour et du sensualisme, reconnaît le talent incontestable du jeune homme qui s'essaie à des scènes dramatiques.

L'influence de Nietzsche, prépondérante et bien plus que littéraire seulement, domine, chez Sorge, la période des débuts. Les aphorismes fulgurants du poète philosophe jettent le feu dans le cœur de l'adolescent, son exemple, malgré sa fin tragique, aiguise la jeune volonté qui ne demande qu'à rendre son témoignage en faveur de la vérité.

En 1911, Sorge écrit la première de ses œuvres qui compte : *Le Mendiant.*

A peine *Le Mendiant* est-il achevé qu'il se produit, en février 1912, une illumination aussi soudaine que merveilleuse dans la vie intérieure du poète. Les visions où

le Christ se révèle à lui sont-elles un miracle ? Elles entraînent en tout cas comme conséquence immédiate une rupture avec la philosophie de Nietzsche. Sorge reconnaît l'absurdité de la position « par-delà le bien et le mal », se soumet à la loi morale et se sépare définitivement de l'ancien maître dans les douze chants de son *Jugement de Zarathustra*. Dès 1912, également, il nous donne une transposition poétique de son retour à Dieu : *Guntwar*, en évitant les écueils d'une confession trop personnelle.

Dorénavant, il veut servir le Dieu retrouvé par son art. Ses lectures, — qui ne sont pas sans rappeler celles mentionnées par Claudel dans son document autobiographique, *Ma Conversion*, — la Bible, saint Augustin, Dante, mais plus encore un premier séjour à Rome, où il prend contact avec les vérités et les beautés du catholicisme durant la semaine sainte, l'orientent vers la conversion définitive. Le voici qui déjà assiste régulièrement à la messe, découvrant peu à peu les splendeurs de la liturgie. Sa première œuvre lyrique, *Mère des Cieux*, écrite au retour de Rome, glorifie la Vierge.

Il est prêt; plus rien ne justifie les hésitations. Alors, le 17 septembre 1913, il se convertit au catholicisme, en même temps que sa femme, qu'il avait épousée avant d'être majeur, sans avoir de situation, uniquement mû par la volonté inflexible de réaliser ce qu'une voix intérieure lui commande impérieusement. Dorénavant, il ne vivra plus que pour Dieu : « Ma plume sera le burin du Christ — jusqu'à ma mort. »

Lors de son deuxième voyage en Italie, il va prier sur la tombe de saint Antoine de Padoue, il est reçu membre du tiers-ordre de Saint-François, à Assise. A partir de ce moment, le T du poverello devient le signe dont il orne ses livres. En fils fidèle, il va se prosterner devant le Vicaire du Christ à Rome. De retour d'Italie, il vient se fixer en Suisse, à Flüelen au bord du lac des Quatre-Cantons, afin de vivre dans le recueillement de la solitude.

Autant que son œuvre, sinon plus, le sort spirituel de

sa famille et de ses amis le préoccupe. Il n'hésitera même pas à faire irruption chez Stefan George, à Munich, et à lui lire le début de l'évangile selon saint Jean ; tout en reconnaissant l'art superbe de ce poète, il décèle le danger de son attitude hiératique et surtout de ce culte pseudo-religieux rendu à l'éphèbe Maximin. L'annonciateur du nouveau Reich n'a pas daigné répondre à l'approche du jeune zélateur du Christ. Sorge a plus de succès ailleurs. Il s'efforce d'arracher à l'erreur et sa mère et son meilleur ami ; grâce à sa persévérance, il y réussit. Poussé par la reconnaissance, il se rend à Lourdes, où il passe, toujours en compagnie de sa femme, les fêtes de Noël 1913. Un ex-voto témoigne de leurs actions de grâce : « *Mater coelorum, servavisti.* » Et à peine une année plus tard, il chante trois miracles de Lourdes, dans son *Hymne à l'Immaculée.*

Le début de l'année 1914 est marqué par une période de création à la lettre prodigieuse. Avant le 1[er] février, il a écrit *Metanoeite*, mystère en trois scènes, centré autour de la naissance du Christ, plusieurs parties de son *Dialogue mystique*, également inspiré de l'Écriture sainte, et surtout son *Roi David*, grand drame biblique dont il dit dans une lettre : « Naturellement cela encore, comme tout ce que j'écris, est à bien des égards une glorification de l'Église pour laquelle seule je travaille. »

On dirait presque qu'une volonté mystérieuse le contraint à brûler les étapes, à donner en quelques mois ce que d'autres échelonnent sur des années. A cette époque, les vies des saints forment sa principale lecture, et, dans sa correspondance, il fait souvent allusion à la destinée admirable d'Emma Galgani.

Quoique sa santé ait souffert du surmenage, il commence, en juin, d'écrire la vision dramatique qui doit couronner son œuvre, *La Victoire du Christ.* Dans tous ses écrits, dramatiques ou lyriques, dont la beauté n'est comparable à aucun texte de la littérature allemande depuis les cantiques de Novalis et avant les hymnes de

Gertrud von Le Fort, on est sans cesse frappé, comme d'ailleurs dans sa vie, par la même chose : la violence terrible, bouleversante de toutes ses passions : amitié, amour, admiration, adoration.

Dès les premiers jours de la guerre, il se confie entièrement au Sacré-Cœur et prie en union avec ses amis pour tous ceux que la mort, brusquement, appelle devant leur Juge. Mais il n'est pas satisfait encore. Après un pèlerinage à Einsiedeln, le sanctuaire suisse de la Vierge, un nouveau projet, incompréhensible de prime abord, promet de transformer son existence. Pour s'adonner entièrement à Dieu, il désire quitter sa femme, qui l'approuve d'ailleurs, guidée par une compréhension intime. Sorge entreprend des études de philosophie pour se préparer à la théologie. Mais un autre se charge de sa destinée ; à la fin de mai 1915, il est appelé sous les armes (un oubli administratif lui a valu un sursis de dix mois). Il a mis au point les manuscrits qu'il destine à l'impression.

Il part au front au moment où son instruction militaire paraît suffisante. Il faudrait pouvoir citer toutes les lettres que sa femme, Mme Suzanne Marie Sorge, nous a fait connaître dans le livre, combien précieux, qu'elle a consacré à l'itinéraire spirituel de son mari (1). Sorge est parti avec l'*Imitation de Jésus-Christ* dans son sac de fantassin, et sur les champs de bataille, entre Soissons et Reims, il n'y a, au fond, qu'une chose qui le préoccupe : trouver le moyen d'assister à la messe aussi souvent que possible et de ne pas être privé des sacrements. A plusieurs reprises, il dit sa joie d'avoir pu servir le prêtre pendant le saint sacrifice. Tous les autres soucis disparaissent. « Unum necessarium. »

Il considère la guerre comme une épreuve spirituelle

(1) *Reinhard Johannes Sorge. Unser Weg.* Von Susanne M. Sorge. Verlag Josef Kösel und Friedrich Pustet, München 1927. (3e édition, 183 pp.). — Ce document, écrit pour les deux fils de Sorge, éclaire une phase décisive du renouveau catholique en Allemagne. Il demande à être connu en France aussi.

où Dieu lui montre, en l'offrant à ses méditations, « l'immensité de la douleur », et, dans une lettre du 7 novembre 1915, nous lisons cette invocation : « Da nobis pacem, Domine. » Néamoins, il défend, en patriote sincère, son pays que, de bonne foi, il croyait attaqué. Ses supérieurs ont rendu hommage à ses vertus d'homme, d'un homme qui n'a rien du faux pacifiste.

Pour les fêtes de Pentecôte, en 1916, il obtient l'autorisation d'aller assister à la grand'messe dans la « cathédrale merveilleuse » de Laon, au pays de Claudel. Et un mois plus tard, après avoir revu sa femme une dernière fois durant quelques jours de permission, il fut tué en première ligne par un éclat d'obus. L'ultime message destiné à sa femme se termine par ces lignes : « Lorsque tu recevras cette lettre cela ira peut-être mieux. Dieu te protège ! Je suis tout joyeux contre le cœur de Jésus. Tous les jours, je prie pour toi. Adieu et au revoir ! »

Dans le portefeuille qu'on a renvoyé à sa famille, il se trouvait une longue prière dont je transcris quelques phrases seulement, mais qui diront mieux que tous les commentaires qui est Reinhard Johannes Sorge :

« O Seigneur très saint, être à Toi, être pour Toi, être avec Toi, être par Toi ! O jour bienheureux où la main de l'ange a marié mon cœur au Tien si étroitement que ni la mort ni la misère, ni le feu ni l'eau, ni la souffrance ni la douceur ne parviendront à séparer ces deux cœurs qui battent... Grâce, parole de secrets inépuisables ! O douceur de la grâce de Dieu, sans laquelle je ne puis rien faire de bien... Donne-moi, Père de la grâce, comme Tu veux, et sois loué auparavant pour Tes décisions... Je ne demande qu'une seule grâce : plutôt mourir que pécher ! Me voici, Seigneur ! »

Pentecôte 1936.

MARCEL POBÉ.

Le Gérant : E. AUBIN. Imp. E. AUBIN ET FILS. — LIGUGÉ (Vienne).

T. XLIV — N° 4 25 Septembre 1936

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

Billet de Christianus

L'étau

Le temps où nous sommes met la conscience chrétienne en grande perplexité. Les signes se multiplient qui font peser l'incertitude et l'angoisse sur les prochains lendemains. Voici que reparaissent les « conflits du travail » (au vrai, on se doutait un peu qu'ils n'étaient qu'assoupis...) La « situation internationale » s'aggrave. Par surcroît, il ne semble pas que les terribles conjonctures où nous nous trouvons suscitent, dans l'âme des puissants comme dans les réflexes des masses, des mouvements de bon sens et de sang-froid. Tout le monde perd la tête; et le pire est qu'on trouve la chose toute naturelle, en tout cas inévitable, comme si la sagesse, aujourd'hui, consistait à s'abandonner, à se laisser faire, entraînés par l'irrésistible courant de folie qui s'est emparé du monde...

Pourtant, une voix apaisante s'est élevée. Le Pape a fait entendre non seulement les paroles sublimes de l'amour chrétien glorifiant ses martyrs, mais les avertissements les plus précis de la sagesse humaine. Ultime appel de la raison, lancé avec la sincérité de celui qui n'est pas de ce monde : « Dans un moment si important de l'histoire de l'Europe et du monde, dit aux réfugiés espagnols le Vicaire du Christ, et Nous-même n'étant guère éloigné, en raison de Notre âge, de l'heure du rendement de comptes suprême, Nous avons voulu profiter de votre présence pour renouveler nos avertissements. »

Profitons-en pour notre part, s'il en est temps encore, car nous aussi, nous sommes au bord de la guerre civile. En des langages divers, c'est toujours la violence qui parle, depuis des mois et des mois, en France : violence de ceux qui atten-

dent un renouvellement total du statut temporel de la Cité et sont prêts à broyer toute résistance, toute objection. Violence de ceux qui s'accrochent à la défense de l'ordre établi et ne reculeraient pas devant le sang versé pour « barrer la route à la révolution ». Il est trop clair que cette violence au double visage ne ressemble nullement à la vertu de force, — qui lie partie avec la prudence pour servir le Bien commun de la Cité tout entière. Il est donc évident qu'il va être difficile, dans les heures qui viennent, d'être catholique sans forfaiture (et sans lâcheté). D'une façon presque littérale, les catholiques risquent d'être pris dans un étau.

Alors, que faire ? Avant que n'arrive l'irréparable et tant que la raison garde encore chez nous quelque droit, briser, à tout prix, cet étau, échapper au dilemme.

Est-ce possible ? N'est-il pas déjà trop tard ?

Non. Pour un chrétien il n'y a jamais ni découragement ni désespoir. Même s'il avait la conviction que la cité française ne peut plus échapper à l'expérience crucifiante du désordre et de l'injustice sanglante, il devrait encore, tout en se préparant au pire, continuer de lutter pour les seules solutions raisonnables et chercher, contre toute espérance, une issue.

Quelle issue ? Il serait fou de croire habile une collaboration avec l'une quelconque des forces subversives qui tentent de nous submerger. L'espoir de faire triompher la vérité par un pacte, même passager, avec l'erreur, est tout à la fois criminel et trompeur. L'unique et véritable obstacle au désordre envahissant, « c'est la doctrine chrétienne, c'est la pratique cohérente de la vie chrétienne, telle qu'elle est enseignée par la religion et par l'Église catholique ». Il n'est point d'autre voie que celle montrée par le Pape.

Aussi Christianus ne proposera-t-il pas d'autre programme pour les mois à venir. Notre tâche, en face des problèmes que posent de façon harcelante tous ces signes avant-coureurs de guerre civile ou de guerre européenne, est de mettre en pleine lumière sinon les solutions techniques, qui ne sont pas de notre ressort, du moins les directives chrétiennes qui

doivent inspirer notre action et ces solutions elles-mêmes. Le devoir de tous les chrétiens sera de collaborer à cet effort par leur travail et par leur vie.

Mais peut-être faudra-t-il un long effort pour découvrir combien ce programme est précis. Nous avons si bien oublié la valeur humaine et la signification sociale de notre foi, ce levain « qui fait lever toute la pâte »! Que l'on songe cependant à la force que nous aurions trouvée pour nous-même, à l'aide que nous aurions donnée à tous si, au moment des grèves, les divers groupements d'Action catholique (ouvriers, employés, ingénieurs, patrons, paysans, etc...), s'affrontant d'autant plus librement qu'une même foi les eût assurés d'un commun vouloir et d'un mutuel amour, avaient précisé ensemble leurs droits et leurs devoirs.

Ce que nous n'avons pas fait hier, il faut le réaliser demain. Telle sera la véritable réponse à l'appel pathétique du Pape de l'Action catholique. Tâche moins difficile qu'on ne serait tenté de le croire, tant les chrétiens sont portés aujourd'hui à désirer pareilles rencontres, tant sont nombreux les groupes qui déjà se forment dans tous les coins de la France!

Au surplus, tel est notre devoir. Accomplissons-le généreusement, et, après, advienne que pourra! Les chrétiens accepteront, s'ils n'ont pu empêcher la catastrophe, le sacrifice qui est préparé dans l'étau. Sanguis martyrum... *Broyés peut-être, mais non complices de la violence et des œuvres d'iniquité. Est-ce là un appel à l'héroïsme? Même pas. C est l'héroïsme obligatoire ou la forfaiture.*

Dans un étau. C'est une position mal commode. Mais on ne choisit pas les circonstances que tisse l'Histoire.

CHRISTIANUS.

Examen de conscience pour notre temps

La conscience d'un chrétien est toujours inquiète par quelque endroit. Elle s'examine avec grand soin, et, lorsqu'elle se laisse aller à la pente de l'accusation, elle serait facilement portée à une sévérité extrême. Oubliant les conditions humaines des actes, et s'appliquant à les mesurer sur l'inaccessible idéal, elle se maltraite et se noircit plus que de raison. Et ce qui est vrai pour la conscience individuelle et solitaire l'est aussi pour la conscience sociale, pour la conscience politique des catholiques formant corps, particulièrement des catholiques français. Dans des articles ou dans des enquêtes ou dans des livres, bien souvent, nous avons entendu un de nos frères qui faisait, au nom de la communauté, une confession publique : « Non, nous n'avons pas fait tout ce que nous aurions dû, nous n'avons pas su montrer au monde le vrai visage de notre foi. »



Si nous étions chrétiens, si nous avions su accorder nos sentiments et nos actes, si nous avions eu plus de désintéressement, si nous avions pénétré davantage l'esprit des encycliques et des directions romaines, si nous avions renoncé à nos intérêts de classe, si nous avions pris moins facilement notre parti des injustices, si nous avions hésité davantage à transformer le fait en droit et la possession en devoir, — alors, il y aurait moins d'obstacles pour les

incroyants sincères. Combien d'entre nous ont voulu jouer et gagner sur deux tableaux, méritant le ciel et profitant de la terre? Combien ont songé à mettre de la logique dans leur vie? Il n'est pas rare de voir des catholiques prier sincèrement le Dieu de la paix en même temps qu'ils tirent avantage d'industries ou de campagnes qui ont précisément pour objet d'exciter la guerre; ou encore on en voit qui s'exercent chaque jour à la charité mais qui ont quelquefois besoin qu'on les rappelle au sentiment de la justice; qui lisent par exemple des journaux amis des œuvres, des cérémonies et des manifestations, mais peu sensibles à éviter, vis-à-vis des adversaires politiques, le fiel, la calomnie et la violence, qui s'accommodent du laïcisme des socialistes mais qui se scandalisent précisément des requêtes de justice sociale où le socialisme rejoint la doctrine chrétienne.

Tout est si enchevêtré, si engrené dans notre monde moderne, le spirituel est si bizarrement mêlé au temporel que les fils de l'Évangile soutiennent les hommes de « l'ordre moral », tandis qu'ils suspectent les partis du « progrès social ». Voilà, du moins, ce que plusieurs de nos frères ont constaté avec surprise. Si nous les en croyons, nos catholiques de France auraient été en partie responsables de la crise spirituelle et sociale où nous nous débattons présentement, et de ce partage si accablant pour l'esprit qui met l'Église d'un côté et tout le peuple de l'autre.



Ces retours sur soi sont salutaires, puisqu'ils nous excitent au progrès. Il faut regretter seulement le ton parfois trop cinglant de ces reproches, qui ne sont pas toujours des *mea culpa* mais des *tua culpa*. On ôte beaucoup à la

force d'une critique exacte quand on y laisse des excès, et c'est mal s'opposer à l'injustice que de s'y opposer sans une sereine justesse.

Nous nous bornerons à proposer quelques nuances à ce sombre tableau.

D'abord, cette bourgeoisie chrétienne, souvent si mal traitée, il ne faut pas oublier qu'elle préserve aussi un capital de vertus héritées, de droiture, d'honnêteté, de sacrifice. Les membres ne sont pas tous des fabricants d'armes ou des profiteurs, mais c'est aussi dans son rang que se sont recrutés la plupart des religieux et des religieuses, les missionnaires, les pères et mères de famille nombreuse. Les critiques les plus aigus de ses tares, c'est elle qui les a formés à la justice et à cette pureté imprescriptible. Peut-on demander à une classe sociale prise dans son ensemble cet esprit de dépouillement qu'on ne saurait exiger sans utopie d'un ordre religieux ? Et le peuple, dans la mesure où il est une classe, n'est pas exempt de faiblesse.

Quant aux fautes passées, il les faut aussi juger avec le sens historique.

Ce qui rend si difficile un jugement moral sur le passé, c'est qu'il faut faire un effort inouï pour supprimer par la pensée tout l'intervalle qui sépare le passé du moment présent et pour retrouver cet instant *sans avenir connu* où nous prenions une décision dans le risque et dans l'angoisse. *Après coup*, il est toujours extrêmement facile de voir ce qu'on aurait dû faire. Après chaque accident, chaque catastrophe, chaque mort d'un être aimé, la conscience, remontant le temps et voulant le racheter, se dit : « Ah, si j'avais su... » Au moment même, c'était bien dif-

ficile d'agir, parce que précisément on ne savait pas et qu'on était partagé entre des devoirs contraires. Or les catholiques seront toujours, plus que tout autre, écartelés par des obligations qui ne peuvent pas s'accorder : sans doute il faut aller vers l'avenir, et insinuer l'Évangile dans le monde, mais il faut aussi que l'avenir *dure*, les réformes fondées sur des révoltes n'ayant pas de racines, et puis il faut aussi préserver tout ce qu'il y a de substantiel dans le passé, tout ce qui a été soumis à l'épreuve du temps et qui s'est révélé solide. Sans doute il faut parfois se dresser devant les Puissances et leur dire, malgré le péril, un *non possumus*, mais avant cette extrémité, il convient de ne pas éteindre la mèche qui fume encore et de ne pas risquer ces persécutions générales dont on sait, depuis Dèce, qu'elles font plus d'apostats que de martyrs.



Nous voilà ramenés à cette question délicate si souvent posée aux anciens par les jeunes. Ce serait manquer de loyauté et par conséquent de charité spirituelle que d'y répondre par prétérition.

Pourquoi l'Église, nous dit-on, paraît-elle plus favorable aux partis et aux gouvernements d'ordre, même quand ceux-ci ne donnent pas l'impression d'avoir accepté la discipline de l'esprit ? Pourquoi en particulier cette sévérité pour le communisme, lorsqu'on la compare à l'indulgence pour d'autres régimes dont l'idéologie est aussi funeste aux droits de la personne humaine ?

La différence tient, croyons-nous, à ce que le communisme est avant tout une doctrine, une sorte de religion et de messianisme temporel, alors que dans le dernier cas il s'agit de gouvernements établis et visibles avec lesquels

les catholiques doivent composer. Or, ces régimes s'étant enracinés, étant devenus des réalités historiques, ils se sont forcément amalgamés, vaille que vaille, à la vieille tradition chrétienne et catholique, qui est un remède à leur fièvre et qui peut, à la longue, les adoucir et les transformer. Tandis que le communisme demeure un système d'idées et de désirs dont l'indéniable générosité est corrompue par le voisinage, — et, là où il a pris racine et où il s'est traduit en institution, on l'a vu souligner et imposer par la terreur cette mystique matérialisante qui, si elle ne se *convertit* pas, sera demain un invincible obstacle à l'évangélisation des masses.

Mais il faut s'élever plus haut. Et la raison dernière de cet aspect « conservateur » de l'Église doit être cherchée dans ce qu'on pourrait appeler l'esprit de l'évangélisation catholique. Cet esprit était celui de Jésus, qui fut un Juif parfait, ami des siens, de sa patrie, de sa race, soumis pour tout l'indifférent aux autorités constituées et à l'Empire ; mais qui, sans révolution, et par la pure puissance de l'amour, changea les siens, dilata sa patrie, dispersa sa race, transforma l'Empire et l'idée même de pouvoir. L'Église, dans les cinq premiers siècles, imita le Maître : elle accepta tout et peu à peu elle transfigura tout. Pourquoi serait-elle amie des révolutions, elle qui a fait sans révolution la seule révolution qui ait jamais réussi et dont toutes les révolutions humaines sont des images affolées?

Sans doute, on peut toujours concevoir, et on a vu parfois, au Moyen-Age par exemple, une attitude différente. On peut supposer qu'un jour la papauté protestera ouvertement contre l'injustice, qu'elle dressera les chrétiens

contre les pouvoirs et qu'elle les soustraira à l'obédience. L'Église est jeune, sa carrière est aussi vaste que la durée de l'humanité : qui nous dit qu'elle ne sera pas amenée à agir encore de la sorte? Ce qui est remarquable, c'est qu'il suffirait d'un seul mot à un seul homme pour déclencher dans l'univers une révolution générale des consciences, car il n'y a qu'un homme en ce monde qui puisse parler avec autorité aux consciences. Mais, précisément, parce que l'Église a une telle puissance sur les volontés de ses fidèles, elle a aussi un tel respect des âmes (et de chacune en particulier) qu'elle n'osera jamais troubler l'intimité de leur paix sans un motif impérieux. Dans son train ordinaire, elle préfère les petites transformations insensibles et continues, et Jaurès se souvenait de sa formation chrétienne lorsqu'il disait à Bordeaux, en 1903, cette phrase que nous n'oserions jamais citer ici, si elle n'était pas dans l'esprit des paraboles.

Peut-être s'apercevra-t-on qu'on est entré dans une ère nouvelle « comme les navigateurs s'aperçoivent qu'ils ont franchi la ligne de l'hémisphère, non pas qu'ils aient pu voir en la traversant une corde tendue sur l'océan et les avertissant du passage, mais peu à peu la marche du navire les a conduits dans un hémisphère nouveau ».

JEAN GUITTON.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Le discours du Pape

Les catholiques attendaient avec une respectueuse et filiale impatience les paroles solennelles du Pape, qui devaient condamner les persécutions d'Espagne, bénir les martyrs, et dégager la leçon de ces événements. C'est le lundi 14 septembre, fête de l'Exaltation de la Sainte-Croix, qu'elles furent prononcées devant plus de cinq cents prêtres, religieux et laïcs, qui avaient dû fuir leur pays, et qui étaient venus, sous la direction de quatre de leurs évêques, — les évêques d'Urgel, de Vich, de Tortosa et de Carthagène, — demander au Souverain Pontife sa bénédiction.

Il serait par trop inconvenant de solliciter de semblables paroles dans un sens favorable à des préjugés politiques, alors que le Père commun des fidèles a entendu se placer sur le terrain même de notre foi; aussi n'est-il certainement pas inutile de relire avant de commenter, et même de reproduire les paroles pontificales, la note de caractère officieux, très brève, mais combien significative, qui fut publiée par la presse catholique :

Les milieux religieux, à Rome, ont souligné le fait que, parlant des affaires d'Espagne, le Pape, dans son discours, est demeuré toujours au-dessus du conflit, condamnant la guerre, la révolution et toutes les doctrines qui, par leur caractère antireligieux, facilitent la révolution et la guerre.

Sans doute, fait-on remarquer dans les mêmes milieux, le Saint-Père vise-t-il nettement le communisme, mais il vise également l'activité antichrétienne du national-socialisme. Le Pape met en garde les fidèles contre tous les dangers que pourraient courir leur foi et leur vie de chrétien et celui qui menace les Etats antichrétiens.

La plupart des journaux catholiques ayant publié le texte intégral de l'allocution pontificale, nous ne croyons pas nécessaire de le reproduire également. Nous nous bornerons donc à un rapide résumé et à quelques extraits d'une particulière importance.

Après avoir rappelé les sentiments de tristesse pour la persécution déchaînée, de joie et de fierté pour le courage avec lequel ses enfants ont subi le martyr, le Souverain Pontife dénonce les horreurs de la guerre, et plus particulièrement celles de la guerre civile.

Et au-dessus de ce tumulte et de ce choc de violences sans frein, à travers les incendies et les massacres, une voix qui porte au monde la nouvelle vraiment exécrable : « Les frères ont tué leurs frères... » La guerre civile, la guerre entre les enfants du même pays, du même peuple, de la même patrie!

Mon Dieu, la guerre est toujours, même dans la moins triste des hypothèses, chose si terrible et si inhumaine! L'homme qui cherche l'homme pour le tuer, pour en tuer le plus grand nombre, pour lui nuire, ainsi qu'à ce qui lui appartient, avec des moyens toujours plus puissants et plus meurtriers! Que dire quand la guerre est entre frères?

On a bien dit que le sang d'un seul homme répandu par la main de son frère est trop pour tous les siècles et pour toute la terre; mais que dire en présence des massacres fraternels qui ne cessent de s'annoncer?

Cette guerre est le fruit des idées subversives propagées actuellement à travers l'Europe et le monde entier, et le Pape, faisant allusion aux matérialismes communiste et anarchiste, met ses enfants en garde contre toute collaboration avec de si funestes doctrines :

Au monde désormais parcouru tout entier, enveloppé et bouleversé par la propagande subversive, et en particulier à l'Europe si profondément troublée et secouée à l'heure présente, les tristes faits d'Espagne disent et prédisent encore une fois de quelles désastreuses extrémités sont menacées les bases de tout ordre, de toute culture et de toute civilisation.

Il est tout à fait vrai que cette menace est plus grave et considérée comme plus vive et plus agissante à cause d'une ignorance plus profonde et de la méconnaissance de la vérité, à cause aussi d'une véritable et satanique haine contre Dieu et contre l'humanité rachetée par son divin Fils, contre la religion et l'Eglise catholique.

Ce point de vue a été si souvent admis et avoué, comme nous l'avons dit, qu'il est tout à fait superflu d'y insister davantage, surtout en raison de l'éloquence des événements d'Espagne. Mais il n'est pas superflu, au contraire, il est même opportun et souverainement nécessaire, c'est pour Nous d'ailleurs un devoir, de mettre tout le monde en garde contre le piège grâce auquel les hérauts des forces subversives cherchent à créer quelques possibilités de rapprochement des catholiques pour obtenir quelque collaboration de leur part. C'est ce qu'ils font en distinguant entre idéologie et pratique, entre idée et action, entre ordre économique et ordre moral. Piège extrêmement périlleux, inventé et destiné uniquement à tromper et à désarmer l'Europe et le monde au profit exclusif des invariables programmes de haine, de subversion et de destruction qui les menacent.

Il est vrai qu'avec cette nouvelle révélation et confession de haine spéciale contre la religion et l'Eglise catholique, qui s'est manifestée dans les tragiques événements d'Espagne, un autre enseignement est offert à l'Europe et au monde, enseignement précieux et éminemment salutaire pour ceux qui ne veulent pas fermer les yeux à la lumière et se perdre.

Le seul obstacle, dans l'ordre matériel comme dans l'ordre surnaturel, pour la défense de la religion aussi bien que pour la défense des individus, des familles et de la cité, « c'est la pratique cohérente de la vie chrétienne, telle qu'elle est enseignée par la religion et par l'Église catholiques ». Aussi quelle n'est pas l'erreur, — et le Pape fait ici allusion aux persécutions plus sournoises, mais non moins réelles, exercées par le national-socialisme, — de ceux qui prétendent combattre le communisme et empêchent l'Église du Christ d'accomplir sa mission.

C'est dire, d'une manière certaine et évidente, que là où l'on combat l'Eglise et la religion catholiques et sa bienfaisante influence sur l'individu, sur la famille, sur les masses, on combat, d'accord avec les forces subversives, en faveur de celles-ci et pour le même désastreux résultat.

C'est dire encore que là où, par des procédés insidieux ou violents selon le cas, par des distinctions factices et non sincères entre religion catholique et religion politique, on oppose des difficultés, des obstacles et des empêchements à l'entier développement de l'étendue et de l'influence de la religion et de l'Eglise catholiques, selon le mandat divin qui l'accompagne et l'autorise, on favorise et on

facilite dans cette même proportion l'influence de l'œuvre délétère des forces subversives.

Le Saint-Père insiste longuement sur la faute criminelle de ceux qui agissent de la sorte.

Que peut faire l'Église catholique, sinon déplorer, protester et prier quand, à tout bout de champ, elle voit qu'on lui barre la route et qu'on l'empêche d'aller vers la famille, la jeunesse, le peuple, c'est-à-dire précisément vers les milieux qui ont le plus grand besoin de sa présence et de sa fonction de Mère et de maîtresse?

Que peut donc faire de plus l'Église catholique quand la presse catholique, destinée à la diffusion, à l'expression de la doctrine et à la défense des maximes foncièrement chrétiennes, que seule l'Église catholique possède et enseigne parce qu'elle est le seul dépositaire fidèle du christianisme vrai et intégral, que peut faire de plus l'Église catholique lorsque cette presse est reléguée dans l'église et dans la chaire et sujette à des soupçons et des mesures très gênantes, tandis que toute liberté, toute facilité, ou du moins toute tolérance, sont réservées à la presse qui semble avoir le mandat et le destin de confondre et de falsifier et sophistiquer les faits répandus sur la doctrine, contre l'Église, ses principes, ses maximes, et ses institutions, et même jusqu'à prêcher, au contraire, des christianismes et des religions de nouvelle fabrication?

Et dans quelle grave mesure on empêche l'œuvre bienfaisante de la religion et de l'Église catholiques, et on en paralyse l'influence, par des obstacles qui rendent presque impossibles la pratique de la vie chrétienne et l'accomplissement des devoirs que l'Église impose pour alimenter la vie intérieure et spirituelle, dans ce tourbillon incessant et vertigineux qui, de nos jours, retient et entraîne la jeunesse, et non seulement la jeunesse vers les choses extérieures et matérielles, et, enfin, ce qui est pis, l'envahissement général d'une immoralité qui, chaque jour, tend à rompre tout frein de la loi, au point que dans un grand nombre d'âmes tout sentiment de pudeur et de dignité semble évanoui, de même que le sens exact de la conscience et de la responsabilité des graves et continuels scandales donnés et subis semble également disparus! *Miseros facit populos peccatum.*

Voilà, sans nul doute, une bien grave et formidable responsabilité, qui pèse sur ceux qui, en raison de leurs devoirs, surtout s'ils sont publics, n'opposent pas tous les remèdes et tous les moyens possibles pour arrêter de si grands maux.

Nous connaissons, hélas! d'autres empêchements graves et nombreux, dans plusieurs domaines de la vie publique et privée de l'ac-

tivité individuelle, qui s'opposent à la pleine efficacité de l'action et de l'influence de la religion et de l'Église catholiques.

Et le Souverain Pontife achève son allocution en bénissant ceux qui l'écoutent, et leurs « chers frères de passion et d'exil ». Cette bénédiction s'étend même au-delà, à tous ceux qui, en Espagne et dans le monde entier, travaillent d'une façon chrétienne à la défense d'un ordre vrai. Puis la prière du Pape s'élève pour ceux-là même qui persécutent l'Église du Christ et traitent le Saint-Père en ennemi.

Au-dessus de toute considération politique terrestre, Notre bénédiction s'adresse d'une manière spéciale à tous ceux qui ont assumé la difficile et périlleuse tâche de défendre et de restaurer les droits et l'honneur de Dieu et de la religion, c'est-à-dire les droits et la dignité des consciences, premières conditions, et la plus solide base, de tout bien-être humain et social.

Tâche, disions-Nous, difficile et périlleuse aussi, parce que, trop facilement, l'ardeur et les difficultés de la défense la rendent excessive et non entièrement justifiable, sans compter qu'il peut facilement y avoir des intentions moins droites et des intérêts égoïstes ou de parti qui interviennent pour troubler et altérer toute la moralité de l'action et toutes les responsabilités. Notre cœur paternel ne peut pas oublier, au contraire il se rappelle plus que jamais en ce moment, et avec les sentiments de la plus vive reconnaissance, tous ceux qui, avec pureté d'intention et de propos sincère, ont cherché à intervenir au nom de l'humanité. Notre reconnaissance n'a subi aucune diminution du fait que l'on a dû constater que leurs efforts n'ont pas toujours été couronnés de succès.

Et les autres?

Que dire de tous ces autres, qui sont pourtant et resteront toujours Nos fils, quoique dans les choses et les personnes qui Nous sont les plus chères et les plus sacrées, avec des actes et des méthodes extrêmement odieux et cruellement persécuteurs, et jusque dans Notre personne même, autant que la distance le permettait, par des expressions et des manières souverainement offensantes, qui Nous ont traité non pas comme des Fils doivent traiter un père, mais comme des ennemis traitent un ennemi particulièrement détesté?

Nous avons, très chers Fils, des préceptes et des exemples qui peuvent sembler trop au-dessus de la pauvre et seule nature humaine pour être imités et obéis, mais ils sont si beaux et si attrayants pour l'âme chrétienne, que Nous ne pouvons pas douter un seul instant de ce qu'il Nous reste à faire : les aimer, les aimer

d'un amour particulier, fait de compassion et de miséricorde. Les aimer, et, ne pouvant faire plus, prier afin que la sereine vision de la vérité revienne à leur esprit et que leur cœur s'ouvre de nouveau à un désir et à la fraternelle recherche du vrai bien. Prier afin qu'ils reviennent au Père qui les attend et pour qui leur retour sera la plus joyeuse des fêtes. Prier afin qu'ils soient avec nous lorsque, dans un avenir prochain — Nous en avons la pleine confiance en Dieu — l'arc-en-ciel de la paix se lèvera sur le beau ciel d'Espagne en apportant l'annonce joyeuse de cette paix à votre grand et magnifique pays. Paix, disons-Nous, sereine et sûre consolatrice de toutes les douleurs, réparatrice de tous les désastres, satisfaisant toutes les justes et sages aspirations compatibles avec le bien commun et annonçant un avenir de tranquillité dans l'ordre et d'honneur dans la prospérité.

*
* *

Parce que ces paroles paternelles ne s'adressent pas simplement à l'Espagne, mais au monde entier, — le Souverain Pontife l'a bien spécifié, — et parce que nous savons que notre pays est plus qu'intéressé, engagé déjà, en quelque sorte, dans la lutte d'au-delà des Pyrénées, nous n'avons pas le droit de ne pas dégager de ces graves et puissantes paroles la leçon qui s'impose pour nous.

Avant tout, la nécessité de la paix. Durant son souverain pontificat, Pie XI ne cesse pas de nous redire l'horreur de la guerre. Aujourd'hui, c'est l'horreur de la guerre civile, de la guerre fraternelle, qu'il stigmatise. Encore moins qu'une guerre étrangère, le chrétien ne peut accepter l'idée d'une guerre civile. Il doit se rappeler que la suprême béatitude est celle des *pacifiques*, de ceux qui « font la paix », et nous avons, plus que nous ne croyons, le pouvoir de faire la paix. Le pouvoir de pacification d'un homme est à coup sûr infiniment plus grand que la plupart ne se le figurent. Pour nous, cependant, nous ne croyons pas que l'humanité réduite à ses seules forces soit capable de faire la paix. Nous croyons, par contre, de toute la conviction de notre foi, que tel est bien le pouvoir des chrétiens, car les chrétiens ont pour chef le Prince de la Paix, et ce n'est qu'aux heures de lâcheté qu'une telle conviction peut les aban-

donner. Notre tâche est donc, en ce début d'automne, aussi claire que difficile, et elle s'impose avec une calme simplicité : nous devons être des pacificateurs.

Ce devoir est d'abord celui des nations, et l'appel du Pape est adressé, en premier, aux gouvernants et à tous ceux qui ont, dans la vie sociale, des responsabilités de chefs. S'ils veulent vraiment la paix, ils doivent en vouloir les moyens, et, par conséquent, loin de s'opposer à l'œuvre de l'Église, ils doivent comprendre toute la force de son esprit et en féconder leur action. On peut dire, en effet, que tout le Pontificat de Pie XI est dominé par cette idée : « que l'unique et véritable obstacle à la triste mission des forces subversives, c'est la doctrine chrétienne, c'est la pratique cohérente de la vie chrétienne, telle qu'elle est enseignée par la religion et par l'Église catholiques ». C'est cette idée qui inspire les appels les plus pathétiques que le Pape a adressés au monde, c'est elle qui anime toute l'Action catholique. Parmi ces « forces subversives », il faut compter en premier lieu et comme le plus grand danger les doctrines soviétiques. Mais il y en a bien d'autres encore, car les forces du mal sont multiples, et même lorsque le communisme aura perdu de son actualité, il sera vrai encore, devant les doctrines funestes qui ne manqueront pas de menacer l'humanité, que l'Église sera toujours le seul espoir de salut. Ainsi se joue le drame éternel, non seulement en chaque homme, mais dans l'humanité tout entière et dans la structure intime des nations, rachetées par le Christ, et qui ne peuvent parvenir à l'ordre et à la Paix que par Lui.

Le Pape y insiste : il est faux de distinguer « entre idéologie et pratique, entre idée et action, entre ordre économique et ordre moral ». C'est là un « piège extrêmement périlleux, inventé et destiné uniquement à tromper et à désarmer l'Europe et le monde ». C'est, en effet, au cœur de la politique et de l'économique que l'option radicale de la foi ou du matérialisme, de l'amour ou de la haine, joue et décide pour notre heur ou notre malheur, et pour le destin de nos sociétés. Nous nous en rendons bien compte, en ces temps où ni notre pays ni l'Europe ne peuvent retrouver le calme, parce que les cœurs n'ont pas désarmé. On voit donc la faute des gou-

vernements qui souffrent ce mal mortel et qui, cependant, « empêchent l'œuvre bienfaisante de la religion et de l'Église catholiques et en paralysent l'influence ». Sans demander aux états de partager un souci qui leur est étranger, nous avons le droit d'exiger de leurs législations et de leurs gouvernements qu'ils laissent l'Église accomplir sa mission. La vérité, la morale politique et le bien-être des nations réclament que l'État, même respectueux, — nous devrions dire surtout respectueux, — de la liberté de conscience de ses sujets, ne contrecarre pas l'œuvre chrétienne : il y a ici parfaite coïncidence entre l'intérêt de l'humanité et celui de la foi. On voit également l'erreur de ceux qui, pour réagir contre ces mêmes tendances subversives, ne voient le remède que dans une force purement matérielle, qui n'aurait pas davantage souci de la liberté de l'Église. C'est cette erreur que le Pape a stigmatisée avec force dans le national-socialisme.

Mais il serait faux de s'en tenir à des revendications institutionnelles, et nous ne devons jamais oublier que les institutions dépendent en grande partie de notre vouloir. Indépendamment de toute activité publique, chaque citoyen a donc le devoir, selon la mesure de ses moyens, de travailler personnellement à la paix à l'intérieur de son pays. L'heure est trop grave pour que nous ne puissions renoncer parfois à nos préférences, voire même, — comme le rappelait le Cardinal Verdier, — à certains intérêts légitimes, pour entrer dans un véritable esprit et dans une ferme volonté de conciliation. Cela ne veut pas dire que les chrétiens n'auraient pas à se défendre s'ils étaient attaqués. Quand on nous raconte que des séminaires entiers ont été massacrés en Espagne, — encore faudrait-il vérifier l'affirmation, car trop de nouvelles erronées nous sont parvenues des deux côtés pendant ces semaines tragiques, mais acceptons l'hypothèse, — nous ne disons pas qu'il est nécessairement du devoir des victimes de se laisser faire. Rien n'égale, à coup sûr, la grandeur du martyre, et l'Église nous enseigne que le plus grand acte de la vertu de force est de le subir, mais il n'est pas dit que, dans cet enchevêtrement de passions politiques, d'excitations antireligieuses et de fureurs bestiales, le devoir du chef, —

même chrétien, — ne soit pas d'ordonner à ses subordonnés de se défendre et de pratiquer également sous cette autre forme la vertu de force. Retenons cependant que l'œuvre durable est celle du martyre, et que c'est celle-là avant toute autre que Pie XI a louée. Après avoir béni les pacifiques, le Christ a béni ceux qui subissaient la persécution. Nul n'a le droit d'ambitionner pareille couronne, car nul ne sait s'il en est capable, et cependant c'est jusque-là que doit aller sa demande de grâce s'il veut accepter toutes les conséquences de sa volonté de paix.

Voici, en effet, un troisième point qu'il nous faut retenir de l'appel de Pie XI : cette paix, nous ne la voulons pas seulement pour nos amis, mais également pour nos frères ennemis, car, tout ennemis qu'ils soient, ils sont encore nos frères, et le Christ est mort pour eux. Notre action pacificatrice doit s'inspirer de cet amour. Ne nous laissons donc pas gagner par la fièvre d'Espagne. Quelles que soient les violentes discussions politiques et les troubles sociaux de France, ce n'est pas encore ici — Dieu merci — la haine, ni la guerre, et c'est notre tâche précisément d'empêcher cette haine de naître. Ou bien nous ne sommes pas chrétiens.

A ce prix seulement nous serons ces vrais défenseurs de l'Ordre qu'attend le Pape. Cette volonté d'apaisement et d'amour ne signifie point que nous soyons prêts à verser dans les erreurs de ceux qui ne partagent pas nos idées. Loin de là ! Qui ne sait que le plus grand amour fraternel doit toujours s'accompagner du plus scrupuleux souci de la vérité, et que l'intransigeance de la doctrine est la condition même de la hardiesse de la charité ? Reconnaître la parcelle de vérité, que d'autres ont su mettre à jour au milieu de tant d'erreurs, s'y appuyer pour proposer la vérité totale, telle est la tâche de cette charité intellectuelle qui est le premier devoir du chrétien. Et cela ne nous empêchera pas, cela, au contraire, nous donnera plus de force pour proclamer l'erreur capitale et mortelle qu'est le matérialisme, même entendu au sens le plus élevé que l'on voudra, mais qui reste toujours la négation de l'âme et de Dieu, pour dénoncer la tyrannie effroyable, les désastres économiques et sociaux que nous promettrait le triomphe soviétique et l'exploi-

tation éhontée de la France qu'est déjà présentement la politique stalinienne. Il ne s'agit donc pas, par un souci de libéralisme qui serait radicalement antichrétien, de minimiser notre doctrine; il s'agit, au contraire, de suivre la vérité, et la vérité tout entière. Mais cela suppose un désintéressement peu commun, un esprit de renoncement, et, pour tout dire, de sacrifice, sans lequel notre action semblera dictée par le plus profond des égoïsmes, sera inefficace, et engendrera non la paix mais la guerre.

La tâche est surhumaine assurément. Il n'y a pour l'assurer d'autre ressource que de s'élever au point de vue de Celui qui nous a tous aimés, qui nous a tous créés et tous sauvés : c'est le point de vue de la Charité. Le salut de nos familles, de notre France, de notre Église est à ce prix.

Juvisy, le 17 septembre 1936.

A. M.

De quelques procédés nouveaux de polémique philosophique

Le petit pamphlet que M. Joseph Desclausais vient de faire paraître sous le titre pompeux et trompeur de *Primauté de l'Être* (1) ne mérite pas plus la discussion que les feuillets de Luc-Vérus ou les échos d'*Aux Écoutes*. Il s'agit ici d'une agression déloyale contre les idées de M. Jacques Maritain, accusé de donner dans toutes les hérésies condamnées par tous les conciles depuis qu'il y a une Église et des philosophes mal-pensants : manichéisme, monophysisme, monisme social, idéalisme, évolutionnisme, angélisme, monothélisme, nihilisme, fidéisme. L'auteur des *Trois Réformateurs* devient un fidèle du désespoir luthérien — ne s'avise-t-il pas de distinguer civilisation temporelle et Royaume de Dieu ? — un tenant de l'idéalisme cartésien — ne s'imagine-t-il pas que c'est l'esprit et non la « chair » qui est la meilleure part en l'homme ? — un fanatique de l'anarchisme de Rousseau — ne se permet-il pas de n'être pas tout à fait satisfait de l'ordre social présent ?

Ces effronteries appliquées risquent d'être moins inoffensives qu'elles ne paraissent, et c'est la raison de cet article. Sans doute, si M. Joseph Desclausais employait toutes les ressources de sa dialectique neuve à nous démontrer que Jean Cocteau est un disciple de Clément Vautel, ses raisonnements seraient aussi pertinents et à peine plus pittoresques. Mais, ici, une certaine facilité à

(1) *Primauté de l'Être*. Plon, 1936, 86 pages, 7 fr. 50.

jongler avec des mots savants, un art d'embrouiller la phrase aux passages difficiles, une technique assez sûre de l'obscurité brillante risquent de faire passer l'auteur pour un métaphysicien aux yeux des demi-habiles. D'autres, trop habiles, utilisent déjà cet opuscule pour nuire assez bassement à M. Maritain et aussi aux attitudes de générosité et d'intelligence que nous aimons. Il importait donc d'ôter à ces pages leur déguisement philosophique pour en découvrir le vrai visage.

La manière de M. Desclausais est déjà un assez joli scandale. Il se garde de citer un seul texte de M. Maritain et il lui attribue avec une assurance inquiétante l'exact contre-pied de sa propre pensée.

Faisons rapidement l'inventaire des griefs de M. Desclausais. Il suffira de les énoncer pour en faire paraître la misérable qualité.

M. Maritain est d'abord suspect de rousseauisme. M. Desclausais, qui lit entre les lignes, a trouvé dans son œuvre l'idée de « péché social » : l'homme condamné au malheur et à la perdition parce qu'il vit en société. Et il prête avec tranquillité à M. Maritain une âme de Savonarole, ennemie des inventions du génie humain, un esprit luthérien adversaire de toute civilisation. L'idée du Bien commun n'a plus de signification. Dieu devient l'objet immédiat de la société, qui n'est plus alors une communauté temporelle mais une cité mystique. La grâce supprime la nature ; la religion supprime la politique.

Il faut bien répondre que cet exposé des idées de M. Maritain n'est même pas une caricature. Il est un faux. A moins peut-être que le Maritain de *Antimoderne*, de *Religion et Culture* et de *Humanisme intégral* ne soit quelque Maritain littéral, apparence mensongère auprès du Maritain réel construit par la somptueuse imagination de M. Desclausais. C'est ainsi que M. Charles Maurras, méprisant le pays légal, construit un pays réel à son usage et à sa complaisance.

Si toute grande philosophie, comme aime à le dire M. Bergson, se ramène à une intuition fondamentale, la pensée de M. Maritain sera une analyse toujours reprise d'une idée essentielle : la distinction nécessaire de la nature et du surnaturel, comme deux ordres incommensurables, et leur union indispensable dans le concret. Les liens sociaux, les biens de la civilisation, œuvres de raison et de vertu, sont choses bonnes et naturelles. Loin de désespérer de la cité charnelle, M. Maritain n'a jamais cessé de rappeler aux chrétiens leur devoir de travailler à refaire une chrétienté, c'est-à-dire de promouvoir des institutions temporelles pénétrées de l'esprit de l'Évangile, sans jamais confondre la justice du temps et de la société avec l'accomplissement de toute justice au-delà des temps et dans le Royaume.

Deuxième étape de sa pensée, M. Maritain unit. Séparé de l'ordre supérieur, l'ordre inférieur est condamné à pourrir ou à se durcir dans l'immobilité. Une civilisation qui refuse Dieu, qui, orgueilleusement, se targue de vivre par ses seules forces, est vite incapable d'assurer aux hommes leur bonheur terrestre, c'est-à-dire de remplir sa fin naturelle. Telle la civilisation libérale et capitaliste dont l'agonie se prolonge sous nos yeux. Que les vertus civiques aient besoin de la grâce pour rester d'authentiques vertus civiques, n'est-ce pas la doctrine chrétienne même ? Que des naturalismes comme le naturalisme maurrassien élèvent contre cette doctrine une plainte païenne, quoi de plus normal ? Mais que, frauduleusement, ils osent la dire chrétienne, c'est là qu'est l'intolérable abus.

M. Desclausais a fait une découverte plus étonnante encore : il a trouvé de la haine dans l'âme de M. Maritain. De la haine pour tout le passé et plus particulièrement pour le passé médiéval. Et cette haine est si extrême qu'elle ne se contente pas de détester le passé, de se complaire dans sa mort ; elle voue le Moyen Age à la damna-

tion. Si les mots ont gardé un sens pour M. Desclausais, cela veut dire que, dans sa rage d'iconolaste, M. Maritain promet aux flammes de l'Enfer les foules et les saints des temps médiévaux, les cathédrales et les Sommes Théologiques! Ici nous avons le droit de nous demander qui prendra M. Desclausais au sérieux. Certainement ni M. Massis, qui l'imprime, ni M. Thierry-Maulnier, qui le lit. Les lecteurs de M. Maritain savent, eux, avec quelle piété respectueuse, quelle émouvante tendresse, quelle justice attentive il a toujours parlé de la civilisation médiévale.

Le véritable crime de M. Maritain, notre crime, est d'avoir refusé une forme aveugle et sans courage du traditionalisme, qui voudrait refaire littéralement le Moyen Age. S'il n'y a qu'un Évangile, s'il n'y a qu'une Église, il y a plusieurs civilisations chrétiennes possibles. Qui osera dire cette thèse hérétique? N'est-ce pas plutôt une idée païenne que celle du retour éternel des mêmes formes de la vie sociale? *Eadem omnia semper*... Et c'est une idée chrétienne que celle de la maturité de la vie dans le temps. Que soient déjà épuisées, définitivement, les expressions sociales, temporelles de l'Évangile, que par ordre de M. Desclausais, toute nouveauté soit interdite au Dieu qui mène l'histoire, quel outrage à la Providence! Et pourtant c'est M. Desclausais qui criera à l'abdication de l'éternel devant le temps, à l'idolâtrie de la nouveauté, à l'évolutionnisme, pour tout dire. Comme si M. Maritain avait jamais nié l'unité de la vérité, l'immutabilité de la loi de charité! Mais l'une et l'autre, éternelles dans leur source et dans leur fin ont une fécondité infinie et il y a mille façons de leur soumettre l'autorité politique et les rapports sociaux. Parler de *nouvelle chrétienté*, c'est simplement faire l'honneur à Dieu de croire qu'il n'a pas créé le temps en vain. Si M. Maritain appelle le passé par son nom, avec la calme mélancolie de la raison qui scrute les choses de la durée, M. Desclausais traduira : « passion d'anéantissement, indigne d'un philosophe de l'être ». Soyez sûrs que si M. Maritain se laisse aller à écrire que

Louis XV a succédé à Louis XIV, M. Desclausais menacera de le brûler comme adepte de la philosophie du devenir, comme tenant du bergsonisme. M. Desclausais est excusable : n'ayant pas encore achevé ses études d'histoire de la philosophie, il doit confondre saint Thomas d'Aquin et Parménide.

Revenons au Maritain imaginaire que l'habileté naïve de M. Desclausais s'est donné comme adversaire. M. Maritain, désespérant du passé et du présent, n'espère plus que de l'avenir ; l'homme, dépravé par la société, une société nouvelle bâtie par la seule grâce, le sauvera enfin de toute tyrannie et de toute misère. Et de dénoncer le messianisme de ce prophète dangereux.

Essayons, patiemment, de montrer à M. Desclausais l'étendue de son contre-sens. Chrétiens, Dieu nous oblige à reconnaître comme un devoir urgent celui de bâtir une chrétienté, quand même nous ne travaillerions que pour les fils de nos fils. Mais cette chrétienté nous la distinguons de la Terre Nouvelle promise par l'Écriture. Répétons après M. Maritain ces vérités élémentaires dont il faut bien instruire M. Desclausais : une civilisation est de l'ordre temporel ; l'achèvement du Royaume de Dieu appartient à l'éternité. M. Maritain n'a jamais imaginé l'histoire de demain ou d'après-demain se figeant elle-même dans un état définitif, perfection de la société et perfection de l'homme : Cruelle illusion, qui est la misère du positivisme de Comte et d'un certain marxisme vulgaire.

N'insistons pas. M. Desclausais accuserait de messianisme le bûcheron de Charles Péguy qui veut ses enfants plus heureux que lui-même.

Enfin, derniers et irrémissibles péchés, M. Maritain est idéaliste et personnaliste. Idéaliste parce qu'il veut réduire l'Église à un esprit sans corps, en lui refusant les protections de police et d'État. Sans bras séculier, suggère M. Desclausais, pas d'Église visible. Se féliciter que le

pouvoir ecclésiastique abandonne désormais aux communismes et aux fascismes les procès d'hérétiques, distinguer le dépôt de la foi révélée et les humanités gréco-latines, reconnaître que l'Occident doit les meilleures de ses vertus au christianisme, et non le christianisme à l'Occident, souhaiter que les civilisations orientales deviennent chrétiennes en restant orientales, être fidèle d'un mot à l'esprit d'universalisme et de liberté qu'est l'esprit du Christ, c'est crime d'idéalisme et, si vous voulez la formule de l'hérésie selon la métaphysique de l'être, c'est « nier l'existence sous prétexte d'exalter l'essence » ! Si M. Desclausais avait raison, il atteindrait Celui qui, après avoir signé le Traité du Latran, comparait l'Église à saint François d'Assise : elle aussi avait gardé juste assez de corps pour avoir une âme, le pouvoir temporel le plus exténué, le plus pauvre, le plus exposé, juste ce qu'il faut de puissance terrestre pour incarner le pouvoir spirituel. « Idéalisme » aussi et « négation de l'existence » de la part du pape Pie XI. M. Jacques Maritain est en excellente compagnie, et très sûre.

L'idéalisme de M. Maritain se complique dangereusement, selon M. Desclausais, de personnalisme. M. Maritain confond personne humaine et personne divine et il fait de chacun de nous un Absolu qui a droit à toute glorification. Et M. Desclausais déchire ses vêtements : par-delà l'erreur politique, il a vu un attentat à la Divine Majesté.

Arrêtons ici le dénombrement des audaces de M. Desclausais. M. Maritain n'a jamais fait de l'homme une Personnalité pure, impatiente de toute contrainte, retranchée dans une autonomie jalouse. Des *Trois Réformateurs* à *Humanisme intégral* il a écrit et répété que l'homme était à la fois *individu* et *personne*, partie d'un tout plus grand que lui, et cependant tout lui-même, ordonné à la cité sans laquelle il ne serait pas un homme, et dépassant par son besoin d'éternité les horizons de la cité, temporels et relatifs. Toute société qui prétend faire de l'homme le simple

instrument d'une œuvre commune, qui bâtit des Pyramides en utilisant des travaux d'esclaves, est une société oppressive. N'est-ce pas le jugement de la morale chrétienne? En quoi ce personnalisme serait-il contraire à la métaphysique de l'être? M. Desclausais cherche à M. Maritain une misérable querelle de mots : parler ordre, c'est être fidèle à l'être ; parler esprit et personne c'est pécher contre l'être! Je le demande à M. Desclausais ; l'homme serait-il par hasard en dehors de l'être? L'esprit n'*est*-il pas plus éminemment que la matière, l'acte que la puissance? Vouloir la justice, le respect de la dignité et de la liberté humaines n'est-ce pas là vouloir l'ordre et l'être? Dieu ne modèle pas le visage de la cité sans la collaboration de nos volontés. L'erreur de M. Desclausais est grossière et c'est une erreur politique. L'être est pour lui *ce qui est déjà réalisé dans le temps* ; il n'a pas encore compris que l'être est à la fois identique à lui-même et surabondance infinie, et que primauté de l'idée et primauté de l'esprit sont une seule et même chose.

Nous voudrions enfin, pour l'édification du lecteur, confronter quelques textes de M. Desclausais et quelques textes de M. Maritain. Nous espérons donner ainsi à M. Desclausais ce goût de citer dont il est curieusement dépourvu.

M. Maritain d'après M. Desclausais	**M. Maritain... d'après lui-même**
Sur la valeur du passé	
« ... Le passé est mort et ne doit renaître que pour le Jugement! Faudrait-il pousser beaucoup M. Maritain pour lui faire dire qu'il ne doit renaître que pour la damnation? Cette passion d'anéantissement est, pour le moins, étrange chez un philosophe de l'être. » (*Primauté de l'Etre*, p. 23.)	« C'était (au Moyen Age), parmi une forte retombée de passions et de crimes, un simple mouvement de montée de l'intelligence vers l'objet, de l'âme vers la perfection, du monde vers une structure sociale et juridique unifiée sous le règne du Christ. Avec l'ambition absolue et le courage inaverti de l'enfance, la Chrétienté bâtissait alors un énorme château-fort au

sommet duquel Dieu siégerait ; elle lui préparait un trône sur la terre parce qu'elle l'aimait. Tout l'humain était ainsi sous le signe du sacré, ordonné au sacré, et protégé par le sacré... Une œuvre divine se faisait par l'âme baptisée. » (*Humanisme intégral*, p. 23.)

Sur la valeur spirituelle de la société

« Il n'y a désormais plus de Bien commun que sacré, de cité que mystique, d'activité humaine, que la sanctification surnaturelle, de science politique que la religion. » (*Primauté de l'Etre*, p. 65.)

« ... La civilisation appartient de soi au domaine *temporel*, a, en d'autres termes, un objet spécificateur, — le bien terrestre et périssable de notre vie ici-bas, — dont la matière est d'ordre naturel... Une civilisation même chrétienne... c'est en réalisant... *les postulations mêmes de la nature* qu'elle est ainsi surélevée... Et les biens qu'elle reçoit de l'ordre surnaturel, des vertus des saints par exemple... elle les draîne vers sa fin à elle qui reste, même surélevée, *un certain bien commun* de l'homme ici-bas dans sa vie terrestre. » (*Religion et Culture*, pp. 18, 19, 20.)

Personne et Société

« Moi ou ma Personne, ma Personne ou mon Esprit, dit l'homme de M. Maritain, élevé désormais, avec quelle superbe, au-dessus de la Cité humaine comme un absolu d'être et une perfection essentielle. » (*Primauté de l'Etre*, p. 74.)

« L'homme n'est pas une pure personne, une personne divine, il est même au degré le plus bas de personnalité comme d'intellectualité. L'homme n'est pas seulement personne, c'est-à-dire subsistant spirituellement, il est aussi individu, fragment individué d'une espèce. Et c'est pourquoi il est membre de la société à titre de *partie* de celle-ci, et a besoin des contraintes de la vie sociale pour être conduit à sa vie même de personne et soutenu dans cette vie. » (*Humanisme intégral*, p. 147.)

Synchronisme curieux, *La Revue hebdomadaire* publiait récemment (1) contre M. Maritain un article de polémique agressive dont les procédés rappellent singulièrement ceux de M. Desclausais. M. Louis Salleron y lance, en sous-titre, la formule calomnieuse « M. Jacques Maritain, marxiste chrétien ». M. Salleron, qui a moins d'imagination que M. Desclausais et qui cite des textes, reconnaît qu'il y a entre M. Maritain et les marxistes une différence de *doctrine* et une différence de *but* (p. 412). De quel droit alors accoler au nom de M. Maritain une épithète que l'on avoue soi-même aux trois quarts fausse, sinon dans l'intention de nuire à un écrivain auprès d'un public qui ne le lit pas ?

M. Maritain, écrit M. Salleron, serait d'accord avec les marxistes sur l'interprétation de l'histoire contemporaine. Il est déterministe, et croit à l'avènement nécessaire du communisme. (M. Desclausais accusait tout à l'heure M. Maritain d'être indifférent à l'histoire. Voici M. Salleron qui lui fait grief d'être trop sensible au poids de l'histoire. Ces messieurs pourraient bien se mettre d'accord, pour se fâcher ensuite harmonieusement. Passons.) M. Maritain n'est pas déterministe. Dans *Humanisme Intégral*, il a écrit, contre Marx, que l'histoire est faite de déterminismes et de liberté, ce qui est inattaquable, et nous défions M. Salleron de citer un seul texte dans lequel M. Maritain affirmerait sa croyance dans la victoire nécessaire du communisme. Que l'injustice et les violences capitalistes appellent en réaction l'injustice et les violences communistes, nous le voyons sous nos yeux, et c'est tout autre chose.

Enfin, M. Maritain serait d'accord avec le communisme sur la position même du problème ouvrier. Les marxistes, dit-il, ont raison de penser que la question essentielle des temps modernes est celle de l'accession du prolétariat à

(1) Dans son numéro du 22 août.

la propriété et à la liberté. Certes, mais il ajoute que la solution communiste est menteuse et génératrice d'oppression. « Apport net au communisme », s'indigne M. Salleron. Disons alors que reconnaître l'existence de la question sociale constitue un apport net au communisme et décrétons « marxistes chrétiens » La Tour du Pin, Albert de Mun et les Papes de *Rerum Novarum* et de *Quadragesimo Anno*.

Posons enfin à MM. Salleron et Desclausais une question indiscrète : au nom de quelle doctrine sociale et politique critiquent-ils les positions de M. Maritain ? Au nom d'un naturalisme social qui voudrait soustraire la vie de la cité à l'inspiration chrétienne. Pour M. Salleron (p. 418) ordre, justice, paix s'entendent de même façon pour le païen et le chrétien. M. Desclausais, de son côté, écrit ces lignes révélatrices qui tranchent le débat : « Espérer dans les effets possibles de la vie religieuse pour le salut temporel des hommes est le fait d'une cécité psychologique... » (p. 78). « La vertu comme telle ne sera jamais, parmi les moyens nécessaires à la promotion du Bien profane, qu'un moyen on ne peut plus aléatoire » (p. 79). Nous, naïfs idéalistes, adversaires haineux du Moyen Age, nous continuerons à penser que la vertu de saint Louis et la prière de sainte Jeanne d'Arc ont été pour quelque chose dans la grandeur de la France médiévale. Nos grands découvreurs d'hérésies sont imprégnés de ce naturalisme maurrassien qui sépare politique et morale, civilisation et religion. Naturalisme condamné par le grand mot de l'Écriture : « Si le Seigneur n'édifie pas la maison, en vain travaillent ceux qui l'édifient... »

*
* *

C'est au moment où la pensée de M. Jacques Maritain atteint à un rayonnement mondial, où, dans les deux Amériques comme en Europe, des intelligences toujours

plus nombreuses lui demandent une direction ou une inspiration, que des attaques violentes le désignent davantage à notre amitié et à notre admiration. Nous dirons donc la grandeur unique de cet écrivain qui, formé aux disciplines rigoureuses du thomisme, a traversé toute l'étendue du champ de la connaissance, des abstractions métaphysiques à l'histoire des civilisations avec une raison toujours plus lucide et un cœur toujours aussi généreux. Beaucoup lui en veulent de n'être pas resté immobile. Et pourtant, d'*Antimoderne* à *Humanisme intégral*, c'est un même bienfait qui se continue, l'œuvre de délivrance des vérités humiliées, défigurées par les erreurs modernes qui les tiennent prisonnières — et le retour de ces prodigues dans le sein du Père. Nous, qui n'avons pas peur de nommer nos maîtres, nous dirons notre reconnaissance, qui n'est pas seulement intellectuelle, à M. Jacques Maritain.

Étienne Borne.

Notre vie divine [1]

Goûtez et voyez combien Yaweh est bon !

(Ps. XXXIII.)

C'est un insigne honneur pour moi et un insigne bienfait que de pouvoir parler de ce livre, d'unir mon nom et sa destinée obscure au beau nom de Lemonnyer, déjà exhaussé des lourdeurs matérielles et libéré de toute limitation. J'ai cependant l'impression nette que le P. Lemonnyer est bel et bien encore de ce monde. Puisque l'être charnel que je suis vient de faire sa connaissance et de vivre plusieurs jours avec lui, l'écoutant calmement discourir, vivant sa parole simple et claire dans un ravissement ininterrompu. Mais je m'imagine, d'autre part, que ce nom admirable doit jouer un rôle retentissant sous les voûtes célestes, où je l'entends volontiers roulant sa joie à la fois légère et sonore, son carillon de finesse et de plénitude, à travers les espaces de l'éternel amour.

En substance, il ne s'agit que de la charité, mais toute l'histoire et toute la description de la charité. Notre vie divine, en effet, et cet ouvrage en est la lumineuse démonstration, n'est pas autre chose que le développement en nous de l'amour de Dieu. C'est-à-dire *actuellement* l'organisation de la vie terrestre pour Dieu, au service de Dieu; *de tout temps* la contemplation de la Vérité en Dieu, par amour de Dieu; *finalement* l'hommage de Dieu rendu à Dieu à travers l'âme humaine. Voilà tout le contenu de ce volume. Mais cette vie divine en nous est successivement et longuement examinée de divers points de vue : 1° sa base, qui est la grâce sanctifiante, et ses lois; 2° sa fraternité extérieure, sociale et internationale; 3° son langage propre qui est l'oraison; 4° son épanouissement mystique dans l'amour; 5° ses formes et états, qui sont la vie divine

(1) *Notre vie divine,* par le P. A. Lemonnyer, O. P. Éditions du Cerf.

active, la vie divine contemplative et la vie divine mixte; 6° son statut possible, non encore établi.

Rassurez-vous, tout cela reste fort simple, sans aucune recherche outrancière de terminologie savante. Le P. Lemonnyer ne parle pas à des théologiens seulement : il veut être entendu par tout le monde. A lire ces lignes humbles et les bienveillantes explications auxquelles il se complaît, on a même l'impression qu'il préfère être compris par les laïcs que par les spécialistes.

Mais c'est surtout une grande douceur, une grande tendresse pour le lecteur-ami qui ressort de ce livre. C'est pour cela que l'on ne saurait le lire sans émotion et gratitude. Le résultat immédiat de cette simplicité, c'est que beaucoup de points obscurs ou en litige se trouvent brusquement éclairés, que nombre d'équivoques et d'imprécisions sont évitées ou écartées du chemin droit. Ce chemin droit, c'est la charité, et c'est elle aussi, c'est-à-dire l'accroissement de sa force et l'approfondissement de sa fonction, qui est la conclusion générale que le lecteur pourra tirer du livre, après l'avoir tirée du détail de chaque page. En somme, seule conclusion pratique : nous ne saurions mieux nous aimer nous-mêmes qu'en aimant Dieu mieux que nous-mêmes, car en Dieu seul nous sommes parfaits. Aimer Dieu par-dessus tout est donc l'unique preuve que nous ne nous aimons pas pour nos vices, mais pour nos vertus, dont nous voyons toute la perfection possible hors de nous-mêmes dans l'unique vrai Bien.

Catéchisme de la vie intérieure, description de l'Église Intérieure, théologie vivante et à la portée de toutes les intelligences attentives. Théologie actualisée aussi, reflétée par un homme qui est bien de son temps. Ainsi, entre autres, à la page 113, le rôle de la S. D. N. se trouve clairement défini, et dans les pages 228-252 la démonstration du primat de la joie sur la douleur prête à l'auteur l'occasion d'une très lumineuse critique de M. Bernanos, romancier.

Il faudrait citer les pages si puissamment significatives qui traitent de la prière théologale (141-149), puis celles qui expliquent le sens et la splendeur du signe de la Croix (202-214). Et oublierais-je toutes celles de la *première partie* qui nous parlent intimement des Personnes de la Sainte Trinité, sur un ton si pénétrant et si léger à la fois qu'on l'écouterait toute la vie!

Un adversaire de la religion, si d'aventure ce livre lui tombait entre les mains et s'il s'évertuait sincèrement à le comprendre, ne laisserait pas d'admirer l'ordre, la continuité, la grandeur discrète et émouvante de l'intérieur de ce sanctuaire qui a nom « notre vie

divine ». Mais les ennemis de notre foi ne sont même pas sensibles à l'Église extérieure et ne s'efforcent nullement de la comprendre : ils ragent de loin contre son architecture et les aspects redoutables de sa solidité. Comment donc pourront-ils jamais être amenés à venir jusqu'ici? Mesurant d'un coup d'œil cette distance, on comprend le mot de saint Jean de la Croix selon lequel les prédicateurs ne peuvent souvent que peu de chose, que bien souvent ils font du mal : Dieu seul peut conduire l'athée invétéré jusqu'à ces lieux de fraîcheur et de vie. Mais Dieu, sur terre, c'est la charité des hommes.

Nous autres, au contraire, nous aimons nous laisser prendre par la main et conduire à petits pas bien mesurés à l'intérieur de ce même sanctuaire. Or voici, dans la personne du P. Lemonnyer, un guide excellent, tout dévoué à notre bien et qui en plus est un incomparable architecte de cette vie intérieure. Je l'ai dit, dans ce livre tout est simple et bon, agréablement exprimé, sans aucun fatras intellectuel. Fruit mûr de vie contemplative et qui tombe tout parfumé, tout chaud d'un long été de soleil, dans les mains du lecteur qui voudra bien les tendre, le lecteur trop heureux de cette aubaine.

Je ne connais guère qu'un seul autre ouvrage qui puisse être comparé à celui-ci, c'est l'*Église du Christ*, du P. Lippert, traduit par Régis Jolivet (1). Mais il s'agit ici de l'*Église extérieure* seulement. On peut considérer les deux ouvrages comme se répondant harmonieusement et les recommander tous les deux pour les mêmes raisons. Toutefois, par son sujet même, qui réclame infiniment plus de sagesse et de profondeur, *Notre vie divine* est supérieure, naturellement supérieure, à l'ouvrage du P. Lippert, clairvoyante description du corps de l'Église.

Ah! si tous les écrits que les éditeurs catholiques nous proposent étaient aussi lentement pensés, aussi doucement dits, avec une aussi vivante charité, aussi peu d'effets de voix, un tel amour du silence! Sans doute, la vie catholique s'en ressentirait-elle profondément. Car des accents comme ceux-ci sont inoubliables, ils restent indélébiles, inscrits en nous. Comme la voix de notre mère nous reste inscrite au cœur, voix d'amour, voix de vérité, voix berceuse, musique du ciel.

Michel Seuphor.

(1) Éd. Emm. Vitte, Lyon (1933).

En marge d'un article

Sur la tombe d'Arles-sur-Tech

Mon article sur la tombe d'Arles-sur-Tech, paru dans La Vie Intellectuelle *du 10 juin dernier m'a valu, ainsi que j'en exprimais le désir, diverses communications très instructives, toutes tendant à expliquer rationnellement le phénomène de la production d'eau dans le sarcophage. Cette production d'eau, tous mes correspondants s'accordent à l'attribuer à une condensation de l'humidité atmosphérique semblable à celle qui est utilisée dans les « puits aériens ». On me signale d'ailleurs que cette hypothèse a été avancée, à propos du même phénomène, dans un article de* La Nature *(1er mars 1933) et de* Savoir *(janvier 1934). J'ai reçu également le plan détaillé d'un projet d'examen méthodique des conditions dans lesquelles l'eau peut se produire dans le réservoir suspendu formé par le sarcophage. Malgré son grand intérêt, je ne puis, faute de place, le publier ici; mais je l'ai mis à la disposition d'un correspondant, dans le cas où il pourrait intéresser à l'expérience l'Association des Ingénieurs catholiques, ainsi qu'il en a le dessein. Je me contenterai de donner ci-après la lettre que m'adresse M. Lepape, laquelle contient l'essentiel de ce qui peut intéresser le profane sur cette question et qui suggère une vérification préliminaire du phénomène, tentante par sa simplicité, c'est à savoir la fermeture hermétique du sarcophage :*

O. LEROY.

D'après la description du sarcophage et des conditions dans lesquelles apparaît l'eau qu'il fournit, il est facile de se rendre compte qu'il s'agit, très probablement, d'une condensation de la vapeur d'eau atmosphérique, c'est-à-dire d'une formation abondante de « rosée ». Voici, brièvement,

le mécanisme du phénomène. Le sarcophage, étant exposé à l'air libre, se refroidit *par rayonnement* pendant la nuit. Et, du fait qu'il est en marbre (conductibilité calorifique assez élevée) et, surtout, qu'il est isolé du sol (dont le contact ralentirait le refroidissement), il résulte que sa température intérieure devient particulièrement basse. La surface interne de la tombe agit alors comme paroi froide, sur laquelle vient se condenser l'humidité atmosphérique, car, *le joint du couvercle et de la tombe n'étant pas étanche*, l'air extérieur y pénètre librement.

La production d'eau est fonction de nombreux facteurs, mais elle est d'autant plus élevée que le ciel est plus clair et l'atmosphère plus humide. La première condition, dont dépend surtout le refroidissement, est la plus importante; c'est pourquoi, par temps pluvieux, c'est-à-dire par ciel couvert de nuages, la condensation peut être faible, malgré une atmosphère sursaturée de vapeur d'eau, conformément aux observations faites à Arles-sur-Tech.

Quant aux quantités d'eau recueillies, qui, à priori, paraissent, en effet, invraisemblables, elles sont, au contraire, tout à fait en accord avec celles que l'expérience et la théorie permettent de prévoir. Dans un article du Médecin-Colonel Pasteur, du Val-de-Grâce, paru dans la *Revue scientifique* (n° du 28 avril 1934), cet auteur montre, notamment (p. 242), qu'un mètre carré de surface solide exposée au rayonnement nocturne pourrait condenser jusqu'à 1500 grammes d'eau en dix heures.

Ce phénomène de production de la rosée, dont l'intensité est généralement insoupçonnée, était cependant utilisé par les anciens Grecs pour alimenter en eau la ville de Théodosie, en Crimée. Ils avaient édifié autour de la ville des monticules de pierres calcaires sur lesquelles se condensait, pendant la nuit, la vapeur d'eau de l'air. Aujourd'hui, il existe encore 13 de ces pyramides carrées de 30 mètres de côté et 10 mètres de hauteur.

Telle serait, à mon sens, l'origine de l'eau du sarcophage d'Arles-sur-Tech. En tout cas, il serait facile de mettre à l'épreuve l'explication que je propose : En supprimant toute communication gazeuse entre l'intérieur du sarcophage et l'air extérieur (en obturant hermétiquement, *avec soin*, *toutes* les ouvertures et *tous* les joints) la production d'eau devrait cesser.

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS. *Une contradiction.*

L'économie nationaliste d'un ministère socialiste.

CRITICUS. *Sur la guerre civile d'Espagne.*

Que penser des affaires d'Espagne en présence de tant de renseignements contradictoires, où transparaît souvent une ignorance quasi-totale des choses de la péninsule, aussi bien de sa géographie que de son histoire? Le Français qui se cache ici sous le voile de l'anonymat — chacun devinera par quel sentiment de délicatesse — est un de ceux qui connaissent le mieux l'Espagne, et qui l'aiment le plus sincèrement, pour y vivre depuis de longues années. Refusant de s'en tenir à de simples souvenirs anecdotiques, il nous fait découvrir dans le passé des origines lointaines du drame espagnol, en attendant qu'une seconde partie aborde les causes plus immédiates de la guerre, propose quelques pronostics, et dégage la leçon qui s'impose.

A.-D. TOLÉDANO. *Chronique de politique étrangère.*

Auscultation de l'Europe.

HENRI GUITTON. *Où en sommes-nous?*

A la veille d'un mois d'octobre et d'un hiver qui inquiètent, il convient d'essayer de faire le point de la situation sociale et économique.

AUGUSTE VIATTE. *A la veille des élections américaines.*

Qu'en sera-t-il de la candidature Roosevelt?

Une contradiction

M. Rist vient de mettre en lumière la contradiction où se trouve enfermée l'expérience Blum. Politiquement parlant, personne n'en doute, le socialisme est internationaliste. Il est pour la collaboration sociale par-delà les frontières, pour l'effacement des considérations nationales devant les exigences ou les prétentions des classes populaires. Les événements d'Espagne sont significatifs à cet égard. Il semblerait logique que l'attitude soit la même au point de vue économique, et qu'un gouvernement socialisant cherche également à ouvrir ses frontières à l'or, aux marchandises et aux capitaux, en adhérant à l'ordre économique international. Or, il n'en est rien. Nous constatons, au contraire, que l'économie française va être de plus en plus condamnée à se fermer sur elle-même. D'où vient donc cette contradiction : internationalisme politique, nationalisme économique ? Et pourra-t-elle longtemps se perpétuer sans danger ?



Il y a bien une logique solide derrière les déductions socialistes. La raison humaine ne peut plus se satisfaire d'un ajustement désordonné, chaotique et, en somme, jamais réalisé de la production et de la répartition des richesses. La raison, qui a su en tant d'autres domaines exercer son action régulatrice, doit être capable de la faire sentir aujourd'hui en matière économique. Le laisser-faire ne ressemble-t-il pas, dans les circonstances présentes, à une lâche abdication de l'esprit ? Ne serait-ce pas pour s'éviter la peine d'une intervention rationnelle toujours à renouveler qu'on aurait jus-

qu'alors reconnu à ce laisser-faire la vertu de réaliser par lui seul un ordre meilleur qu'un ordre voulu et construit?

Mais, aujourd'hui, jusques à quand faudrait-il attendre le retour de cet ordre naturel, combien de vies humaines faudrait-il sacrifier pour permettre à cet automatisme de jouer? Non, vraiment, une telle abdication n'est plus permise. L'heure est venue de substituer une économie organisée à la vieille économie spontanée de nos pères. La solution socialiste n'a certes pas le défaut de la paresse. Elle court au-devant des difficultés, au-devant des échecs même. On ne peut lui reprocher ni le manque de courage, ni le manque de foi. Il est beaucoup plus commode et presque plus prudent de ne pas être socialiste.

Ajuster la production à une répartition préconçue des richesses, faire de l'économique un serviteur du social, tel est donc le nouvel objectif. Il exige une autorité. Et comme cette autorité a une compétence limitée aux frontières politiques, l'objectif économique ne peut être poursuivi que dans le cadre strictement national. Sans doute, un esprit aussi aiguisé que celui de M. Blum trouverait-il manière d'échapper à la contradiction, et nous l'entendons par avance s'écrier : « Mais cette limitation au cadre national n'est que toute provisoire. Elle n'est qu'une première étape d'un très long voyage. Nous sommes des réalistes obligés de composer avec un monde qui n'est pas le nôtre, mais que nous comptons bien transfigurer. Un jour viendra où les particularités nationales s'estomperont devant les données sociales internationales, et où l'univers, gagné par le souffle socialiste, deviendra une entité homogène susceptible d'être dirigée par un même principe, celui que nous expérimentons pour la première fois en France au milieu des pires difficultés. Ce jour-là, la contradiction que vous signalez, et dont nous souffrons silencieusement, aura cessé. Nous serons définitivement ce que nous voulons être, des internationalistes intégraux, des hommes fiers d'avoir donné la main à tous les autres hommes du globe. »

Le provisoire et le définitif. Que de fois ce double palier a servi aux plus fameux doctrinaires! La dictature soviétique n'était pour Lénine qu'une étape de courte durée devant conduire au paradis anarchique. Évidemment, il suffirait de s'entendre sur l'unité de temps qui définit la longueur de l'attente : une décade, un siècle, un millénaire? Pour nous

autres, qui vivons à l'intérieur du siècle et n'en franchissons pas toutes les décades, nous savons à quoi nous en tenir. A notre échelle d'observation, la contradiction demeure entière. Bien qu'ayant une vocation universelle, le socialisme est en train d'isoler la France du reste du monde économique. Que va-t-il en résulter ?



Ne songeant qu'à dépenser en se désintéressant systématiquement des recettes, le gouvernement fait indéniablement hausser les prix de revient français. S'il n'y avait que la France au monde, ou si la France pouvait se passer de toutes les autres nations, ce ne serait pas un mal. Mais il y a les autres. La France peut-elle réellement vivre sans eux, même provisoirement, même avec le dessein de les mieux connaître lorsque l'étape nationaliste sera franchie ? Faire passer le social avant l'économique sans transition, c'est isoler la France à la fois monétairement et commercialement. C'est élever les barrières. Comment refuser la protection douanière renforcée aux industriels dont on augmente brusquement les charges ? C'est ainsi se détacher de plus en plus des pays économiquement forts, de ceux dont la monnaie est solide, dont les marchés sont larges, copieusement fournis des matières premières dont nous manquons, c'est ressembler aux pays qui, eux aussi, se ferment sur eux-mêmes et ne trouvent leur prospérité qu'en préparant la guerre.

Encore une fois, c'est parce que nous aussi nous voudrions qu'on serve de mieux en mieux les intérêts de la personne humaine de tous les travailleurs, que nous sommes navrés de voir notre gouvernement brûler à grand feu une idée juste. Il faut plus de mesure et dans l'internationalisme politique et dans le nationalisme économique. Il faut plus de prudence dans le maniement des faits économiques. C'est précisément parce que l'économique doit devenir un serviteur qu'il faut l'empêcher de préparer pour demain une cuisante revanche. Là encore, comme en d'autres domaines, celui qui veut faire l'ange risque malgré lui de faire aussi la bête.

Civis.

Sur la guerre civile d'Espagne

On sentait venir l'orage. De semaine en semaine, la tension croissante des esprits, les actes de violence et les appels à la violence multipliés, l'impuissance du gouvernement plus évidente, laissaient peu d'espoir aux moins pessimistes. Espagnols de droite et de gauche, étrangers vivant en Espagne s'accordaient à prédire que l'été ne finirait pas sans un « coup dur ». Mais sous quelle forme ? Quand ? et venant de qui ? L'imprécision même de la menace, les rumeurs, constantes autant que confuses, de mouvements fascistes ou communistes rendaient l'atmosphère plus lourde encore. Brusquement le voile se déchire. C'est d'abord le coup de tonnerre isolé du 13 juillet : l'assassinat du chef monarchiste Calvo Sotelo par des policiers, drame dont on saisit mal, de loin, les causes et les attaches, mais dont on sent bien qu'il annonce un drame plus vaste. Cinq jours plus tard éclate le soulèvement militaire dont le demi-succès déchaîne la guerre civile. Et depuis lors tous ceux qui aiment l'Espagne vivent un cauchemar dont rien encore n'annonce la fin.

« Cauchemar » : ce n'est plus une figure de rhétorique. Il ne s'agit pas seulement de tant d'images hallucinantes : églises incendiées, statues fusillées, cadavres exhumés, otages ou prisonniers mitraillés, dynamités, flambés à l'essence, — toute cette « Espagne noire » à la

Goya, que nos moyens de destruction rendent plus lugubre que celle des « Désastres de la guerre ». L'atrocité de la lutte ne peut surprendre ceux qui ont vécu en Espagne dans ces derniers temps ; elle les laisse pourtant, comme tout le monde, stupéfaits. Mais en plus leur esprit s'insurge contre « ce songe de la raison, qui enfante les monstres », où la guerre civile les tient plongés. Quel démon du paradoxe y préside, absurde autant que cruel ? Ces « rebelles » qui sont l'armée régulière, alors que le gouvernement « régulier » arme, pour défendre la république démocratique, les forces d'extrême-gauche qui n'aspirent qu'à la détruire ? Ces Marocains qui reviennent en Espagne pour défendre les églises menacées par les descendants de ceux qui firent la Reconquête ? Dans un pays qui seul, peut-être, de notre pauvre Europe, semblait à l'abri de toute menace de guerre, ces villages de la Sierra, but de promenades dominicales pour les Madrilènes, ces villes-musées de la Castille, endormies « à l'ombre de la cathédrale », qui figurent maintenant sur des communiqués dont le style nous rajeunit de vingt ans ; l'Alcazar de Tolède, réduit d'une défense sans espoir ; les tours de Sigüenza, hérissées de mitrailleuses, et ce monastère de Guadalupe, oasis de paix, merveille perdue au cœur des montagnes, bombardé par les avions, pris et repris à la baïonnette... Quelle affreuse ironie dans tout cela ! Ce vieux peuple resté si jeune, qui possède — dans ses deux camps — de telles réserves de ferveur, de générosité... et d'illusions, ne peut donc mieux prouver sa vitalité que par l'acharnement à s'entredétruire ?

Quelle que soit l'issue de la lutte, on tremble d'y voir périr une des plus nobles civilisations d'Europe. Ruine de l'économie, villes ravagées, trésors d'art détruits ? Tout cela, et quelque chose de plus. L'héritage d'une

vieille tradition chrétienne et chevaleresque — courtoisie familière, dignité sans morgue et sans pédantisme, cordialité des rapports humains par-delà les barrières de classes, de partis ou de nations, cette « gentillesse » (au vieux sens du mot) qui faisait jadis le charme de la vie espagnole, et qui, malgré son déclin rapide, frappait encore l'étranger — se perdra-t-il à jamais parmi tant de haine ? L'empreinte même du catholicisme — seul antidote à l'anarchisme foncier des Ibères, seule loi qui ait drainé et sublimé leurs énergies — s'effacera-t-elle, sinon de toutes les âmes, du moins de toute la vie sociale ? Après cette crise de fond où le destin d'une nation se joue (et peut-être pas d'une seule nation), dans un avenir encore indécis, mais presque forcément sombre, que restera-t-il de l'Espagne que nous avons tant aimée ?

Cette angoisse, plus obsédante dans le silence d'une campagne française encore pacifique, par ces vastes journées d'été tardif et radieux, on voudrait pourtant la dominer. Maintenant que huit semaines ont passé, sans que la balance penche encore de façon certaine, maintenant que des « fronts » se cristallisent, et que, de part et d'autre, on se prépare pour une guerre longue, il faut bien tenter de faire le point. Comment l'Espagne s'est-elle trouvée acculée à la guerre civile ? Comment cette guerre se poursuit-elle — contrairement aux prévisions du début — à forces presque égales et sans résultats décisifs ? On voudrait le comprendre et le faire comprendre, et c'est une tâche d'autant plus utile qu'elle est plus ingrate. Si le drame espagnol remue tant de passions hors d'Espagne, c'est qu'il apparaît comme un épisode du duel entre les forces spirituelles qui se disputent l'Europe. Et c'est vrai dans une large mesure. Mais, pour raisonner avec justesse sur cet épisode, pour en tirer des leçons valables hors d'Espagne, il faut d'abord le consi-

dérer sous un angle espagnol, en soulignant ce que la tradition et les problèmes propres à l'Espagne lui donnent d'unique. En se rendant mieux compte de cette complexité (et non pas seulement depuis la guerre civile, mais bien plus tôt, depuis la croissance parallèle des deux « fronts populaires »), notre presse, — de droite comme de gauche, — se serait épargné bien des erreurs d'optique et des imprudences de langage. Voir cette crise en historien, quelles que soient nos opinions, nos vœux et nos craintes, c'est, il me semble, notre premier devoir.

D'un tel souci procèdent les notes qui suivent. On n'y trouvera ni faits nouveaux, ni vues originales, ni même un exposé suivi des événements d'Espagne (à plus forte raison de leurs répercussions internationales). En dégager l'enchaînement et la hiérarchie sous une forme aussi dépouillée que possible, c'est leur seule ambition. Trop rapides, elles n'ont qu'une valeur très relative, et l'auteur le sait bien. Le fait d'avoir suivi sur place, depuis la Dictature, les variations du « climat » madrilène ne transforme pas en oracle celui que ni sa profession ni ses goûts n'attirent vers les milieux politiques. Le fait d'avoir parcouru presque toute l'Espagne et de connaître d'assez près les principaux théâtres de la guerre ne remplace pas la vision directe des opérations, et ne corrige pas toujours l'absurdité des dépêches — fragmentaires et tendancieuses plus qu'en aucune autre guerre — auxquelles nous sommes réduits. Peut-être, lorsque paraîtra la revue, les événements auront-ils déjà rectifié certaines conclusions ou fourni la réponse à certains doutes... Le lecteur voudra bien faire la part des circonstances et reconnaître dans ces pages, — écrites le cœur lourd, « sed sine ira aut studio », — un certain accent de bonne foi.

1) « Cosas de España »

On ne le répétera jamais assez : aucune des formules courantes, aucun des « couples » chers à la presse de droite ou de gauche — « militaires contre démocratie », « légalité et factieux », « fascisme et communisme », « front populaire et front national » — ne traduit exactement la réalité hispanique. Le voisinage des pays, la parenté des idiomes, les sympathies politiques, ne doivent pas nous illusionner sur le contenu de flacons aux étiquettes semblables. Entre un lecteur de *Claridad* ou même de *El Socialista* et un lecteur du *Populaire*, il y a aussi peu d'affinités profondes qu'entre un *falangista* et un Croix de feu. L'influence des mouvements d'idées ou des partis internationaux a été très forte en Espagne, les orientations vers la Russie, la France, l'Italie ou l'Allemagne, suivant les tendances, sont indéniables. Mais il reste que radicalisme à la française, socialisme, communisme, fascisme, sont des articles d'importation, des fruits forcés : comme l'hégélianisme en philosophie, comme l'impressionnisme ou le cubisme en art, ils n'ont eu qu'une faveur « à retardement »; pour s'en tenir aux plus récents exemples, le communisme orthodoxe ne « prend » en Espagne que depuis 1934, — et le fascisme espagnol n'existe vraiment que depuis 1933, alors que l'Espagne avait déjà connu une dictature militaire, que le fascisme italien arrivait à son âge « classique », que le national-socialisme avait pris le pouvoir, et que la « mystique » antifasciste prenait corps un peu partout. De là, des réactions différentes, un rythme plus violent,

plus spasmodique. De là surtout le bavardage et le verbalisme fréquents, l'inadaptation de toutes ces formules, déjà « cristallisées » ailleurs, qui n'avaient pas eu le temps de se nuancer en poussant leurs racines dans la vie nationale. Sous ce vêtement rigide, adapté tant bien que mal au corps souffrant du pays (et qui a contribué plus d'une fois à exaspérer les maux anciens), il faut bien recenser les réalités humaines et historiques, — les problèmes politiques, militaires, sociaux, religieux, propres à l'Espagne, — quitte à répéter des choses en apparence banales.

Un malaise séculaire

D'abord et surtout, la vie politique espagnole reflète un malaise séculaire, mais aggravé depuis le début du siècle à la fois par les conditions de la vie contemporaine et par la conscience que l'Espagne prenait de son mal. On ne saurait exagérer l'importance de l'ébranlement moral que la guerre hispano-américaine et la perte des dernières grandes colonies infligèrent à la « génération de 1898 ». La série des examens de conscience sur « l'essence de l'Espagne », les causes de sa décadence, les conditions de son relèvement, commencée par Unanumo et Ganivet, au lendemain du désastre, et poursuivie par leurs cadets, les Ortega y Gasset, les Marañon, les Madariaga, toutes ces analyses cliniques sans indulgence finirent par ébranler les Espagnols ; et la renaissance de la vie universitaire, le goût accrû de la lecture, le développement de la presse « intellectuelle » (le rôle de *El Sol*, fondé en 1917, a été considérable en ce sens), ont diffusé cette inquiétude dans toute la classe moyenne.

Le tempérament espagnol

Tous s'en prenaient plus ou moins au tempérament profond de l'Espagnol. On n'a pas loisir ici de traiter la question comme elle le mérite, et l'on peut d'ailleurs renvoyer le lecteur français (1) au livre brillant de Salvador de Madariaga : *Anglais, Français, Espagnols,* qui abuse peut-être des formules lapidaires et d'antithèses un peu trop schématiques, mais qui dégage bien l'essentiel. Définir l'Espagnol comme *homme de passion* par rapport au Français intellectuel et à l'Anglais, homme d'action, c'est, en somme, fort juste. On pourrait préciser en l'appelant *homme d'explosions*, à compressions et détentes, à réactions brusques et imprévisibles. En tout Espagnol coexistent un Sancho et un Quichotte : le Sancho quotidien, d'une prudence facilement timide et paresseuse, tolérant, plein de bonhomie, observe fort bien les hommes, avec un humour stoïque et désabusé ; mais cette sagesse n'épargnera jamais une folie au Quichotte qui se réveille dans les grandes occasions, s'il juge son honneur en jeu, si l'injustice dont il se croit victime le pousse à bout, ou même (l'épisode des prisonniers délivrés par Don Quichotte garde une profonde valeur symbolique) s'il s'émeut pour quelque opprimé.

De même qu'en art le « réalisme » espagnol est tout

(1) Une excellente traduction de *En torno al casticismo* de Unamuno par Marcel Bataillon, a paru en 1924, chez Plon, sous le titre *L'Essence de l'Espagne*. Ganivet n'a pas encore été traduit, mais on trouvera sur lui des pages suggestives dans le beau *Portrait de l'Espagne* de Maurice Legendre, en attendant l'étude d'ensemble que Mlle Pomès annonce depuis longtemps. Une traduction de la *España invertebrada* de Ortega y Gasset serait désirable.

le contraire du naturalisme hollandais ou anglais, simple traduction de la vie journalière, qu'il est une incorporation, à la fois épique et familière, du surnaturel au quotidien, de même dans la vie de l'esprit : après les mystiques du « Siècle d'or », qui mieux que tous « réalisèrent » l'invisible avec une vigueur incomparable, l'Espagnol actuel nous surprend encore par son aptitude à passionner les controverses, à rendre de la chair à tels mots usés — paix, liberté, antifascisme, ou autres — qui restent pour nous des notions abstraites et parfois des fantômes. Une fois « possédé », il s'engage à fond, incapable de calculer et de prévoir, de maintenir un équilibre de droits et d'intérêts, en joueur qui livre tout au destin, même — et surtout — sa vie.

Ce défaut noble, que d'autres peuples pourraient envier, et qui fait l'attrait des relations personnelles avec les Espagnols, — ceux qui calculent le moins, ceux qui restent le plus fidèles dans leurs amitiés, — est la racine de maux profonds. On indignerait beaucoup d'Espagnols « d'ordre » en les traitant d'anarchistes qui s'ignorent : ils le sont pourtant par leur rébellion instinctive contre l'autorité dès qu'elle leur impose la moindre gêne, par leur méconnaissance des réalités (qui se traduit par une confiance aveugle dans la prospérité et l'illusion d'écraser — « *aplastar* » — l'adversaire, sans savoir jouer le *fair play* lorsque celui-ci prend sa revanche), par leur indifférence à l'intérêt général, leur ignorance des transactions et de la continuité qu'exige le gouvernement d'un pays. Si les Espagnols se calomnient quand ils déplorent leur manque de patriotisme, il faut avouer que l'absence de toute menace extérieure et le cloisonnement géographique de la péninsule en régions violemment contrastées ne permettent pas à ce patriostisme de neutraliser l'esprit de parti.

Les tares du régime parlementaire

De là les tares de la vie politique espagnole depuis que le XIXe siècle y a importé le régime parlementaire. Il se trouvait que, par suite de la Reconquête — qui avait donné au souverain un pouvoir précoce et fort —, la monarchie moderne absolue et centralisée avait mûri en Espagne plus tôt qu'ailleurs, dès la fin du XVe siècle. Avec les Habsbourgs, avec l'appauvrissement du pays dans les grandes entreprises extérieures, la vie provinciale et municipale s'était rapidement tarie, une léthargie de deux siècles succédait à l'activité, remarquable et précoce, des Cortès médiévales (où les délégués des villes jouaient un rôle de premier plan). Lorsque le XIXe siècle rouvrit les Cortès, celles-ci ne furent jamais une représentation des intérêts ; plus qu'ailleurs le « pays légal » resta distinct du « pays réel »... La politique fut une sorte de jeu abstrait entre des clans groupés autour de chefs, de *caudillos*, plus qu'autour de programmes; elle suivit le rythme décevant de l'ouvrage de Pénélope : une succession de dictatures éphémères, tour à tour conservatrices et libérales, dont chacune ne savait que défaire l'œuvre de celle qu'elle avait remplacée, et qui ne prenait fin (les élections étant dépourvues de toute garantie) que par une saute d'humeur du chef de l'État (qui toujours « gouverna » plus qu'il ne « régna »), — ou par un coup de force.

Dès lors l'Espagne n'eut jamais cette armature administrative qui a pallié chez nous l'instabilité de la politique, et que la complexité de l'état moderne impose aux pays les plus réfractaires : au contraire, pendant tout le XIXe siècle, le « spoil system » y fut pratiqué intégrale-

ment, le balayeur aussi bien que le ministre étaient entraînés par la « rotation » des partis. Aujourd'hui encore, tous les postes importants, ceux qu'on appelle « *cargos de confianza* », notamment les directions de ministère, changent de titulaire à chaque crise ministérielle. Il en est de même pour les gouverneurs civils (l'équivalent de nos préfets), amis personnels des ministres, éphémères comme eux : et c'est peut-être plus grave encore, l'Espagne n'ayant aucun corps d'administrateurs provinciaux spécialisés. Si l'on ajoute que les municipalités d'opposition élues, même dans les grandes villes, étaient couramment « destituées » et remplacées par des commissions de gestion nommées, que dans les villages les arbitres de la vie municipale, artisans des élections et dispensateurs non seulement des faveurs, mais souvent du pain quotidien, étaient les fameux *caciques,* amis ou agents électoraux des chefs de parti, on conçoit la révolte des Espagnols contre cette armature factice et malfaisante, contre cette caricature de vie politique, qui interdisait toute réforme profonde.

Mais si l'on appelait la République pour remédier à cette « invertébration » de l'Espagne, on oubliait que le changement de régime ne changerait pas d'emblée les réactions et les habitudes d'un peuple. La République a certainement apporté plus de sincérité et d'intérêt dans la vie politique, du même coup elle en a exaspéré les spasmes. La monarchie jouait le rôle de stabilisateur dans les oscillations du pendule espagnol : au lieu d'écarts limités entre gouvernements conservateurs et libéraux, lorsque les passions des foules se sont soulevées pour des questions graves : enseignement religieux, réforme agraire, régime du travail, qui prenaient chacun aux entrailles, l'ampleur et la violence des mouvements ont surpassé toute attente : les trois grandes consulta-

tions électorales (1) de 1931, 1933, 1936, précédées de campagnes sentimentales où les « martyrs » jouèrent un rôle de premier plan, furent toutes « *en contra* » du régime précédent, et surprirent les vainqueurs au moins autant que les victimes. Les pouvoirs donnés au président de la République, à la fois très étendus suivant la tradition espagnole, et très « en l'air », sans le support d'un Sénat, avec le droit de dissolution limité et son exercice soumis au jugement des nouvelles Cortès, ne lui permettaient pas de jouer vraiment son rôle de « modérateur ». Et l'on sentit bien vite que la violence des heurts, l'incapacité des partis aux sacrifices qu'impose la « *convivencia* » allaient rendre le régime parlementaire plus stérile et plus impopulaire que sous la monarchie.

Un long passé de guerres civiles

La tentation de la violence pouvait d'autant plus surgir chez les vaincus que l'Espagne y était préparée par une tradition séculaire de guerres civiles, régionales, dynastiques, idéologiques (et souvent tout cela ensemble). Sans remonter aux siècles qui précédèrent l'unification, il suffit de rappeler les révoltes de la Catalogne et du Portugal (uni à l'Espagne pendant soixante ans) contre la centralisation de Philippe IV, et la guerre civile que fut *aussi* la guerre de Succession d'Espagne, Catalogne et Levant ayant pris parti pour l'archiduc contre Philippe V. Mais le moment décisif fut la guerre de

(1) Celle d'avril 1931 est antérieure à la République. Mais les conditions « prérévolutionnaires » dans lesquelles elles se firent et les garanties accordées à l'opposition la séparent des élections antérieures.

l'Indépendance contre Napoléon : l'importation massive des doctrines et des institutions françaises et la réaction contre les « *Afrancesados* » délimitèrent le terrain pour les guerres futures entre « carlistes » et « libéraux » ; les multiples *Juntas* locales qui organisèrent la résistance réveillèrent chez les Espagnols, en même temps que le goût de la violence, le particularisme « cantonaliste » ; enfin, l'armée prit une importance nouvelle et commença à s' « enkyster », à former un état dans l'État. C'est en 1820 que des anciens combattants appliquent pour la première fois la formule du « *pronunciamiento* », l'armée « se prononçant » pour un homme politique ou pour une formule de gouvernement. Et l'ère des généraux « dictateurs », « régents », « pacificateurs », — les Espartero, les Narvaez, les Prim, les Martinez Campos, — se prolongera pendant un demi-siècle, de Marie-Christine à Alphonse XII. Cet esprit de corps très vif, ce culte chatouilleux de l'honneur, non seulement de l'armée, mais de l'arme, — infanterie ou artillerie, — cet ascendant sur les troupes qui suivent leurs chefs immédiats contre le gouvernement, toutes ces « constantes » reparurent au grand jour vers 1920, lorsque la crise marocaine remit l'armée au premier plan et vint grossir un corps d'officiers déjà trop nombreux : ce fut l'époque des *Juntas* d'officiers, qui s'érigeaient en juges des ministres de la guerre, et, pour lutter contre le favoritisme de la cour ou les bureaux, obligeaient leurs adhérents, sur l'honneur, à refuser l'avancement au choix; ç'allait être le coup d'état de Primo de Rivera et le directoire de généraux de 1923. Cette intrusion des militaires dans la politique constituait un danger permanent pour l'État (danger que Primo de Rivera lui-même reconnaissait en brisant les *Juntas* d'officiers une fois maître du pouvoir) : mais les plus ardents à le dénon-

cer, les républicains, payaient leur tribut à la tradition. Le complot républicain de décembre 1930 prévoyait la conquête du pouvoir avec l'aide de l'armée : les soulèvements de Jaca et de Madrid n'étaient que le « départ » d'un mouvement militaire beaucoup plus vaste, que leur échec fit avorter.

Le coup de force militaire de 1936 n'avait donc rien d'inédit. Ce qui a été nouveau, ce qui le distingue essentiellement de ses devanciers, ç'a été l'attitude du pays. Jadis, sauf quelques exceptions (comme les provinces basques), le peuple laissait aux généraux le soin de trancher des conflits politiques qui n'intéressaient au fond que les minorités cultivées des villes ; en 1923, il demeura passif devant Primo de Rivera. En 1936, la violence des réactions ne s'explique pas seulement par des faits d'ordre général, comme la crise économique mondiale, le développement des grandes villes, des moyens de transport rapides dans les campagnes, de la propagande par la presse et la radio. Il faut tenir compte de deux faits particuliers à l'Espagne du XXe siècle : l'action, directe ou indirecte, de l'anarchisme sur un prolétariat agraire autant qu'industriel, — la poussée antireligieuse, liée plus étroitement qu'ailleurs à l'anticapitalisme.

Le Prolétariat

Appliqué à l'Espagne, le mot « prolétariat » reprend sa vigueur originelle pour évoquer des foules misérables, ne possédant à la lettre rien, pour qui ne pas mourir de faim est un problème renouvelé chaque jour, pour qui manger à leur faim est une rareté, et dont les marmailles douloureuses sont vouées à la mort ou à la dégénéres-

cence dans une proportion qui effraye. Que cette misère ait souvent pour cause l'étroitesse de vues, l'égoïsme sordide, l'ignorance indifférente des propriétaires et des patrons, c'est malheureusement vrai. Mais elle tient aussi à certaines conditions de vie propres à l'Espagne, — celle d'aujourd'hui pour les villes, celle de jadis et de toujours pour les campagnes. N'oublions pas l'influence de la guerre européenne sur l'Espagne, qui réalisa des bénéfices énormes et imprévus en vendant aux belligérants, au prix fort, les produits d'une industrie retardataire et jusque-là sans débouchés extérieurs. A cette prospérité un peu malsaine, succéda l'ère de facilité de Primo de Rivera. Comme toute dictature, celle-ci stimula les travaux publics et l'urbanisme (construction d'un réseau de routes modernes, expositions de Séville et Barcelone, Cité Universitaire de Madrid, transformation de Valence, etc...). Dans un pays qui avait toujours vécu chichement, au jour le jour, on vit brusquement très grand : une « inflation » industrielle et urbaine suivit l'afflux de capitaux. Le dépeuplement des campagnes s'accéléra, surtout des terres pauvres de la Castille, et la croissance des grandes villes, rapide partout, fut parfois presque foudroyante (on peut dire que depuis le début du siècle la population de Madrid a doublé, passant de 500.000 à 1 million d'habitants; il en fut à peu près de même pour Séville, Valence, Saragosse). D'où lotissements hâtifs sans eau, sans pavage, ces étonnantes baraques en boîtes de conserve de certaines banlieues madrilènes, ces faubourgs grouillants et sordides de Séville ou de Malaga, presque aussi lugubres dans le soleil et la poussière du Sud que l'East End de Londres ou notre « Zone » de jadis. La vie toujours précaire de leurs habitants devint misérable, du jour où les difficultés économiques produites par la liquidation de la dicta-

ture et l'instabilité politique qui suivit paralysèrent les affaires; dès 1930 — bien avant que l'Espagne subît le contre-coup de la crise mondiale (1) — le ralentissement des constructions vouait au chômage des milliers de manœuvres, ex-campagnards fraîchement transplantés.

Mais, de plus, un nombreux prolétariat d'ouvriers agricoles représente un facteur de malaise et d'instabilité. D'une manière générale, en Espagne, la petite bourgeoisie est moins nombreuse, moins active, moins influente qu'en France ou en Angleterre; mais on peut ajouter que rares sont les campagnes où le paysan aisé, petit propriétaire ou fermier, représente la « normale (2) »; et ce n'est guère qu'en Catalogne avec la *Esquerra,* et dans la région valencienne avec l'ancien parti radical autonomiste, que des partis bourgeois de gauche, rappelant notre radical-socialisme, trouvent une clientèle hors des villes. Dans tout le Sud-Ouest (provinces de Tolède et Ciudad-Real, Nouvelle-Castille, Estrémadure, Andalousie), les *latifundia* demeurent la règle. Leur présence s'explique par les conditions mêmes de la Reconquête après la célèbre victoire de Las Navas (1212). En moins de quarante ans, par l'effondrement de l'empire Almohade, l'étendue du royaume castillan doublait. Au contraire du Nord — peuplé d'hommes libres, de *hidalgos*, « vieux chrétiens », défricheurs et défenseurs du sol — où le petit domaine était la règle, d'immenses territoires, peuplés de musulmans soumis, furent attribués par les souverains aux grands vassaux ou aux Ordres militaires qui avaient aidé la Reconquête. Sur les conséquences de

(1) Contre-coup d'ailleurs atténué par le bon marché de la main-d'œuvre et la baisse de la monnaie.

(2) Assez nombreux dans la région cantabrique, la Vieille-Castille et le Leon, l'Aragon, ils y constituent la principale force des droites.

cet état de choses, sur l'absentéisme trop fréquent des « féodaux » actuels, sur la dureté de leurs « administrateurs » envers le paysan, sur l'urgence de créer de petits propriétaires, on a souvent insisté, et avec raison. Mais d'autres « points névralgiques », moins souvent mis en lumière, tiennent aux conditions naturelles autant qu'au régime de la propriété. La sécheresse du climat, l'insuffisance des irrigations ne permettent pas de cultiver le blé ou l'olivier sur toutes les bonnes terres, ni de travailler toute l'année. Lorsqu'un ouvrier chargé de famille s'estime heureux de gagner 5 ou 6 francs par jour pendant 150 à 200 jours par an, on imagine comment vivent les moins favorisés ; on ne s'étonne plus que, les mauvaises années, ceux qui se nourrissent d'herbes faute de pain ne soient pas rares; et l'on comprend trop que la brutalité ou l' « infantilisme » mental accompagnent une sous-alimentation chronique et héréditaire. De plus, le « village » n'existe guère, au sens français, avec ce que le mot évoque pour nous : maisons individualisées, jardinets, ruelles capricieuses. Les *pueblos* du Sud sont de grosses bourgades tassées, dépassant parfois 10.000 habitants, avec leurs ruches de constructions basses, blanchies à la chaux, tanières sordides au sol de terre battue, d'où l'homme part à l'aube avec la mule pour rentrer le soir. Bien plus que la vie de nos paysans, ces hommes ont les misères, la promiscuité, les réactions « grégaires » des ouvriers des villes. On imagine quelles haines élémentaires couvent au spectacle des bourgeois gras et placides qui s'exhibent, comme dans des aquariums, aux vitres des amples *casinos*, bâillant dans leurs profonds fauteuils, ou discutant devant leur tasse de café.

Progrès des propagandes socialistes, anarchistes et antireligieuses

Ces pauvres gens sont la proie d'élection pour toutes les propagandes « extrémistes ». Et de là vient la fortune rapide de l'anarchisme venu de Catalogne. Depuis le début du siècle, le socialisme « à l'européenne », sous sa forme étatiste, humanitaire, relativement réaliste et modérée, dont le patriarche avait été Pablo Iglesias, s'était taillé d'assez beaux fiefs dans les régions cantabriques, plus évoluées — bassin houiller asturien, zone métallurgique de Bilbao — ; longtemps il domina les corporations madrilènes. Mais il fut très vite aux prises avec l' « anarcho-syndicalisme ». A peu près mortes ailleurs, les vieilles doctrines de Bakounine trouvèrent en Catalogne un terrain d'élection (moins peut-être chez les Catalans de vieille souche que parmi les très nombreux immigrés valenciens, murciens ou andalous). Et les progrès de la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail) (1) furent rapides dans toute l'Espagne depuis la guerre européenne : à Séville, Malaga, Valence, Saragosse, elle faisait la loi; à Madrid elle contrôlait les industries du bâtiment; dans toutes les grandes villes elle formait des noyaux importants, et non seulement elle était puissante dans les campagnes andalouses, mais dans certaines régions agricoles du Nord, prospères, comme la Rioja (bassin moyen de l'Ebre). Elle prenait un développement imprévu. Violemment apolitique et antiparlementaire, opposant aux conceptions dictatoriales du marxisme son

(1) Distincte de la F. A. I. (Fédération Anarchiste Ibérique), mais en fait inspirée et contrôlée par elle.

« communisme libertaire », à l'étatisme tentaculaire la vie autonome de municipes régis par les syndicats, au capitalisme la suppression de la monnaie, exaltant l'attentat individuel contre le propriétaire, le garde civil ou le curé, sa simplicité même faisait son pouvoir sur des âmes simples. Et son action, même indirecte, était décisive : en l'absence d'un parti communiste actif, elle faisait pression sur le socialisme rival par ses constantes surenchères. Alors même que les dirigeants de Madrid cherchaient à freiner, le socialisme ne pouvait mordre sur les populations rurales de la Haute-Andalousie (Jaen) ou de l'Estrémadure du Sud (Badajoz), qu'en accentuant son caractère révolutionnaire.

Cet extrémisme passionnel des foules définit le dernier facteur du drame espagnol : le fanatisme antireligieux. Nous croyons parfaitement vain de reprendre ici les formules courantes, de remonter à l'Inquisition ou à l'expulsion des Morisques. Nous croirions volontiers l'Espagnol beaucoup plus tolérant sur le plan des doctrines que ne le veut la légende ; n'oublions pas qu'en aucun pays d'Europe les non-chrétiens ne conservèrent aussi longtemps une situation en somme favorable, et que le pouvoir croissant de l'Inquisition depuis les Rois catholiques fut une contre-offensive contre l'indifférentisme et les infiltrations juives ou musulmanes, bien avant de répondre au danger protestant. Mais sans insister sur le passé, on peut dire que dans les derniers temps de la monarchie « très catholique », un esprit de large tolérance régnait dans les milieux officiels, et que dans la nation les progrès de l'indifférence religieuse avaient été extrêmement rapides. Tous les écrivains dont la pensée marquait sur la jeunesse, tous les rénovateurs de l'Université étaient courtoisement hostiles ou du moins indifférents au catholicisme. Les réactions du clergé et

des catholiques étaient faibles, molles, purement négatives; confiants dans la façade traditionnelle de la nation, beaucoup affichaient le « snobisme de la gauche ». Mais, sur un plan inférieur, la presse et les propagandistes républicains, socialistes ou anarchistes, s'accordaient pour attaquer violemment les Ordres religieux, et surtout les Jésuites, puissances redoutables, disait-on, par leur pouvoir financier et leur soif de domination, par leur concurrence déloyale qui produisait à vil prix et arrachait le travail aux ouvriers. Plus généralement le clergé était présenté comme le plus ferme soutien — avec la garde civile — de l'oppression capitaliste, et la religion « opium du peuple », comme un obstacle insurmontable au relèvement de l'Espagne. Bien plus que la littérature historico-philosophique des loges maçonniques, cet « anticapitalisme » élémentaire a fanatisé les masses espagnoles à un degré inconcevable en France, en Angleterre ou en Allemagne. Et malheureusement certaine négligence, certaine rudesse, certaine âpreté au gain trop fréquentes chez le bas clergé (lui-même assez misérable), comme l'imprévoyance et l'absence de charité chrétienne de la majorité des « possédants », comme le « torpillage » du mouvement catholique social lancé vers 1920 par Severino Aznar, Ossorio y Gallardo, etc., rendaient stérile la contre-attaque. Plus la religion restait puissante, plus elle se mêlait séculairement à toute l'armature sociale et à la vie extérieure, plus elle était menacée, jusque dans ses édifices et ses œuvres d'art; les « Journées rouges » de Barcelone en 1909, avec les massacres de religieux et les incendies d'églises, préfiguraient le destin de toute une Espagne travaillée par l'anarchisme le jour où céderaient les digues...

II. — Les atouts gaspillés

Sous ce « climat » turbulent, avec un tel malaise spirituel et social, la violence affleure presque constamment. Après les « Journées » de Barcelone, les grèves générales sanglantes de 1917, les divers mouvements anarcho-syndicalistes de 1931-33 en Aragon, en Catalogne et en Andalousie, le mouvement séparatiste catalan conjugué avec le mouvement socialiste asturien d'octobre 1934, constituaient des prodromes de plus en plus graves. Pour rendre la guerre civile inévitable, il a suffi que les déceptions et les rancunes amassées par une suite d'expériences politiques malheureuses, aient barré graduellement toutes les voies pacifiques.

Cette continuité des échecs, — des *fracasos,* pour reprendre le pittoresque terme espagnol, — la série d'occasions manquées par les hommes ou les partis, les atouts, magnifiques au début, de moins en moins beaux, mais encore nombreux jusqu'à la dernière manche, puérilement gaspillés, — c'est là ce qui rend tragique l'histoire politique de l'Espagne, si médiocre d'autre part. Ici moins qu'ailleurs, il ne faut juger la qualité d'un peuple sur celle de ses politiciens (1), mais on ne peut comprendre son malaise sans analyser leurs erreurs.

(1) C'est d'ailleurs une sorte de fatalité qui poursuit l'Espagne, vouant à l'assassinat les rares hommes d'Etat dont la lucidité, la culture et l'énergie permettaient d'espérer une reconstruction : Calvo Sotelo après Canalejas et Dato.

La responsabilité d'Alphonse XIII

A la base, il y eut l'échec, non pas de la monarchie constitutionnelle, mais du monarque. A sa majorité, Alphonse XIII pouvait presque tout. Fatiguée des guerres civiles du XIXe siècle, épuisée par la saignée de la guerre de Cuba, l'immense majorité des Espagnols faisait confiance à la monarchie comme au seul élément d'équilibre et de continuité. L'opposition républicaine et socialiste, plus turbulente que nombreuse, respectait la personne du roi : l'enfant orphelin émouvait la sentimentalité du peuple, le jeune homme séduisait par son élégance, son sang-froid devant le danger, la cordialité de son abord. Il ne sut pas tirer parti de ce préjugé favorable, et le grand malheur de l'Espagne est de n'avoir pas trouvé un Albert Ier de Belgique ou seulement un George V d'Angleterre.

Il est trop tôt pour peser les griefs faits à l'homme et au souverain. Mais il faut bien constater qu'après quinze ans de règne personnel, la sympathie avait fait place à une impopularité croissante, et que plus tard les fourriers de la république allaient être des monarchistes mécontents du roi. On exploitait contre lui sa frivolité, le manque de sérieux de sa vie privée (les fugues fréquentes à Deauville ou à Saint-Jean-de-Luz, qui le rendaient populaire en France, produisaient en Espagne l'effet contraire), la désunion réelle ou supposée du ménage royal, tous ces impondérables, si importants pour l'opinion publique et pour la formation des légendes. Intelligent peut-être, ce souverain sportif et mondain n'eut ni la culture ni la volonté nécessaires pour s'évader du brouillard cotonneux que la vie de cour maintenait autour de lui. Comme un Louis XV ou un Louis XVI, il ne dédaigna

même pas, il ignora ces « intellectuels » faciles à flatter, dont la rancune devait être un jour décisive. Surtout il ne sut pas imposer cette « révolution par en haut » — réforme administrative et réforme agraire d'abord — qui seule pouvait être viable en Espagne, et reprendre la tradition castillane du « roi justicier », protecteur du peuple contre les grands : ceux qui l'y poussèrent, Canalejas, Maura, Dato, ne furent pas compris ou pas suivis. Qu'on y ajoute certaine instabilité d'humeur, une politique personnelle et souterraine, surtout en matière militaire et coloniale, qui lui fut âprement reprochée, — nous ignorons avec quelle justice. En tout cas, lorsque le désastre marocain de 1921 força l'Espagne à une guerre véritable et à une mobilisation très impopulaire, l'opposition accusa le roi d'avoir poussé le général Silvestre à l'offensive, par-dessus la tête du gouvernement, et se déchaîna contre lui.

La dictature

Deuxième carte perdue : la dictature. La crise très grave, à la fois militaire et politique, provoquée par l'affaire marocaine, coïncidait avec l'avènement du fascisme italien. C'est sans doute à cet exemple, mais sous la forme nationale du *pronunciamiento*, que le général Primo de Rivera proclame à Barcelone, en 1923, la dictature militaire, à laquelle le roi accède (l'a-t-il favorisée ou subie? la question reste posée). Aucune réaction, le général a les mains libres. Mais il existe deux diffé-ces profondes avec l'expérience italienne parallèle. L'homme d'abord : Primo n'a ni les défauts, ni le génie d'un Mussolini. De cet Andalou impulsif et bon enfant, sorte d' « image d'Épinal » du militaire de jadis, brave, galant et buvant sec, le patriotisme et le désintéresse-

ment sont indéniables. Mais il n'a ni le tempérament, ni la formation d'un « reconstructeur »; son humanité même donne à la dictature une allure semi-patriarcale, qui empêche ses adversaires de la prendre au tragique, et même au sérieux. D'autre part, en Italie, la marche sur Rome couronnait un mouvement mûri dans la lutte, qui avait sa doctrine et ses cadres d'anciens combattants. Rien de pareil en Espagne : il faut improviser. Or Primo, proclamant son mépris de tous les anciens partis, brise leur armature, compromet le roi auprès des monarchistes conservateurs et libéraux, et le prive de ses appuis traditionnels. En revanche, sentant l'urgence de réformes sociales, mais incapable de mettre sur pied des cadres neufs, il respecte les organisations socialistes, il les renforce même en coquetant avec elles (c'est ainsi que le chef socialiste Largo Caballero devient conseiller d'État). Enfin, pour s'étayer, il ne crée que le fantôme des « Unions patriotiques », organisations peuplées de ces « gens d'ordre », timorés et courts d'esprit, auxquels la presse de province réservait (sans ironie) le nom de *fuerzas vivas*. Les ministres civils dont il s'entoure sont ou médiocres, ou trop jeunes et présomptueux. Sur deux points, ils le desservent gravement : une politique étroite et puérile en matière d'instruction publique, jointe à de niaises persécutions (notamment l'exil d'un homme aussi respecté que Miguel de Unamuno), dresse contre la dictature les milieux universitaires; les imprudences du jeune Calvo Sotelo, — gaspillage et emprunts pour financer de grands travaux, monopole des pétroles qui lèse et aliène la finance internationale, — provoquent de graves difficultés budgétaires. Prisonnier des *intereses creados* autour de lui, le général n'a pas su se retirer sur sa victoire marocaine de 1926 et régler lui-même le passage de la dictature (qu'il a toujours décla-

rée provisoire) à un régime normal. Lorsque le roi, inquiet d'une opposition croissante (et qui atteint même l'armée), lui impose la retraite en janvier 1930 (retraite promptement suivie de sa mort en un demi-exil), qu'a-t-il donné à l'Espagne? La pacification du Maroc, — service immense et qu'on ne doit jamais oublier, car cet abcès empoisonnait lentement le pays. Six années de paix et de prospérité apparentes (ces « six années indignes » tant flétries par la presse républicaine, combien d'Espagnols ne les regrettent-ils pas aujourd'hui comme une oasis?). Mais il a hâté la perte du vaisseau qu'il voulait renflouer, et la formule populaire n'est pas menteuse qui résume ainsi le bilan de la Dictature : « des routes et la République ».

La république

Cette république, apportée quinze mois plus tard par une vague d'enthousiasme et qui soulevait tant d'espérances, naissait dans une confusion fatale à son avenir. L'explosion de mécontentement qui suivit la chute de la dictature, et que le gouvernement de transition du Général Berenguer, — véritable gouvernement-soliveau, — ne fit rien pour neutraliser, unissait aux socialistes et aux républicains de toujours d'anciens ministres monarchistes, « constitutionnalistes » et légalitaires, Alcala Zamora ou Sanchez Guerra. A cette agitation de presse et de meetings, déjà de rues, entretenue par des intellectuels idéalistes, des étudiants turbulents, des politiciens pressés de réparer six années de silence, il ne manquait qu'une plateforme sentimentale. On la trouva, magnifique, grâce à la tentative républicaine avortée de décembre 1930 : l'exécution des « martyrs de Jaca », les capi-

taines Galán et Garcia Hernandez (mesure juridiquement inattaquable, mais qui fut sans doute une faute politique), le procès triomphal d'Alcala Zamora, furent la meilleure des propagandes électorales. Mais la « Conjonction républicano-socialiste », formée en vue des élections, était trop disparate pour élaborer un programme commun, et surtout pour l'exécuter.

Elle était d'autant moins solide qu'elle arrivait au pouvoir par surprise. Les élections municipales d'avril 1931 lui donnèrent une forte majorité dans toutes les grandes villes; et c'est là seulement qu'un grand courant d'opinions pouvait se dessiner. Mais les monarchistes n'acceptèrent jamais ce verdict; ils alléguèrent que les chiffres, *sur l'ensemble du pays*, leur étaient favorables, ils dénoncèrent l'équivoque qui donnait un sens politique à des élections apolitiques par nature. Et lorsque, abandonné de tous, le roi quitta Madrid, il refusa d'abdiquer. La monarchie tombait comme une poire blette, à peu près sans lutte. Mais sa chute laissait intactes les forces sur lesquelles elle s'appuyait dans la nation. Cependant la coalition des vainqueurs n'était pas cimentée par de longues épreuves communes : mal préparés à un triomphe qu'ils n'attendaient pas si rapide, ils gardaient les pires illusions sur la facilité de leur tâche.

On respira donc pendant quelque temps une étrange atmosphère d'euphorie quasi-mystique, d'ivresse populaire, sans aucune violence, bruyante et carnavalesque, — bonnets phrygiens de papier, jeunes filles drapées des couleurs républicaines juchées sur des taxis, défilés d'où s'élevait, déformée, notre « Marseillaise », — qui nous aide à imaginer ce que purent être en France certaines journées de 1789 et de 1848. Cette lune de miel dura juste quatre semaines : les émeutes des 11 et 12 mai, provo-

quées par une ébauche de manifestation monarchiste, les premiers incendies de couvents à Madrid, devant la curiosité amusée de la foule et la passivité imposée à la police, les troubles beaucoup plus graves qui suivirent à Malaga, montrèrent crûment quelles violentes passions anticléricales animaient les masses républicaines, et que le gouvernement se refusait à sévir contre ceux qui l'avaient porté au pouvoir. On vit presque aussitôt s'élargir le fossé entre ceux « qui n'avaient pas voulu cela », bourgeois conservateurs et catholiques pour lesquels la république n'était, au fond, que la monarchie sans Alphonse XIII, et ceux qui ne voyaient en elle qu'un point de départ, ou mieux un outil propre à transformer la substructure du pays. (« Nous avons fait la République, maintenant il faut faire la Révolution », le mot, prêté à Manuel Azaña, illustre leur état d'esprit.) Or les premiers, — qui mettaient leur espoir en Lerroux, vieux républicain « historique » rosi avec l'âge, jouant déjà les patriarches bénisseurs et promettant « une république où pourraient s'abriter tous les Espagnols », — ne furent pas admis à jouer leur partie. Seul à disposer de cadres anciens et solides, le socialisme fut le grand vainqueur des élections législatives et le parti le plus nombreux de la Constituante en face d'une opposition de droite dérisoire (1). La violence du ton, la brimade systématique contre les opposants, le triomphe des tendances extrêmes dans le vote de la Constitution (qu'il s'agît de définir l'Espagne « république de travailleurs », de supprimer le Sénat ou d'interdire l'enseignement aux ordres religieux), furent évidents dès les premières se-

(1) Elle réunissait une quarantaine de députés vasco-navarrais et d'agrariens sur un total de 475.

maines. Et lorsque, en octobre, le gouvernement provisoire se disloqua, justement sur la question religieuse, républicains de gauche et socialistes entrèrent seuls dans le nouveau ministère présidé par Manuel Azaña.

Manuel Azaña

Cet homme nouveau, salué par ses amis comme la « grande révélation » du régime, allait marquer de son empreinte tout le premier « *bienio* » républicain. Écrivain et orateur d'une tranchante élégance, dédaigneux des fioritures que prodigue l'éloquence espagnole, volontiers sarcastique, il apparaissait à l'opposition comme un dictateur jacobin, sectaire, machiavélique et d'une froide inhumanité. En fait, il était plus et moins : un intellectuel d' « *Ateneo* », bien plus sensible que sa légende, prisonnier de ses rancunes et de ses amitiés, « roseau peint en fer » qui suivait les événements, alors qu'il semblait les diriger. Ce Castillan du Sud, ayant du passé espagnol un sens au moins aussi vif que ceux qui lui reprochaient de le dédaigner, ce bourgeois cultivé, beaucoup plus « centre », au fond, que gauche, parut un moment capable d'unir hardiesse et prudence pour « vertébrer » fortement une Espagne nouvelle. Peut-être aurait-il suffi d'un peu plus de cordialité chez lui, d'un peu moins d'incompréhension chez ses adversaires pour qu'il fût l'homme du destin... A quelles erreurs attribuer son échec ?

Certes pas à l'inertie : réformes agraires, militaires, scolaires, fiscales, lois sociales, travaux publics, tout fut entrepris à la fois, avec une sorte de fièvre. Beaucoup d'intentions généreuses, des réussites de détail (enseignement supérieur et beaux-arts notamment), très peu

d'œuvres viables, tel fut le bilan. Il tint d'abord au choix des collaborateurs, trop souvent dicté par les amitiés personnelles ou politiques. Azaña ne sut pas se préserver d'une équipe de médiocrités brouillonnes ou de théoriciens sans contact avec le réel, qui désorganisèrent l'administration et transformèrent l'Espagne en champ d'expériences d'une « république de professeurs », en commençant par la doter d'une constitution absurde (1). Leur pédantisme, si contraire au génie espagnol (beaucoup plus porté vers ce parti « antipédagogique » que réclamait alors Unamuno), autant que leurs cumuls, — les fameux « *enchufes* » (2), tant dénoncés par la presse de droite, — fournissait un aliment facile à la critique. Mais le plus grave défaut du gouvernement Azaña fut sa propension à l'arbitraire, à la brimade sectaire et bilieuse, qui reflétait à la fois l'esprit de la majorité et le tempérament de son chef : quelques mois après l'avènement du nouveau régime, un de ses pères spirituels, le philosophe Ortega y Gasset, déplorait l' « aigre visage » de la République, en réclamait « la joie perdue ». Et, de fait, les mécontents étaient légion. Une réforme militaire s'imposait, et tout le monde s'accordait sur le nombre excessif des officiers ; la façon brutale dont elle fut conduite heurta profondément leur esprit de corps, et les mises à la retraite anticipées parurent surtout un moyen

(1) Trop abstraite et compliquée — comme la Constitution allemande de Weimar, qui semble avoir influencé fortement ses rédacteurs —, non seulement elle fut incapable d'assurer l'équilibre des pouvoirs, mais, sur certains points importants, sa rédaction trop imprécise ouvrit la porte à de graves conflits : par exemple, en limitant à deux dissolutions le droit du Président, — elle omettait d'indiquer s'il s'agissait seulement de Cortès ordinaires, ou si la dissolution des Constituantes entrerait en ligne de compte, etc.

(2) L' « enchufe » est la prise de courant sur laquelle on branche un fil électrique. L'image fit fortune pendant deux ans.

d' « épurer » l'armée des cadres monarchistes. Octroyer un régime plus souple à la Catalogne, la majeure partie des Espagnols s'y résignait, mais beaucoup d'entre eux — même à gauche — s'indignèrent, au nom de l'unité nationale, en voyant l'appui de la *Esquerra* catalane payé par une autonomie aussi large, spécialement en matières d'enseignement et d'ordre public. La participation des socialistes au Gouvernement, qui leur permettait d'étendre dans les villes et d'instaurer dans les campagnes le règne de leurs *Casas del Pueblo*, ne lésait pas seulement les patrons, qui se plaignaient fort égoïstement du poids des lois sociales, et, plus justement, de la partialité des « jurys mixtes » en faveur des ouvriers : dans les campagnes, beaucoup de paysans étaient victimes de la loi de « *terminos municipales* », qui, sous couleur de réserver la priorité aux travailleurs domiciliés dans le pays, gênait gravement certaines cultures et remplaçait la tyrannie des « *caciques* » de village par celle des délégués socialistes. Autre déception, la réforme agraire : conçue par les socialistes sur un plan gigantesque, développant le colonat contre la petite propriété, exigeant une coûteuse bureaucratie, elle n'arriva pas à démarrer. Mais, si paradoxal qu'apparaisse ce rapprochement, l'hostilité la plus lourde de conséquence fut celle des ouvriers anarchistes et des droites catholiques. Les premiers se plaignaient des persécutions infligées à leurs syndicats; ils reprochaient aux socialistes de profiter du pouvoir pour liquider, en écrasant la concurrente, la vieille rivalité entre U.G.T. socialiste et C.N.T. libertaire. On sait assez, d'autre part, les griefs de la conscience catholique contre un Gouvernement qui dissolvait les Jésuites et confisquait leurs biens, maintenait l'épée de Damoclès suspendue sur les autres Ordres, condamnait leur enseignement à une mort prochaine

(lorsque des milliers d'écoles manquaient en Espagne), imposait un strict « laïcisme » dans la vie publique, subordonnant même certaines cérémonies du culte, comme les enterrements, à l'arbitraire des tyranneaux de village. Cette persécution larvée provoqua un « choc en retour » immédiat, et qui s'est prolongé.

(*A suivre.*)

CRITICUS.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Auscultation de l'Europe

L'Europe souffrait déjà d'une grave maladie, lorsque a éclaté cet abcès dangereux qu'est la guerre civile espagnole. A-t-on là affaire à un abcès de fixation, qui nous débarrassera enfin du virus du communisme ? La partie qui se joue dans la péninsule est capitale. Moscou le sent, qui redouble d'efforts, et surtout fait redoubler d'efforts par personne interposée, en l'espèce par ses partisans français, pour une intervention en faveur du *Frente popular.*

La duplicité des dirigeants du Kremlin a quelque chose d'effarant. Jouant sur une distinction imaginaire entre le « parti » et le gouvernement soviétique, ils souscrivent d'une part au plan de non-intervention proposé par la France, de l'autre ils mobilisent la IIIe Internationale pour l'intervention. Un gouvernement qui leur est inféodé, celui de Largo Caballero dit le « Lénine espagnol », prend le pouvoir à Madrid. Le seul ambassadeur laissé par les puissances dans la capitale espagnole est — comme par hasard — l'ambassadeur des Soviets, Rosenberg.

On peut donc s'attendre à ce que le bolchévisme joue son va-tout en Espagne dans les semaines qui vont suivre. Cela d'autant plus que la menace nazie s'accentue contre Moscou. On a toujours dit que les Allemands manquaient de tact; mais les effusions oratoires récentes d'Hitler dépassent en brutale franchise tout ce à quoi

nous étions habitués jusqu'ici. En fait, le Führer n'a pas caché ses visées expansionnistes à l'Est, en Ukraine et même au-delà. Ce qui se disait tout bas et depuis des années, il l'a dit tout haut, et avec d'autant plus d'autorité que ses déclarations ont l'appui d'une armée reconstituée dans toute sa force, munie d'un matériel des plus modernes, et d'un peuple entier qui a retrouvé son orgueilleuse fierté.

Paroles de tribun, paroles de dictateur, mais non paroles de diplomate. Si le pur amour de la paix était seul à inspirer le maître de l'Allemagne, il pèserait plus soigneusement ses termes, il éviterait à l'Europe, dont les nerfs sont à bout, des éclats de ce genre, il userait en un mot de plus de diplomatie. On ne peut l'accuser de cacher son jeu, mais il est des cas où il faut ménager un malade, et où le franc-parler peut avoir des conséquences funestes. En dénonçant le communisme, Hitler ne fait que reprendre un thème déjà exploité par les puissances occidentales. Il n'y a pas si longtemps qu'en France un ministre « de gauche » lançait la phrase désormais célèbre — et plagiée d'une autre phrase dirigée contre l'Église : « Le communisme, voilà l'ennemi. » Et l'idée du « cordon sanitaire » n'est pas après tout si ancienne. Mais ce qui éveille en France des suspicions, même parmi les adversaires de Moscou, c'est la précision apportée par le Führer dans ses plans orientaux, et c'est la crainte que, l'appétit venant en mangeant, une fois ses rêves de conquête réalisés à l'Est, il ne se retourne vers l'Ouest. Nous ne voulons pas devenir les soldats de Moscou; nous ne voulons pas non plus subir, après l'U.R.S.S., le même sort qu'elle.

Là réside toute la tragédie de notre politique étrangère. Pris entre la IIIe Internationale et le IIIe Reich, nous voudrions, nous voulons échapper au choix. Les événements d'Espagne ont rendu ce choix plus pressant et par cela plus difficile, de même que la constitution du Front populaire a accentué chez nous la tendance com-

muniste et donné une certaine justification à la violente réaction antisoviétique en Allemagne. Nous sera-t-il possible d'échapper longtemps encore à ce choix, qui serait fatal ?



Il est un pays dont la position rappelle la nôtre — dans une moindre mesure depuis la constitution du nouveau gouvernement français : c'est l'Angleterre. Ni fascisme, ni communisme, tel est le propos que j'ai entendu perpétuellement, que j'ai lu sans cesse dans la presse, lors de mes récents séjours à Londres, à Oxford et à Cambridge au début de juillet et d'août. Le congrès des trades-unions n'a-t-il pas répudié toute espèce de rapports avec Moscou et ne s'est-il pas déclaré anti-interventionniste dans les affaires d'Espagne ?

Par ailleurs, la force anglaise se reconstitue peu à peu. John Bull est lent à comprendre, lent à se décider. Il a cru au désarmement, il y a cru à tel point qu'il a voulu donner l'exemple aux autres nations en réduisant ses armements de façon excessive. Le rétablissement de la conscription en Allemagne, l'affaire éthiopienne lui ont ouvert les yeux, et il s'attache désormais, avec la ténacité dont il est coutumier, à augmenter méthodiquement ses forces, surtout aériennes. A telle enseigne qu'un éminent prélat anglais me disait, au commencement de juillet, que parler d'une reprise de la conférence du désarmement actuellement soulèverait en Angleterre une réprobation quasi-unanime. Or je lis aujourd'hui dans les journaux que l'idée lancée à Genève et à Paris d'une réunion possible du comité de cette conférence n'a trouvé aucun écho outre-Manche ; on y craindrait trop que ce soit là une manœuvre destinée à arrêter le réarmement britannique.

Aucune tendresse envers le communisme donc, et aussi une appréhension de voir la France du Front populaire inféodée à Moscou. N'a-t-on pas parlé récemment de

conversations importantes sur ce sujet entre M. Blum et l'ambassadeur britannique à Paris ? Mais, par contre, les discours de Nuremberg ont jeté le désarroi en Angleterre. Le gouvernement Baldwin poursuivait patiemment, malgré les rebuffades — le Reich n'a pas encore répondu au questionnaire à lui adressé à Pâques par M. Eden, et il n'y répondra sans doute jamais —, la tâche qu'il s'était proposée de rapprocher l'Allemagne des deux puissances occidentales. Mais aujourd'hui, après les paroles genre « poudre sèche » de Herr Hitler, après les revendications coloniales ouvertement étalées à Berlin, on ne sait plus que penser à Londres. On voudrait surtout que la France se ressaisisse, au lieu d'aller à la dérive vers Moscou. Une ferme accentuation de la politique française dans un sens *français,* une claire affirmation que le pacte franco-soviétique est exclusivement un instrument de paix, et non une alliance, produiraient certainement à Londres un effet excellent.

Il est un autre facteur important de la vie internationale, que nous ne saurions négliger : le facteur italien. Une armée aguerrie par une expédition remarquablement menée, un matériel de guerre qui se perfectionne chaque jour, un orgueil national exalté, mais aussi un sens plus fin et incontestablement plus réaliste des nécessités européennes, — jamais M. Mussolini n'a vitupéré Moscou — en un mot cette qualité toute latine de la mesure, tout concourt à donner à l'Italie, dans l'avenir immédiat, un rôle essentiel sur notre continent. Par la visite de M. Avenol à Rome, la Société des Nations a montré de louables dispositions à la conciliation pour un règlement définitif de la malheureuse affaire éthiopienne. Une amélioration marquée des rapports entre Rome et Londres s'est produite. Il n'est certes pas question de reconstituer le front de Stresa, mais il s'agit d'empêcher l'Italie d'encourager, par son attitude, les prétentions allemandes. Malgré l'accord austro-allemand, l'Autriche reste et restera la pierre d'achoppement entre Rome et

Berlin. Confondre, comme on le fait en France dans certains milieux, sous la dénomination commune de « fascisme », le fascisme italien et le national-socialisme allemand, c'est commettre non seulement une erreur de fait, mais une faute diplomatique et psychologique — à moins que, comme je le croirais aisément, l'erreur ne soit faite sciemment par des gens qui veulent couper les ponts avec nos voisins du Sud-Est pour mieux nous isoler et nous jeter ainsi, en dernier recours, dans les bras de Moscou.

Quand donc le sens des exigences nationales — qui n'est pas le nationalisme — nous fera-t-il comprendre qu'il ne s'agit pas de choisir entre Berlin et Moscou, entre Madrid et Burgos, ni même d'adopter les vues de Londres ou de Rome ? que la France est assez grande personne pour ne se mettre à la remorque d'aucun pays ?

Ce qui fait la force de l'Allemagne, de l'Italie, de l'U. R. S. S. en politique étrangère, c'est leur totalitarisme, l'identification du parti et de l'État. Nous n'en sommes pas encore là, Dieu merci, et il faut espérer que nous n'en serons jamais là ; mais si un pur patriotisme n'anime pas le peuple français, la liberté laissée aux citoyens de penser et d'agir librement, en dehors de tout conformisme, deviendra bien vite, si elle ne l'est déjà, un germe de faiblesse et même un dissolvant néfaste.

La Grande Ile échappe, de par sa position insulaire, à ce genre de faiblesse. Comme me le disait fort pertinemment naguère un jeune diplomate anglais, les discussions de politique étrangère gardent là-bas un caractère quelque peu académique. Tandis que nous, nous sommes « engagés ». Notre voisinage des foyers dangereux, et, disons-le aussi, à notre honneur du reste, la passion que chacun de nous met à défendre ses idées, nous livrent plus aisément aux discordes civiles.

Eh bien ! cette passion, nous devons la tourner tout

entière vers la France, vers le raffermissement de l'indépendance et de la force de la France. Notre pays se sauvera tout seul, en puisant dans le fond de ses propres idées, tout imprégnées, quoi qu'il en ait, par vingt siècles de christianisme. Ce qui ne l'empêchera pas, car aucune nation ne peut se suffire à elle-même, surtout une nation comme la nôtre à la navrante dépopulation, de s'appuyer, pour le maintien de la paix, sur des nations telles que l'Angleterre et l'Italie, dont les intérêts coïncident avec les siens, et dont la rapprochent des affinités naturelles ou électives.

Mais de grâce, que la France redevienne la France, sans aucun nationalisme ou chauvinisme, parce que la France tout court est indispensable à l'Europe.

André-D. Tolédano.

Où en sommes-nous?

L'été a passé. L'expérience Blum s'est poursuivie, et aujourd'hui, après quatre mois relativement calmes, à la veille d'un mois d'octobre et d'un hiver qui inquiètent, il convient d'essayer de faire le point de la situation. Premier intéressé, le gouvernement s'y est déjà employé à plusieurs reprises et toujours, comme il est de son devoir, sur un ton très optimiste. Du côté opposé, le son de cloche est naturellement tout autre. Tandis que les gouvernants insistent sur les aspects encourageants, les opposants mettent le doigt sur les côtés les moins rassurants. Les uns ne voient que la lumière ; les autres ne voient que les ombres. Peut-être, disent ces derniers, y a-t-il quelques améliorations dans le domaine économi-

que, en tout cas ce n'est pas à cause du Front populaire, c'est malgré sa présence au pouvoir. La quantité des mesures votées n'est pas un signe de perfection ; l'abondance en la matière est au contraire un symptôme de faiblesse, et l'on invoque l'axiome de Tacite : *plurimae leges, pessima respublica*, plus elle fait de lois, moins la république est respectable.

En face de ces vérités contraires, l'homme raisonnable se demande où gît la vérité, s'il faut faire abstraction des ombres ou faire abstraction de la lumière, s'il faut s'arrêter aux apparences, ou s'il ne faut pas rechercher derrière ce qui se voit les forces mal visibles qui semblent mener le monde. Il y a, dans l'expérience Blum, la lettre et l'esprit, il y a des lois et il y a l'atmosphère dans laquelle ces dernières vont avoir à s'appliquer. C'est sur ces lois et sur cette atmosphère qu'il faut tenter un jugement.

Des textes ont été votés dans de multiples domaines. Nous connaissons déjà les lois sociales par lesquelles l'expérience a débuté. Leur principe est acquis. C'est leur mise en œuvre qui va exiger de nombreuses précisions. Seuls les congés payés ont fait sentir déjà leur pleine influence psychologique et économique. C'est le point sur lequel la présidence du conseil a le plus insisté. La mesure était juste. Au début d'un été, elle ne pouvait qu'être favorable. Elle a donné l'éveil à un nouveau tourisme intérieur, populaire ; elle a revigoré le trafic des voyageurs et la vitalité des hôtels de dimension moyenne qui songent déjà à s'agrandir pour la saison prochaine. Les congés payés ont joué le rôle bienfaisant d'un catalyseur qui active des échanges. Les contrats collectifs et la semaine de 40 heures sont d'un effet moins immédiat. Ils n'ont eu jusqu'alors qu'une action psychologique. Les parties intéressées n'ont pu se borner jusqu'alors qu'à préparer l'ère nouvelle, à anticiper les résultats à venir

en amortissant, ou au contraire en amplifiant par avance des répercussions redoutées ou escomptées, sans que l'on sache encore si cette ère future accusera des antagonismes ou bien ouvrira la voie à de précieuses collaborations.

Aussitôt après ce premier train de lois sociales hâtives, d'autres séries ont suivi, rapidement discutées, sans que la plupart du temps les nouveaux députés aient eu la possibilité matérielle d'étudier à tête reposée les projets qu'on leur remettait quelques heures avant la séance publique. Ainsi furent enlevés les votes sur la refonte de la Banque de France, la nationalisation des armes de guerre, la répression de la fraude fiscale et l'évasion des capitaux, les grands travaux, la prolongation de la scolarité et l'abaissement de la limite d'âge des fonctionnaires, la répression de la hausse illicite, l'assistance à l'industrie, l'aménagement des dettes commerciales, et, pour terminer la session, mais avec plus de peine, le fameux Office du blé. L'énumération est imposante. En soi elle paraît assez cohérente, et si ce n'était la loi sur la Banque de France et sur l'Office du blé, à nous en tenir à la lettre seule et, moyennant quelques restrictions, nous serions disposé à y donner approbation. Pourquoi dénigrer systématiquement des mesures que le bon sens ne condamne pas, surtout en période de crise prolongée? Toute une œuvre de détente et de rénovation fiscales est en gestation et il faut attendre la rentrée parlementaire pour juger de l'ensemble.

Il est au contraire possible de dire clairement son avis sur la démocratisation de la Banque de France. C'était la réforme à laquelle les hommes du Front populaire tenaient le plus, celle qui devait permettre au mythe des 200 familles de s'incarner. C'est la réforme où il a passé le plus de jalousie, le moins de sérénité. Ce n'est pas que nous fassions nôtres les doléances formulées à leur dernière assemblée par les régents détrônés. Dans la mesure où l'on a mis fin à des privilèges, nous sommes prêts à

nous réjouir. Mais on ne détruit bien que ce qu'on remplace, et vraiment nous nous demandons si le pays gagnera à ne plus avoir une banque d'émission la plus indépendante qu'il soit du pouvoir constitué. Avec la prétention de devenir la Banque de la France, notre Institut central s'est étatisé beaucoup plus que démocratisé. Les gouvernements à venir devant être par essence à court d'argent, on se demande avec quelque appréhension qui préservera désormais notre monnaie du mal qui la guette.

Il reste enfin la politique agricole. Il fallait évidemment faire quelque chose pour l'agriculture et restituer au paysan au moins son pouvoir d'achat d'avant-guerre. Au lieu de considérer le prix du blé comme une résultante en se lamentant sur son insuffisance, le problème a donc été retourné. C'est d'abord le prix qui doit être fixé au niveau jugé rémunérateur : en fonction du prix on réglera les débouchés et le financement. Un organe en principe interprofessionnel, mais en fait administratif, doit assurer la marche du système. Les agriculteurs qui ont effectué leurs battages commencent à découvrir les difficultés d'une procédure qui est cependant instituée en leur faveur. Personne ne peut dire encore si les formalités nouvelles vaudront à l'agriculture ce mieux-être dont ne peut longtemps se passer l'économie française.

Mais si, dans l'ensemble, un esprit raisonnable ne peut pas être trop sévère sur ce premier apport législatif du ministère Blum, il y a, malheureusement, autre chose de plus réel, de plus troublant que de simples textes de lois. Il y a l'esprit dans lequel la lettre est enveloppée. Il y a l'atmosphère dans laquelle une expérience, légitime dans son principe, va évoluer. Et il faut le dire sans détour, cette atmosphère n'est vraiment pas favorable.

Il y a depuis le mois de juin ce fait dangereusement

nouveau que sont les grèves d'occupation. Nous avons dit ici leur caractère. Il s'est précisé. Ce qui avait été une surprise devient une habitude. Le procédé improvisé qui a réussi devient un moyen d'action normal. Les journaux parlent désormais des conflits du travail avec la même régularité qu'ils parlent du temps ou des accidents de la route. C'est une rubrique maintenant classique. Chaque jour le lecteur apprend que des grèves prennent fin, et que des grèves nouvelles surgissent. Elles durent peu de jours, mais du textile à la métallurgie ou au pneumatique, du Nord au Midi elles ne cessent pas. Elles entretiennent cette ambiance débilitante, dissolvante à la fois pour les employeurs, les employés et pour le grand public. C'est une action à froid, lente, insidieuse. Pour un motif de peu d'importance, un renvoi d'ouvrier, une sanction quelconque, sans emportement tout le mécanisme de l'occupation se déclanche, jamais contrecarré ni par l'autorité industrielle, ni par l'autorité officielle. On dirait que ceux qui pourraient sévir sont poussés par une force mystérieuse à respecter cette liturgie d'un nouveau style, sans savoir encore quel en fut le premier ordonnateur et quel en sera le dernier profiteur.

Le monde ouvrier pouvait légitimement se faire demandeur, mais il a brûlé les étapes. Les plus dignes de ses représentants en sont eux-mêmes étonnés. Il souffle en son sein un vent de conquête impatiente, comme s'il fallait rattraper tous les retards accumulés. La masse des travailleurs sait que le « ministère des masses » ne l'arrêtera plus dans ses offensives, même celles qu'il n'approuverait plus. Derrière les façades d'un gouvernement régulièrement constitué il y a des directives occultes : il y a la pression d'une internationale, il y a l'intervention d'un syndicalisme qui se sait de plus en plus fort, même dans un domaine qui n'est certainement pas de son ressort.

Enfin, malgré les communiqués de victoire, peut-on vraiment prétendre que la crise soit endiguée? Les statis-

tiques pas plus que les réalités ne sont convaincantes. Dans sa note du 28 août, la présidence du Conseil a bien signalé l'augmentation des recettes des réseaux, mais il n'a pas dit mot du chômage, cet indice humain par excellence qui ne lui donnait précisément pas encore raison. Le prix du pain a marqué son ascension inévitable, définitive peut-être, mettant, paraît-il, le consommateur à l'abri des variations futures, mais immédiatement énervant.

L'économie française lancée sur la voie de la hausse qui, après celle de la baisse, doit lui apporter le salut, amorce à peine sa route nouvelle. Elle hésite. Le choc populaire du mois de juin a donné son effet psychologique. La consommation des prix uniques a augmenté. Mais est-ce là seulement qu'il faut aller vérifier la reprise? Nous sommes à l'entrée de l'hiver. Il s'agit d'allumer un grand feu, mais avec du bois vert. Au lieu d'attendre que les bûches aient séché, les socialistes ont dit avec raison : « Le froid va venir, il faut absolument que le feu prenne », et ils ont allumé un foyer annexe, facile à prendre, avec des brindilles et de la paille, en espérant qu'il allait communiquer sa flamme à la masse des bûches encore trop humides. Nous sommes au moment où le feu secondaire commence à perdre de sa vigueur, les bûches fument et chantent, et l'on se demande avec inquiétude si l'on aura du feu quand le froid sera venu.

C'est que si la méthode est bonne, encore faut-il, pour qu'elle réussisse, une atmosphère propice. Il importe avant tout que les chercheurs de trouble ne viennent pas sournoisement jeter de l'eau vive sur le bois qui a tant de peine à prendre. Or, précisément, le danger de l'expérience Blum est là. Les chefs responsables ont rendu possible une crise de l'autorité qui vient se superposer à l'autre crise, au moment même où l'on tente un effort décisif. On dirait qu'ils veulent étouffer la crise en se passant du concours de ceux qui sont les premiers en contact avec elle. Comment s'étonner dans ces conditions que les uns

exagèrent leur confiance, que les autres exagèrent leur défiance, et qu'un fossé se creuse dans le pays? Et par dessus tout les grèves lancinantes entretiennent une psychose de révolution.

Et cependant le problème ne serait pas insoluble malgré tous les sombres pronostics. Mais il faudrait qu'en face des difficultés communes, à quelque parti qu'il appartienne, chacun serve la vérité; il faudrait que des deux côtés l'esprit de collaboration se substitue à la recherche des embûches. L'enjeu est trop grave pour qu'indéfiniment on se regarde en frères ennemis. Malheureusement, dans cette atmosphère impure, viciée au surplus par les événements espagnols, les idées les plus justes risquent d'être étouffées, les idées les moins justes risquent d'exploser, sans que personne en soit nommément responsable.

La crise d'autorité, crise morale par excellence, est encore plus grave que la crise économique. La seconde ne sera jamais résolue tant que la première se prolongera. C'est donc, une fois de plus, reconnaître la suprême nécessité de travailler sans découragement à la régénération morale du monde instable où nous vivons.

Henri Guitton.

A la veille des élections américaines

Les États-Unis sont entrés dans leur période électorale. Déjà les citoyens, au cours des élections primaires, ont nommé leurs représentants aux Congrès de leur parti; déjà ces Congrès se sont réunis, les républicains à Cleveland, les démocrates à Philadelphie; ces derniers ont renouvelé, comme on s'y attendait, leur confiance à M. Roosevelt; les autres lui opposeront M. Landon, gouverneur du Kansas, un Américain-type, ni chaud ni froid, que sa réputation d'administrateur probe et son insignifiance même prédisposaient à servir de « plus petit commun diviseur ».

Les mêmes Congrès ont élaboré les « plateformes » électorales des partis. Elles se ressemblent par leurs généralités prudentes. Coteries plutôt que groupements d'idées, les « machines » politiques varient au gré des vents : à la façon de maisons commerciales, elles se disputent une clientèle identique, et la flattent par une réclame à peu près semblable; les précisions nuiraient, la philosophie encore plus : critiquer la gestion ou les projets de l'adversaire, célébrer un candidat comme on lance un produit pharmaceutique, à cela se réduit l'art de la propagande, et, pour le reste, remettez-vous-en à la personnalité dudit candidat.

Mais, dans le cas présent, la personnalité de M. Roosevelt suffit à commander la bataille : on jugera le *New Deal*.

*
* *

Quelle est donc la situation aux États-Unis, après ces quatre ans d'expérience? et qu'en pensent les Américains?

Sans aucun doute, les choses vont mieux. Les démocrates ont pris le pouvoir à l'apogée de la crise : toutes les banques fermaient; faillites et chômage s'enchaînaient sans fin; c'était la panique. Aujourd'hui les catastrophes se sont éloignées : les affaires reprennent; pour la première fois depuis 1930, leur graphique hebdomadaire, dans le *New York Times*, revient à la moyenne; pour la première fois — indice concret entre cent autres — les paquebots se rendant en Europe font leur plein. Et il ne s'agit pas d'un boom momentané comme à l'avènement du président : la courbe alors avait cinglé vers le haut pour retomber presque aussitôt; maintenant elle s'installe, elle progresse sans heurts, de façon sûre et continue.

Amélioration factice? Laissons les spécialistes en discuter. Certains d'entre eux, on en a bien l'impression, traiteront toujours de factice, par principe, une amélioration qui ne serait pas due au libre jeu des forces naturelles. Au moins celle-ci n'a-t-elle pas grand'chose à voir avec la fabrication des armements. Reste à savoir dans quelle mesure les grands travaux, la multiplication des offices gouvernementaux, l'inflation de crédits, entretiennent une euphorie qui serait fallacieuse et précaire. Et puis, le chômage persiste : huit millions de chômeurs, peut-être douze, c'est un lourd fardeau, cela pose un grave problème; et comme la production redevient normale, on se demande avec angoisse si par hasard nous voyons s'établir, entre elle et le nombre des producteurs, un déséquilibre permanent...

Les critiques trouvent donc à s'exercer. N'en exagérons pas la portée. Plaidant la cause de « l'homme oublié », déclarant la guerre aux excès du capitalisme, M. Roosevelt s'exposait, par le fait même, à subir de violentes contre-attaques. Elles obtiennent plus de crédit à mesure que l'on respire à l'aise : *passato il pericolo, gabbato il santo*; les hommes d'affaires dont elles émanent retrouvent aussi leurs moyens financiers. Et ce n'est pas

un hasard si une partie de nos journaux européens, liée à des intérêts analogues, leur fait si largement écho... Les arrêts de la Cour suprême surtout ont contrarié la politique présidentielle d'une manière efficace. Encore faut-il préciser. La Cour suprême, formée en majorité de républicains, présidée par un ancien secrétaire d'État du gouvernement Harding, peut se laisser influencer par des considérations de parti ; qu'elle le fasse, au moins inconsciemment, la dissidence constante des juges démocrates suffirait à l'attester ; mais il ne s'agit pas officiellement d'économie. Elle n'a pas à dire si les mesures proposées lui paraissent bonnes en elles-mêmes : elle se prononce sur leur conformité avec la Constitution ; le vieux texte contemporain de l'indépendance garde encore aux États-Unis une autorité presque sacrée ; nul législateur n'a le droit d'en enfreindre les principes. Or, parmi ces principes figure le fédéralisme : les États ont leur domaine propre, le pouvoir central a le sien ; il ne saurait, d'après la Cour suprême, établir un système universel de Codes pour l'agriculture ou pour l'industrie : telles sont les raisons en vertu desquelles la N.R.A. puis l'A.A.A. ont été annulées successivement.

On voit par là combien se trompaient ceux qui assimilaient la « dictature » Roosevelt aux dictatures de Lénine ou de Mussolini. Rien ne leur est commun. Aux États-Unis, nul totalitarisme. De tout temps, le président, indépendant des Chambres, a nommé ses ministres et mené sa politique à sa guise ; l'étendue de ce pouvoir rencontre ses limites dans sa courte durée et dans la nécessité d'une ratification. Wilson, malgré le Sénat, a négocié le traité de Versailles, fondé la Société des Nations, dicté ses volontés au monde : mais il n'a pu gagner son opinion publique ; les élections sont venues ; il a succombé ; et autant en emporte le vent. Tous ces obstacles subsistent. M. Roosevelt s'est fait donner pleins pouvoirs en certaines matières : mais il n'a pas esquivé la Cour suprême ; il n'a pas empêché les Chambres de voter

le bonus des anciens combattants, passant outre à son veto; et maintenant vient l'épreuve décisive, la consultation populaire, qui pourrait tout rendre vain.

Il l'affronte avec un prestige amoindri. L'enthousiasme de 1932 est tombé; l'opposition s'est accrue. Mais l'a-t-elle fait assez pour devenir majorité? peut-elle se flatter du succès? Nous en doutons.

***

M. Roosevelt doit faire face à deux catégories d'adversaires.

D'abord, les tenants du libéralisme économique. Ils forment la « vieille garde » républicaine : impuissants à imposer M. Hoover, ils ont, du moins, évincé ses concurrents « radicaux », et n'ont pas peu contribué à désigner M. Landon, paravent commode, genre Coolidge. Mais ils ont aussi des intelligences parmi les démocrates : les planteurs du Sud, conservateurs et racistes; les champions de la « monnaie saine », ceux qui s'exprimaient naguère par la voix du sénateur Glass, et qui ont tenté de susciter une candidature Talmadge ou Breckinridge; enfin, les « jeffersoniens », comme s'intitulent la « Ligue des libertés américaines » et ses amis, individualistes, partisans du « chacun pour soi », qui viennent de recruter à grand fracas le politicien le plus jovial et le plus dynamique des États-Unis : l'ancien gouverneur Alfred Smith.

De l'autre côté, les démagogues. Car M. Roosevelt, grands dieux! n'est pas un utopiste, quoi qu'on en ait dit; il n'a cessé de se débattre contre les utopies; il ne leur a concédé que le strict nécessaire; sa dévaluation, comme celle de M. Paul Reynaud, n'avait pour but que d'empêcher l'inflation. Et l'inflation, à son avènement, était la tarte à la crème de l'Ouest; on y voyait une panacée : elle devait réduire les dettes, faire pleuvoir les billets, rendre à chacun de quoi spéculer... Par surcroît, les représentants des États argentifères prêchaient le bimétallisme. Et les systèmes inédits fourmillaient. C'était une

marée montante ; on n'écoutait plus le bon sens ; devant l'effondrement du capitalisme, on acceptait n'importe quoi, au petit bonheur : la croisade d'Upton Sinclair pour supprimer la pauvreté en Californie, la redistribution des richesses que voulait en Louisiane feu Huey Long ; et Long est mort, assassiné, mais sa famille gouverne encore son État, et l'abbé Coughlin, autre novateur, qui du moins cherche à s'adapter aux Encycliques, touche encore ses millions d'auditeurs... Derrière eux, des politiciens chevronnés, les Johnson et les La Follette sinon les Borah, inscrits en général aux partis établis, mais souvent rebelles, et attentifs aux rumeurs montantes, se demandent s'ils doivent une fois de plus faire sécession avec un chef à eux comme jadis avec Théodore Roosevelt, ou bien, comme en 1932, jeter l'appoint de leurs forces dans la balance au profit du candidat le plus avancé...

Au bout de ces tendances, on trouverait le socialisme, mais un socialisme « quarante-huitard » plutôt que le marxisme. Celui-ci ne compte guère. Son dogmatisme effraie-t-il ? paraît-il trop intellectuel ? ou manque-t-il seulement d'une organisation assez solide et d'un mécanisme suffisamment graissé ? Plante importée, le terroir, de toute façon, lui réussit mal. Socialistes et communistes recueillent des voix parmi les immigrés de fraîche date ; ils se livrent, dans les milieux cultivés, à une propagande habile, et qui rappelle singulièrement leur propagande actuelle parmi nos écrivains ou nos savants français ; ils ont des revues bien faites ; ils intéressent une partie du public à la Russie des Soviets : tout ceci ne leur vaudra pas un seul vote électoral. Au total, leurs voix seront perdues, et comme le scrutin n'a qu'un tour, elles ne contribueront qu'à diviser la minorité.

Peut-on, d'après ces données, esquisser la future carte électorale ? Elle tient à trop de facteurs. Voter pour ou contre le *New Deal*, c'est aussi, selon les endroits, voter pour ou contre tel potentat local. Seuls les treize États du sud — sauf en 1928 — sont restés indéfectiblement

démocrates ; seule la Nouvelle-Angleterre rurale, même en 1932, a toujours été républicaine. La Pennsylvanie, qui formait avec elle le maigre lot de M. Hoover, s'est donné depuis lors un gouverneur démocrate, et pourra figurer dans le camp Roosevelt ; M. Landon, en revanche, se ralliera le Kansas qu'il administre, et pêchera, dans le tas des États voisins, un certain nombre de suffrages ; ailleurs encore, çà et là, la situation d'il y a quatre ans peut se retourner : le peuple, on le sait, ne nomme que ses délégués électoraux, en bloc, tant par État, et un très léger déplacement de voix suffit parfois à tout changer. — On entrevoit mieux comment voteront les diverses classes sociales. Les grandes affaires, noyau de l'opposition, renforcées par les nationalistes du groupe Hearst, disposeront d'une clientèle accrue ; les paysans hésiteront ; M. Roosevelt aura pour lui les anciens chômeurs qu'il emploie dans ses administrations ou dans ses chantiers, il aura pour lui, en souvenir du brain trust, une partie des universitaires : et surtout, il semble devoir garder l'énorme quantité des Américains moyens, qui peuvent contester tel de ses actes, mais lui savent gré, du moins, d'avoir tenté quelque chose, d'avoir remis tant bien que mal, la machine en mouvement, d'avoir facilité cette amélioration évidente dont ils jouissent.

Vers Noël, au moment où la Cour suprême venait d'annuler l'A.A.A., on s'interrogeait sur ce qui restait des chances présidentielles : on donnait encore M. Roosevelt comme réélu, mais avec une très faible marge. Aujourd'hui ses actions remontent. Ses adversaires paraissent irrémédiablement divisés ; ils n'ont pu faire surgir d'entre eux une personnalité comparable à la sienne ; ils ne proposent qu'un retour en arrière, ou des aventures ; selon toute vraisemblance, ils réduiront, par des succès locaux, l'écrasante majorité d'hier, mais, sauf imprévu, elle demeurera plus considérable qu'on ne l'eût cru.

Auguste Viatte.

PÉDAGOGIE ET ÉDUCATION

L. Doucy. *Timidité et Adolescence.*

Un livre écrit par un ami de la jeunesse, sur le défaut propre de l'adolescence. Que l'on ne croie pas la question d'ordre purement pédagogique : la médecine, la psychologie, la morale, la métaphysique, la théologie même y sont intéressées. C'est cette complexité même, mise en pleine lumière, qui rend si passionnant l'ouvrage de Jean Lacroix — et cet article qui lui est consacré.

Robert Pitrou. *L'éducation nouvelle selon l'hitlérisme.*

Pour former une Allemagne nouvelle, modeler une jeunesse nouvelle. Cette formule d'Hitler était déjà à peu près celle de Fichte, il y a plus de cent ans. Comment est-elle aujourd'hui passée dans les faits?

Georges Ræders. *La décadence de l'enseignement au Brésil.*

L'influence néfaste des programmes matérialistes.

Timidité et adolescence

On ne trouvera pas plus d'un chapitre de pédagogie dans le livre par lequel M. Jean Lacroix inaugure la collection pédagogique « L'enfant et la Vie » (1). Seuls s'en étonneront ceux qui ramènent la pédagogie aux proportions d'une « expérience vague » dans laquelle viendraient s'enchâsser quelques morceaux lyriques et beaucoup de citations édifiantes. Un ouvrage de pédagogie est une tranche d'action sociale, et pour qu'une telle action porte des fruits, disait jadis Paul Bureau, ni le talent oratoire, ni la sincérité, ni même la générosité ne suffisent : il y faut une compétence que la science est seule à pouvoir donner. Ce qui fait à nos yeux l'intérêt de la tentative de Jean Lacroix, ce qui nous fait dire qu'il s'y révèle un vrai technicien des questions pédagogiques, c'est d'abord ceci : *il n'a pas besoin* de s'étendre sur le traitement pédagogique de la timidité, précisément parce que les descriptions *scientifiques* qu'il consacre à la nature, aux causes et à l'évolution de la timidité indiquent par elles-mêmes les remèdes appropriés au mal.

Du savant, notre auteur a la modestie : la contribution qu'il apporte à l'étude de la timidité, il sait qu'elle ne dépasse pas les frontières de la psychologie, il insiste sur la nécessité de faire appel à la compétence du médecin et à celle du théologien (pp. 7-10). Même sur le terrain des analyses psychologiques et morales, il consent à ignorer ce que la science n'est pas encore en état d'éclaircir, il ne se croit pas déshonoré pour corriger d'un « peut-être »

(1) Dirigée par M. Maurice Vaussard, chez F. Aubier, Éditions Montaigne.

tant d'hypothèses séduisantes et originales que, chemin faisant, il nous confie. C'est que la modestie traduit ici un respect inaltérable, un amour enthousiaste du réel : ce caractère du timide, ce sont des personnes concrètes que l'auteur a côtoyées, qu'il a aidées sans doute, avec l'exquise délicatesse d'une âme qui ne songe pas à maugréer contre les mystérieuses retraites où se dérobe l'âme la plus fraternelle.

Est-il nécessaire d'ajouter que des analyses scientifiques entreprises dans cet esprit échappent sans peine au péril de la sécheresse et de l'abstraction ? Sur ce point encore, Jean Lacroix nous paraît inaugurer un genre qu'il serait souhaitable de voir plus largement utilisé dans les enquêtes sur les synthèses mentales : la « littérature » psychologique de la timidité, pourquoi la chercher dans les comptes rendus des séances de laboratoires, alors que tant de timides, intéressés au plus haut point par la connaissance de leur moi, ont été ou sont en même temps des écrivains de grand style et découvrent à qui sait les interroger les replis de leur âme ? Notre auteur, quant à lui, sans jamais se départir d'un sens très sûr de l'objectivité scientifique, n'hésite pas à faire ample provision de ces témoignages. Les confidences curieuses et parfois émouvantes des Rousseau, des Maine de Biran, des Amiel, des Stendhal, des Jacques Rivière, des André Gide ne sont pas un des moindres attraits de ce livre dont le style nuancé et pourtant sans apprêt semble renouer avec la tradition de nos grands moralistes.



Il est impossible d'évoquer, même sommairement, la masse d'observations pertinentes et de suggestions ingénieuses que *Timidité et Adolescence* propose à nos réflexions. D'un autre côté, on trahirait à coup sûr cette œuvre si vivante en réduisant sa présentation à l'analyse de son squelette logique. Notre ambition serait d'aider

le lecteur à deviner ce qui fait rendre à ce travail scientifique un son si humain.

L'auteur s'interroge d'abord sur la nature et les causes de la timidité (chap. I). Partant du diagnostic populaire qui se borne à voir dans la timidité une sorte de crainte, Jean Lacroix va préciser que la crainte du timide est « la crainte du jugement d'autrui » (p. 13), accompagnée ou plutôt dérivée d' « un manque d'assurance en soi-même » : le timide « n'ose pas être lui-même avec les autres, de peur de donner de sa personne une opinion défavorable » (p. 14). Cette définition est encore trop large : « Ne sommes-nous pas tous dans le même cas? » (ibid.). Il faut insister sur la maladresse du timide jointe à l'importance excessive qu'il accorde au jugement d'autrui. Le timide a un violent désir d'être « à l'unisson », c'est-à-dire, au fond, adapté tant à la réalité sociale qu'à la réalité matérielle, et ce désir est combattu en lui par la conscience d'une infériorité qui, à son tour, accroît son inadaptation, c'est-à-dire sa gaucherie et finalement sa timidité elle-même (pp. 14-17). Pour découvrir les causes de la timidité, il semble donc qu'il n'y ait qu'à rechercher les circonstances de nature physique ou sociale susceptibles de développer ou de faire éclore le « complexe d'infériorité » : en fait, la disgrâce physique, les informités, le manque de mémoire, d'une part ; la pauvreté, le changement de milieu avec le « manque d'encadrement » qui en résulte, une éducation sans douceur, d'autre part, constituent les occasions les plus fréquentes d'intimidation (pp. 17-23).

Le psychologue ne peut toutefois se contenter de ces explications qui n'enseignent rien sur les mécanismes par lesquels va se constituer le caractère du timide ; seule, la description de la genèse progressive de la timidité présentera un intérêt scientifique, seule elle offrira à l'action pédagogique une prise véritable et sûre. Déjà, pour caractériser le point de départ, c'est-à-dire cette première crise d'intimidation à laquelle nul enfant peut-être n'échappe, il faut éviter le terme trop commode et singulièrement

équivoque d'émotion ; les troubles émotionnels sont des dérivations, l'essentiel du phénomène se situe sur le terrain de l'activité : l'intimidation consiste dans l'incapacité de produire devant témoins un acte qui s'accomplit aisément lorsqu'on est seul (pp. 24-25). C'est sans doute qu'un acte tire sa perfection de son aptitude à répondre non seulement à des exigences matérielles, mais aussi à une situation sociale ; que ce second élément vienne à faire défaut par suite de la nouveauté ou de la mobilité du milieu social, et voilà le sujet décontenancé. Or ceci veut dire très exactement qu'il est renvoyé de l'automatisme ou de la présence d'esprit à la conscience spectaculaire. Sa paralysie motrice a pour contre-partie un accroissement de conscience. Le grand danger de cette première crise d'intimidation, c'est précisément que le sujet la remarque, la contemple ; car c'est à cause de l'attention qu'il lui accorde que, de cette crise anodine, va sortir la timidité, maladie psychologique (chap. II).

La « systématisation de la timidité » peut être étudiée avec beaucoup de précision chez les adolescents. Jean Lacroix qui, il y a quelques mois, donnait ici même un remarquable essai sur l'adolescence (1), a d'autant moins de peine à justifier le choix de ce cas privilégié, que les « timides systématisés » apparaissent comme des adolescents à vie. On va donc mieux comprendre, en observant les adolescents, la signification et les suites de cette espèce de rétraction qui caractérise le phénomène de l'intimidation. L'intimidé qui contemple sa gaucherie et savoure sa maladresse est déjà, sans le savoir, un analyste de son propre moi. Mais ce sera bien autre chose lorsque l'âge sera venu de l'éveil de la puberté et de l'entrée dans « le monde » : dans cette double et lente réadaptation à un milieu physiologique et à des milieux sociaux jusque-là insoupçonnés, que d'occasions de trouble et de « gaffes » ! L'adolescent, exposé à tant de pièges, qu'il ne peut tra-

(1) *La Vie Intellectuelle* du 10 février 1935.

verser à son honneur, finira par *se savoir timide*, et dès lors il renoncera apparemment à cette sympathie des autres qu'il désire avec une sorte de fureur. Se persuadant que nul ne pourrait le comprendre, il s'enferme dans la citadelle de son rêve, il ne s'intéresse plus qu'au mystère de son propre moi (pp. 42-47) ; ou, pour mieux dire, rapidement déçu par ses rêves comme par la sentimentalité qui s'éveillait en lui, il se protège tout ensemble contre la brutalité des « barbares » et contre sa propre déliquescence, par une frénésie de la connaissance de soi.

Décrire la « timidité systématisée » (chap. IV), dessiner le « portrait du timide » (chap. VI), ce sont là des tâches redoutables dont l'auteur s'acquitte avec une habileté qui n'a d'égale que la modestie du ton. Que le lecteur se reporte à l'ouvrage lui-même ! Des analyses très concrètes et très poussées lui expliqueront comment il peut se faire qu'un homme soit « menteur par sincérité », lui apprendront quel subtil orgueil se cache dans cette solitude jalouse à laquelle se condamne le timide, lui feront toucher du doigt enfin la profonde misère de cet être qui, refusant d'avouer une trop évidente impuissance, n'a d'autres ressources que de se complaire dans sa propre souffrance ou de jouer au cynique.

Ce n'est point pour le plaisir douteux d'enrichir le catalogue des maladies nerveuses, que M. Jean Lacroix nous a décrit le sinueux cheminement au terme duquel ce qui était un simple travers se présente comme une névrose caractérisée. Nulle trace, ici, de cette mélancolie souriante du psychiatre qui donne à entendre que tous les hommes sont des aliénés ou des demi-fous. Le timide, sans doute, est ou peut être « l'un d'entre nous » ; raison de plus pour ne point le traiter en « chose » de laboratoire ; même si nous le sentions très différent de nous, il y aurait une autre attitude à garder que celle (imposée à

notre temps par le gouvernement des médecins) qui verrait en lui une de ces épaves d'hôpital dont on plaint la misère en méprisant leur vocation humaine. Notre auteur, quant à lui, s'attache au traitement de la timidité beaucoup moins en hygiéniste qu'en moraliste : si son livre respire la santé, c'est qu'il est l'œuvre d'un homme qui a foi au redressement ou à la rédemption de tout ce qui participe de l'humanité.

Aspirer à guérir le timide, c'est d'abord, d'une certaine manière, croire en lui : il « peut réaliser un certain type, un idéal », et d'ailleurs, « on ne peut lutter contre son caractère sans prendre appui dans son caractère même » (p. 146). Des exemples nombreux prouvent que des timides sont capables d'atteindre les cimes de la beauté, de s'élever à un haut degré de vie mystique : dans l'œuvre esthétique, le timide peut trouver une réalisation symbolique de ce moi dont le « malheur » vient originairement d'une soif d'absolu dans la communion avec autrui et avec l'idéal ; dans la prière et dans la recherche de la société de Dieu, il trouve parfois un moyen d'échapper à une solitude intolérable, et si, livré à ses seules tendances, il paraît devoir se contenter d'un « mysticisme hallucinatoire » qui « épuise parce qu'il est effort pour extérioriser ce qui est purement imaginaire » (p. 132), si le Dieu qu'il appelle risque de se confondre avec ce « Dieu des philosophes » qui est « principe de liaison de l'univers en même temps que son principe d'intelligibilité » (p. 133), il n'est pas exclu que la « simplicité » lui vienne d'ailleurs en même temps que le contact avec une réalité aussi indiscutable qu'indicible.

Les réussites totales ou partielles du timide en matière d'art et de mystique sont pleines d'enseignement : à celui qui se donne pour tâche moins de « combattre la timidité » que « de l'amender et de la diriger » (p. 146), elles montrent qu'il serait imprudent de se proposer ici la *sagesse* comme but. Et d'abord, le raisonnement tout seul ne peut rien pour guérir le timide : « raisonnez » un

timide, montrez-lui que son travers est un mal, parce que, en définitive, il l'éloigne de ces biens qu'il veut avec passion : la vérité, la pureté morale (pp. 149-152); il en conviendra sans peine, mais cet aveu ne l'aura point converti, parce que, s'il « connaît son mal », en même temps « il le chérit » : « ce lui est un plaisir de le combattre et un motif de s'y enfoncer plus profondément » (p. 152). On obtient incontestablement des résultats plus tangibles en obligeant le timide à agir, à faire effort pour se rendre maître de son corps, de son langage, de ses idées : lorsque l'enfant est dressé au sport et aux travaux manuels, sa timidité naissante peut être aisément enrayée, il a plus de chances de traverser sans péril cette crise de l'adolescence au cours de laquelle le divorce de la pensée et de l'action risque de revêtir une forme systématique; de même, si l'on parvient à entraîner le timide invétéré à une familiarité croissante avec les choses, avec les milieux sociaux, il arrivera peut-être un moment où il se déclarera guéri. Ne nous dissimulons pas, cependant, que, s'il n'y avait pas autre chose, cette sagesse laborieusement acquise pourrait conduire à un mal pire que l'ancien, car cette somme d'attitudes ne fait que recouvrir les abîmes intérieurs, cette maîtrise de soi ne sera jamais aussi parfaite que chez le cynique et le blasé. Nous ne saurions nous satisfaire de cette « orthopédie » ! Bien plus avisé, notre auteur nous rappelle que « par-delà la sagesse il y a la sainteté » (p. 10). Même avec ces méthodes d'action, il n'y aurait point de guérison de la timidité, si l'intéressé ne retrouvait en lui quelque chose de la simplicité évangélique et ne découvrait autour de lui ce mélange de bonté, d'abandon et d'audace qui fait la charité agissante (pp. 158-171) ; car c'est l'esprit qui donne leur sens aux gestes et aux attitudes et c'est la vivante communion des âmes qui délivre le solitaire de son orgueilleuse souffrance.

S'il en va de la sorte, c'est sans doute parce que, chez le timide comme chez tout autre, se joue le destin, la vocation de l'homme ; mais chez le timide *plus* que chez tout autre, le véritable drame est celui de la *conscience*. Cet aspect de l'analyse de Jean Lacroix, que nous avons réservé pour la fin, avec l'intention d'en mieux dégager l'originalité et la force, nous paraît commander à la fois les descriptions psychologiques et les vues pédagogiques qui remplissent le livre.

Le cas du timide nous fait merveilleusement comprendre ce qu'il y a d'universellement et de profondément humain dans le mot de Pascal : « Nous ne sommes pas, nous espérons d'être ». L'homme, quant à son fond, est toujours *en puissance* d'exister, et c'est parce que l'âme de l'adolescent timide est « puissance de toutes choses (1) », qu'elle jette de si vives clartés sur le mystère de notre être. De quoi l'on peut sans doute induire qu'il existe une timidité *essentielle* qui ne saurait être « vaincue », mais simplement « convertie » (p. 10).

Mais surtout la façon dont bon nombre d'hommes se guérissent de leur timidité au sortir de l'adolescence, le discernement des méthodes capables de lutter efficacement contre une timidité invétérée doivent à leur tour nous aider à approfondir notre connaissance de l'homme. Pourquoi le timide, sans cesse préoccupé de se connaître, ne réussit-il qu'à accroître la distance qui le sépare de lui-même? Et comment une pédagogie de la timidité qui invite ou oblige le malade à se tourner vers l'action peut-elle contribuer à le rapprocher de lui-même et en définitive l'aider à se mieux connaître? C'est que l' « analyse psychologique » par laquelle le timide se donne en spectacle à lui-même le conduit à un « dédoublement », géné-

(1) *La Vie Intellectuelle*, 10 février 1935, p. 465.

rateur de toutes sortes de « duplicités », tandis que l'effort pour coordonner ses gestes et ses mouvements, en unifiant progressivement les puissances du corps et en affranchissant le timide de la maladresse, travaille en même temps à l'unification de l'âme et lui permet d'accéder à la sincérité de l'analyse réflexive (p. 158). Toutefois, le problème n'est point entièrement résolu par cette remise en marche des corrélations idéo-motrices ; c'est même ici qu'une pédagogie à courte vue risque le plus de transformer le timide en cynique ou en blasé. Le convertir, ce n'est pas lui donner le moyen de s'évader, c'est reconnaître que l'inadaptation dont il souffre est radicale, tout en l'aidant à s'accepter lui-même. Les premières lueurs de la conscience dans la série animale nous la montrent « braquée sur l'instant présent et l'utilité immédiate, répondant à l'excitation actuelle par une réaction appropriée (1) » ; chez l'homme et surtout chez le jeune homme, cette sorte d'harmonie disparaît pour faire place au dédoublement : en ce « malheur de la conscience », qui se traduit par le vif sentiment de la disproportion entre l'idéal et le réel, qui encourage le divorce entre la pensée et l'action, il nous faut reconnaître la racine la plus profonde de la timidité. Mais, s'il est vrai que la charité et la simplicité de ceux qui entourent le timide forment le meilleur gage de sa guérison, ne faudra-t-il pas ajouter que ce malheur de la conscience est aussi ce qui nous révèle notre grandeur véritable? En nous, pourrait-on dire, l'individu aspire à *coïncider* avec la personne. Livré à lui-même, il se trompe fatalement de méthode : soit qu'il se borne à *systématiser* ses états d'âme comme le fait le timide, soit qu'il travaille, selon les préceptes d'une sagesse fermée sur elle-même, à *unifier* ses puissances idéo-motrices. Il en va tout autrement lorsque l'homme respire le parfum des âmes simples et aimantes, lorsque, en particulier, le timide éprouve que la défense de son

(1) *La Vie Intellectuelle*, art. cit. p. 460.

moi contre les « barbares » est désormais dépourvue de sens. Quand cette barrière de notre *cupidité essentielle* — celle qui infatigablement emprisonne le moi dans ses « avoirs » — vient à tomber, nous avons fait vers notre personne un pas décisif, le timide connaît la joie de cette communion fraternelle qui était son tourment ; il serait même pleinement guéri, si l'homme, ici-bas, pouvait l'être. Puisse-t-il, du moins, accepter cette situation « d'affranchi » que la *Vie de Jésus* de Mauriac relève avec tant d'énergie, et reconnaître enfin qu'il « ne peut être un qu'avec Dieu (1) » !

L. Doucy.

(1) *Timidité et Adolescence*, p. 10.

NOTES ET RÉFLEXIONS

L'éducation nouvelle selon l'hitlérisme

En relisant, ces jours derniers, les si actuels *Discours à la nation allemande* que J.-G. Fichte prononçait dans l'hiver de 1807 à 1808 à l'Université de Berlin, nous étions frappé par l'importance qu'il accorde à « l'éducation » pour intégrer le peuple allemand dans l'État nouveau. Ce fils d'un siècle éminemment et parfois odieusement pédagogique, sait que la pâte humaine, en Allemagne, est plus plastique peut-être que partout ailleurs. Il comprend que la mystique nouvelle de l'État, si elle répond, au fond, aux instincts du peuple allemand, demande cependant, à une époque tout imprégnée de jacobinisme, à être enseignée, et spécialement aux jeunes, dont le cerveau est encore cire vierge. C'est par l'éducation, répète-t-il sans cesse, que notre peuple, le Peuple primitif et prédestiné, atteindra son idéal. Hitler, aujourd'hui, ne tient pas un autre langage. Depuis *Mein Kampf*, écrit en 1924, jusqu'aux dernières ordonnances parues, la tendance hitlérienne est toujours restée la même : pour former une Allemagne nouvelle, modeler une jeunesse nouvelle. Jusqu'ici, pas de législation d'ensemble; rien que des mesures fragmentaires, mais assez nombreuses cependant pour nous donner une idée de ce que sera la réforme, une fois complète.

Le bruit court, en Allemagne, que le ministre de l'Éducation nationale, le Dr Rust, a dans ses tiroirs, toute prête, la loi qui bouleversera le régime scolaire. Pourquoi ne pas la promulguer ? ont demandé des indiscrets. Et les bonnes langues d'insinuer que cette temporisation provenait de dissidences, là comme ailleurs, entre novateurs extrémistes et modérés... modérateurs. D'où, au début de cette année, cette réponse officielle . « La route qui mène à l'École nouvelle ne saurait être parcourue avec des bottes de sept lieues. Il faut, pour reconstruire l'École, les mêmes délais que pour reboiser. Les débuts, s'ils sont mauvais, ne se font pas sentir tout

de suite en leurs conséquences, comme c'est le cas pour d'autres domaines où il est alors facile de les corriger à temps. C'est longtemps après seulement que les conséquences se font sentir. Aussi faut-il procéder, en cette matière, avec une prudence d'autant plus grande et la conscience de la responsabilité qu'on encourt. Il faut également se garder d'introduire ici des créations et des institutions nouvelles, à titre d'expérience, sans les avoir éprouvées par la pratique. »

Moins sensible que nous à la logique, à la cohésion, au bel ordre, l'Allemand « moyen », au fond, n'est guère choqué par les disparates de ce bâtiment où voisinent les parties anciennes, quelquefois même vétustes, avec des audaces qui nous semblent extraordinaires. Quels sont ces ailes, ces pignons neufs ?



D'abord, on pose ce principe, qui peut nous paraître étrange : ce n'est pas tant la modification des programmes qui importe que l'esprit nouveau à insuffler à la jeunesse. Les programmes sont chose secondaire, déclarait hier encore le ministre. L'essentiel, c'est l'esprit dans lequel nous élèverons nos enfants. « Nous », c'est-à-dire cette sorte de triumvirat que constituent : l'école, le groupement de jeunesse, la famille. « Tous trois, spécifie le décret du 24 octobre 1934, portent également la responsabilité du succès dans l'œuvre éducative, et, par suite, des mesures d'ordre éducatif, même lorsqu'ils n'y participent pas directement. »

Cette mise au second — ou au troisième — plan de la famille n'a pas été, on s'en doute, sans provoquer des récriminations, même de la part d'un public aussi passif que le peuple allemand. « *Wo bleibt die Familie ?* Et que devient, dans tout cela, la famille ? » lisions-nous récemment encore dans la « Boîte aux lettres » d'un grand quotidien berlinois. A cette objection grave, le décret déjà cité de 1934 répond (plus ou moins bien) en instituant, à la place des anciens « Conseils de parents », ce qu'il appelle la « Commune scolaire », autrement dit une sorte de comité de surveillance, adjoint au directeur de tout établissement et composé de parents d'élèves, de professeurs et d'un Führer désigné par la H.J. (la jeunesse hitlérienne) ou le B.D.M. (Ligue

des jeunes filles allemandes) dans les établissements féminins.

Aux parents, dira-t-on encore en haut lieu, on laisse le soin de l'éducation à la maison, et spécialement de l'instruction religieuse; à eux aussi on abandonne désormais cette fameuse « éducation sexuelle » que le régime de Weimar s'était imaginé d'impartir à tous, en commun, *ex cathedra*, et dont les résultats allaient à l'encontre du but visé. Mais nombreuses sont les plaintes des parents qui protestent parce qu'on leur enlève, dès le plus jeune âge, leurs bambins. Or, des principes mêmes énoncés plus haut, il appert que la part de la famille dans cette formation est réduite, au bas mot, à *un tiers*, en fait à beaucoup moins.

On se plaint surtout de la H. J. et du B. D. M. D'abord, parce que les directeurs forcent plus ou moins ouvertement les enfants à y adhérer, quitte même à les dresser contre leurs parents ! On s'insurge aussi contre ce dogme hérité de l'ancien « mouvement des jeunes », que la jeunesse doit être éduquée par la jeunesse. Les milieux dirigeants voient là une réaction bienfaisante contre « l'esprit des associations marxistes ou confessionnelles »; les parents, eux, préféreraient ne pas être réduits à la portion congrue. « Ces groupements, ajoutent les officiels, sont devenus des écoles sociales de discipline de soi, de camaraderie et de sens chevaleresque. » Et, depuis le 7 juin 1934, le samedi de chaque semaine, à l'instar du *dopo lavoro* mussolinien, est réservé, de 8 à 18 heures en hiver et de 7 à 19 heures en été, à l' « œuvre éducative de la H. J. ». C'est désormais la Journée de la jeunesse nationale (*Staatsjugendtag*).

A la H.J. ou à son « pendant » féminin, le B.D.M., incombe le soin d'organiser les exercices physiques et les jeux. On sait quelle place ils tiennent dans l'Allemagne du III[e] Reich. Périodiquement, dans son histoire, l'Allemagne fait une crise d'hellénisme. Nous assistons en ce moment à un nouvel accès de grécomanie. Dès *Mein Kampf*, Hitler opposait aux Weimariens abâtardis, comme contre-idéal, la *paideia* antique, la formation harmonieuse et simultanée du corps, de l'intelligence et du caractère. Ce corps trop négligé par notre époque sur-intellectualisée, dès les débuts, le 16 janvier 1933 déjà, la place d'honneur lui était rendue par l'édit qui imposait, en place de deux heures de culture physique par semaine, deux

heures de culture physique *par jour.* Ne sourions pas de ces mesures destinées à « régénérer une race », comme disait notre ambassadeur à Berlin, André François-Poncet. Contre le surmenage moderne, on ne saurait assez partir en guerre; il ruine la nation, au physique et au moral. Le Reich qui, très sagement, multiplie les encouragements à la repopulation et veille au rétablissement de la santé publique, s'efforce de remonter un courant funeste. Sans doute il exagère souvent, et les parents, les enfants eux-mêmes crient à l'abus du sport. L'intention, pourtant, est excellente.

C'est elle qui envoie les petits citadins, qu'ils soient du primaire ou du secondaire, aux champs pendant un semestre au minimum, souvent neuf mois. 22.000 écoliers en 1934, 31.000 en 1935, ont ainsi vécu, pendant trois trimestres, dans de grandes fermes, en contact avec la terre et ceux qui la cultivent. Pour les élèves des lycées, l'obligation n'existe pas encore, alors qu'elle est la règle pour le degré élémentaire. Mais la province rhénane, depuis décembre 1933, « met au vert » ses jeunes lycéens des deux sexes, pendant trois semaines, faute de mieux. Là comme dans les écoles communales, on choisit les élèves des plus hautes classes, qui ont plus grand besoin de plein air et semblent plus susceptibles de comprendre la grandeur de la vie rurale.

Affermissement des santés chancelantes, affermissement des caractères, développement de l'esprit de camaraderie et de la maîtrise de soi, contact avec d'autres classes sociales et avec une réalité non livresque, voilà ce que veut réaliser aussi le fameux « service du travail », imposé à tout bachelier — ou toute bachelière — désireux d'accéder aux études supérieures. (Décrets du 20 décembre 1932, des 1er et 18 janvier 1933, du 23 février 1933; mise en application par décret du 27 mars 1935.) Durant quatre mois, nos jeunes citadins manient la pelle et la pioche à raison de six heures par jour; ils assèchent des marais, construisent des routes; les jeunes filles s'adonnent au jardinage, aux soins ménagers, à la grosse cuisine (*Massenspeisung*).

Après quoi, nos jeunes gens entrent à l'Université. Jusqu'à nouvel ordre, l'Allemagne emprunte à la Hongrie, où il paraît avoir donné de bons résultats, la règle du *numerus clausus.* Déjà, pour l'entrée au lycée (appelé dorénavant *Oberschule*), l'oukase du 23 mars 1935 excluait les malades,

les malpropres (*sic*), les abouliques, les immoraux, les mauvais camarades; intellectuellement, on n'admettait à poursuivre leurs études que les enfants capables d'en tirer profit, et ce en tenant moins grand compte « des quantités de savoir accumulé » que des qualités d'intelligence et de volonté. Pour l'accès aux Facultés, le baccalauréat suffit, jusqu'à présent du moins, mais d'autres critères aussi sont envisagés qui portent, comme pour le gymnase, sur les aptitudes physiques, psychologiques et... le loyalisme politique des intéressés. Les évincés sont orientés ailleurs, par un office spécial, et suivent des cours pratiques, en attendant qu'on leur trouve une place (1).

Un grand coup de pioche a été donné dans l'ancien et quelque peu désuet édifice des « Corporations étudiantesques » (*Korps* et *Burschenschaften*). Les avancés du parti régnant voient là une aristocratie dangereuse, contre laquelle ils ont lancé une suite de décrets incendiaires. Les somptueux hôtels où résidaient ces riches associations, grandes pourvoyeuses du haut-fonctionnarisme, ont été transformés en « maisons de camaraderie ». Ce sont des espèces de foyers où, sous les auspices de la H.J. et sous la direction indiscutée d'un Führer, les étudiants vivent en communauté, sans distinction d'origine. Aussi bien, tous font-ils partie, depuis avril 1934, de la Fédération générale des Étudiants du Reich (*Reichsfachschaft*), étroitement rattachée à l'Association des étudiants nationaux-socialistes. Ce nivellement a été complété par des mesures comme celles-ci, véritable tombeau de la célèbre « liberté académique » : les professeurs sont, eux aussi, groupés en communauté (*Dozentenschaft*); leur chef, et pareillement le recteur, les doyens, sont désormais nommés par le ministre, et non plus élus par leurs pairs. Le Sénat universitaire (correspondant à nos Conseils d'Université) subsiste, mais à la condition d'avoir une couleur politique très nette.

Mais la science elle-même, la science qu'on enseigne dans les Universités, doit, elle aussi, endosser la chemise brune. « Ce qui caractérisera désormais la science et l'enseignement, proclamait le Dr Dietrich, chef du Bureau de Presse du Reich, le 17 novembre 1934, c'est que des Allemands,

(1) Le gouvernement tient beaucoup à proclamer que le *numerus clausus* ne joue pas pour les étudiants du dehors.

conscients de leur race et socialistes, se mettront à leur service. » Un professeur de l'Université de Hambourg, le Dr Rein, affirmait, dès 1933, la nécessité, pour la science allemande, d'être actualisée (il employait le terme barbare de « déshistorisée »), voire « politisée ». Ses résultats n'ont d'importance que s'ils peuvent être mis au service de la communauté populaire, avec un indice de valeur (1). D'où l'orientation de toutes les recherches, biologiques, historiques, géographiques, linguistiques, dans un sens directement profitable au patriotisme, à la fierté nationale. « La peur que ressent notre époque en face du chauvinisme, lisait-on déjà dans *Mein Kampf* (2), n'est que le reflet de son impuissance. » Il n'y a plus d'objectivité, écrit K. Pfeffer (3). Et nous dirons, nous, que cette tant vantée « objectivité » allemande était si souvent sujette à caution qu'on ne saurait guère regretter sa perte.

En opposition radicale avec « l'internationalisme dissolvant » qui faisait loi dans les écoles de la République weimarienne, le IIIe Reich proclame l'absolue prééminence d'un enseignement patriotique. « Le premier devoir de l'éducateur allemand, trouvons-nous dans la Bible hitlérienne, *Mein Kampf* (4), est d'inculquer à son pupille la conviction qu'il est, en tant qu'Allemand, absolument supérieur aux autres. » Dès lors, à tous les degrés, on munira l'enfant ou le jeune homme de notions parfaitement nettes sur la nécessité et les conditions essentielles d'un « sang pur », la prophylaxie de la race, l'hérédité et la sélection. Cet enseignement « racial », étayé par l'histoire, la géographie, inspirera au jeune Allemand l'orgueil de sa patrie. On insistera beaucoup sur la « Révolution de 1933 »; toute l'histoire antérieure de l'Allemagne devra apparaître comme la préparation du régime actuel, « ultime tentative pour sauver l'originalité de la race nordique ». (Instructions hambourgeoises du 29 mai 1933.) Dans le même esprit, la langue est enseignée surtout comme le lien le plus précieux qui réunisse les Allemands — idée fichtéenne — et la littérature comme la glorification des

(1) Articles et déclarations du Dr. Frick, du Dr. Dietrich, de Fritz Bran (*Hochschule und Ausland*, août 1934).

(2) P. 475.

(3) *Hochschule und Ausland*, septembre 1934.

(4) P. 456.

grands Allemands : Arminius, Gœtz von Berlichingen, le prince de Hombourg, et même Guillaume Tell ou Ottokar, roi de Bohême.

En conformité avec ces directives, certains « pays », comme la Bavière et Bade, ont fait à l'enseignement de l'allemand une part léonine (Décrets du 24 avril 1933). Cela, aux dépens d'autres disciplines, et spécialement des langues, anciennes ou modernes, et des mathématiques. Jusqu'à quel point les autres « pays » suivront-ils, et surtout la loi d'unification scolaire suivra-t-elle ? C'est le secret de demain.

Ce qui importe, il faut le répéter, c'est la synchronisation des intelligences, c'est la communauté populaire soumise à un vaste brassage où pourront fusionner les éléments divers qui la constituent. L'école unique, héritage de Weimar, est manifestement le but visé par le national-socialisme : l'école de *tous* les Allemands, entraînant par conséquent la suppression de l'école confessionnelle, encore si puissante outre-Rhin. Une seule école, enseignant les mêmes choses à tous : voilà l'idéal. Mais, pour l'instant, l'on s'est contenté d'indiquer l'orientation des établissements futurs en instituant les « établissements d'éducation nationale-politique » (*nationalpolitische Erziehungsanstalten*), sorte d'internats militarisés (or, jusqu'ici, l'internat était quasiment inconnu chez nos voisins !), au nombre de quatorze à l'heure qu'il est. C'est là une tentative, spécifie le ministre; nous essayons d'une formation où le corps, l'esprit et surtout le sentiment national seraient également cultivés.

Plus urgente, la formation de maîtres imbus de la foi nouvelle; elle est l'alpha et l'oméga de notre politique scolaire, avoue-t-on en haut lieu. Maîtres primaires, au premier chef. Les « Académies pédagogiques » de la République, aussi peu allemandes d'esprit que de nom, ont cédé la place aux « Écoles supérieures pour la formation des maîtres ». Ces écoles normales ont été immédiatement transférées à la campagne, pour faire reprendre à l'instituteur le contact avec la terre, si sottement perdu. Le séjour dans ces pépinières rurales est complété par un stage obligatoire, tous les trois ou quatre ans, pendant les vacances, à la campagne ou dans une petite ville. Il s'agit de maintenir la liaison entre les éducateurs du peuple et la paysannerie ou l'artisanat. Aux dernières nouvelles, on prépare des règlements analogues

pour les futurs professeurs du degré secondaire ou supérieur. « Là aussi, il s'agira de ne pas laisser le nouveau maître aborder ses études spécialisées, en Faculté, avant d'avoir expérimenté de lui-même, pratiquement, par la vie dans un camp et la camaraderie, les conditions fondamentales et nécessaires d'une éducation commune à tous les Allemands. » D'ores et déjà, les candidats aux fonctions de maître de conférences sont astreints, une fois soutenues leurs thèses, à un séjour de trois semaines dans un camp où, à dessein, ils coudoient des commerçants, des ouvriers ; ensemble, le matin, après le salut au drapeau, on se livre à des exercices athlétiques, suivis de conférences et de discussions; le soir, travaux personnels; au coucher, chants en commun. Interdiction absolue de quitter le camp pendant ces trois semaines. On ne voit pas que les conditions imposées aux aspirants à l'enseignement dans les lycées, lorsqu'elles seront connues, puissent être bien différentes...

Un mot encore sur les écoles supérieures, techniques et professionnelles, objets de la sollicitude des pouvoirs publics. Comme leurs camarades des Universités, les élèves de ces établissements ont à suivre des cours d'exercices physiques, pour lesquels ils sont notés, et des cours d'histoire, d'économie politique, en dehors de ceux qui concernent leur spécialité. Ont été créées aussi des écoles spéciales d'automobile et d'aéronautique. Mais c'est surtout aux écoles d'agriculture, ou plutôt à l'enseignement agricole post-scolaire, que s'intéresse activement l'administration. Malheureusement, il lui faut attendre la formation d'un cadre d'instituteurs appropriés; nous avons vu qu'elle s'y appliquait. On a fondé, pareillement, des écoles professionnelles d'agriculture, réservées à la population rurale. Elles comportent cent soixante heures d'enseignement pour l'année entière, toutes concernant le travail des champs au cours des diverses saisons. Cet enseignement sera donné par des instituteurs de village qui auront suivi, en outre, quelques cours sur ces sujets. Enfin, il existe maintenant une « école supérieure de culture rurale », qui, en un an, offre au jeune paysan l'occasion d'approfondir ses connaissances théoriques et pratiques. Pour y entrer, il faut avoir au moins vingt ans, et trois ans et demi de pratique agricole. Le nombre des auditeurs ne doit jamais dépasser cinquante. Ceux-ci, à la sortie, passent un examen

qui donne droit à un diplôme. A tous ces différents degrés d'enseignement agricole, les circulaires insistent sur l'urgence de fortifier chez le paysan allemand le sens national, de développer chez lui l'idée qu'il est « un membre au service de la communauté nationale ».

On le voit : les théories hitlériennes en matière d'éducation correspondent exactement à la doctrine politique du parti. Il s'agit avant tout de créer, ni plus, ni moins, un type de citoyen nouveau, un type d'Allemand nouveau. Vaste ambition, malgré la souplesse incroyable des échines, là-bas. L'exécution de ce programme ne va pas sans heurts. Les parents voient leurs enfants leur échapper, ils se voient eux-mêmes en butte à tous les désagréments pour peu qu'ils ne se plient pas docilement à toutes les injonctions de l'État omnipotent. Dieu nous préserve, en France, de cette mainmise tyrannique ! Reconnaissons qu'il est sage de désencombrer les carrières libérales, sage de refaire la santé de nos enfants en les faisant vivre davantage au grand air, sage de chercher à rapprocher les classes sociales dressées par Karl Marx les unes contre les autres; mais, de grâce, n'allons pas plus loin ! Et s'il y a bien des réformes à réaliser dans notre enseignement et notre système éducatif, sachons y conserver ce bon sens, cette mesure, qui font par trop défaut à la pédagogie du IIIe Reich.

Robert Pitrou,
Professeur à la Faculté
des Lettres de Bordeaux.

La décadence de l'enseignement au Brésil

La Décadence de l'Enseignement au Brésil, tel est le titre d'un ouvrage paru récemment à Rio de Janeiro avec un très grand retentissement. La sévérité du titre ne doit pas tromper le lecteur. En effet, l'auteur, le R. P. Arlindo Vieira, un jésuite brésilien, professeur dans l'un des plus importants collèges de la capitale, n'a aucun goût pour la vaine polémique, et il n'a eu en vue, par cette publication, que le bien et la grandeur de son pays. Au reste, son argumentation ne fait que concréter les plaintes formulées au Brésil même, depuis de longues années, par les gens éclairés, et, s'il découvre le mal avec vigueur, c'est pour tâcher d'en hâter la guérison.

Notons, tout d'abord, que le R. P. Arlindo Vieira n'a poursuivi son enquête que par rapport à l'enseignement secondaire et par rapport à l'enseignement supérieur. L'enseignement primaire est ici hors de question, et il est indubitable qu'il est, de toutes façons, supérieur à l'enseignement secondaire. Pourtant, que de difficultés à vaincre pour répandre l'instruction dans un pays qui n'a pas moins de 8.511.180 km² de superficie (presque la superficie de l'Europe), une densité de population ne dépassant pas 5,169 habitants par kilomètre carré et où les communications sont encore, la plupart du temps, fort compliquées, sinon absentes. Quand on considère les résultats obtenus, particulièrement dans l'intérieur des terres, souvent avec des moyens de fortune, depuis le règne de l'empereur D. Pedro II, dont l'instruction populaire fut une des plus nobles préoccupations, on reste confondu de respect et d'admiration pour le Brésil. En 1870, le nombre

des écoles établies sur le territoire de l'empire brésilien s'élevait à 3516 ; en 1874, 6000 écoles étaient ouvertes. A l'heure actuelle, on n'en compte pas moins de 30.163. Les professeurs de cet enseignement primaire sont préparés, et fort bien préparés, à leur magistère, en d'excellentes écoles normales, du type des écoles normales européennes, établies sur tous les points du territoire.

Or, rien de tel pour l'enseignement secondaire. Aucune préparation spéciale envisagée pour les professeurs. Bien entendu, pas d'école normale supérieure, et, jusqu'à l'année dernière, pas même de Facultés des lettres. Sauf de très rares exceptions, les maîtres de l'enseignement secondaire se forment seuls, et leur mérite n'est pas mince. Beaucoup d'entre eux ont choisi l'enseignement par goût et par vocation, et ils exercent avec autant de désintéressement que de compétence un métier qui aurait besoin d'être grandement revalorisé aussi bien matériellement que moralement.

Mais les professeurs, si excellents fussent-ils, ne sauraient, à eux seuls, remédier à un état de choses lamentable, et ils ne peuvent en toute justice être rendus responsables de l'ignorance à peine imaginable de leurs étudiants qui entrent à l'Université (les témoignages recueillis par le P. Vieira ne laissent aucun doute à ce sujet). Ces jeunes gens ignorent tout de leur langue, la noble et harmonieuse langue portugaise, et qu'ils ne sauraient, la plupart du temps, distinguer entre les plus belles pages d'un grand écrivain comme Ruy Barbosa et une lamentable traduction de roman policier nord-américain. « Pour eux, écrit le R. P. Vieira, une misérable chanson de carnaval a plus de grâce et d'inspiration que les plus magnifiques compositions de la langue portugaise. » Et le R. P. Vieira en vient même à se demander si ces « pauvres jeunes gens » ont jamais entendu parler de Camoens et du Père jésuite Vieira, le contemporain et l'émule portugais de Bossuet.

La même ignorance est notable dans toutes les matiè-

res que ces professeurs dévoués ont tenté d'enseigner, même dans celles qui figurent avec le plus d'ostentation dans les programmes officiels.

Alors, il faut bien, avec eux, en arriver à la conclusion du savant Jésuite : Cette décadence de l'enseignement secondaire et supérieur, qui doit peser d'un si grand poids sur l'avenir lointain et immédiat du Brésil, ne tiendrait-elle pas justement aux programmes, ou, plus précisément, à la fausse conception de l'enseignement, à moins que ce ne soit à l'ignorance pure et simple, qui a guidé les organisateurs de ces programmes? Sous l'influence d'un certain matérialisme, ici d'origine nord-américaine, les rédacteurs de ces beaux programmes en sont venus à n'accorder de place dans l'enseignement qu'aux notions dites pratiques et considérées d'utilité immédiate. « Encyclopédisme barbare et indigeste », s'écrie le R. P. Vieira, fait « para Inglezes ver » (pour que les Anglais voient) disent les Brésiliens, ce que nous traduirions fait : pour « épater la galerie ». C'est ainsi que la préoccupation des programmes, pourrions-nous redire après l'historien Pandia Calogeras, a remplacé celle de l'enseignement. Veut-on un exemple caractéristique : voici la « pompeuse » liste des matières « à enseigner » en quatrième « série » (cette « série » correspond approximativement à notre troisième ou seconde française) : portugais, anglais, français, latin, dessin, histoire de la civilisation, géographie, histoire naturelle (botanique, zoologie, minéralogie, et géologie), physique, chimie, mathématiques (algèbre, géométrie, trigonométrie).

« Pensée puérile et inintelligente, écrivait encore Pandia Calogeras, que de vouloir épuiser un sujet, comme si cela, d'ailleurs, était possible! » A noter que, bien entendu, cet enseignement est un enseignement prétendu « moderne ». Le latin n'y figure que pour sauver certaines apparences ; il n'est enseigné, si l'on peut dire, que dans les deux dernières années de lycée, et encore à raison de trois heures par semaine seulement. La culture

désintéressée n'a plus aucune place dans cet enseignement. Elle est méprisée, quand elle n'est pas bafouée.

Soumis à un semblable régime, les plus intelligents des élèves deviendront peut-être, et encore, des dilettantes. Quant aux autres, la majorité, ils iront grossir la foule des ignorants prétentieux qui, aujourd'hui, peuplent les Facultés et se mettent en grève quand, par hasard, un professeur consciencieux se montre à leur goût trop sévère à un examen, — et qui, demain, seront chargés des hauts postes de l'État ou des administrations privées.

Ainsi donc, les programmes ne collaborent plus à la formation intellectuelle des étudiants. Et comme si ce n'était pas suffisant, aucune sanction, en cours ou en fin d'études, ne vient, en fait, établir une discrimination entre les bons et les mauvais élèves, les élèves consciencieux ou définitivement abandonnés à leur paresse, les élèves inintelligents ou les mieux doués. N'a-t-on pas entendu un membre du Parlement, qui est, au surplus, directeur d'un établissement scolaire privé, demander, à la tribune de la Chambre des Députés de Rio, que la note exigée des élèves pour être reçus à l'examen final, fût abaissée de la moyenne (50) à la note 30, et obtenir que cette mesure fût imposée à l'enseignement par un vote. Encore, seuls, les élèves qui n'ont pas obtenu cette misérable « moyenne » à l'écrit sont-ils tenus de se présenter à l'oral, s'ils veulent se « racheter »; et, comme cet oral est passé devant leurs propres professeurs, dans leurs propres collèges, et comme les professeurs sont assiégés par les familles, et, comme le bon renom de l'établissement l'exige... le résultat est acquis d'avance. Un des plus importants fonctionnaires de l'enseignement secondaire brésilien a pu parler, il y a peu, de la « démoralisation » de l'enseignement secondaire.

Une telle situation peut-elle se prolonger? L'avenir d'un des pays les plus sympathiques du monde en dépend; en dépend l'apport que nous sommes en droit d'attendre du Brésil à la civilisation.

Quels sont donc les remèdes préconisés par le R. P. Vieira? Il va sans dire que, d'abord, il réclame, comme presque tout le monde, la « moralisation » de l'enseignement secondaire. Il réclame une juste exigence aux examens de fin d'études et à l'entrée des Universités et grandes écoles. Que les jeunes gens en quête de véritable formation, et susceptibles d'augmenter le nombre des hommes de grande culture littéraire et scientifique qui n'ont jamais manqué au Brésil, ne soient pas obligés de franchir l'Océan. Le R. P. Vieira se révolte, en toute justice, de ce qu'il appelle un « retour à la triste condition des temps coloniaux », quand, ajoute-t-il, « les pères qui voulaient donner à leur fils une instruction décente étaient obligés de les envoyer à l'étranger, à Coimbre et ailleurs, au prix d'énormes sacrifices ». La crise financière qui s'est abattue sur le monde, en même temps qu'elle a fermé les frontières, a vidé les bourses, et c'est dans le pays même que devront, coûte que coûte, se former les élites intellectuelles.

Avec une insistance où vibre tout son amour pour sa patrie, le R. P. Vieira réclame le retour pur et simple aux humanités classiques. Les arguments qu'il présente en faveur des humanités, nous les connaissons tous : cette crise des humanités classiques, nous en avons souffert, nous aussi, et peut-être continuons-nous à en souffrir encore.

La voix du R. P. Vieira sera-t-elle entendue? Pour notre part nous le croyons fermement. Une réaction très ferme se dessine dans le sens d'un retour à la culture désintéressée, grâce à l'initiative intelligente d'hommes comme M. Capanema, ministre actuel de l'Éducation Publique, comme M. Tristan de Athayde, comme M. Julio de Mesquita Filho, et bien d'autres encore. Il y a tout juste un an, la première Faculté de Lettres du Brésil a été créée officiellement à São Paulo, et des professeurs étrangers, en grande partie des agrégés français, ont été appelés pour y enseigner. Parmi les membres de cette

première mission de professeurs français destinés à l'Université de São Paulo figuraient MM. Robert Garric et Pierre Deffontaines. Ces deux mêmes professeurs feront encore partie de la nouvelle équipe de professeurs qui occuperont les chaires de la nouvelle Faculté des lettres municipales qui ouvrira ses portes en mars prochain et dont M. Afranio Peixoto est le recteur.

De leur côté, les catholiques ont donné l'exemple. Déjà, si les humanités classiques n'ont pas entièrement disparu au Brésil, c'est parce qu'elles ont été conservées précieusement, et malgré tout, dans les institutions de jeunes filles dirigées par les religieuses, et particulièrement les religieuses françaises et belges, dames de Sion, du Sacré-Cœur, de l'Assomption, des Oiseaux (aussi, au Brésil les jeunes filles parlent-elles presque toutes un français parfait). Au surplus, les premières Facultés de lettres ont été créées par les catholiques. M. Tristan de Athayde a fondé, il y a plusieurs années, l'*Institut d'Études Supérieures* qui, dans sa pensée, est l'embryon d'une Faculté catholique de lettres. Les dames Augustines ont organisé, dans leur couvent des Oiseaux, à São Paulo, un Institut Supérieur, l'Institut « Sedes Sapientae », université reconnue officiellement par le gouvernement fédéral et qui, officiellement, accordera, cette année, pour la première fois à ses élèves, après trois années d'études philosophiques ou littéraires, des diplômes de licence, en attendant de leur accorder des diplômes de doctorat.

Tous les espoirs sont donc permis. Il était temps. Et il est beau que l'initiative d'une réaction soit venue d'un membre de cette Compagnie de Jésus qui, depuis la découverte, est restée l'éducatrice du Brésil. En effet, comme écrit le R. P. Vieira, ce n'est ni la fertilité de nos terres, ni l'immensité de notre territoire, ni la richesse de notre sous-sol, qui feront de nous un grand peuple. Un peuple sans culture est conduit à une ruine inexorable.

GEORGES RAEDERS.

LES LETTRES ET LES ARTS

GILBERT BRANGUES. *Deux dimensions de la musique.*

Le problème de l'expression en musique, diversement résolu par Duparc et Strawinsky, est l'occasion de poser une question d'ordre proprement métaphysique, ou, si l'on préfère, tout simplement humain : celle du lien secret qui unit, dans sa source, la musique et le temps.

NOTES ET CHRONIQUES

CHRONIQUE LITTÉRAIRE, par Christian Ducasse : *Mariage*, de Ch. Plisnier. — *Rimbaud,* d'Etiemble et Yassu Gauglère.

CHRONIQUE THÉATRALE, par Henri Gouhier : *Le chemin de crête,* de Gabriel Marcel. — *Le Concerto spirituale,* d'Arthur Lourié, par B. Guyon.

CHRONIQUE ARTISTIQUE, par P. Villoteau : *Peines d'amour perdu.*

Deux dimensions de la musique

S'il fallait prendre au mot les artistes, quand ils définissent leur art, on se heurterait vite à d'étranges incertitudes. Comment croire que c'est d'une même chose que parlent Valéry et Claudel, Manet et Picasso, dans leurs essais de « justification »? Rien n'est plus curieux que de confronter, par exemple, deux livres qui ont paru la même année : *La musique de l'amour*, de M. Charles Oulmont (1), — qui permet, grâce à de copieux extraits de la correspondance de Duparc, d'entrevoir avec assez de précision les idées esthétiques de l'auteur de la *Chanson triste*, — et les *Chroniques de ma vie*, d'Igor Strawinsky (2). Les divergences sont ici tellement fortes qu'elles en deviennent éclairantes. Elles finissent par suggérer qu'il n'y a contradiction, peut-être, que dans la mesure où nos musiciens discutent de problèmes dont les termes sont mal posés.

Ainsi, rien ne me semble plus dangereux que de *réduire* le problème musical, comme le fait Duparc, à l'alternative : expression ou inexpression. Inutile de dire que le grand émotif qu'était l'auteur de *Philydé* prend parti pour l'expression. « La musique est avant tout art d'émotion », dit-il. Et rien de plus. Ce qui dépasse l'émotion n'est pour lui que « musique cérébrale », ce qui reste en deçà n'est qu'un « art d'impressions ». Entre ces deux

(1) Ch. Oulmont, *La musique de l'amour*, t. II, Desclée de Brouwer, Paris, 1935.

(2) Igor Strawinsky, *Chroniques de ma vie*, Denoël et Steele, Paris, 1935.

erreurs se trouve la voie moyenne qu'Henri Duparc, et beaucoup d'autres, ont toujours suivie sagement : celle de la musique du cœur, de la musique de l'amour.

Il ne faudrait pas en conclure que Duparc ne montre que mépris pour les musiciens, petits et grands, qui ne se conforment pas à ce canon. Il a, l'excellent homme, une bienveillance d'aîné pour les jeunes compositeurs qui cherchent de nouvelles routes. Il reconnaît très volontiers le grand talent de « compositeurs tout à fait remarquables comme Debussy ». Mais sa bienveillance est nuancée de tristesse, car il finit par convenir, chaque fois qu'il aborde la chose, que l'esprit de ce qui commençait à être déjà la « musique moderne » lui reste complètement étranger. Son respect pour les dons brillants du jeune Debussy ne l'empêche pas de condamner les « cascades de dissonances perpétuelles, les suites de quartes et de quintes, les arabesques qu'on écrit maintenant » — c'est-à-dire toutes les innovations debussystes. Et de faire l'éloge des vieilles règles d'harmonie, qui n'ont « rien d'absolu », dit-il ingénument, mais qui permettent au compositeur « de bien écrire, en quelque sorte, d'une façon automatique, comme on écrit l'orthographe » (*sic*). Tout effort pour se recréer un style, pour modeler les moyens d'expression sur les exigences de l'inspiration, lui semble donc une inconcevable hardiesse ne pouvant aboutir qu'à cette « musique d'impressions » que ce pauvre Debussy s'acharnait à écrire !

La « musique cérébrale » ne lui convient pas davantage. En allant *au-delà* de l'émotion, elle s'aventure dans un inconnu périlleux dont la seule pensée remplit d'effroi le bon Duparc. Sans doute, il n'ose pas aller trop loin dans ses critiques, car il risquerait de se trouver nez à nez avec l'*Art de la Fugue* ou le *Clavecin bien tempéré,* qu'il n'oserait pas renier. Il préfère se retrancher ici derrière des arguments sentimentaux qu'il expose avec une bonhomie touchante : « Je vous avoue, dit-il, que je suis resté de mon temps : j'aime la musique où il y a des idées qui

émeuvent l'âme. » Voilà qui est clairement dit. On regrette seulement de le voir citer à l'appui de sa thèse Jean-Sébastien Bach et Wagner, les deux grands cérébraux de la musique. Mais écoutons-le préciser sa pensée davantage : « Aucun art plus que la musique n'est propre à exprimer les grandes passions qui agitent l'âme humaine et qui sont les mêmes dans tous les temps et dans tous les pays, de quelque costume qu'on les revête — l'amour, la haine, la souffrance, la pureté mystique, la jalousie, etc... »

Ce que Duparc exprime ici n'est pas autre chose, somme toute, que la conception primitive et populaire (1) de la musique — moyen d'expression, langage par les sons substituable à un autre langage. On pourrait à bon droit se demander s'il ne mêle pas, ce faisant, deux notions très distinctes : l'émotion créatrice de l'artiste et l'émotion provoquée chez l'auditeur par la musique. Laisser croire qu'il y a nécessairement relation de cause à effet entre les deux termes, c'est tomber dans une erreur très voisine de « l'angélisme ». L'artiste peut reculer très loin les limites de notre nature déchue, mais non les abolir, et il y a une certaine naïveté à croire que l'émotion soit ainsi directement transmissible d'une âme à l'autre par la magie des sons. Supposer au compositeur le pouvoir de communiquer directement avec son public, c'est simplifier dangereusement les données du problème. C'est en oublier un terme essentiel : la matière musicale, qui n'obéit qu'à ses propres lois, qui est à la fois instrument de liaison et barrière, comme le prisme qui décompose le rayon lumineux pour projeter à sa place une fantasmagorie colorée. Les plus grands musiciens ont d'ailleurs

(1) Je ne donne à ces deux mots aucune signification péjorative. Ils ne font que définir un état de fait. Il est d'ailleurs normal et désirable que certaines formes primitives de la musique survivent dans la musique populaire et que de très grands musiciens, parfois, les utilisent...

toujours prétendu obéir autant que commander à la musique.

Il semble, dans ces conditions, bien difficile d'établir un rapport constant entre ces deux qualités d'émotion. Peut-on même affirmer que l'émotion est pour l'artiste, en temps normal, favorable à la création ? Qu'un Valéry soutienne le contraire, il n'y a là rien de bien surprenant. Son art abstrait est en soi-même une protestation vécue contre cet idéal. Beaucoup plus significatif, plus troublant, me semble le témoignage d'un très grand écrivain qui se situe aussi loin que possible de Valéry et de Descartes : Thomas Mann. Jamais le dilemme : émotion ou expression, n'a été porté à un plus haut degré de tension tragique que dans *Tonio Kröger*.

On travaille mal au printemps, dit Tonio, et pourquoi ? Parce que l'on sent. Et parce qu'il faut être un imbécile pour croire que celui qui crée a le droit de sentir. Tout artiste véritable sourit de cette erreur de naïf et d'incapable; il sourit mélancoliquement, mais il sourit. Car ce que vous exprimez ne doit jamais être pour vous l'essentiel, mais seulement la matière indifférente en soi, dont il s'agit de composer, sans passion, en la dominant et comme en se jouant, une image esthétique. Si vous tenez trop à ce que vous avez à dire, si votre cœur bat trop vite pour votre sujet, vous pouvez être sûr d'un fiasco complet. Vous serez pathétique, vous serez sentimental, vous produirez une œuvre lourde, gauche, austère, dénuée de maîtrise, d'ironie et de sel, ennuyeuse, banale, et le résultat final sera l'indifférence chez le public, et pour vous la déception et le chagrin... Il est nécessaire d'être, dans une certaine mesure, en dehors de l'humanité, d'être un peu inhumain (1), de vivre à l'égard de ce qui est humain dans des rapports lointains et désintéressés pour être seulement tenté de le représenter, de jouer avec, de le reproduire avec goût et succès. Le don du style, de la

(1) Dans le texte : *Auszermenschliches und Unmenschliches.*

forme, de l'expression présuppose déjà cette attitude froide et distante à l'égard des choses humaines, oui, un certain appauvrissement, un certain dépouillement (1).

Ce témoignage, dont je n'ai pas besoin de souligner l'importance, puisqu'il nous vient de l'un des trois ou quatre plus grands artistes de notre temps, nous aidera peut-être à mieux comprendre la position de Strawinsky. Elle est claire et brutalement affirmée. Sa profession de foi, pour ceux qui consentiront à dominer en la lisant un premier mouvement de recul, est prodigieusement chargée de sens :

Je considère la musique par son essence, écrit l'auteur de *Pétrouchka*, comme impuissante à *exprimer* quoi que ce soit : un sentiment, une attitude, un état psychologique, un phénomène de la nature, etc... *L'expression* n'a jamais été la propriété immanente de la musique. La raison d'être de celle-ci n'est d'aucune façon conditionnée par celle-là. Si, comme c'est presque toujours le cas, la musique paraît exprimer quelque chose, ce n'est qu'une illusion et non pas une réalité. C'est simplement un élément additionnel que, par une convention tacite et invétérée, nous lui avons prêté, imposé, comme une étiquette, un protocole, bref une tenue, et que, par accoutumance ou inconscience, nous sommes arrivés à confondre avec son essence.

Entre les deux points de vue l'opposition semble irréductible.

Je ne suis pas certain, pourtant, que l'on éclaire le problème en le posant sous cette forme ; et peut-être n'est-il si obscur que pour avoir été ainsi posé. Il est si délicat de

(1) Édition S. Ficher, Berlin, 1935, p. 49. Traduction française de G. Maury, chez Stock (collection du « Roman cosmopolite »).

préciser à quel moment la musique cesse d'être expressive ou commence à le devenir ! Contester, d'autre part, tout pouvoir expressif à la musique, toute volonté d'expression à l'artiste, comme le fait Strawinsky, c'est dépasser le but. Strawinsky se réclame de Bach — mais comment pourrait-il nier que la *Passion selon saint Jean* est une œuvre qui *veut* émouvoir ? Comment prétendre que Jean-Sébastien restait toujours insensible en l'écrivant ? Il était souvent ému, sans doute, mais — et ceci est essentiel — il ne livrait pas son émotion à l'état brut. Il la transposait, — ce qui déjà suppose un peu de ce froid détachement dont parle Tonio Kröger. Beethoven lui-même, le plus « expressif » de tous les grands musiciens, Beethoven se livre infiniment moins qu'on ne le croit. Ses œuvres les plus sentimentalement expressives sont très souvent les moins *senties*. Quand il est ému très profondément, il va se réfugier dans ces « châteaux intérieurs » où aucun regard humain ne peut le suivre ; sa douleur se transpose alors sur un autre plan et s'élève à un timbre de sensibilité qui n'a plus que de lointains rapports avec l'émotion qui l'a fait naître. C'est ainsi qu'il peut écrire, pendant la période la plus affreuse de sa vie, l'*Hymne à la joie*, le *Chant sacré sur le mode lydien*, et les mouvements fugués de ses dernières sonates.

S'il reste entendu que l'émotion musicale est chose infiniment trop fuyante pour servir de point de repère dans une discussion de ce genre, il est assez étrange que l'on ait si rarement songé à partir de la notion de temps. Le temps est cependant la dimension même dans laquelle la musique se meut. C'est lui qu'elle circonscrit, transfigure, organise, qu'elle double d'un second ordre de durée qui tantôt se confond avec lui et tantôt s'en détache. On pourrait définir l'art du compositeur comme un certain mode de traitement du temps. Avant de juger l'œuvre d'un musicien, on devrait toujours se poser cette question préalable : quelle est son attitude devant le temps ? Et s'il se trouve que cette attitude varie d'un artiste à l'au-

tre, c'est ici qu'il faudra chercher les différences essentielles.

Un des personnages les plus curieux de la *Montagne magique*, l'italien franc-maçon Settembrini, n'admettait que la seule musique dont la durée s'identifie avec celle du temps et qui prête à son écoulement un sens, une réalité, une valeur. Cette musique-là, dit-il, « éveille le temps, elle nous éveille à la jouissance la plus raffinée du temps... Elle éveille — et dans cette mesure même elle est morale. L'art est moral dans la mesure où il éveille. Mais quoi, lorsqu'il fait le contraire? (1) » Settembrini semble donc admettre qu'il existe une autre musique, immorale celle-là, qui réalise en nous un ordre intemporel. C'est contre elle, sans doute, qu'il disait avoir — sans préciser davantage le sens de son savoureux paradoxe — « une antipathie d'ordre politique ». C'est d'elle aussi que parle Strawinsky quand il précise que pour l'homme, que sa nature déchue voue à subir l'écoulement du temps, la musique est le seul domaine où il peut réaliser le présent, le rendre perceptible et tangible.

Le phénomène de la musique, dit-il, nous est donné à seule fin d'instituer un ordre dans les choses, y compris et surtout un ordre entre *l'homme et le temps*. Pour être réalisé, il exige donc nécessairement et uniquement une construction. La construction faite, l'ordre atteint, tout est dit. Il serait vain d'y chercher ou d'en attendre autre chose. C'est précisément cette construction, cet ordre atteint qui produit en nous une émotion d'un caractère tout à fait spécial, qui n'a rien de commun avec nos sensations courantes et nos réactions dues à des impressions de la vie quotidienne. On ne saurait mieux préciser la sensation produite par la musique qu'en l'identifiant avec celle que provoque en nous la contemplation du jeu des formes architecturales (2).

(1) Thomas Mann, *La montagne magique*, traduction Maurice Betz, t. I, p. 178.

(2) *Chroniques de ma vie*, p. 117.

Il suffit d'être un peu familiarisé avec la musique de Strawinsky pour voir infiniment plus dans ces lignes qu'un simple jeu de l'esprit ou une construction abstraite. Depuis les effets d'immobilité scintillante du *Rossignol* jusqu'à la musique pétrifiée d'*Oedipus rex* — en passant par les *Noces* — on retrouve toujours chez lui cette hantise d'un absolu intemporel. Et c'est elle qui donne à ses recherches les plus étroitement techniques leur sens profond, leur pathétique. C'est elle aussi qui ôte à sa musique tout accent d'intimité. Il n'y a plus de place, dans le monde où il vit, pour le dialogue ou pour la confidence, pour la description, le commentaire. Mais s'il se refuse à commenter les choses, c'est pour mieux les *manifester*, c'est pour les *éclairer de l'intérieur*, en sorte que tout commentaire devienne superflu. L'auditeur et la musique cessent alors d'être des compagnons de route dans un voyage de plaisance à travers le temps. Ils s'affrontent. Une prise de contact soudaine les immobilise et les absorbe tous les deux. Et une fois l'essence atteinte, tout est dit. Il ne reste plus qu'à prolonger et à consolider cet équilibre éphémère entre l'intemporel et le mouvant.

Vu dans cette perspective, le drame même cesse de se prélasser dans les dimensions temporelles de plusieurs épisodes. Il cesse d'être un jeu de péripéties ou de propositions enchaînés qui conduisent vers un dénouement qui se veut imprévu. Il se transforme, dans *Oedipus rex,* en une sorte de drame contracté qu'on peut couvrir d'un seul regard et dont la conclusion est, dès le début, évidente. Car pour Strawinsky, comme pour James Joyce, l'émotion dramatique est chose essentiellement statique. Elle est cette image esthétique « luminously apprehended as *selfbounded* and *selfcontained* upon the immeasurable background of space or time which is not it (1) » ; et elle

(1) James Joyce, *A portrait of the artist as a young man*, édition Tauchnitz, p. 253. Je souligne moi-même ces deux termes qu'aucune traduction française ne pouvait rendre.

provoque cette *aesthetic stasis* qui « immobilise l'esprit pour le hausser au-dessus du désir et du dégoût (1) ».

Ce serait faire à Strawinsky et à Joyce trop d'honneur que de voir en eux les premiers et les seuls représentants de cette catégorie d'artistes. Chez tous les grands créateurs on pourrait retrouver les symptômes — plus ou moins visibles — de cet appétit d'intemporel. Il serait intéressant d'étudier leurs œuvres en fonction de cette idée. On pourrait dissiper ainsi, je crois, beaucoup d'équivoques. Mais l'exemple le plus frappant de cette attitude spirituelle reste Jean-Sébastien Bach. Il suffit de comparer une symphonie quelconque de Mozart — où tout est discours, développements ingénieux, voyages sur des chemins tracés — avec certains préludes du *Clavecin bien tempéré* pour mesurer tout ce qui les sépare. Le prélude XX du IIe cahier, par exemple, est très significatif, d'une musique qui ne fait que monter, absorbée en soi-même, en lourdes volutes indéfiniment déroulées.

Mais pour avoir ainsi rompu les amarres qui liaient l'auditeur au temps, la musique le jette en un monde inconnu, sans boussole ni garde-fou, plein d'angoisse, obscurément irrité. (« Le mal des montagnes », disait un critique d'outre-Manche, en voyant les mines allongées des spectateurs, lors d'une audition de l'*Art de la Fugue*.) Mais ceux qui peuvent surmonter ce premier désarroi s'aperçoivent qu'ils viennent de réintégrer en cachette — et pour quelques minutes — le Paradis perdu.

Il est dans les mœurs de Dieu, dit un délicieux opuscule longtemps attribué à saint Thomas, « une première perfection qui est l'immutabilité. Lui-même l'atteste par le Prophète : *Je suis Dieu et je ne change pas*, et par saint Jacques : *Toute grâce excellente et tout don parfait vient d'en haut, et descend du Père des lumières, en qui il n'y a aucun changement ni ombre de vicissitude.* Or les choses

(1) *Ibid.*, p. 244.

créées portent en elles comme un vestige de cette immutabilité, en ce qu'elles sont immuables selon l'essence (1). »

N'oublions pas que quelques grands artistes ont essayé de restituer aux êtres et aux choses leur essence et de communiquer aux hommes la hantise de l'immutabilité perdue.

GILBERT BRANGUES.

(1) *Des mœurs divines*, traduction de Mme R. Maritain, L'art catholique.

NOTES ET CHRONIQUES

Chronique littéraire [1]

On a déjà beaucoup loué *Mariages*. Cet énorme roman, où se mêlent les histoires de deux couples, présente en effet des qualités techniques de premier ordre et prouve qu'utilisées par un créateur authentique, les vieilles formules du roman balzacien peuvent encore donner naissance à des œuvres remarquables (2). C'est, d'après les classifications traditionnelles, à la fois un roman psychologique et un roman de mœurs, où la vie des êtres est dominée, étouffée par les mœurs du milieu social où ils vivent.

Les personnages de M. Plisnier voudraient échapper à cette domination d'eux-mêmes par leur milieu ; leur moi profond a été noyé par les préjugés, la conception de la vie, les convenances familiales de ceux qui les entouraient. Ce moi profond, au-dessous duquel Katherine Mansfield disait qu'on ne doit jamais vivre, Fabienne et Marcelle, les deux héroïnes de *Mariages* voudraient le retrouver. Mais nul ne les y aide. Car plus les êtres sont enfermés dans un milieu social rigoureux, plus leur solitude est irrémédiable. La grande beauté du livre de M. Plisnier vient surtout, à mon avis, du contraste entre une armature sociale étouffante et la solitude absolue des

(1) *Mariages*, par Charles Plisnier (éd. Corrêa). — *Rimbaud*, par Etiemble et Yassu Gauglère (N.R.F.).

(2) Il va de soi que Balzac lui-même dépasse toute formule par son génie de visionnaire, que M. Curtius a mis en évidence et qui lui donne tant de grandeur. Ce génie fait défaut à M. Plisnier et son absence empêche celui-ci d'être, comme on voudrait nous le faire croire, un nouveau Balzac.

êtres qui ne parviennent même pas à se trouver eux-mêmes. Toute tentative pour secouer le joug, comme elle n'est pas dictée par les profondeurs authentiques de l'être, mais par le dépit, par des impulsions absurdes, ne peut qu'accroître le drame de l'existence. Les personnages de M. Plisnier tentent en vain d'écarter la fatalité. C'est elle qui, à la fin du livre, oblige Fabienne à empoisonner son mari, Marcelle à demander à la débauche l'oubli de ce qu'elle avait rêvé et n'avait pas été assez forte pour réaliser.

En face de ces êtres livrés au Destin, le couple Christa-Gilbert, que nous entrevoyons seulement, témoigne par sa seule existence de la vérité. Christa et Gilbert, après douze ans de mariage, sont si intimement et si définitivement unis qu'ils ne savent plus vivre lorsqu'ils sont séparés. L'amour total permet donc, et permet seul, aux êtres de sortir de leur solitude. Mais, pour s'aimer et se marier, Christa et Gilbert ont dû rompre avec le monde où ils vivaient, secouer le joug de leur milieu : l'amour n'est possible que si l'être, fidèle à lui-même, refuse d'abord tout ce qui peut l'asservir. De même M. Fraigneux, le père de Fabienne, ne pourra trouver la paix et un humble bonheur que lorsque, nouveau père Goriot, il aura été renié et ruiné par ses enfants.

Tout cela est très beau et très humain. Trop humain, d'ailleurs : Dieu est loin de tous ces couples et l'Amour est cruellement absent de ce livre qui veut rendre témoignage à l'amour. L'être peut parvenir à se réaliser, mais en étant à lui-même sa propre mesure ; rien ne l'appelle à se surpasser.

On voudrait, du point de vue technique, n'adresser que des éloges à un roman aussi puissant. Malheureusement il est aussi mal écrit que bien composé. Jamais M. Plisnier ne paraît soupçonner qu'il existe, dans le roman comme dans tout art, un problème de l'expression et que ce problème est capital. Les incorrections, les tournures gauches ou maniérées abondent dans ce livre. M. Aldous Huxley

puiserait aisément dans *Mariages* la matière d'un nouveau chapitre sur la *Vulgarité en littérature*. Cela est très regrettable. *Mariages* serait un des meilleurs romans français parus depuis la guerre, s'il n'était aussi le plus mal écrit que nous ayons jamais lu (1).

***

Si Arthur Rimbaud, selon le mot de M. Marcel Raymond a créé « le mythe moderne de la poésie », son œuvre, sa vie même sont aussi devenues des mythes que chacun interprète à sa manière. Le principal mérite des deux livres qui viennent de paraître sur Rimbaud, celui de M. Daniel-Rops, et celui de M. Etiemble et Mme Gauclère, est d'avoir voulu ne partir que de la vie de Rimbaud et se référer toujours aux textes que nous possédons de lui. Je ne reviendrai pas sur le livre de M. Daniel-Rops, dont Jacques Madaule vous a récemment parlé ; bien que je ne sois pas toujours d'accord avec l'auteur de *L'Ame obscure* dans les détails de son exégèse, je crois cependant que, dans les grandes lignes, son explication est la plus complète que nous ayons aujourd'hui du « drame spirituel » de Rimbaud et qu'elle permet à la fois d'éclairer et de combler les déficiences du livre de MM. Etiemble et Gauclère, qui est cependant, en apparence, beaucoup plus minutieux.

MM. Etiemble et Gauclère sont les premiers à avoir appliqué à l'œuvre de Rimbaud les plus rigoureux procédés de l'analyse des textes. D'une façon générale, ils se sont acquittés de cette tâche avec un très grand soin, et il faut reconnaître que l'effort qu'ils ont ainsi fourni leur donne sur tous leurs devanciers un immense avantage ;

(1) Je crois devoir ajouter que M. Plisnier parle des expériences charnelles, conjugales ou non, de ses personnages avec décence, certes, mais aussi avec une précision et une franchise qui doivent empêcher de mettre ce livre entre n'importe quelle main.

aux explications vagues d'Isabelle Rimbaud, ils peuvent opposer une étude fouillée, où pas un mot n'est laissé de côté. Cependant, cette partie du travail de MM. Etiemble et Gauclère appelle, à mon avis, quelques observations.

Les *Illuminations* présentent des difficultés d'explication dont certaines étaient jusqu'ici tenues pour insurmontables. C'est surtout ces secrets qu'on croyait indécouvrables que nos auteurs ont voulu forcer, afin d'éclairer par le dedans l'œuvre et l'expérience spirituelle de Rimbaud. Mais il faudrait d'abord savoir dans quelle mesure les *Illuminations* peuvent réellement éclairer l'expérience spirituelle de Rimbaud. « Les *Illuminations*, écrivent MM. Etiemble et Gauclère, doivent donc être considérées comme de véritables hallucinations — mais consciemment obtenues et entretenues ; la plupart d'entre elles demeureront des énigmes pour ceux qui y veulent chercher quelque description d'objets ou de personnages connus. » D'accord, mais alors on se demande de quel droit on considère que ces « hallucinations » cessent d'être des « énigmes », quand on veut y chercher la « description » des sentiments et des opinions de Rimbaud. Sans aucun doute certaines des *Illuminations* ont un caractère confidentiel ou autobiographique ; le témoignage même de Rimbaud est formel sur ce point. Mais il est dès lors nécessaire, chaque fois que l'on veut interpréter un des poèmes comme une confidence, d'établir qu'il est bien en effet autobiographique, travail qui est presque impossible lorsque Rimbaud n'a pas donné une indication précise sur le poème en question (et il n'en a donné que sur très peu de poèmes, dans l'*Alchimie du Verbe*), ou lorsque le poème n'est pas manifestement l'illustration d'un événement déjà connu (comme *Vagabonds*). Ainsi, lorsque MM. Etiemble et Gauclère voient dans le poème « Toutes les monstruosités violent les gestes atroces d'Hortense... » la description d'une aberration érotique, ils ont sans doute raison, mais rien, dans le texte du poème, n'autorise à attribuer cette aberration à Rimbaud lui-même.

Il est assez curieux de constater que MM. Etiemble et Gauclère ne tiennent pour autobiographiques que les poèmes qui peuvent être interprétés dans le sens où ils entendent diriger leur explication de Rimbaud ; seuls, pour eux, ces poèmes cessent d'être des « énigmes ». Ainsi nos auteurs tiennent pour une « vieille chanson » sans grande importance le poème

Qu'il vienne, qu'il vienne
Le temps dont on s'éprenne,

parce qu'il est construit, rythme et assonance, sur le modèle d'un vieil air :

Avène, avène
Que le beau temps t'amène.

Mais, d'une part, MM. Etiemble et Gauclère ne cessent, et avec raison, de répéter que, dans l'examen de l'œuvre rimbaldienne, le point de départ des poèmes ne compte pas ; d'autre part, Rimbaud nous a formellement avoué le caractère confidentiel de ce poème en le commentant dans l'*Alchimie du Verbe* : « Je disais adieu au monde dans d'espèces de romances... »

Enfin, et ceci est plus grave, MM. Etiemble et Gauclère passent aisément de l'analyse minutieuse et souvent définitive des textes à de pures hypothèses, de pures suppositions. Ils reprochent avec raison à Delahaye d'avoir vu dans *Génie* un souvenir du Christ, mais ils n'ont pas plus de motifs de voir dans ce poème une condamnation « des affabulations du Christianisme » et c'est une petite imposture que d'ajouter que « le texte est clair » ; plus loin, à propos du même poème, ils écrivent : « Ce que représente ce génie, c'est la puissance de créer, d'innover, en quelque domaine que ce soit, en un mot l'invention, ou le génie, au sens abstrait du terme... » Ceci est peut-être vrai ; mais ce n'est pas du Rimbaud, c'est de l'Etiemble et Gauclère ; ceux-ci, d'ailleurs, ne font à cet égard que ce

qu'ont fait tous les commentateurs de Rimbaud. Je crois qu'il est à peu près impossible d'interpréter la plupart des poèmes des *Illuminations* et même un grand nombre de textes de la *Saison* sans y ajouter quelque chose, sans émettre une hypothèse. Mais ce qui est hypothèse doit être présenté comme hypothèse. Je regrette que MM. Etiemble et Gauclère, comme leurs devanciers, ne paraissent presque jamais distinguer ce qui ressort certainement du texte étudié et l'hypothèse qu'ils ajoutent pour en éclairer tout à fait la signification.

Ces réserves faites sur l'attitude de nos auteurs devant les textes qu'ils analysent, on suit avec le plus grand intérêt la démonstration de MM. Etiemble et Gauclère. La première partie de leur livre, purement critique, examine les différentes « Images de Rimbaud » qu'on nous a jusqu'ici proposées. Avec beaucoup d'acharnement, ils s'attaquent surtout au Rimbaud chrétien d'Isabelle, de Paterne Berrichon, de Delahaye ; leur effort en ce domaine est intéressant parce qu'il leur permet de mettre au point l'interprétation de certains textes importants, mais son efficacité est assez illusoire, car, aujourd'hui, personne n'oserait soutenir que Rimbaud fut chrétien (avant sa mort, tout au moins) et que la *Saison* est l'œuvre d'un croyant. Le vrai problème n'est nullement celui du catholicisme de Rimbaud, c'est celui d'une signification (malgré Rimbaud) et, par conséquent, d'une explication chrétiennes de l'expérience spirituelle de Rimbaud ; le fait que l'œuvre de Rimbaud ait servi non pas précisément de témoin, mais d'épreuve du christianisme, à des esprits comme Rivière ou Claudel, ne peut pas être négligé quand on s'occupe de cette œuvre. M. André Breton voyait exactement où se situe le problème quand il reprochait (reproche absurde, mais justifié du point de vue où se place M. Breton) à Rimbaud de « n'avoir pas rendu tout à fait impossibles certaines interprétations de sa pensée, genre Claudel ».

Enfin, après avoir montré que Rimbaud fut commu-

nard, mais ne pouvait pas n'être que communard, MM. Etiemble et Gauclère passent à la partie constructive de leur travail. J'ai parlé plus haut de démonstration : cette seconde partie, la plus intéressante évidemment, est conduite comme une démonstration rigoureuse et parfaitement logique. Je crois seulement qu'une explication de Rimbaud ne peut être ni rigoureuse ni logique et que, pour être aussi rigoureux que le sont MM. Etiemble et Gauclère, il faut laisser de côté certaines données du problème.

Nos auteurs distinguent dans l'évolution de Rimbaud une première phase, où celui-ci est un poète semblable à d'autres, exprimant dans ses œuvres sa haine, ses dégoûts, ses fureurs ; puis une seconde phase, celle du *Voyant*, où Rimbaud, « déçu par la Muse et par la Révolution », veut devenir un véritable créateur, au sens le plus élargi du terme, et invente l'*Alchimie du Verbe* ; troisième phase : rejeté davantage encore hors du monde par sa décevante aventure avec Verlaine, Rimbaud veut non plus seulement créer un monde, mais vivre dans ce monde qu'il a créé et ne vivre qu'à la mesure de ce monde dont il compose la figure ; enfin, incapable de comprendre le monde réel après l'avoir nié, mais ne trouvant pas non plus dans sa négation une suffisante raison de vivre, Rimbaud trahit l'esprit et devient un bourgeois, commerçant, etc.

Tout cela est bien construit, — trop bien. Il me paraît tout à fait impossible de sérier ainsi les expériences de Rimbaud. Ainsi la lettre du *Voyant* est du 15 mai 1871 ; elle contient cependant des poèmes qui appartiennent à l'époque « poésie première manière », et tous les plus grands poèmes de cette première époque sont contemporains de la lettre, ou postérieurs à elle (mai-août 1871). Quant à la dernière période, celle où Rimbaud aurait voulu transformer « en système ce qui ne lui semblait jusqu'alors qu'un artifice de la technique du poète », comment la placer après l'aventure Verlaine, puisque,

aussitôt après cette aventure, Rimbaud, retiré à Roche, écrit la *Saison en enfer,* qui notifie sa volonté de silence et son adieu au monde de l'esprit ? L'aventure Verlaine, dont MM. Etiemble et Gauclère paraissent réduire l'importance, fait partie de l'expérience spirituelle de Rimbaud au même titre et avec la même signification que sa tentative de création d'un monde par le moyen de la poésie — et elle est contemporaine de cette tentative, bien loin d'y avoir acculé Rimbaud. Ce n'est pas sans raison que, dans la Saison, la parabole de la *Vierge folle*, qui retrace l'histoire de la liaison des deux poètes, figure sous le même titre (*Délires*) que l'*Alchimie du Verbe.* Présentée comme elle l'est par MM. Etiemble et Gauclère, l'ultime tentative de Rimbaud aurait seulement consisté à se réfugier dans un monde *artificiel*, alors que le poète n'a cessé de vouloir faire de ce monde-ci un monde *nouveau*, essayant de briser toutes les chaînes qui, à ses yeux, liaient la liberté de l'homme qu'il aurait voulu absolue. « Ou je me réveillerai et les lois et les mœurs auront changé — grâce à son pouvoir magique... » dit la *Vierge folle* parlant de l'*Epoux infernal* (Rimbaud) et plus haut : « Il a peut-être des secrets pour changer la vie ? » et aussitôt elle ajoute : « Non, il ne fait qu'en chercher. » C'est dans cette recherche, dont l'*Alchimie du Verbe* n'est qu'un aspect, que réside le drame de Rimbaud. Prétendre qu'il a, à la fin de son activité poétique, voulu « se contenter d'un rêve » et que ce rêve n'a évidemment pu le contenter, c'est restreindre arbitrairement la portée et de l'expérience et de l'échec de Rimbaud.

MM. Etiemble et Gauclère jugent, sans doute, que le livre de M. Daniel-Rops est irrecevable parce que celui-ci introduit dans l'explication de Rimbaud des éléments étrangers à Rimbaud alors qu'eux ont prétendu se tenir rigoureusement aux textes ; mais M. Daniel-Rops — quoi qu'on pense de son explication que je crois la meilleure, bien qu'un peu systématique — a vu dans son ampleur toute l'expérience de Rimbaud.

Je n'insisterai pas sur les dernières pages du livre de MM. Etiemble et Gauclère. Elles relèvent plus de la polémique que de la critique littéraire; il est absurde de condamner toute une partie de la vie d'un homme parce que, sous le soleil d'Aden ou d'Harrar, cet homme souhaite de fonder une famille ou économise deux mille cinq cents francs. Au moins conviendrait-il de tenir compte de tous les témoignages que nous possédons sur le dernier Rimbaud et qui le montrent un peu plus complexe que ne le présentent nos auteurs. Mais ceux-ci ont besoin d'accabler le dernier Rimbaud pour prouver le « ridicule » de sa conversion. J'aime encore mieux ceux qui nient cette conversion que ceux qui emploient de tels procédés pour lui ôter toute signification.

J'ai fait surtout des réserves parce que ce livre se voudrait définitif, que je suis sûr qu'il ne l'est pas et qu'il faut mettre les lecteurs en garde contre son apparente rigueur. Tel quel cependant, il est très important parce que, sur de nombreux points, il éclaire la poésie et même la pensée de Rimbaud. C'est un travail consciencieux, mais tendancieux, et tendancieux parce qu'incomplet, ce qui est très grave quand il s'agit de Rimbaud; mais on ne saura désormais comprendre certaines parties de l'œuvre de Rimbaud sans l'avoir lu.

Christian Ducasse.

THÉATRE

M. Gabriel Marcel publie une nouvelle pièce, *Le chemin de crête* (1), dont le personnage principal s'appelle Ariane. Le titre est expliqué dans la scène V de l'Acte III : « J'évoquais ces chemins des Vosges que j'aime tant; pendant des heures on marche de sommet en sommet. Nous autres, nous avançons péniblement dans les ravins, mais Ariane est toujours sur le chemin de crête... » Les répliques qui suivent établissent un premier rapport entre le nom de la jeune femme et le titre du drame : « De crête... je ne vois là qu'un bien mauvais calembour. — Je ne comprends pas. — Je suppose que c'est cet absurde prénom : Ariane... » Le calembour ne serait pas si mauvais; l'Ariane de Gabriel Marcel a, comme la Crétoise, le goût des labyrinthes; mais sa marraine n'est pas la fille de Minos et de Pasiphaé : c'est celle de Maeterlinck et de Paul Dukas. « Je suis née, dit-elle, quelques jours après la première représentation d'*Ariane et Barbe-bleue*. C'est une œuvre que mon père a tout de suite aimée passionnément, immodérément. Je crois qu'elle répondait pour lui à une expérience extrêmement intime, profonde... J'ai cru comprendre qu'il avait nourri à un moment donné de grands rêves humanitaires et que ses espoirs avaient été déçus... Toujours est-il qu'il a exigé qu'on m'appelât Ariane » (pp. 64-65). Le secret du drame tient sans doute au rapport plus profond qui unit à l'image du titre ce nouveau symbole du nom.

Gabriel Marcel a dit ici même ce qu'était pour lui l'Ariane de Maeterlinck et de Paul Dukas (2). Ces pages, qui ont la spontanéité, la force et la gravité d'un témoignage, sont une des introductions possibles au *Chemin de crête*. Rappelons les lignes essentielles : « Dans un monde qui n'aurait pas connu l'Incarnation... il n'y aurait pas de plus haute sagesse que celle d'Ariane. Une sagesse qui paraît atteindre au bord même de la charité, mais qui reste

(1) Pièce en 4 actes, Paris, Grasset, 1936.
(2) *La Vie Intellectuelle,* 25 juin 1935.

séparée par l'abîme qui se creuse entre la nature et le surnaturel, entre la raison du sage et la folie du saint. » Il y a un « démon radieux » qui, à la fin du poème, inspire à la femme libre son appel aux captives volontaires, un « démon », car son rôle est de refuser et de nier, mais pas un diable... « C'est entre ce démon, qui ressemble fort au dieu des philosophes, et le Dieu d'Abraham et de Jacob que se joue en nous-mêmes la partie redoutable, — celle que sur la terre nous ne pourrons jamais être sûrs d'avoir définitivement gagnée. » Dans des âmes qui ont traversé le monde de l'Incarnation, ce « démon » peut cesser d'être radieux sans perdre sa séduction et il lui arrive alors de mimer avec une absolue sincérité les sentiments inspirés par la charité; c'est, dans l'ordre de la vie intérieure, l'hypothèse cartésienne du malin génie qui se réalise. L'Ariane de Gabriel Marcel est, semble-t-il, de ces créatures subtilement possédées.

Ma mère, dit-elle, appartenait à la « Haute Société Protestante », la H. S. P., dans le style des initiés; l'Évangile était sa nourriture quotidienne, mais, si admirable que fût son caractère, « je n'ai connu personne qui fît moins aimer — je ne dirai pas le christianisme — mais ce qu'elle-même appelait la moralité ». L'expérience spirituelle d'Ariane n'a pas été ce pressentiment de la sainteté qui, à travers une vie chrétienne imparfaite, discerne les reflets d'une perfection lointaine et pourtant proche. C'est la maladie et, suivant l'expression célèbre de Thomas Mann, « la montagne magique » qui lui révèlent le sens des valeurs, provoquant cette conversion par laquelle l'âme s'élève au-dessus des vérités apprises et des formules récitées sans cœur. Les épreuves physiques et l'isolement lui ont découvert « une autre dimension du monde »; c'est réellement en *inspirée* qu'elle déclare : « La vérité que j'entrevois est bien au-dessus des Églises, quelles qu'elles puissent être... » (p. 129). Ce qu'elle « entrevoit » est d'ailleurs une attitude plutôt qu'un jugement aux termes clairement définis, et cette attitude, Ariane la nomme « sympathie ».

Un court dialogue entre la jeune femme et son frère fait surgir ce mot. « Je crois que le mobile qui te poussait à ce moment-là, c'était, je ne dis pas la curiosité, mais quelque chose de bien plus fort et aussi de plus indistinct... Peut-être faudrait-il appeler cela le besoin de s'affirmer, d'être présent au centre même de la vie des autres... — Je pense, moi, répond-elle, que le besoin que tu me prêtes porte un nom très simple : c'est ce qu'on appelle d'ordinaire la sympathie. » Toute l'équivoque qui cache Ariane à elle-même tien

à cette réduction. La sympathie me rend présent à l'autre parce qu'elle rend d'abord l'autre présent en moi. Comme l'a si nettement montré Max Scheler, elle n'est pas l'amour, mais on peut dire à la fois qu'elle rend l'amour plus compréhensif et que l'amour la rend plus aisée. L'âme d'Ariane est, en réalité, inapte à la sympathie. Elle se croit très sincèrement généreuse : mais c'est une générosité sans accueil. Elle croit très sincèrement vivre pour les autres : mais les autres ne vivent pas en elle. Il lui manque cette *co-naissance* dont parle Claudel et son attitude pourrait être définie : une présence sans réciprocité.

Le désintéressement, comme la sincérité, est un de ces mots dont nos contemporains ont beaucoup trop simplifié le sens. Une certaine envie égalitaire est parfaitement désintéressée. La valeur morale du désintéressement est toujours relative. Ariane est une virtuose du désintéressement : cette virtuosité n'est pas nécessairement vertu. Elle se penche sur les êtres pour les aider à se délivrer; elle entre dans leur histoire pour les éclairer sur leur bonheur; elle agit par sa seule présence, qu'elle soit auprès d'eux ou en eux. Ariane a ainsi conduit sa belle-sœur au divorce; lorsque son propre foyer est menacé — un foyer, il est vrai, déjà réduit à un simple contrat — non seulement elle accepte Violette, mais elle veut devenir son amie, s'engage à rendre leur complète liberté aux deux amants et même à subvenir discrètement aux frais du ménage. A aucun moment la sympathie ne l'éclaire sur les dispositions réelles des êtres dont elle prend la direction. Il y a dans sa passion un peu de curiosité malsaine, un peu d'impérialisme et aussi une certaine coquetterie de grande bourgeoise affranchie : il y a surtout un authentique besoin de servir et de donner. La vie et la vertu ne sont pas les seuls « faits moraux », il y a les contrefaçons de la vertu, les vertus viciées.

De la vraie et de la fausse sympathie, tel serait un des sous-titres possibles du *Chemin de crête.*

Les œuvres d'Ariane sont vouées à l'échec, son attitude au contresens. Elle sépare ceux qu'elle voudrait unir; elle désunit ceux qui auraient pu retrouver une vie commune. Son rayonnement dissipe les chances qui survivent aux épreuves les plus graves et fait surgir des espérances qui désespèrent. Son désintéressement semble être un calcul perfide; sa générosité, un jeu infernal; son chant si doux, une musique de perdition.

Ni charité, ni égoïsme; ni grâce surnaturelle, ni mouvement de la nature. « Je suis sûr qu'il y a dans tout cela quelque chose de

faux, de contre-nature », dit Violette (p. 137). C'est pourquoi personne ne comprend pleinement, même Philippe, ce frère qui essaie d'être juste dans l'expression comme dans l'appréciation.

Mais cette justesse et cette justice sont sans doute impossibles. Ariane n'a pas un secret : elle est un secret. Donnons ici aux mots le sens qu'ils reçoivent dans la philosophie d'*Être et avoir*. Si Ariane avait un secret, elle pourrait l'atteindre ou du moins craindre de le savoir. Personne ne saurait dévoiler le secret qu'est Ariane, ni ses victimes, ni son frère, ni elle-même, pas davantage Gabriel Marcel, et encore moins le lecteur (1). Toute interprétation est nécessairement partielle, à commencer par celle que j'en donne ici. A aucun moment la jeune femme ne joue le rôle de la personne qui ne se connaît pas, inventé par quelqu'un qui la connaît bien; l'auteur subit le mystère de son personnage, ce qui est le privilège de la création sur la fabrication. Ariane est une figure essentiellement dramatique à cause de cette existence opaque et non parce qu'elle est mêlée à diverses intrigues; les situations deviennent dramatiques parce qu'elle est là. Ce dramatique est-il scénique? Le texte dit tout ce qui peut être dit; mais tout ce qui peut être dit est loin d'être tout; ce qui échappe aux paroles et à la réflexion appelle la représentation, c'est-à-dire la présence. Le fait de la présence est aussi important dans le théâtre de Gabriel Marcel que dans sa philosophie; il est la condition de l'action spirituelle; plus un être est mystérieux, plus il dépasse le texte écrit. C'est par ce qu'il contient de plus intérieur que le drame exige la scène, et ceci afin d'y trouver la créature vivante.

Quant à la difficulté de porter une telle œuvre à la scène, c'est une autre question. Elle est dramatique par ce qu'il y a dans l'âme de moins théâtral; ce paradoxe est peut-être ce qui inconsciemment fera reculer une actrice de grande classe; il n'est pas dit qu'un jour une débutante ne trouvera pas tout aussi inconsciemment dans Ariane le rôle qui la révélera au public et à elle-même. Ce qui serait plus dangereux à la scène, c'est que presque tous les personnages groupés autour d'Ariane ont quelque chose d'anormal; les uns, victimes du « monde cassé », les autres, victimes d'un corps malade ou d'hérédités obscures. Aussi serait-il difficile de raconter ces quatre actes; on risquerait, en résumant, d'accuser le caractère morbide de cette humanité et de maintenir le drame dans la sphère du vital,

(1) *Le Secret*, d'Henry Bernstein, contient peut-être un secret qui apparaît sur le plan de « l'avoir ».

si l'on accepte le vocabulaire de Scheler. Or pour Gabriel Marcel il n'y a drame que dans la sphère du spirituel; le mouvement de la pièce est même une progression des êtres vers cette sphère où les drames éclatent. Le dénouement laisse devant le lecteur des vies manquées et des esprits éclairés; tout est gâché sur un plan, mais peut-être quelque chose de nouveau commence-t-il sur un autre : où iront les âmes éveillées?

HENRI GOUHIER.

Le « Concerto spirituale »

Il n'est pas trop tard, nous l'espérons, pour évoquer ici ce que nous considérons comme l'un des grands événements artistiques de la saison musicale dernière : l'exécution du *Concerto spirituale* d'Arthur Louriè (1).

L'œuvre, d'ailleurs, comme toute œuvre vraiment forte, dépasse le plan de l'actualité. Écrite en 1928-29, exécutée pour la première fois à New-York en 1930, elle nous est apparue, en ce mois de juin 1936, parée d'une intacte et jeune nouveauté. Aucun de ceux qui l'entendirent ne pouvait douter qu'elle fût douée de ces mystérieuses vertus qui assurent à quelques œuvres d'art une éternelle durée.

Pourtant, lorsque s'éteignit cette fulgurante création sonore, lorsque les trompettes éclatantes eurent jeté leur dernier appel, l'immense public de la salle Pleyel demeura comme stupéfait. Il y eut certes de longs applaudissements — et même de pressants appels d'amis, qui, déjà familiarisés avec l'art de Louriè, étaient ardents à lui crier leur admiration et leur joie. Mais ces amis, si nombreux qu'ils fussent, étaient comme perdus au milieu d'une masse anonyme. Celle-ci n'exprimait pas son attitude ni son hostilité ni son indifférence, ni même sa réserve, mais son étonnement

(1) Le vendredi 12 juin à la Salle Pleyel, par la Société Philarmonique de Paris, sous la direction de Ch. Münch.

devant une telle grandeur, une force si cohérente, si disciplinée, une telle puissance de création poétique. Plus encore que certaines sonorités étranges, peu faites pour choquer des oreilles suffisamment exercées à entendre la musique « moderne », ce qui surprenait dans une telle œuvre, c'était à la fois sa densité et sa clarté, sa richesse et son équilibre.

Insensiblement montait à nos lèvres le grand mot d'art classique. Force et simplicité de la composition : l'œuvre s'ouvre et s'achève par des éclats de cuivre unis aux éclats de voix et encadrant une méditation lyrique du piano solo ; économie des moyens : des cuivres, des contrebasses, le piano et les voix sont seuls mis en œuvre, — mais utilisation totale des ressources de chaque instrument — le piano par moments, dans ce dialogue orageux qui le mettait aux prises avec les cuivres et les chœurs, paraissait un ensemble de harpes frémissantes, — tout dans cet art si moderne évoquait pour nous l'art classique. Faite de clarté, de précision, de rigueur, cette musique se refuse à tout appel facile à la sensibilité superficielle ou à la sentimentalité vulgaire, mais, sous son apparence rude et parfois métallique, elle laisse apparaître une tendresse exquise, une sensibilité profonde et une étrange ardeur que rien ne saurait apaiser, sinon ce Dieu vers lequel elle s'élève, dans cette aspiration de tout l'être qui pousse « le cerf altéré vers les fontaines d'eau vive ».

Car cette musique est religieuse. Pourquoi? Comment? C'est là qu'est le grand secret. Et pourtant, au-delà des paroles qu'elle accompagne, nous sentons bien qu'elle est elle-même une prière. Certes, ces paroles liturgiques, ces deux admirables textes que sont l'*Exultet* et le Psaume XLI, ces strophes qui chantent d'un côté la joie des anges dans le ciel, de l'autre la soif que l'homme a de Dieu, son angoisse dans la solitude, sa terreur devant les abîmes, suffiraient à projeter sur l'accompagnement musical quel qu'il soit un reflet de leur mystérieux éclat et du tremblement religieux qui les anime; mais la musique de Lourié n'est ni un commentaire, ni un accompagnement, elle est une création nouvelle, et comme les versets du psalmiste, les mesures du musicien jaillissent spontanément de cette chambre secrète de l'âme où, dans le silence et la contemplation, Dieu parle à l'homme et le soulève jusqu'à Lui. Nous l'avons tous senti lorsque

abandonnant le secours du texte liturgique, le compositeur a demandé à la pure musique de nous livrer le secret de sa contemplation dans la pathétique cadence pour piano. Durant ces quelques minutes, un monde poétique s'est ouvert devant nous ; c'était le chant de l'âme contemplant le mystère, ce que Baudelaire a si bien défini une « postulation de l'infini », un cri de joie et de confiance, un parfait abandon de l'âme entre les mains de Dieu.

Hélas ! ce monde merveilleux ne s'est un instant entr'ouvert que pour disparaître aussitôt. Tout cela n'est plus en nous qu'un souvenir émouvant auquel chaque jour qui passe enlève un peu de son éclat. Parmi toutes les créations de l'art, la création musicale est particulièrement fragile, soumise plus qu'aucune autre à des conditions matérielles d'exécution. Remercions la société philharmonique de Paris, le chef d'orchestre Ch. Münch et la pianiste Mlle Lefébure qui ont si parfaitement uni leurs efforts pour permettre au rêve enfanté par le musicien de se réaliser enfin ; et souhaitons que d'autres encore, au cours des saisons prochaines, renouvellent cet effort et permettent à un public de plus en plus nombreux de s'abreuver à cette source jaillissante de poésie et de mystère.

BERNARD GUYON.

Peines d'amour perdu

Avec les chaleurs, la France se dilate. Alors que, durant l'hiver, on était enfermé dans sa province, et que la seule réalité française était enclose en quelques lieues, l'été nous rapporte un pays en accord avec les mensurations des géographes, avec les affirmations des manuels scolaires, avec les cartes et les cartes postales.

Et voilà donc la saison où sont d'actualité la publicité routière et la grande pitié des églises de France; où le mot vandale devient de plus en plus inusable à force d'usure; où on invoque des mécènes, réclame des lois, des décrets ou autres arrêtés. Les moulins n'ont plus d'ailes et les pigeonniers abritent les messagers des vertus du piston qui efface les côtes et de l'apéritif qui efface la soif. Les fils du téléphone convergent sur l'oriel, ceux de la haute tension vont faire éclater l'échauguette, et les remparts de la bastide hurlent, tout comme une piste de vélodrome, la gloire des grands magasins.

Que ces doléances soient justifiées, cela n'est pas douteux. On peut n'avoir pas une admiration de principe pour tous les monuments du passé, toute destruction, tout abandon nous peinent. On peut n'être pas persuadé qu'il suffise qu'un peuple s'accroisse pour qu'il soit un grand peuple, et être effrayé de voir la population d'un grand peuple diminuer. Prenons garde aux signes et aux signaux. Il n'y a pas de mécène, pas de loi ni de règlement qui puisse suffire à défendre quoi que ce soit contre la désaffection, contre le mépris ou contre l'indifférence. Si certains monuments, parce que les conditions historiques leur firent perdre leur destination ancienne sans leur en avoir rendu de nouvelle, ne peuvent survivre que par des mesures de protection artificielle, la plupart des autres doivent se défendre eux-mêmes. La beauté de la France est avant tout fonction de l'amour des Français.

Comme j'étais naguère devant la très belle église romane d'Ebreuil en Auvergne, une phrase d'une conversation me frappa, d'une conversation entre voix féminines dans une maison voisine du transept :

« ... rue François-Miron, en plein centre... »

La rue François-Miron, je le note pour ceux qui ont la chance de l'ignorer, est, « en plein centre de Paris », une triste voie gorgée de bruit, de boue ou de poussière, de senteurs et de misère. Je ne veux pas charger un lambeau d'une phrase banale de trop de nocivité, mais il ne me semble pas qu'on puisse nier la virulence du mal qu'elle trahit : s'ils aiment encore Paris, les Français n'aiment plus la France. Ils se sont laissé voler la France après qu'on leur a eu volé leur famille, leur maison et leur patrimoine, leur village et leur province. Ils n'ont plus que la France, — une source d'ennuis : les impôts : une mine à malheurs : les guerres, — au plus une abstraction.

Devant tant de villages et de villes abandonnés que j'ai traversés, abandonnés moins encore du point de vue démographique qu'abanbonnés spirituellement, que privés d'amour, toute indignation est absurde, aussi absurde que serait la surprise d'un médecin constatant qu'un noyé est mort asphyxié. Les gens ne fuient pas leur village parce qu'il n'y a pas d'électricité ni d'adduction d'eau, parce qu'il est enlaidi et ruineux. Il est ainsi parce qu'ils ne l'aiment plus, parce qu'ils n'aiment plus rien, parce qu'ils ont la tête vide, le cœur plein d'amertume et de basse jalousie, parce qu'ils n'ont plus de fierté, mais de l'orgueil, plus d'ambition, mais de l'envie. Les églises ne meurent pas faute de mécènes ou faute de crédits du service des monuments historiques, elles meurent de la mort des paroisses, elles meurent de l'amour perdu.



En Poitou, dans l'admirable église de Saint-Savin, que sauva Mérimée, j'ai rencontré un homme qui travaillait dans la joie. Depuis deux saisons, il exécute là, avec infiniment d'amour, de précieux relevés des précieuses fresques. C'est un jeune peintre verrier, Jacques Socard, à qui les commandes laissent des loisirs, malgré son goût, son talent et son intelligence. Sans doute verra-t-on, à propos de l'Exposition de 1937, les résultats de ses travaux de Saint-Savin dans les annexes du musée de sculpture comparée. Ce garçon discret, passionné pour l'art de la fresque, avouait modestement apprendre là, bien mieux que dans aucune école, un vieux métier peut-être à l'aube d'une renaissance. On aime à saluer cette joie artisane, cette simplicité, cette modestie, cette piété. Mais on souhaiterait que ce travail de mise en conserve ne fût pas con-

sidéré par nos maîtres comme un effort suffisant, comme un but satisfaisant. Le moulage ou le relevé ne sauvent rien, sauf pour l'étudiant, le savant, l'érudit. L'œuvre à entreprendre reste intacte : rendre aux français l'amour de la France.

Cette résignation à laisser se rétrécir le patrimoine français, ce parti pris de conserver des specimens artistiques comme on sauve dans des parcs les espèces animales en voie de disparition, voilà qui est monstrueux. Il y avait naguère encore des loups en France, il ne nous reste que des louvetiers. Faut-il croire que, dans quelques lustres, il ne nous restera que des archéologues? Faut-il embaumer les cadavres ou bien soigner la maladie? Le folkloriste, dans sa quête éperdue de ce qui doit mourir, le régionaliste acharné à confondre l'éphémère avec le durable, ne sont guère plus impuissants que les crédits ministériels ou les mécènes. Car il faut prendre garde aux remèdes qui, parce qu'ils ne peuvent qu'être inefficaces, tendent à ancrer l'idée d'un mal incurable. L'opium endort une douleur, crée un infernal paradis, mais un mal oublié, maquillé, tu, n'est que plus féroce. Refuser la douleur, fuir le salut, n'est pas une attitude digne de l'homme.

Je pensais à cette confusion sinistre l'autre jour, en lisant qu'un groupe d'artistes et d'artisans, las des cafés de Montparnasse et de la misère parisienne, partait s'installer dans un village de Haute-Provence déserté par ses habitants. On souhaite partout bonne chance à ces pionniers, et avec autant d'émotion qu'on en avait jadis en disant adieu aux colons s'embarquant pour les Iles, car la France en 1936 est pour un Français, bourgeois ou intellectuel, un pays plus lointain et plus mystérieux que n'était l'Amérique il y a deux siècles. Or, l'échec de la tentative est prévisible. De pareilles aventures, tentées dans de moins mauvaises conditions, n'ont guère donné de brillants résultats. Il n'y a pas de communauté sans règle, ni de retour à la terre sans terrien. Les artistes ne seront pas des colons. Ceux-ci ne battent pas en retraite. Ce sont des fuyards.

PIERRE VILLOTEAU.

Le Gérant : E. AUBIN. Imp. E. AUBIN ET FILS. — LIGUGÉ (Vienne)

La Vie Intellectuelle

8e année. — Octobre 1935 a Septembre 1936

Tomes XXXVIII à XLIII

TABLES

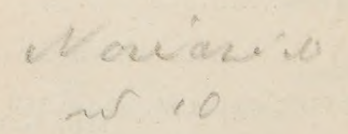
I. — Table des articles

suivant l'ordre alphabétique des noms d'auteurs

Les titres des articles sont imprimés en italique; ceux des notes et documents sont imprimés en romain.

II. — Table bibliographique

III. — Table analytique




GTU Library
3 2400 00268 5794